Br.
*
J
103
H33
V.89

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

QUATRIÈME SESSION DU VINGTIÈME PARLEMENT

11-12 GEORGE VI, A.D. 1947-1948

VOLUME LXXXIX

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph.,
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
1949

TABLE DES MATIÈRES

Proclamations.

Journaux du Sénat.

Index.

Liste des sénateurs par ordre d'ancienneté.

Liste alphabétique des sénateurs.

Liste des sénateurs par provinces.

Liste des comités permanents du Sénat.

Liste indiquant la répartition des sénateurs dans les comités permanents.

PROCLAMATIONS

CANADA

P. KERWIN
Député du Gouverneur général.
[L.S.]

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Dominion du Canada et aux Membres élus députés à la Chambre des communes de Notredit Dominion, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

VU que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au vingt-sixième jour du mois d'août 1947, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa.

SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et eu égard aux facilités et au bon plaisir de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser, tous et chacun de vous, de vous présenter, à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, lundi le sixième jour du mois d'octobre 1947, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être de Notredit Dominion du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller l'honorable Patrick Kerwin, un des juges de Notre Cour Suprême du Canada et député de Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos Aides de camp généraux, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce dix-huitième jour d'août, en l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire d'Etat,
E. H. COLEMAN.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux Membres élus députés à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous, —SALUT:

PROCLAMATION

VU que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au sixième jour du mois d'octobre 1947, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa.

SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et eu égard aux facilités et au bon plaisir de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser, tous et chacun de vous, de vous présenter, à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, samedi le quinzième jour du mois de novembre 1947, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce.

CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos Aides de camp généraux, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce premier jour d'octobre en l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'Etat,
E. H. COLEMAN.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux Membres élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Notre Parlement du Canada est prorogé jusqu'au quinzième jour du mois de novembre 1947. Néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons cru convenable de proroger de nouveau ledit Parlement jusqu'au vendredi, cinquième jour du mois de décembre 1947, de sorte que vous et chacun de vous ne soyez tenus et contraints d'être présents ledit quinzième jour de novembre 1947, en Notre cité d'Ottawa. Nous voulons que vous et chacun de vous à cet égard soyez exonérés; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, le vendredi cinquième jour de décembre 1947, à 3 heures de l'après-midi, pour l'expédition des affaires, et y traiter et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront par le Conseil commun du Canada, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos Aides de camp généraux, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, Canada, ce trentième jour d'octobre, en l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,
Sous-secrétaire d'Etat.

No 1

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 5 décembre 1947

Le Sénat se réunit aujourd'hui à deux heures et demie de l'après-midi, pour la quatrième session du vingtième Parlement du Canada, convoqué par Proclamation.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Gershaw,
Hardy,
Hayden,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
Molloy,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Raymond,
Robertson,
Robicheau,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu du Secrétaire du Gouverneur général la communication suivante:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

Le 20 novembre 1947.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous faire savoir que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale de l'édifice du Parlement à trois heures de l'après-midi, le vendredi 5 décembre 1947, et que, lorsqu'on l'aura avisé que tout est prêt, il se rendra à la Chambre du Sénat pour ouvrir la quatrième session du vingtième Parlement du Canada.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Président,
Votre humble serviteur,

H. F. G. LETSON,
Secrétaire du Gouverneur général.

L'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, Son Excellence le Gouverneur général étant venu et ayant pris place au Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence le Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de Lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des communes étant venue,

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général d'ouvrir la session par le gracieux discours suivant aux deux Chambres:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Dans le monde entier, la situation reste difficile et inquiétante. Les bouleversements consécutifs aux ravages de la guerre se sont révélés de plus en plus clairement. En Europe, la production ne se relève qu'en partie. En Asie, on continue de se battre sur de vastes étendues. Une disette aiguë de denrées indispensables, de vivres surtout, sévit encore. En plusieurs pays, règne un grave malaise politique et social. Les désaccords qui empêchent la conclusion de traités de paix avec l'Allemagne et l'Autriche mettent obstacle au rétablissement de l'Europe.

Le Canada s'est fait représenter récemment à une réunion des nations du Commonwealth tenue à Canberra. On y a abordé les préliminaires de la paix dans le Pacifique. Le Gouvernement a accueilli favorablement l'initiative que les Etats-Unis ont prise de proposer la tenue prochaine d'une conférence à l'égard du traité de paix avec le Japon.

La délégation du Canada à l'Assemblée générale des Nations Unies a pris une part active aux délibérations. Le Canada a obtenu, par élection, un siège au Conseil de sécurité. Le Canada a également fait partie de la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine. L'appui que nous donnons à la Charte des Nations Unies reste un aspect essentiel de la politique étrangère du Canada.

Alors que le bouleversement règne encore en Europe et en Asie, le Canada a continué de jouir d'une prospérité générale. L'emploi et le revenu national ont atteint un niveau inconnu auparavant. Toutefois, le Canada n'a pas échappé au contre-coup des problèmes et difficultés qui se posent ailleurs. Plusieurs pays avec lesquels nous commerçons n'ont pu rétablir leur productivité à son niveau maximum. L'incapacité où, en conséquence, ils se trouvent d'accroître suffisamment leurs exportations pour payer leurs importations, a sensiblement compliqué la situation du change étranger au Canada.

La solution permanente de nos problèmes en matière de change et le bien-être futur de la nation dépendent de la reprise du commerce international. Le succès des récents pourparlers de Genève a marqué un notable progrès en ce sens. La conclusion d'accords commerciaux avec dix-huit autres nations constitue une réalisation concrète. Vous serez priés d'approuver ces accords. Le Canada est représenté à la Conférence du commerce des Nations Unies qui se tient maintenant à La Havane, et qui, espère-t-on, aboutira à la création d'une organisation internationale du commerce, selon les modalités convenues à Genève. Les accords commerciaux et l'établissement d'une organisation internationale du commerce fourniront un solide fondement à l'expansion du commerce, de la production et de l'emploi dans le monde.

Des dispositions d'ordre provisoire sont intervenues afin de préserver et d'accroître les réserves de dollars des Etats-Unis que possède le Canada. Les mesures récemment rendues publiques, et ayant pour objet de parer aux divers aspects de la difficulté immédiate en matière de change étranger, seront soumises à votre approbation.

La pénurie actuelle de dollars des Etats-Unis restreindra nécessairement la faculté qu'a le Canada d'assurer une aide économique supplémentaire à d'autres pays. Néanmoins, le Canada demeure l'un des rares grands pays producteurs dont la guerre n'a pas diminué la productivité. C'est une cause de satisfaction profonde que notre pays ait pu jouer un rôle si important par l'assistance qu'il a fournie aux contrées dévastées par la guerre. Compte tenu du chiffre de la population, aucun autre pays n'a égalé les réalisations du Canada. Au cours de l'effort tendant à faciliter l'exécution de la grande tâche du rétablissement mondial, le Canada continuera, autant que possible, à appliquer le principe de l'assistance mutuelle. Toutefois, l'aide supplémentaire devra tenir compte des difficultés qui se sont produites dans le domaine du change.

Mon Gouvernement a graduellement supprimé les régies que la guerre avait rendues nécessaires. Vu la nécessité de maintenir certaines régies, vous serez invités à approuver une Adresse visant à proroger de nouveau certains décrets et règlements énumérés dans la loi de 1947 sur l'extension des mesures transitoires, qui expirera le 31 décembre.

Grâce à la façon de procéder, graduelle et ordonnée, qui a été suivie pour la suppression des régies, les augmentations de prix qui se sont produites n'ont pas atteint l'importance qu'elles auraient eue dans le cas contraire. Mes Ministres se préoccupent des hausses de prix qui ont accru le coût de la vie.

Dans certains cas, où l'on jugeait les augmentations injustifiées, on a rétabli le plafond des prix. Les fonctionnaires des départements de l'administration les plus immédiatement intéressés ont reçu instructions de surveiller sans relâche les conditions de la production et de l'approvisionnement qui tendent à hausser le niveau des prix exigés des consommateurs.

Dans l'ensemble, les produits de nos industries primaires font encore l'objet d'une forte demande. A cause du prix établi pour la campagne agricole 1948-1949, en vertu de l'accord sur le blé conclu avec le Royaume-Uni, il vous sera demandé d'étudier une mesure permettant d'augmenter le paiement initial versé aux producteurs.

En dépit de la pénurie persistante de certains matériaux et des frais élevés de la construction, un plus grand nombre d'habitations seront achevées cette année que dans toute année antérieure. Vous serez invités à étudier des plans relatifs à la construction d'habitations à bas loyer, à l'usage des anciens combattants.

On soumettra à votre examen une mesure analogue à celle qui a été déposée lors de la dernière session du Parlement et ayant pour objet de pourvoir à l'établissement de rouages plus efficaces en vue du règlement des différends entre employeurs et employés.

La démobilisation des troupes canadiennes du temps de guerre a pris fin en septembre. On continue d'appliquer les mesures visant à coordonner l'organisation et l'administration des trois armes. Vous serez saisis d'un projet de codification de toutes les lois afférentes à la défense.

L'Office de soutien des prix des pêcheries, l'Office fédéral du charbon et la Commission maritime, dont l'établissement avait été autorisé par la loi, ont été dûment constitués.

Parmi les mesures qu'on soumettra à votre attention figurent des projets de loi relatifs au remaniement de la loi de l'impôt sur le revenu, de la loi des élections fédérales et de la loi de la marine marchande du Canada. Vous serez également saisis de certains bills afférents aux anciens combattants.

Le Gouvernement a l'intention de recommander le rétablissement des comités mixtes spéciaux chargés, pour l'un, d'étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et, quant à l'autre, les amendements à apporter à la loi des Indiens.

Des pourparlers prolongés ont eu lieu entre une délégation de la Convention nationale de Terre-Neuve et un comité composé de membres du Gouvernement en vue d'étudier la possibilité de trouver un terrain d'entente relativement à l'union de Terre-Neuve au Canada. Le Gouvernement a fait part de conditions qui, à son avis, pourraient servir de fondement juste et équitable à cette union, au cas où la population de Terre-Neuve désirerait entrer dans la Confédération.

Le mariage de Son Altesse Royale la princesse Elizabeth a donné lieu à de grandes réjouissances. La population du Canada offre ses meilleurs vœux de bonheur à Son Altesse Royale la princesse Elizabeth et à Son Altesse Royale le duc d'Edimbourg.

Membres de la Chambre des communes,

Les comptes publics de la dernière année financière et les crédits de l'année prochaine vous seront présentés.

Vous serez invités à prendre des dispositions financières en vue d'assurer tous les services essentiels.

Honorables membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

Puisse la divine Providence continuer de bénir la nation canadienne et de guider le Parlement du Canada dans toutes ses délibérations.

La Chambre des communes se retire.

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, présente au Sénat un bill, intitulé: "Loi concernant les chemins de fer".

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a en main une copie du discours de Son Excellence le Gouverneur général.

L'honorable Président en donne lecture.

Sur motion, il est
Ordonné: Que le discours de Son Excellence le Gouverneur général soit pris en considération mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que tous les sénateurs présents pendant cette session forment un comité pour prendre en considération les us et coutumes du Sénat, et les privilèges du Parlement, et qu'il soit permis audit comité de s'assembler dans la Chambre du Sénat, selon qu'il le jugera nécessaire.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport des Bibliothécaires du Parlement.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

RAPPORT DES BIBLIOTHÉCAIRES, 1947

(4ième session, 20ième Parlement)

A l'honorable Président du Sénat,

Les bibliothécaires conjoints ont l'honneur de vous soumettre le rapport de la bibliothèque pour l'année 1947.

Le Supplément au Catalogue de la bibliothèque, qui contient la liste des livres achetés, reçus en don, déposés en vertu de la Loi du droit d'auteur, et obtenus grâce aux échanges de documents entre gouvernements, en 1947, est actuellement sous presse et sera distribué dès que le tirage en sera terminé.

Pour donner suite aux recommandations faites l'an dernier par le Comité mixte de la bibliothèque, voici les mesures qui ont été prises:

(1) L'installation du nouveau système de chauffage et de ventilation est pratiquement terminée; la nouvelle décoration intérieure de la bibliothèque est en voie d'exécution.

(2) Au cours de l'intersession, de grandes améliorations ont été apportées au rayonnage de quelque 50,000 volumes dans les locaux de l'édifice de la Cour suprême, mis à la disposition de la bibliothèque du Parlement.

(3) Une machine à lire les microfilms a été achetée et est maintenant en service. Les éditions microfilmiques de plusieurs journaux nous arrivent régulièrement, d'où économie appréciable d'espace sur les rayons.

(4) Le nouveau système d'éclairage fluorescent est installé; les avantages en sont manifestes.

(5) Les vacances qui s'étaient produites dans le personnel permanent ont été remplies par la Commission du service civil. M. Stewart Rogers, ancien fonctionnaire de la bibliothèque publique de Calgary, occupe le poste de préposé au prêt (bibliothécaire grade 1) et M. John Bennett, celui de commis grade 3. Pour assurer une meilleure conservation des documents officiels selon le désir formulé par les sénateurs et les députés, la Commission du service civil a créé un nouvel emploi, celui de préposé aux documents (bibliothécaire grade 2). La Commission a nommé à ce poste Mlle Olive Gouthreau, bibliothécaire graduée et dûment qualifiée.

Il est actuellement procédé à l'installation d'un système d'extinction d'incendie, à la bibliothèque.

En novembre dernier, le bibliothécaire parlementaire, à titre de délégué canadien, assistait à la Deuxième Session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), tenue dans la ville de Mexico.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS
F. A. HARDY
Bibliothécaires conjoints.

Bibliothèque du Parlement
Ottawa, ce 5 décembre 1947

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le Sénat, lorsqu'il s'ajournera aujourd'hui, restera ajourné jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 2

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 9 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Donnelly,	Hurtubise,	McIntyre,
Beaubien (Montarville),	Duff,	Hushion,	McKeen,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duffus,	Johnson,	Moraud,
Beauregard,	Dupuis,	Jones,	Mullins,
Bishop,	DuTremblay,	King,	Murdock,
Blais,	Euler,	Kinley,	Paquet,
Bouchard,	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
Bouffard,	Fallis,	Lambert,	Quinn,
Bourque,	Farris,	Léger,	Robertson,
Burchill,	Ferland,	Lesage,	Roebuck,
Calder,	Gershaw,	MacLennan,	St-Père,
Campbell,	Gouin,	Marcotte,	Sinclair,
Copp,	Haig,	McDonald (Shediac),	Stevenson,
Crerar,	Hayden,	McDonald (Kings),	Turgeon,
	Horner,	McGuire,	Vaillancourt,
	Howard,		White,
	Howden,		Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées—

Par l'honorable sénateur Campbell:

De *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company and Canadian National Railway Company;* demandant l'adoption d'une loi à l'effet de ratifier et de confirmer un certain accord portant la date du troisième jour de décembre 1926, intervenu entre lesdites compagnies.

De la Compagnie de Téléphone Bell du Canada; demandant l'adoption d'une loi augmentant le capital social de la Compagnie et élucidant ses pouvoirs corporatifs.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies d'arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 159/3240, approuvé le 13 août 1947: relatif à la formation des anciens combattants aveugles ou à demi-aveugles.

Arrêté en conseil C.P. 3597, approuvé le 5 septembre 1947: relatif aux dates de licenciement des membres des forces armées aux fins de traitement (versions française et anglaise).

Copies d'arrêtés en conseil adoptés aux termes de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 4329, approuvé le 24 octobre 1947: relatf au temps qu'un ancien combattant a consacré à son entraînement professionnel dans une faculté de médecine ou d'art dentaire.

Arrêté en conseil C.P. 4559, approuvé le 7 novembre 1947: relatif à l'octroi de secours aux anciens combattants-agriculteurs dans les zones de blé du printemps tel que le définit la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

Arrêté en conseil C.P. 4653, approuvé le 14 novembre 1947: relatif aux dates auxquelles les membres des forces navales, militaires ou aériennes du Canada, permanentes ou intérimaires, cesseraient d'être en activité de service aux fins de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Copie de l'état financier sous le régime de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants pour l'année budgétaire expirant le 31 mars 1947 (versions française et anglaise).

Règlements édictés et approuvés sous le régime de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, pour la période du 11 avril au 12 novembre 1947, constituant un amendement aux règlements de 1946 sur l'assurabilité contre le chômage, dispensant de l'assurabilité les artistes de la radio, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3844, approuvé le 23 septembre 1947 (versions française et anglaise).

Rapport annuel du ministère du Travail pour l'année financière expirant le 31 mars 1946 (version française).

Echange de notes entre le Canada et l'Australie modifiant, pour la période s'étendant du 13 août au 31 décembre 1946, l'Accord commercial intervenu entre ces deux pays en date du 8 juillet 1931, concernant les charges douanières sur les oranges importées en Canada. (Recueil des Traités, 1946, No 38).

Echange de notes supplémentaires entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, relativement à la disposition du projet Canol, prenant vigueur le 1er mars 1947. (Recueil des Traités, 1946, No 41).

Accord international concernant les navires-stations météorologiques de l'Atlantique du Nord, fait à Londres le 25 septembre 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 45). (Bilingue).

Acte final de la Conférence sur les brevets ayant appartenu à des Allemands, tenue à Londres du 15 au 27 juillet 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 46). (Bilingue).

Protocole pour la dissolution de l'Institut international d'agriculture et le transfert de ses fonctions et de ses biens à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, signé à Rome le 30 mars 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 49). (Bilingue).

Protocole amendant les accords, conventions et protocoles sur les stupéfiants, signés à Lake Success (N.-Y.) le 11 décembre 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 50). (Bilingue).

Echange de notes entre le Canada et les Pays-Bas concernant compensations pour dommages de guerre, entrant en vigueur le 30 décembre 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 53).

Actes de la Conférence internationale relativement à la pêche à la baleine, tenue à Washington du 20 novembre au 2 décembre 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 54).

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique relatives au surplus de propriétés appartenant à l'un ou l'autre de ces pays. (Recueil des Traités, 1947, No 3).

Registres officiels de la seconde session de l'Assemblée générale des Nations Unies—Supplément No 1—Rapport annuel du Secrétaire général sur les travaux de l'Organisation.

Rapport de la cinquième session du Conseil économique et social à la deuxième session ordinaire des Nations Unies (versions française et anglaise).

Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, et documents connexes. (Recueil des traités 1947, No 27). (Textes français et anglais).

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce:

Volume 2—Liste de concessions tarifaires: Commonwealth d'Australie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Etats-Unis du Brésil, Birmanie, Canada, Ceylan, République du Chili.

Volume 3—Liste de concessions tarifaires: République de Chine, République de Cuba, République tchécoslovaque, Union française.

Volume 4—Inde, Nouvelle-Zélande, Royaume de Norvège, Pakistan, Rhodésie du Sud, Union économique libano-syrienne, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique; ainsi que le Protocole d'application provisoire.

Liste V jointe à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce négocié au cours de la deuxième session de la Commission préparatoire des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947. (Recueil des traités 1947, No 27A). (Textes français et anglais).

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale des Nations Unies, pour la période du 16 juillet 1946 au 15 juillet 1947. (Textes anglais et français).

Deuxième rapport de la Commission de l'énergie atomique au Président du Conseil de sécurité des Nations Unies, le 11 septembre 1947. (Textes anglais et français).

Rapport du Secrétaire général (Nations Unies) sur les activités de la Commission de l'Extrême-Orient.

Copie d'une radio-émission relative aux accords commerciaux, etc., par l'honorable Douglas Abbott, ministre des Finances le 17 novembre 1947.

Copie des arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la Loi sur le contrôle des changes, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 4678, approuvé le 12 novembre 1947: concernant le contrôle des ressources en changes étrangers du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 4858, approuvé le 26 novembre 1947: rayant certains articles de l'Annexe VII des Règlements sur le contrôle des changes. (Textes français et anglais).

Copie de notes explicatives sur les restrictions concernant les importations. (Textes anglais et français).

Copie d'un état concernant les mesures proposées sur les impôts pour donner suite au programme sur les restrictions des importations. (Textes français et anglais).

Copie des règlements émis par la Commission sur le contrôle des changes au sujet des voyages par les résidents du Canada. (Textes français et anglais).

Copie de notes explicatives sur les restrictions des voyages. (Textes français et anglais).

Rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies par le Comité spécial sur la Palestine—Volumes I, II, III et IV. (Textes français et anglais).

Rapport des séances entre les délégués de la Convention nationale de Terre-Neuve et les représentants du gouvernement du Canada, tenues à Ottawa du 25 juin au 29 septembre 1947—Résumé des délibérations et Appendices, Parties 1 et 2.

Copie des termes supposés constituer une base équitable et juste en vue de l'union de Terre-Neuve au Canada, dans le cas échéant où la population de Terre-Neuve désirerait faire partie de la Confédération (versions française et anglaise).

Copies, en anglais et en français des "Lettres patentes constituant la charge de Gouverneur général du Canada applicables à partir du 1er octobre 1947, avec, en annexe, le texte des documents relatifs à la charge de Gouverneur général du Canada et applicables antérieurement au 1er octobre 1947"; et d'un communiqué de presse explicatif donné par le Premier ministre le 1er octobre 1947.

Copie d'un arrêté en conseil C.P. 3579, approuvé le 5 septembre 1947: nomination de Robert Broughton Bryce comme gouverneur remplaçant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour succéder à Graham Ford Towers, qui avait été nommé par l'arrêté en conseil C.P. 983 du 15 mars 1946.

Rapport du ministère de l'Agriculture pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

Rapport des conventions passées aux termes de la Loi de 1939 sur la vente coopérative des produits agricoles, telle que modifiée, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947 (versions française et anglaise).

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Rapport du commissaire des brevets pour l'année financière expirant le 31 mars 1947 (versions française et anglaise).

Rapport, en date du 20 août 1947, sur la vérification des livres du Séquestre (Ordonnance du traité de paix de 1920), pour l'année expirant le 31 décembre 1946, effectuée par MM. Price, Waterhouse et compagnie, comptables licenciés, de Montréal.

Rapport, en date du 3 septembre 1947, sur la vérification des livres du Séquestre (1939), pour l'année expirant le 31 décembre 1946, effectuée par MM. Price, Waterhouse et compagnie, comptables licenciés.

Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année financière expirant le 31 mars 1947.

Etat sur pensions, allocations, gratifications ainsi que des services permanents et des comptes de pensions, tel que l'exigent les paragraphes A, B, C de l'article 57 de la Loi des pensions de la milice, chapitre 59, S.R.C., 1927, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947.

Ordonnances et règlements de la Marine royale canadienne (aux termes de l'article 40 de la Loi sur le service naval).

Ordonnances et règlements pour l'armée canadienne (aux termes de l'article 141 de la Loi de la milice).

Ordonnances et règlements pour le Corps d'aviation royal canadien (aux termes de l'article 16 de la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien).

Ordonnances et règlements relatifs à la Marine royale canadienne, l'Armée canadienne et le Corps d'aviation royal canadien (aux termes de l'article 40 de la Loi sur le service naval, article 141 de la Loi de la milice, et de l'article 16 de la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien).

Rapport annuel, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947, du ministère du Revenu national, comprenant les tableaux et états relatifs à la douane, l'accise et l'impôt de la Puissance du Canada, compilés d'après les rapports officiels (versions française et anglaise).

Liste des avances de secours consenties à des Indiens, en vertu des dispositions de l'article 94-B de la loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Etat des ventes de terres et des baux annulés en vertu des dispositions de la loi des Indiens, article 64, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Copies d'arrêtés en conseil modifiant les dispositions de la Loi sur la convention au sujet des oiseaux migrateurs, depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 1er, chapitre 16, Statuts de 1932-33.

Copies d'arrêtés en conseil adoptés aux termes de l'article cinq de la Loi sur les terres fédérales, 1927, chapitre 113, S.R.C., depuis le dernier rapport au Parlement.

Copies des ordonnances du commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest, depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 13 du chapitre 142, S.R.C., Loi sur les Territoires du Nord-Ouest.

Liste des allocations et ajustements des grains de provende, de semence et des dettes de secours, avec le détail des remises et quittances, tel qu'exigé par l'article 2, chapitre 51, S.R.C., Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne.

Copies d'arrêtés en conseil adoptés aux termes de la Loi fédérale des terres, chapitre 113, article 75, S.R.C., depuis le dernier rapport au Parlement.

Copies des arrêtés en conseil adoptés aux termes de la Loi sur les réserves forestières et sur les parcs, chapitre 78, article 22, S.R.C., depuis le dernier rapport au Parlement.

Rapport sur l'administration des pensions de vieillesse et de cécité au Canada, tel qu'exigé par la Loi des pensions de vieillesse, chapitre 156, S.R.C., 1927, telle que modifiée, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947 (versions française et anglaise).

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que conformément à la Règle 77, les sénateurs dont les noms suivent forment un comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents de la présente session, à savoir: les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Buchanan, Copp, Haig, Howard, Sinclair, White et l'auteur de la motion; ledit comité devant faire rapport, avec toute la diligence possible, des noms des sénateurs ainsi désignés.

L'honorable sénateur Euler présente au Sénat un Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Ferland propose, appuyé par l'honorable sénateur Gershaw:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est
Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 3

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 10 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Montarville),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, Président du comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents pour la présente session, soumet le rapport de ce comité.

Ledit rapport est lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 10 décembre 1947.

Le comité de Sélection, chargé de désigner des sénateurs pour faire partie des divers comités permanents de la présente session, a l'honneur de soumettre la liste suivante des sénateurs qui ont été désignés pour composer les divers comités permanents ci-après mentionnés, à savoir:

Comité mixte de la Bibliothèque

L'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (Kings), Vien et Wilson.—(16).

Comité mixte des Travaux d'impression

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Bouffard, Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et White.—(19).

Comité mixte du Restaurant

L'honorable Président, les honorables sénateurs Fallis, Haig, Howard, Johnston, McLean et Sinclair.—(7).

Ordres permanents

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bishop, Bouchard, Buchanan, Duff, DuTremblay, Hayden, Horner, Howden, Hurtubise, Jones, Macdonald (*Cardigan*), McLean, St-Père et White.—(15).

Banques et commerce

Les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Buchanan, Burchill, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, David, Dessureault, Donnelly, Duff, DuTremblay, Euler, Fallis, Farris, Gershaw, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Horner, Howard, Hugessen, Johnston, Jones, Kinley, Lambert, Léger, Macdonald (*Cardigan*), Marcotte, McGuire, Molloy, Moraud, Murdock, Nicol, Paterson, Quinn, Raymond, Riley, Robertson, Sinclair, Vien, White et Wilson.—(48).

Transports et communications

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bishop, Blais, Bourque, Calder, Copp, Daigle, Dennis, Dessureault, Duff, Duffus, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Horner, Hugessen, Hushion, Johnston, Jones, Kinley, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, MacLennan, Marcotte, McDonald (*Shediac*), McGuire, McKeen, Molloy, Moraud, Murdock, Paterson, Quinn, Raymond, Robertson, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland et Veniot.—(45).

Bills d'intérêt privé

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Beauregard, Bouffard, David, Duff, Duffus, Dupuis, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Ferland, Hayden, Horner, Howard, Howden, Hugessen, Hushion, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), McDonald (*Shediac*), McIntyre, Mullins, Nicol, Paquet, Quinn, Robinson, Roebuck et Taylor.—(32).

Régie interne et dépenses imprévues

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Campbell, Copp, Fafard, Fallis, Gouin, Haig, Hayden, Horner, Howard, King (Président), Lambert, MacLennan, Marcotte, Moraud, Murdock, Quinn, Robertson, Vien, White et Wilson.—(23).

Relations extérieures

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Buchanan, Calder, Copp, Crerar, David, Dennis, Donnelly, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Johnston, Lambert, Léger, Marcotte, McGuire, McIntyre, McLean, Nicol, Robertson, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(33).

Finances

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beeauregard, Bouchard, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Davies, Duff, DuTremblay, Fafard, Farris, Ferland, Haig, Hayden, Howard, Howden, Hugessen, Hurtubise, Hushion, Johnston, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, McDonald (*Kings*), McIntyre, McLean, Moraud, Paterson, Pirie, Robertson, Robicheau, Roebuck, Sinclair, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(45).

Tourisme

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Buchanan, Crerar, Daigle, Davies, Dennis, Donnelly, Duffus, Dupuis, DuTremblay, Gershaw, Horner, McDonald (*Kings*), McKeen, McLean, Murdock, Paquet, Pirie, Robinson, Roebuck et St-Père.—(22).

Débats et comptes rendus

Les honorables sénateurs Aseltine, Beauregard, Bishop, DuTremblay, Fallis, Ferland, Lacasse et St-Père.—(8).

Divorces

Les honorables sénateurs Aseltine, Copp, Euler, Gershaw, Haig, Howard, Howden, Kinley, Robinson, Sinclair, Stevenson et Taylor.—(12).

Ressources naturelles

Les honorables sénateurs Aseltine, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bouffard, Burchill, Crerar, Davies, Dessureault, Donnelly, Duffus, Dupuis, Ferland, Hayden, Horner, Hurtubise, Johnston, Jones, Kinley, Lesage, McDonald (*Kings*), McIntyre, McKeen, McLean, Nicol, Paterson, Pirie, Raymond, Riley, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland, Taylor, Turgeon, Vaillancourt et White.—(35).

Immigration et travail

Les honorables sénateurs Aseltine, Blais, Bouchard, Bourque, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Crerar, David, Donnelly, Dupuis, Euler, Ferland, Haig, Hardy, Horner, Hushion, Lesage, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Molloy, Murdock, Pirie, Robertson, Robinson, Roebuck, Taylor, Vaillancourt, Veniot et Wilson.—(31).

Relations commerciales du Canada

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bishop, Blais, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Daigle, Davies, Dennis, Dessureault, Duffus, Euler, Gouin, Haig, Howard, Hushion, Jones, Kinley, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, McKeen, McLean, Moraud, Nicol, Paterson, Pirie, Riley, Robertson, Robicheau, Turgeon, Vaillancourt et White.—(34).

Santé nationale et bien-être social

Les honorables sénateurs Blais, Bouchard, Bouffard, Bourque, Burchill, David, Donnelly, Dupuis, Fallis, Farris, Ferland, Gershaw, Haig, Howden, Hurtubise, Johnston, Jones, Lacasse, Léger, Lesage, McGuire, McIntyre, McKeen, Molloy, Paquet, Robertson, Robinson, Roebuck, Veniot et Wilson. —(30).

Administration du service civil

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Calder, Copp, Davies, Dupuis, Fafard, Gouin, Hurtubise, Kinley, Marcotte, Pirie, Quinn, Robinson, Roebuck, Taylor, Turgeon et Wilson.—(18).

Edifices et terrains publics

Les honorables sénateurs Dessureault, Fallis, Haig, Lambert, Lesage, McGuire, Molloy, Paterson, Quinn, Robertson, Sinclair et Wilson.—(12).

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de Sélection pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont, par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités où leurs noms respectifs figurent dans ledit rapport, pour faire enquête et rapport sur les diverses questions qui peuvent de temps à autre leur être soumises; et que le comité des Ordres permanents soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents, lorsque requis; et que le comité de Régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans mandat spécial du Sénat, de prendre en considération toute question concernant la régie interne du Sénat, et que ce comité fasse rapport au Sénat du résultat de ses délibérations, pour qu'il y soit donné suite.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Fallis, Haig, Howard, Johnston, McLean et Sinclair ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), Vien et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Bouffard, Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et White ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table—

Réponse à un Ordre du Sénat en date du 17 juin 1947, indiquant:

(1) Quels ports et havres au Canada sont présentement gérés, exploités et contrôlés par le Conseil des ports nationaux?

(2) Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

(3) Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement à la politique financière ou aux accords financiers qui se sont appliqués à des ports et havres mentionnés aux questions 1 et 2?

(4) De quelles sommes les dettes respectives desdits ports mentionnés aux questions 1 et 2 ont-elles été diminuées en ce qui concerne l'intérêt ou le principal, ou les deux? Quel est le nom de chaque port et le montant dont la dette a ainsi été réduite?

(5) Quel est le total des dépenses encourues dans chacun desdits ports depuis l'institution du Conseil des ports nationaux?

(6) Quelles sont les recettes de chacun desdits ports, avec indication au complet et en détail des taxes, redevances et autres frais imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargaisons, location des lais de mer et des terrains, ainsi que toutes autres taxes, redevances, frais ou recettes perçus dans chacun desdits ports et havres?

(7) Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est
Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 4

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 11 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Davies,	Hurtubise,	McKeen,
Beaubien (Montarville),	Dessureault,	Hushion,	McLean,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Donnelly,	Johnston,	Mullins,
Beauregard,	Duff,	Jones,	Murdock,
Bishop,	Duffus,	King,	Paquet,
Blais,	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Bouchard,	Euler,	Lacasse,	Pirie,
Bouffard,	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Bourque,	Fallis,	Léger,	Robertson,
Burchill,	Farris,	Lesage,	Roebuck,
Calder,	Ferland,	MacLennan,	St-Père,
Campbell,	Gershaw,	Marcotte,	Sinclair,
Copp,	Gouin,	McDonald (Shediac),	Stevenson,
Crerar,	Haig,	McDonald (Kings),	Turgeon,
Daigle,	Hayden,	McGuire,	Vaillancourt,
David,	Horner,	McIntyre,	Veniot,
	Howard,		Vien,
	Howden,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Veronica Conrick Pelley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilbert Joseph Pelley.

De William Bryan Hazel, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joyce Evelyn Balls Hazel, de East Mersea, Colchester, Essex, Angleterre.

De Clarence William Henry Hodgson, de Como, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Virginia Sprigings Hodgson, de Taunton, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique.

De Hilda Emily Brown, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Tennet Brown.

De Ruth Shkurnik Gilbert, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arnold M. Gilbert.

De Doris Amy Peate Taylor, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Geoffrey Campbell Taylor, de Montréal, Québec.

De Gwendolyn Beulah Russell Denenfeld, de Ville St-Laurent, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Julian Denenfeld, de Montréal, Québec.

De Annie Goldenberg Schulman, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Schulman, de Montréal, Québec.

De Myrtle Macdonald Heale Daniluk, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui annulle son mariage avec Stephen Daniluk.

De Irene Morgan Neilson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Hamilton Neilson, Mont-Royal, Québec.

De Jean MacDonald Di Falco, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nicholas Di Falco.

De Diana Eve Whittall Beurling, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Frederick Beurling, de Terrebonne, Québec.

De Margaret Craig Carmichael Nicholson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Nicholson, de Westmount, Québec.

De Beatrice Evelyn Tutill Bobinsky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Joseph Bobinsky.

De Joseph-Roméo-Abraham St-Jacques, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clara-Rachel Renaud St-Jacques, du rang St-Jean, St-Benoît, comté des Deux-Montagnes, Québec.

De Dora Moore Holland Towers, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph Montague Towers.

De Robert Grincill Barnet Jones, de Montréal, Québec, demandant l'adpption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mabel Laurie Dorothea Partland Jones.

De William Thomas Wright, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorna Lily Tucker Wright.

De Joseph-Eugène-Ernest Bourbonnais, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Rose-Germaine St-Laurent Bourbonnais.

De Ellen Catherine Holder, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Edward Holder, de Montréal, Québec.

De James Reed, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elsie Heath Reed, d'Asbestos, Québec.

De Joseph Dunn, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bertha Hawn Dunn.

De Una Mary Phillips Slavin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Joseph Slavin.

De Henry George Halsey, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Fransham Halsey, de Montréal, Québec.

De Selma Rattner Fridhandler, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Fridhandler.

De Betty Yossem Edelstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stephen Edelstein, de Noranda, Québec.

De Lea Alvina Mary Boulay Orr, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clifford John Orr.

De Jean Lauder Rutledge, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Joseph Rutledge, de Farnham, Québec.

De Ruth Attwood McVicar, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald McVicar.

De Bella Wine Rapps, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Rapps.

De Claire Alice Tucker Vincent, de Longueuil, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wade Douglas Vincent, de Sutton, Québec.

De Kenneth Elliott Mitchell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Susannah May Mitchell, de Montréal Nord, Québec.

De Frederik Smith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clara Hoj Jensen Smith, de Robinson Corner, Nouvelle-Ecosse.

De Albert Franklin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Helen May Leclair Franklin.

De Robert Ernest Beadie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Carol Wilson Beadie.

De Georgina Claire Williscroft Bovard, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Pitblado Bovard.

De Adelaide Margaret Munn Bain, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Charles Bain, de Westmount, Québec.

De Hellmut Hans Karl Pokorny, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Elizabeth Winston Pokorny, de Londres, Angleterre.

De Bertha (Brana) Hindes Ramer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eli Ramer, de St-Lambert, Québec.

De Mabel Finlay Turner Rollo, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rupert Alfred Rollo.

De Mary Gwozdecka Carter, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nicholas Roger Carter.

De George-Crosby-Wilson Gray, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Frances Edna Lecky Gray, de Kingston, Ontario.

De James Young, Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lila Young, de Assonville, Ontario.

De William Jackson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Manning Jackson, de Westmount, Québec.

De Laura Krause Suffrin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Emil Suffrin.

De Goldie Tessler Wise, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Wise.

De Shirley Leighton Pawson Milligan, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Alexander Milligan, de Montréal, Québec.

De Leah Zeiger Rudenko, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abraham Rudenko.

De Marguerite Elsie Dunan Currie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Carleton Currie, de Westmount, Québec.

De William Neville Buckingham, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Blanche Hancock Buckingham.

De Alice Cecilia Anne Magniac Bailey, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Ferdinand Carey Bailey, de Mont-Royal, Québec.

De Wolfovitch Gold, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isaac Gold, de Montréal, Québec.

De Edna Birch Drimer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Maurice Drimer.

De Rhoda Marjorie Beacom Sadler, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Arthur Sadler.

De Mary Elizabeth Ellwood Blackburn, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Archibald Blackburn.

De Georgette Ruth Cote Geller, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rubin Geller.

De Joyce Knowles Ledoux, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank John Ledoux.

De Helen May Smith Saunders, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Harold Saunders.

De Saul Ettinger, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hildegard Massow Ettinger.

De Grace Davie Park Parr, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cyril William Parr.

De Thomas Gordon Williams, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jennie Louise Sheals Williams.

De Beatrice Doris Haggerty Goodier, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alvin Herbert Goodier, fils.

De Jeanne Crète Benoît, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Léopold Benoît.

De Mae (Maria) Harper Bragger, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Thomas Bragger, de Anvers, Belgique.

De Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth, de Bishopton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Horace Ainsworth.

De Sarah Cummings Menzies Carlin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Chalmers Carlin.

De Sarah Ann Older Verrier, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean-Baptiste Verrier.

De Madeline Florence Ivy Doggett Tassé, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Alfred-Victor Tassé.

De Alexandre Hébert, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Yvonne Emond Hébert, de Montréal, Québec.

De St. Kilda McKay McLean Anderson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis Lionel Parker Anderson.

De Clarice Jean Field Campbell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Merritt Day Campbell.

De Emilien Guilbault, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilberte Gagnon Guilbault.

De Samuel John Revelle, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anna Kaleininkas (Keller) Revelle.

De Laura Hazel Perkins Reid, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Albert Reid, de St-Vincent-de-Paul, Québec.

De Abraham Schechter, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Poline (Pauline) Doctor Schechter, d'Outremont, Québec.

De Jean Fullarton Craig Walker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clifford Thomas Walker.

De Elerick Montgomery Barton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Mary Fraser Barton.

De Valerie Jean Lewis Samson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Peter Blay Crombie Samson.

De Eugene Alden Anderson, de Bury, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cora Evelyn Grey Anderson.

De Barbara Mary Day Duffy, de Winnipeg, Manitoba, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rob Roy Duffy, de Montréal, Québec.

De Thelma May Heggie May, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Edmund May.

De Sonja Anna Margaret van der Walde Brown, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nelson Eric Brown, de Montréal, Québec.

De Doris Mary Stratton Stuart, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alan William George Stuart.

De Freda Gertrude Parkes McMillan, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Norman McMillan.

De Delilah May Jacobs Button, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Button, de Montréal, Québec.

De William Hesketh, de Croydon, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lillie May Pasher Hesketh, de Ste-Marguerite, Québec.

De Rita Mabel Welsh Gilbert, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert-George Gilbert.

De Gwendoline Elizabeth Hunt Edmund, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Chadwick Edmund.

De Janet Alice Smith Bennett, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clifford John Bennett.

De Lloyd Arthur Davies, de Serbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eunice Susan Swinimer Davies, de Hortonville, Nova Scotia.

De Hazel Shirley Elizabeth Hart Layton, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Michael Shakespeare Layton, de Laval sur le Lac, Québec.

De Margaret Laidley Lawrie Burke, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Burke.

De Laura Grace Hanley Huggenberger, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Otto Robert Huggenberger.

De Alma Petrides Prysky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Prysky, de Halifax, Nouvelle-Ecosse.

De Mildred Frances Batten Gzowski, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vernon Gzowski.

De Robert-Charles Delafosse, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edna Evelyn Catherine Fennell Delafosse. Delafosse.

De Winnifred Anthony Leith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Leith.

De Olive Frances Harper Morrison, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Douglas Morrison.

De Marie-Antoinette Aubit dit Cimon Charron, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Emile-Octave-Roger Charron.

De Elizabeth Frances Mary Liddle McClelland, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Kay McClelland.

De Jean Duncan Girard, de Ville Lasalle, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeannette Godin Girard.

De Mona Leah Vineberg Fisher, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert Julian Fisher.

De Gordon Merrill Fuller, de Sweetsburg, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vivial Belle Davis Fuller, de Almaville, Québec.

De Irène Nellie Kon Ballantyne, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Allan Campbell Ballantyne.

De Anne Greenblatt Pliss, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irving Pliss.

De Magdelena Kleiziute Testart, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Christian Testart, de Dorval, Québec.

De Mirian Salomon Starr, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Starr.

De Sonnie Levitt Shereck, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Shereck.

De Vera May Paulson Ward, de Moosehorn, Manitoba, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Emerson John Ward, de Montréal, Québec.

De Ernest Alfred Coker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Elaine Cameron Coker, de Verdun, Québec.

De Leah Marcelle Pettitt Reeve, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Houston Reeve, de Montréal, Québec.

De Florence Joyce West Shannon, de Reading, England, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Onie Shannon, de Montréal, Québec.

De Mary Shore Bernstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Moses Jacob Bernstein.

De Leah Shrimer Shanker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Shanker.

De Simonne Boily Whitelaw, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William John Whitelaw.

De Marguerite Isaacs Katz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Morris Henry Katz.

De Adelaide Jardine McDonald, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gordon McDonald, de Montréal, Québec.

De Ida Malfara Romanelli, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Giuseppe Romanelli.

De Joan Ruth Grimble Campbell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexander Craig Campbell.

De Samuel Kupchik, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Freda Baumholtz Kupchik.

De Molly Renetta Fry Bist, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alfred Charles Bist.

De Michael Charles Parr, de Mackayville, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nancy Violetta Allcorn Parr, de Montréal, Québec.

De Armand Lapierre, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eulema Carignan Lapierre.

De Saul Jack Costin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marguerite Diane Westwell Costin, de Toronto, Ontario.

De Patricia Potter Parker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Alexander Parker, de Lachine, Québec.

De Marie-Albina-Ethel Dubois Howick, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Armand Michael Howick.

De Frederick Edward Sherman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jessie Margaret Allan Sherman.

De Arnold Wells, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lily Walker Wells.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, demandant l'adoption d'une loi qui augmente le capital social de la compagnie et élucide ses droits corporatifs.

De *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company* et *Canadian National Railway Company,* demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un certain accord en date du troisième jour de décembre 1926, effectué entre lesdites compagnies.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et communications, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Transports et communications demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Ressources naturelles demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

T. A. CRERAR,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Relations extérieures, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Relations extérieures demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

N. P. LAMBERT,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Paterson, du comité permanent des Edifices et des terrains publics, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Edifices et des terrains publics demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

N. M. PATERSON,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente au Sénat le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

1. Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres à toutes fins, y compris la réception des dépositions sous serment relativement aux faits énoncés dans les pétitions en obtention de bills de divorces.

2. Votre comité recommande aussi que permission lui soit accordée de siéger durant tous les ajournements du Sénat, ainsi que durant les séances du Sénat.

3. Votre comité recommande aussi que, outre le président qu'il élit, il soit autorisé à élire, en tout temps, un vice-président, lequel sera revêtu de tous les pouvoirs du président.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Haig, il est
Ordonné: Que les pièces suivantes, savoir:
No 5. Lettre;
No 6. Carte d'inscription d'hôtel;

déposées durant la dernière session du Parlement à l'examen et audition de la pétition de Joseph-Edmond-Gérard Santoire, demandant l'adoption d'un bill de divorce, soient remises au pétitionnaire.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Finances demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Banques et du commerce demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

ÉLIE BEAUREGARD,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Veniot, du comité permanent de la Santé et du bien-être social, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent de la Santé et du bien-être social demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

C. J. VENIOT,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Duff, du comité permanent des Ordres permanents, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

WM. DUFF,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyé par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 5

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 15 décembre 1947

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Duffus,	Kinley,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Dupuis,	Lacasse,	Paquet,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Bishop,	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Blais,	Ferland,	MacLennan,	Raymond,
Bouchard,	Gershaw,	Marcotte,	Robertson,
Bourque,	Haig,	McDonald (Shediac),	Robinson,
Burchill,	Hayden,	McDonald (Kings),	Roebuck,
Calder,	Horner,	McGuire,	St-Père,
Copp,	Howard,	McIntyre,	Sinclair,
Crerar,	Howden,	McKeen,	Stevenson,
David,	Hurtubise,	McLean,	Taylor,
Donnelly,	Johnston,	Moraud,	Turgeon,
Duff,	Jones,		Veniot,
	King,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le premier rapport de l'Examinateur des pétitions de bills privés, comme suit:

Le LUNDI 15 décembre 1947.

En conformité de la règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions de bills privés a l'honneur de présenter son premier rapport comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié les pétitions suivantes, et constate que les exigences de la règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De la Compagnie canadienne de Téléphone Bell, demandant l'adoption d'une loi qui augmente le capital social de cette compagnie et clarifie ses pouvoirs corporatifs.

De la compagnie dite *"The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company"* et de la *Canadian National Railway Company,* demandant l'adoption d'une loi qui ratifie et confirme un certain arrangement en date du troisième jour de décembre 1926 passé entre lesdites compagnies.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

Les pétitions suivantes sont présentées—

Par l'honorable sénateur Quinn:

De "La Compagnie de Fidéicommis Orientale", demandant l'adoption d'une loi augmentant le capital social de la compagnie.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

De Joseph Miller et autres personnes de Toronto, province d'Ontario, ainsi que d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en une corporation sous le nom de *"People's Fraternal Order"*.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI, 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Divorces, a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mona Leah Vineberg Fisher, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert Julian Fisher;

2. Permission ayant été demandée de retirer ladite pétition: le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées en vertu de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis,

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Que le comité permanent du Sénat institué pour s'occuper des relations commerciales du Canada reçoive instructions d'étudier les questions faisant l'objet de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que des accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni, et d'en faire rapport.

Et que ledit comité soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire dossiers et documents.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Considérant que l'article sept de la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires, chapitre seize du Statut de 1947, stipule que "sous réserve des dispositions ci-après, la présente loi expirera le trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept, si le Parlement se réunit en novembre ou décembre mil neuf cent quarante-sept, mais, s'il ne se réunit pas ainsi, elle expirera le soixantième jour après la première réunion du Parlement en l'année mil neuf cent quarante-huit, ou le trente et un mars mil neuf cent quarante-huit, en prenant celle de ces deux dates qui est antérieure à l'autre. Toutefois, si le Sénat et la Chambre des Communes, au cours de la durée d'application de la présente loi, communiquent respectivement des adresses au Gouverneur général, demandant que la présente loi soit maintenue en vigueur pour une période supplémentaire, ne dépassant un an dans aucun cas, à compter du jour où elle expirerait autrement, et si le gouverneur en conseil l'ordonne, la présente loi demeurera en vigueur pendant la période supplémentaire en question."

Et considérant qu'on estime qu'il importe que ladite Loi soit maintenue en vigueur jusqu'au trente et un mars mil neuf cent quarante-huit;

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, approchons respectueusement Votre Excellence, Lui demandant que la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires soit maintenue en vigueur jusqu'au trente et un mars mil neuf cent quarante-huit.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyé par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 6

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 16 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bourque,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Raymond,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Sutherland,
Taylor,
Turgeon,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée—

Par l'honorable sénateur Campbell:

De Henry Isaac Price, de Toronto, Ontario, et autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de *"National General Insurance Company"*.

L'honorable sénateur Marcotte, du comité permanent de l'Administration du service civil, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent de l'Administration du service civil demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

ARTHUR MARCOTTE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Lacasse, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Débats et des comptes rendus demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GUSTAVE LACASSE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent des Relations commerciales du Canada, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1947.

Le comité permanent des Relations commerciales du Canada demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent des Relations commerciales du Canada, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 16 décembre 1947.

Que le comité permanent du Sénat institué pour s'occuper des relations commerciales du Canada reçoive instructions d'étudier les questions faisant l'objet de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que des accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni, a l'honneur de recommander qu'il soit autorisé à faire imprimer 1,000 exemplaires anglais et 200 exemplaires français des témoignages présentés sur ledit sujet, et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle se rapporte à ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 7

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 17 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Duff,	Jones,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duffus,	King,	Nicol,
	Euler,	Kinley,	Paquet,
Beauregard,	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
Bishop,	Fallis,	Lambert,	Quinn,
Blais,	Farris,	Léger,	Robertson,
Bouchard,	Ferland,	Lesage,	Robinson,
Bouffard,	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Bourque,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Haig,	McDonald (Shediac),	Sinclair,
Campbell,	Hardy,		Stevenson,
Copp,	Hayden,	McDonald (Kings),	Taylor,
Crerar,	Horner,		Turgeon,
Daigle,	Howard,	McGuire,	Vaillancourt,
David,	Howden,	McIntyre,	Veniot,
Davies,	Hurtubise,	McKeen,	Vien,
Dessureault,	Hushion,	McLean,	White,
Donnelly,	Johnston,	Moraud,	Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De *The Eastern Trust Company,* demandant l'adoption d'une loi aux fins de lui permettre d'augmenter le capital social de la compagnie.

De Joseph Miller et autres de Toronto, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"People's Fraternal Order"*.

L'honorable sénateur Campbell présente au Sénat un Bill (C), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des Ordonnances relatives au Territoire du Yukon édictées par le Conseil du Yukon au cours de l'année 1947.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 8

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Jeudi 18 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste), Beauregard, Bishop, Blais, Bouchard, Bouffard, Bourque, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, David, Davies, Dessureault, Donnelly, Duffus, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Ferland, Gershaw, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Horner, Howard, Howden, Hurtubise, Hushion, Johnston, Jones, King, Lacasse, Lambert, Léger, MacLennan, Marcotte, McDonald (Shediac), McDonald (Kings), McGuire, McIntyre, McKeen, McLean, Moraud, Murdock, Nicol, Paquet, Paterson, Quinn, Robertson, Robinson, Roebuck, St-Père, Sinclair, Stevenson, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien, White, Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable sénateur Vien—

De *The Trust and Loan Company of Canada*, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et de déclarer qu'elle s'applique à un plan de réorganisation du capital de la compagnie tel qu'approuvé par les détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires.

Par l'honorable sénateur Crerar—

De Lionel D. M. Baxter et autres de Winnipeg, Manitoba, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"Western Prairie Pipe Line Company"*.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable Président suppléant du comité permanent des Divorces—

De Annie Elisabeth Horseman Charters, de Montréal-Ouest, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Austin Fenwick Charters, de Montréal, Québec.

De Kathleen McKeown Stevenson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Stevenson.

De Ralph Woodall, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pauline Coulombe Woodall, de New Glasgow, Québec.

De Joseph David Ernest Paul Maysenhoelder, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn May Banville Beattie Maysenhoelder.

De Rena Victoria Rabin Wolfe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nathan Wolfe.

De Pierre Behocaray, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Catherine Behocaray, de Montréal, Québec.

De Nellie Polistuck Levac, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Levac.

De Harriet Dodd McLachlan Cummings, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Albert Cummings.

De May Holmes Martin, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Frederick Martin, de Montréal, Québec.

De Ethelwyn Lillian Flynn Budd, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alec Robert Budd, de Westmount, Québec.

De Mary Josephine Ruth Girard Rosenberg, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Rosenberg.

De Frieda Kimelfild Solomon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abie Solomon.

De Francis Clyde Peachey, de Greenfield Park, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec May Elizabeth Jones Peachey, de Verdun, Québec.

De Kenneth Wright Williamson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Esther Catherine Tiberi Williamson.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Henry Isaac Price, de Toronto, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"National General Insurance Company"*.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Crerar soit ajouté à la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Relations commerciales du Canada.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémen-

taires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 9

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 19 décembre 1947

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duffus,	Léger,	Robertson,
Beauregard,	Fafard,	Lesage,	Robinson,
Bishop,	Fallis,	MacLennan,	Roebuck,
Blais,	Ferland,	Marcotte,	St-Père,
Bouchard,	Gouin,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Bouffard,	Haig,	McGuire,	Stevenson,
Calder,	Howard,	McKeen,	Taylor,
Campbell,	Hugessen,	McLean,	Turgeon,
Copp,	Hurtubise,	Murdock,	Vaillancourt,
Daigle,	Johnston,	Paquet,	Veniot,
David,	King,	Paterson,	Vien,
Donnelly,	Lacasse,	Quinn,	White,
	Lambert,		Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit résolu que

Considérant que l'article onze de la Loi sur les produits agricoles, chapitre dix du Statut de 1947, stipule que "sous réserve des dispositions ci-après, la présente loi expirera le trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept, si le Parlement se réunit en novembre ou décembre mil neuf cent quarante-sept, mais, s'il ne se réunit pas ainsi, elle expirera le soixantième jour après la première réunion du Parlement en l'année mil neuf cent quarante-huit, ou le trente et un mars mil neuf cent quarante-huit, en prenant celle de ces deux dates qui est antérieure à l'autre. Toutefois, si le Sénat et la Chambre des Communes, au cours de la durée d'application de la présente loi, communiquent respectivement des adresses au gouverneur général, demandant que la présente loi soit maintenue en vigueur pour une période supplémentaire, ne dépassant un an dans aucun cas, à compter du jour où elle expirerait autrement, et si le gouverneur en conseil l'ordonne, la présente loi demeurera en vigueur pendant la période supplémentaire en question."

Et considérant qu'on estime qu'il importe que ladite Loi soit maintenue en vigueur jusqu'au trente et un mars mil neuf cent quarante-huit;

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, approchons respectueusement Votre Excellence, Lui demandant que la Loi sur les produits agricoles soit maintenue en vigueur jusqu'au trente et un mars mil neuf cent quarante-huit.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyé par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre

très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada" est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi, le vingt-septième jour de janvier prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 10

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 27 janvier 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Bouffard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Copp,
Dennis,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Horner,
Howard,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Raymond,
Riley,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat que le Greffier a reçu de l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada un certificat attestant que le très honorable Ian Alistair Mackenzie a été appelé au Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat qu'un sénateur en dehors de la Chambre attend d'être présenté.

Le très honorable Ian Alistair Mackenzie est présenté, accompagné par l'honorable sénateur Robertson et par l'honorable sénateur Farris, et il remet le bref de Sa Majesté l'appelant au Sénat.

Ledit bref est alors lu par le Greffier, comme suit:

ALEXANDER OF TUNIS
(Sceau)

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Défenseur de la Foi.

A Notre fidèle et bien-aimé, le très honorable Ian Alistair Mackenzie, de la cité de Vancouver, province de la Colombie-Britannique, Canada, membre de Notre très honorable Conseil privé, membre de Notre Conseil privé pour le Canada et l'un de Nos conseillers versés dans la connaissance du droit

SALUT:

SACHEZ que, tant pour la confiance particulière que Nous avons reposée en vous, que dans la vue d'obtenir votre avis et votre assistance en toutes affaires importantes et difficiles qui peuvent concerner l'Etat et la Défense du Canada, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Sénat de Notre dit Canada, et Nous vous commandons que, mettant de côté toutes les difficultés et excuses quelconques, vous soyez et comparaissiez pour les fins susdites, dans le Sénat de Notre dit Canada, en tous les temps et en tous les lieux où Notre Parlement pourra être convoqué et tenu en Notre dit Canada, et vous ne devez aucunement y manquer.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles apposer le Grand Sceau du Canada.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, un de Nos aides-de-camp généraux, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement en Notre cité d'Ottawa, Canada, ce dix-neuvième jour de janvier en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-huit et de Notre Règne la douzième.

Par ordre,

COLIN GIBSON,
Secrétaire d'Etat du Canada.

Ordonné: Que ledit bref soit inscrit au Journal.

Le très honorable sénateur Mackenzie s'approche de la table, prête le serment prescrit par la loi, entre les mains du greffier du Sénat, commissaire nommé à cet effet, et il prend son siège comme membre du Sénat.

L'honorable Président informe le Sénat que le très honorable sénateur Mackenzie a fait et signé la Déclaration de qualification à lui prescrite par l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867*, en présence du greffier du Sénat, commissaire nommé pour recevoir et attester cette déclaration.

Les pétitions suivantes sont présentées,

Par l'honorable sénateur Johnston:

De Roy Joseph Rinker et autres de Moose Jaw, Saskatchewan, et d'une autre personne d'un autre lieu, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Rinker Finance Corporation*".

Par l'honorable sénateur Bishop:

De la société dite "*The Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada*", constituée en corporation en vertu du Chapitre 152 des Statuts du Canada, 1908, à l'effet de changer son nom en celui de l'Ordre de Saint-Basile-le-Grand au Canada, et d'augmenter la limitation sur la valeur de ses biens immeubles.

Les pétitions suivantes sont séparément lues et reçues:

De *The Trust and Loan Company of Canada*, demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et de déclarer qu'elle s'applique à un plan de réorganisation du capital de la compagnie tel qu'approuvé par les détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires.

De Lionel D. M. Baxter et autres personnes de Winnipeg, Manitoba, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Western Prairie Pipe Line Company*".

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1947 (version française).

Rapport de la Société Radio-Canada pour l'année financière close le 31 mars 1947 (versions française et anglaise).

Rapport de l'Office national du film du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1947 (versions anglaise et française).

Copies de l'arrêté en conseil C.P. 3946, en date du 1er octobre 1947, concernant la Loi sur les privilèges et immunités des Nations Unies, 1947 (versions anglaise et française).

Ordonnances et règlements pour la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période s'étendant du 27 novembre 1947 au 24 janvier 1948.

Ordonnances et règlements pour l'Armée canadienne publiés dans la *Gazette du Canada* durant la période s'étendant du 27 novembre 1947 au 24 janvier 1948.

Ordonnances et règlements pour le Corps d'aviation royal canadien publiés dans la *Gazette du Canada* durant la période s'étendant du 27 novembre 1947 au 24 janvier 1948.

Rapport annuel du ministère du Travail pour l'année financière close le 31 mars 1947 (version anglaise).

Copie de l'arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5200, approuvé le 18 décembre 1947: règlements, en français et en anglais, relatifs à la date et aux régions où deviennent payables les contributions à l'égard d'un emploi auquel s'appliquent les dispositions de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, dont l'extension a été prévue par l'arrêté en conseil C.P. 4854 du 3 décembre 1947 portant, de $2,400 à $3,120 par année, le maximum de l'assurabilité.

Rapport de la Commission d'assurance-chômage pour l'année financière close le 31 mars 1947 (version française).

Rapport du directeur de la Formation professionnelle au Canada pour l'année financière close le 31 mars 1947 (version française).

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi des Territoires du Nord-Ouest".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Campbell présente au Sénat un Bill (E), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite "*The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company and Canadian National Railway Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un bill (I), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 11

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 28 janvier, 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	King,	Paterson,
Aylesworth (sir Allen),	Dupuis,	Lacasse,	Pirie,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Euler,	Léger,	Raymond,
Beauregard,	Fafard,	Lesage,	Riley,
Bishop,	Fallis,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Bouchard,	Farris,	Mackenzie,	Robicheau,
Bouffard,	Ferland,	MacLennan,	Robinson,
Buchanan,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Calder,	Haig,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Campbell,	Hardy,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Copp,	Hayden,	McGuire,	Stevenson,
Davies,	Horner,	McIntyre,	Taylor,
Dennis,	Howard,	Moraud,	Turgeon,
Dessureault,	Hugessen,	Murdock,	Vaillancourt,
Donnelly,	Hurtubise,	Paquet,	Veniot,
	Hushion,		Vien,
	Johnston,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le deuxième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MERCREDI 28 janvier 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions de bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié les pétitions suivantes, et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De *The Trust and Loan Cmpany of Canada,* demandant l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et de déclarer qu'elle s'applique à un plan de réorganisation du capital de la compagnie tel qu'approuvé par les détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires.

De *The Eastern Trust Company,* demandant l'adoption d'une loi aux fins de lui permettre d'augmenter le capital social de la compagnie.

De Henry Isaac Price, de Toronto, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"National General Insurance Company"*.

De Joseph Miller et autres de Toronto, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"People's Fraternal Order"*.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions de bills d'intérêt privé.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Robert Raymond, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mignonne Morin Raymond.

De Marthe Norman McCairns, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David McCairns, de Montréal, Québec.

De Guiseppina Cannuli Catalfamo, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Santo Catalfamo.

De Evelyn Sylvia Jones Bowen, de Croydon, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Albert Bowen.

De Ignaty (Ignas) Sokolovsky, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Ostronovich Sokolovsky, de Ville La Salle, Québec.

De Alfred Keeley, de Greenfield Park, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Aston Keeley, de Montréal, Québec.

De Muriel Frances Pratt Fiddes, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest Fiddes.

De Mary Rowan Young Conway, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Mosley Conway.

De Ethel Margaret Tweddell Cartmel, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Bliss Cartmel.

De Katherine Lillian Cornish Mullin, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Llewellyn Michael Marpole Mullin.

De Alfred Winston Savage, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Minnie Piper Stephen Savage.

De Elinore Oakes Forgues, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Edouard Forgues.

De Helen McGregor Hanley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Horace Hanley.

De Virginia Grace Borland Langton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Muir Langton.

De Jean Hume Munro Auburn, de Val d'Or, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry George Auburn, de Montréal, Québec.

De Chester Adam Hart, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clara Madore Barton Hart.

De William Roydon Slator, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Amelia Sarah Cunning Slator.

De Elsie Williams Lodge, de Waterloo, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Russell Lindsay Lodge.

De Jennie Steinberg Shugar, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sydney Shugar.

De Eva Brolofsky Richman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Archibald Jacob Richman.

De Edward Gordon Jakeman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bertha Emily MacDonald Jakeman.

De Victorien Tremblay, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vera Elsie Tremblay.

De Phyllis Smith Curtis, de St-Lambert, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert James Curtis, de Montréal, Québec.

De Alice Mary Gallant Currie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Daniel James Currie.

De Margaret Sleno Staines, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Staines.

De George Malouf, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bronislava Zwirzdyn Malouf, de Montréal, Québec.

De Cecilia Maud Wood Marshall, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack McLennan Marshall.

De Eva Booth Morrison McCormick, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James McCormick, junior, de Trois-Rivières, Québec.

De Alice Hoare Dubeau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wilbert Dubeau, de Verdun, Québec.

De Poppy Catherine Hayakawa, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecil Ivan Smith.

De Edith Saltzman Rashkovan, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Benjamin Rashkovan.

De Leila May Willett Ascah, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Watson Garland Ascah.

De Shirley Marder Berman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Berman.

De Joseph-Onfroy Pilon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anastasia Liragis Pilon, autrement connue sous le nom de Ann Lester Pilon.

De Elizabeth Iris Lobar Kinnon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Robert William Kinnon.

De Gladys Victoria Lewis White, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Herbert White.

De Rose Landes Clapoff, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harro Clopoff, autrement connu sous le nom de Harry Clapoff, de Shawinigan-Falls, Québec.

De Micheline Desautels Dooney, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Dooney.

De Violet Mary Cowper Preston, de Howick, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Preston, de Montréal, Québec.

De Théophile Gobeille, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Germaine Legault Gobeille.

De Raymond Masse, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy Dion Masse.

De Marie-Yvette-Françoise Bayard Savard, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Savard.

De Elsie Mark Farley, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis William Farley.

De George Nester Cloutier, de Roxton Pond, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ellen Kennedy Cloutier, de Granby, Québec.

De Gertrude Katherine Margolis Bird, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Bird.

De Anna Martha Kokojachuk Waugh, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Arnold Waugh.

De Harold Clarence Simkin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pearl Josephine Comlins Simkin, de Hialeah, Florida, les Etats-Unis d'Amérique.

De Leona Selma Cutway Hall, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nigel Alfred Hall.

De Gertrude Mae McLean Cole, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Leslie William Cole, de Cookshire, Québec.

De Leonard Carlton Matthews, de Cookshire, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helen Mary McDonald Matthews.

De Joseph-Albert-Aldée Léveillée, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Blanche-Yvonne Brouillard Léveillée.

De Eleen Rose Gray Lawson, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Albert Lawson, de Montréal, Québec.

De Jacqueline Louise Waddington Skinner, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph Skinner.

De Ella Margaret McLaughlin Baisley, de Montebello, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Barry Baisley.

De Violet Maude Mitchell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Mitchell.

De James Donald Bacon, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Adkins Bacon.

De Olive-Eva LaBeau Carlson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Lawrence Carlson.

De Dolores Margaret Paul Warner, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas James Warner, de Kirkland Lake, Ontario.

De Gilles Hénault, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lucille Filteau Hénault.

De Avery Patricia Gill Reinhold, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bernard Edward Reinhold.

De Muriel Frances Marks Buchanan, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Reginald Buchanan.

De William Stanley Ewens, de Eastman, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Léa Laplante Ewens.

De Gladys Catherine McCluskey MacFarlane, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Neil Anderson MacFarlane.

De Mary Hrychuk Fleury, d'Ottawa, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Fleury, de Hull, Québec.

De Merle Allene Dalton, de Mosherville, Nouvelle-Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Heratio Dalton, de Montréal, Québec.

De Hazel Violet Camp Mace, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis Henry Mace.

De Lela May Begley Hall, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul Frank Thomas Hall.

De Joanna Wright Farrell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dominic Marc Farrell.

De Doris Mary Thompson Lummis, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wallace Ernest Lummis.

De Florence Evelyn White Marshall, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick Russell Marshall.

De Samuel Reinhardt Lewis, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rose-Elizabeth St-Louis Lewis.

De Richard Edward Welsh, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sylvia Susannah Welsh, de Londres, Angleterre.

De Henry George Chartier, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laura Emily Hubbard Chartier, de Montréal, Québec.

De Laurel Gwendolyn Wilban Walsh, de Amherst, Nouvelle-Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Curry Walsh, de Montréal, Québec.

De Eileen Sophie McNamara Sepchuk, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anthony Michael Sepchuk, de Ste-Adèle-en-Bas, Québec.

De Sheila Lightstone Marcus, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Marcus, de Westmount, Québec.

De Christopher Edmond Cobham, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pauline Iris Gregory Cobham.

De Helen Rose Noel Steele, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Lawrence Steele.

De Sheila Trench Thomson Ellis, de Glasgow, Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John McLeod Ellis, de Montréal, Québec.

De Violette De Lisle Meredith, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Russell Mowbray Meredith.

De Gilbert Brinton Campbell, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sylvia Patricia Ashworth Campbell.

De Agnes Mary Binnie Bullock, de Ste-Anne de Bellevue, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Théodore Lafleur Bullock, de Montréal, Québec.

De Naomi Evelyn Masterangelo Rosenstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis Rosenstein.

De Joseph-Léopold-Joffre Viau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Fabiola Pelletier Viau.

De Edith Irene Shaw Edney, de Sherbrooke, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Handall Edney.

De Audrey Beryl Fryer, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Walter Fryer.

De Lillian Eileen Rendle Nadler, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan Nadler.

De Lily White Borgan, de Vancouver, Colombie-Britannique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Borgan, de St-Ignace de Stanbridge, Québec.

De Reva James Nathanson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul Louis Nathanson.

De Marie-Eva Thibodeau Buelow, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Joseph Buelow.

De Gerald Roderick Bartlett, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Violet May Olsen Bartlett.

De Marion Rita Kendall O'Donahoe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vincent Bruce O'Donahoe.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (C), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada" présente au Sénat le rapport suivant:

Le dit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 28 janvier 1948.

Le Comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (C), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada" a, pour obtempérer à l'ordre de renvoi du 19 décembre 1947, étudié ledit bill, et il a maintenant l'honneur d'en faire rapport avec les amendements suivants, savoir:

1. *Page 2.*—Après la clause 2, ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 3:

"3. (1) Nonobstant toute disposition du chapitre soixante-sept des Statuts de 1880 ou de toutes autres lois concernant la Compagnie, le capital social de la Compagnie est par la présente sous-divisé en actions d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars chacune. Toute personne détenant une action ou des actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune sera censée être désormais la détentrice du même montant global du capital divisé en actions de vingt-cinq dollars chacune, et sur remise du certificat d'actions ou des certificats d'actions contre des actions d'une valeur au pair de cent dollars chacune par elle détenus, aura droit de recevoir en échange un nouveau certificat ou des nouveaux certificats pour le même montant global de capital exprimé en actions d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars.

(2) Le paragraphe (1) du présent article entrera en vigueur le premier jour de juillet 1949 ou à telle date antérieure que les administrateurs de la Compagnie peuvent fixer par résolution."

2. *Page 2.*—Après la nouvelle clause 3, ajouter ce qui suit comme clause 4:

"4. (1) Si une transmission d'actions ou autres valeurs de la Compagnie a lieu par l'effet d'un acte ou document testamentaire, ou par suite de succession *ab intestat,* et si les lettres de vérification ou les lettres d'administration ou le

document testamentaire, ou une autre pièce judiciaire ou officielle sous l'autorité de laquelle on prétend attribuer le titre bénéficiaire ou fiduciaire, ou l'administration ou le contrôle des biens personnels du défunt, paraissent accordés par un tribunal ou une autorité du Dominion du Canada ou du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ou d'un autre Dominion de Sa Majesté, ou de l'une quelconque des colonies ou dépendances de Sa Majesté, ou d'un pays étranger, lesdites lettres de vérification ou lesdites lettres d'administration ou ledit document testamentaire, ou, s'il s'agit d'une transmission par testament notarié dans la province de Québec, une copie dudit testament régulièrement certifiée en conformité des lois de ladite province, ou ladite autre pièce judiciaire ou officielle, ou une expédition authentique ou un extrait de ces pièces sous le sceau de cette cour ou autre autorité, sans aucune preuve de l'authenticité dudit sceau ni autre preuve que ce soit, doivent être produits; et une copie desdits documents, ainsi qu'une déclaration par écrit révélant la nature de cette transmission et signée et exécutée par la personne ou les personnes qui réclament en vertu de ces pièces, ainsi que la Compagnie peut l'exiger, ou, si cette personne est une autre compagnie, signée et exécutée par un fonctionnaire de cette autre compagnie, doivent être déposées entre les mains d'un fonctionnaire de la Compagnie ou d'une autre personne autorisée par les administrateurs de la Compagnie à les recevoir.

(2) La production et la remise ainsi faites sont pour les administrateurs une justification et une autorisation suffisantes de payer le montant ou la valeur de tout dividende, coupon, obligation, débenture, effet ou action, ou d'opérer le transfert ou de consentir au transfert de toute obligation, débenture, effet ou action en conséquence et en conformité du testament vérifié, des lettres d'administration ou autre pièce susmentionnée."

3. *Page 2, ligne 6.*—Au chiffre "3", substituer "5".

4. *Page 2.*—Après la clause 5, ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 6:

"6. Partout où, dans la version française des lois de constitution de la Compagnie, ainsi que dans toutes autres lois concernant la Compagnie, se rencontrent les mots "la Compagnie canadienne de Téléphone Bell", les mots "la Compagnie de Téléphone Bell du Canada" leur seront substitués dans chaque cas; mais ce changement de nom ne doit en aucune manière diminuer, modifier ou affecter les droits ou obligations de la Compagnie, ni affecter d'aucune manière quelque instance ou procédure maintenant pendante, intentée par la Compagnie ou contre elle, ni aucun jugement existant en sa faveur ou contre elle, laquelle instance ou procédure peut, nonobstant ce changement dans la version française du nom de la Compagnie, être poursuivie, continuée ou menée à fin, et lequel jugement peut être exécuté tout comme si la présente loi n'eût pas été adoptée."

Au préambule

5. *Page 1, ligne 4.*—Après le mot "demande" insérer "et considérant qu'il est à propos de clarifier les pouvoirs de la Compagnie et d'établir les dispositions législatives ci-dessous énoncées".

Le Comité désire attirer l'attention du Sénat sur les dispositions projetées par les amendements 1, 2 et 4 qui ne semblent pas avoir été visés dans les avis publiés en vertu des dispositions de la règle 107.

Le tout respectueusement soumis.

ELIE BEAUREGARD,
Président.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1948.

Le comité permanent des Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son premier rapport ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. K. HUGESSEN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Campbell présente au Sénat un Bill (J), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *National General Insurance Company.*

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Roebuck présente au Sénat un Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *People's Fraternal Order.*

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, y compris les rapports du directeur de la Loi de la réhabilitation et de l'établissement sur les terres des anciens combattants, du président de la Commission canadienne des pensions et du président de la Commission des allocations aux anciens combattants, pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi du ministère des Affaires des anciens combattants.

Précis des permis de boissons alcooliques octroyés du premier janvier au 31 décembre 1947, tel qu'exigé par la Loi des territoires du Nord-Ouest.

Etat annuel supplémentaire des permis octroyés en vertu du paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi de l'Immigration.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (L), intitulé: "Loi sur l'accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique".

Ledit rapport est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Haig, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Horner soit ajouté à la liste des sénateurs formant partie du comité permanent des Divorces.

Le Sénat s'ajourne.

No 12

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 29 janvier 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Lambert,	Paterson,
Aylesworth (sir Allen),	Euler,	Léger,	Pirie,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Riley,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Bishop,	Farris,	Mackenzie,	Robicheau,
Bouchard,	Ferland,	MacLennan,	Robinson,
Bouffard,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Buchanan,	Haig,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Calder,	Hardy,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Campbell,	Hayden,	McGuire,	Stevenson,
Copp,	Horner,	McIntyre,	Taylor,
Davies,	Howard,	McLean,	Turgeon,
Dennis,	Hugessen,	Moraud,	Vaillancourt,
Dessureault,	Hurtubise,	Murdock,	Veniot,
Donnelly,	Hushion,	Paquet,	Vien,
Duffus,	Johnston,		White,
	King,		Wilson.
	Lacasse,		

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont séparément lues et reçues:

De Roy Joseph Rinker et autres de Moose Jaw, Saskatchewan, et d'une autre personne d'un autre lieu, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Rinker Finance Corporation*".

De la société dite *The Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada*, constituée en corporation en vertu du Chapitre 152 des Statuts du Canada, 1908, à l'effet de changer son nom en celui de l'Ordre de Saint-Basile-le-Grand au Canada, et d'augmenter la limitation sur la valeur de ses biens immeubles.

L'honorable sénateur Bishop, du comité permanent des Ordres permanents, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 29 janvier 1948.

Le comité permanent des Ordres permanents a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Votre comité recommande que le délai fixé pour la réception, en vertu de la Règle 110, des pétitions pour bills d'intérêt privé, expiré le 15 janvier 1948, soit prolongé jusqu'au vendredi le 20 février 1948.

Le tout respectueusement soumis.

CHARLES L. BISHOP,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Vien présente au Sénat un Bill (M), intitulé: "Loi concernant la *The Trust and Loan Company of Canada*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi des territoires du Nord-Ouest", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Campbell propose que le Bill (E), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company* et la *Canadian National Railway Company*", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Transports et communications.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour, le Bill (J), intitulé: "Loi constituant en corporation la *National General Insurance Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au Comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le Comité permanent des banques et du commerce au Bill (C), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Téléphone Bell du Canada".

Lesdits amendements sont adoptés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel que modifié, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 13

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 3 février 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Jones,	McLean,
Ballantyne,	Dupuis,	King,	Moraud,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
	Fallis,	Lambert,	Pirie,
Beauregard,	Farris,	Léger,	Quinn,
Bishop,	Ferland,	Lesage,	Riley,
Blais,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Robinson,
Bouchard,	Gouin,		Roebuck,
Bouffard,	Haig,	MacLennan,	Sinclair,
Calder,	Hayden,	Marcotte,	Stevenson,
Campbell,	Horner,	McDonald (Shediac),	Taylor,
Copp,	Howard,		Turgeon,
Davies,	Hugessen,	McDonald (Kings),	Vaillancourt,
Dennis,	Hurtubise,		Veniot,
Dessureault,	Hushion,	McGuire,	Vien,
Donnelly,	Johnston,	McIntyre,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le troisième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MARDI 3 février 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante, et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De la société dite *The Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada*, constituée en corporation en vertu du Chapitre 152 des Statuts du Canada, 1908, à l'effet de changer son nom en celui de l'Ordre de Saint-Basile-le-Grand au Canada, et d'augmenter la limitation sur la valeur de ses biens immeubles.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu:

LUNDI le 2 février 1948.

Résolu,—Que les députés suivants soient nommés pour aider à Son Honneur M. l'Orateur à diriger les affaires de la Bibliothèque, en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et qu'ils agissent comme membres du comité mixte des deux Chambres pour la Bibliothèque, savoir: Messieurs Adamson, Aylesworth, Black (*Châteauguay-Huntingdon*), Bowerman, Cardiff, Castleden, Cloutier, Dion, Eudes, Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*), Gauthier (*Nipissing*), Gingues, Gladstone, Gourd (*Chapleau*), Grant, Henderson, Herridge, Howe, Jackman, Jaques, Kidd, Knight, Lapalme, Léger, MacLean, Marier, Marshall, Matthews (*Brandon*), McGarry, McIlraith, McKay, Menary, Mullins, Nixon, Pearkes, Reid, Richard (*Ottawa-Est*), Ross (*St. Paul's*), Skey, Smith (*York-Nord*), Stephenson, White (*Middlesex-Est*), Winkler et Zaplitny, et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

ATTESTE.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu:

LUNDI le 2 février 1948.

Résolu,—Que Messieurs Black (*Yukon*), Bradshaw, Breithaupt, Côté (*Matapédia-Matane*), Cournoyer, Coyle, Gagnon, Gariépy, Gladstone, Harkness, Jutras, Kirk, Laurendeau, Léger, Lennard, Lesage, Marshall, Mayhew, McGregor, McIvor, Richard (*Ottawa-Est*), Stewart (*Winnipeg-Nord*), et Mme Strum soient nommés pour aider à Son Honneur M. l'Orateur à diriger les affaires du Restaurant, en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des com-

munes, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres pour le Restaurant, et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

ATTESTE.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

1. Votre comité recommande que les délais fixés pour l'inscription des pétitions des Bills de Divorces soient prolongés jusqu'au vendredi, 20 février 1948.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros quatre à vingt-sept, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

1. Concernant la pétition de Jennie Steinberg Shugar, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sydney Shugar;

2. Demande ayant été faite aux fins d'obtenir permission de retirer la pétition, le Comité recommande que la permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées à l'égard de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Joyce West Shannon, de la cité de Reading, Angleterre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage

avec Gerald Onie Shannon, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alice Cecilia Anne Magniac Bailey, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Ferdinand Carey Bailey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Valerie Jean Lewis Samson, de la cité de Montréal, province de Québec, artiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Peter Blay Crombie Samson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Neville Buckingham, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Blanche Hancock Buckingham, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marguerite Elsie Dunan Currie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Carleton Currie, le comité a constaté que les perscriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellen Catherine Holder, de la cité de Toronto, province d'Ontario, finisseuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Edward Holder, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Amy Peate Taylor, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Geoffrey Campbell Taylor, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kenneth Elliott Mitchell, de la cité de Montréal, province de Québec, employé de la compagnie de téléphone Bell, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Susannah May Mitchell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Craig Carmichael Nicholson, de la cité de Montréal, province de Québec, domestique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Nicholson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Emily Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Tennet Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joan Ruth Grimble Campbell, de la cité de Montréal, province de Québec, réceptionniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alexander Craig Campbell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Raymond Masse, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy Dixon Masse, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Barbara Mary Day Duffy, de la cité de Winnipeg, province du Manitoba, directrice de l'éducation des adultes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rob Roy Duffy, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph Dunn, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bertha Hawn Dunn, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rena Victoria Rabin Wolfe, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nathan Wolfe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frederick Smith, de la cité de Montréal, province de Québec, fleuriste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clara Hoj Jensen Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Thomas Wright, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorna Lily Tucker Wright, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Antoinette Aubut dit Cimon Charron, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Emile-Octave-Roger Charron, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Arnold Wells, de la cité de Montréal, province de Québec, surintendant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Lily Walker Wells, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Magdelena Kleiziute Testart, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Christian Testart, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hazel Shirley Elizabeth Hart Layton, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Michael Shakespear Layton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Morgan Neilson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Hamilton Neilson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 31 janvier 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elerick Montgomery Barton, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de wagon, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Mary Fraser Barton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports portant les numéros quatre à vingt-sept, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Quinn présente au Sénat un Bill (N), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Fidéicommis Orientale, *"The Eastern Trust Company"*."

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, dépose sur la Table:

Rapport du Département des Impressions et de la papeterie publiques pour l'année financière terminée le 31 mars 1947. (Versions anglaise et française).

L'honorable sénateur Bishop présente au Sénat un Bill (O), intitulé: "Loi concernant la société dite la *"Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada"*."

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Bishop, propose

Que le comité permanent de l'Immigration et du Travail soit autorisé et chargé d'étudier la *Loi de l'Immigration* (S.R.C. Chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,
b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,
c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,
d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et

e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis;

Et que ledit Comité fasse rapport de ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité soit autorité à convoquer des témoins, ainsi qu'à produire des documents et des dossiers.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre

le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi des territoires du Nord-Ouest", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *People's Fraternal Order*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L), intitulé: "Loi sur l'accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (M), intitulé: "Loi concernant la société dite *The Trust and Loan Company of Canada*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 14

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 4 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Euler,	Lacasse,	Paquet,
Ballantyne,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fallis,	Léger,	Pirie,
	Farris,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Riley,
Bishop,	Gershaw,		Robertson,
Blais,	Gouin,	MacLennan,	Robinson,
Bouchard,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Bouffard,	Hayden,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Buchanan,	Horner,		Sinclair,
Calder,	Howard,	McDonald (Kings),	Stevenson,
Campbell,	Hugessen,		Taylor,
Copp,	Hurtubise,	McGuire,	Turgeon,
Davies,	Hushion,	McIntyre,	Vaillancourt,
Dessureault,	Johnston,	McLean,	Veniot,
Donnelly,	Jones,	Moraud,	Vien,
Duffus,	King,	Murdock,	White,
Dupuis,	Kinley,	Nicol,	Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Lucien Ménard, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Flore Dupont Ménard.

D'Aldoria Rodier dit St-Martin, de Hull, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Parmelia Lamothe St-Martin.

De Mary Pappas Gigantes, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Denis Gigantes.

De Violet Mae Ruth Johnson Menaker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Archie Menaker.

De Yudit Mary de Bartok Richardson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Vallance Richardson.

De Kathryn Mae Richardson Rowe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Arthur Rowe, de Lachine, Québec.

De John Clayton Sturgeon, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Henriette Sutherland Sturgeon, de Verdun, Québec.

De Georgette Mathias, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Francis Mathias, de Dorval, Québec.

De Jeannette Ore Paige, de Bolton Centre, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arden Martin Paige.

De Joseph Thomson Mowat, de Hampstead, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabel Richardson Henderson Mowat.

De Margaret Patricia Jones Gavey, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joshua Charles Eugene Gavey.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité du Tourisme, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 11 décembre 1948.

Le comité permanent du Tourisme a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 4 février 1948.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Relativement à l'Ordre de renvoi du 3 février 1948, chargeant le comité d'étudier la Loi de l'Immigration, ainsi que son application et son mode d'administration, etc., le comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer 1,000 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français de ses délibérations, au fur et à mesure, et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports portant les numéros vingt-huit à trente-huit, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adelaide Margaret Munn Bain, de la cité de Montréal, province de Québec, artiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Charles Bain, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gwendolyn Beulah Russell Denenfeld, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice de machine à calculer, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Julian Denenfeld, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Miriam Salomon Starr, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Starr, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Laura Krause Suffrin, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Emil Suffrin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Fullarton Craig Walker, de Kilmarnock, Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clifford Thomas Walker, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Hesketh, de la ville de Croydon, province de Québec, mécanicien de machine fixe, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Lillie May Pasher Hesketh, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Janet Alice Smith Bennett, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clifford John Bennett, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gwendoline Elizabeth Hunt Edmund, de la cité de Montréal, province de Québec, découpeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Chadwick Edmund, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Reta Mabel Welch Gilbert, de la cité de Montréal, province de Québec, tenancière, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Albert George Gilbert, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leah Shrimer Schanker, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Schanker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 2 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Doris Mary Stratton Stuart, de la cité de Lachine, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alan William George Stuart, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros vingt-huit à trente-huit, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 5383, daté le 31 décembre 1947, concernant les règlements relatifs à l'Assurance-chômage.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (P), intitulé: "Loi modifiant la Loi des forces hydrauliques du Canada".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi des territoires du Nord-Ouest", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (I), intitulé: Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *People's Fraternal Order*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (L), intitulé: "Loi sur l'accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Vien propose que le Bill (M), intitulé: "Loi concernant la société dite *The Trust and Loan Company of Canada*", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (N), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Fidéicommis Orientale *The Eastern Trust Company*", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (O), intitulé: "Loi concernant la société dite la *Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada*", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du comité permanent des Divorces portant le numéro quatre.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cinq à vingt-sept, ceux-ci inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 15

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 5 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Ballantyne,	Fallis,	Léger,	Pirie,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Farris,	Lesage,	Quinn,
	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Riley,
Beauregard,	Gershaw,		Robertson,
Bishop,	Gouin,	MacLennan,	Robinson,
Blais,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Bouchard,	Hayden,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Bouffard,	Horner,		Sinclair,
Buchanan,	Howard,	McDonald (Kings),	Stevenson,
Calder,	Hugessen,		Taylor,
Campbell,	Hurtubise,	McGuire,	Turgeon,
Copp,	Hushion,	McIntyre,	Vaillancourt,
Davies,	Johnston,	McLean,	Veniot,
Dessureault,	Jones,	Moraud,	Vien,
Donnelly,	King,	Murdock,	White,
Duffus,	Kinley,	Nicol,	Wilson.
Euler,	Lacasse,	Paquet,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente au Sénat le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 5 février 1948.

Le comité permanent du Tourisme demande la permission de présenter son deuxième rapport, ainsi conçu:

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à s'enquérir et à faire rapport sur les opérations des divers organismes intéressés à promouvoir le tourisme en Canada, et que pouvoir soit conféré audit comité de convoquer des témoins et de faire produire des lettres et documents.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros trente-neuf à quarante-six, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hellmut Hans Karl Pokorny, de la cité de Montréal, province de Québec, ingénieur mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Elizabeth Winston Pokorny, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bella Wine Rapps, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Rapps, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winifred Anthony Leith, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Leith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eugene Alden Anderson, de la ville de Bury, province de Québec, manœuvre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cora Evelyn Grey Anderson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Shirley Leighton Pawson Milligan, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Alexander Milligan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Josephine Ruth Girard Rosenberg, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Rosenberg, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leah Marcelle Pettitt Reeve, de la cité de Westmount, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Houston Reeve, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 3 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Yvette-Françoise Bayard Savard, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Savard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trente-neuf à quarante-six, ceux-ci inclusivement, soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joyce West Shannon".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Cecilia Anne Magniac Bailey".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Valerie Jean Lewis Samson".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à William Neville Buckingham".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Elsie Dunan Currie".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Catherine Holder".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Amy Peate Taylor".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Elliott Mitchell".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Craig Carmichael Nicholson".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Emily Brown".

Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Ruth Grimble Campbell".

Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond Massé".

Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Mary Day Duffy".

Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Dunn".

Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Rena Victoria Rabin Wolfe".

Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederik Smith".

Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Thomas Wright".

Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Antoinette Aubut dit Cimon Charron".

Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arnold Wells".

Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Magdelena Kleiziute Testart".

Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Shirley Elizabeth Hart Layton".

Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Morgan Neilson".

Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elerik Montgomery Barton".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion de l'honorable sénateur Paterson, il est

Ordonné: Que le comité permanent des Edifices et des terrains publics soit autorisé à faire enquête et rapport sur le système de ventilation, de chauffage et de climatisation de la salle du Sénat, en vue d'améliorer ledit système.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi des territoires du Nord-Ouest", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (I), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre

le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *People's Fraternal Order*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (P), intitulé: "Loi modifiant la Loi des forces hydrauliques du Canada", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros vingt-huit à trente-huit, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures et demie du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 16

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 10 février 1948

Huit heures et demie du soir.

L'honorable A. B. COPP, C.P., Président *pro tem.*

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

Le Greffier à la Table informe le Sénat que l'honorable Président est absent, pour cause inévitable.

L'honorable sénateur Robertson propose, appuyé par l'honorable sénateur Howard:

Que durant l'absence de l'honorable Président, l'honorable sénateur Copp le remplace au fauteuil de la présidence.

Etant posée la question d'agrément, le Greffier déclare que ladite motion est résolue par l'affirmative.

En conséquence, l'honorable sénateur Copp prend le fauteuil.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

Le LUNDI 9 février 1948.

Résolu,—Qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué pour poursuivre et terminer l'étude et l'examen de la Loi des Indiens, chapitre 98 des Statuts revisés du Canada, 1927, et de ses amendements, entrepris par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, en conformité d'une résolution de la Chambre datée du 13 mai 1946, poursuivis par une commission sous le régime de la Loi des enquêtes, nommée en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3797 du 11 octobre 1946, et poursuivis de nouveau par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, en conformité d'une résolution de la Chambre datée du 13 février 1947, en vue de proposer les modifications qu'il jugera utiles, et que ce comité soit autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration des Affaires indiennes en général et, en particulier, sur les questions suivantes:

1. Les droits et obligations découlant de traités;
2. La qualité de membre de la bande;
3. L'obligation des Indiens à payer les taxes;
4. L'émancipation, facultative ou obligatoire, des Indiens;
5. L'aptitude des Indiens à voter aux élections fédérales;
6. L'empiétement des blancs sur les réserves indiennes;
7. Le fonctionnement des externats et internats à l'usage des Indiens; et
8. Toute autre question ou tout autre sujet concernant le statut social et économique des Indiens et leur avancement, qui, de l'avis de ce comité, devrait être traité dans la loi revisée.

Que les membres suivants soient nommés pour représenter la Chambre des communes au sein de ce comité mixte, savoir: MM. Arsenault, Blackmore, Brown, Brunelle, Bryce, Case, Castleden, Charlton, Church, Farquhar, Gariépy, Gibson (*Comox-Alberni*), Glen, Harkness, Little, MacLean, MacNicol, Matthews (*Brandon*), Raymond (*Wright*), Reid, Richard (*Gloucester*) et Stanfield.

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour inviter Leurs Honneurs à nommer les Sénateurs qui doivent les représenter au sein de ce comité mixte spécial.

Que les archives, les pièces justificatives et les témoignages reçus ou entendus par le comité mixte durant les deux dernières sessions du Parlement et par la commission susmentionnée soient mis à la disposition dudit comité mixte et fassent partie de ses archives.

Que ce comité soit autorisé à instituer parmi ses membres les sous-comités qu'il jugera utiles ou nécessaires pour traiter d'aspects déterminés des problèmes susmentionnés; que ce comité et ces sous-comités aient l'autorisation d'assigner des personnes, de faire produire des documents et des dossiers, de faire l'examen de témoins ayant prêté serment et de faire imprimer, au jour le jour, ce que le comité décidera pour l'usage du comité et des membres de la Chambre des communes et du Sénat.

Que ce comité fasse rapport de temps à autre et que les dispositions de l'article 65 du Règlement limitant le nombre des membres des comités spéciaux soient suspendues à cette fin et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

ATTESTE

R. T. GRAHAM,
Greffier adjoint de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération demain.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Turgeon:

De Fred Nuttall, de Lethbridge, Alberta, et autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de la *Canadian Association of Optometrists,* et, en français, "L'Association canadienne des Optométristes".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros quarante-sept à soixante et onze, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Simone Boily Whitelaw, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William John Whitelaw, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Alfred Coker, de la cité de Montréal, province de Québec, agent, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Doris Elaine Cameron Coker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clarence William Henry Hodgson, du village de Como, province de Québec, propriétaire de garage, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Virginia Springings Hodgson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Vera May Paulson Ward, du village de Moosehorn, province de Manitoba, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Emerson John Ward, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruth Ethel Attwood McVicar, de la cité de Montréal, province de Québec, modèle, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Moore McVicar, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henry George Halsey, de la cité de Westmount, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Fransham Halsey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Crosby-Wilson Gray, de la cité de Montréal, province de Québec, soldat, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Frances Edna Lecky Gray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph David Ernest Paul Maysenhoelder, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn May Banville Beattie Maysenhoelder, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Myrtle Macdonald Heale Daniluk, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui annule

son mariage avec Stephen Daniluk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Grincill Barnet Jones, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mabel Laurie Dorothea Partland Jones, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Katherine Margolis Bird, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiante, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Bird, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cecilia Maud Wood Marshall, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack McLennan Marshall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 6 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Doris Haggerty Goodier, de la cité de Montréal, province de Québec, surveillante, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alvin Herbert Goodier fils, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joyce Knowles Ledoux, de la cité de Montréal, province de Québec, assistante de bureau, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank John Ledoux, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de $25.00 à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Ernest Beadie, de la cité de Montréal, province de Québec, conseiller technique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Carol Wilson Beadie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Grace Davie Park Parr, de la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Cyril William Parr, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de $50.00 à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jeanne Crête Benoit, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Léopold Benoit, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sarah Cummings Menzies Carlin, de la cité de Montréal, province de Québec, nettoyeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Chalmers Carlin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Goldenberg Schulman, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Schulman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clarice Jean Field Campbell, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Merritt Day Campbell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georgina Claire Williscroft Bovard, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Pitblado Bovard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Saul Jack Costin, de la cité de Montréal, province de Québec, étudiant en médecine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marguerite Diane Westwell Costin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Shore Bernstein, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Moses Jacob Bernstein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Saul Ettinger, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hildegard Massow Ettinger, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 7 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante et onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lloyd Arthur Davies, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, agent de commerce, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eunice Susan Swinimer Davies, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros quarante-sept à soixante et onze, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Adelaide Margaret Munn Bain".

Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Beulah Russell Denenfeld".

Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Salomon Starr".

Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Krause Suffrin".

Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Fullarton Craig Walker".

Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Hesketh".

Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Alice Smith Bennett".
Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Elizabeth Hunt Edmund".
Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Reta Mabel Welch Gilbert".
Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Shrimer Schanker".
Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Stratton Stuart".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport de la Commission du service civil indiquant les emplois exclus de l'application de la Loi du service civil, au cours de l'année civile 1947, en vertu des dispositions de l'article 59 de ladite loi.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (P), intitulé: "Loi modifiant la Loi des forces hydrauliques du Canada", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *People's Fraternal Order*", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joyce West Shannon".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Cecilia Anne Magniac Bailey".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Valerie Jean Lewis Samson".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à William Neville Buckingham".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Elsie Dunan Currie".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Catherine Holder".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Amy Peate Taylor".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Elliott Mitchell".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Craig Carmichael Nicholson".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Emily Brown".

Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Ruth Grimble Campbell".

Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond Massé".

Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Mary Day Duffy".

Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Dunn".

Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Rena Victoria Rabin Wolfe".

Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederik Smith".

Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Thomas Wright".

Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Antoinette Aubut dit Cimon Charron".

Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arnold Wells".

Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Magdelena Kleiziute Testart".
Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Shirley Elizabeth Hart Layton".
Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Morgan Neilson".
Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elerik Montgomery Barton".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont alors lus la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros trente-neuf à quarante-six, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 17

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 11 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Kinley,	Murdock,
Aylesworth (sir Allen),	Fafard,	Lacasse,	Nicol,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fallis,	Lambert,	Paquet,
Beauregard,	Farris,	Léger,	Pirie,
Bishop,	Ferland,	Lesage,	Quinn,
Blais,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Riley,
Bouchard,	Gouin,	Mackenzie,	Robertson,
Buchanan,	Haig,	MacLennan,	Robinson,
Burchill,	Hardy,	Marcotte,	Roebuck,
Calder,	Hayden,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Copp,	Horner,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Crerar,	Howard,	McGuire,	Stevenson,
David,	Howden,	McIntyre,	Taylor,
Davies,	Hugessen,	McKeen,	Turgeon,
Dessureault,	Hurtubise,	McLean,	Vaillancourt,
Donnelly,	Hushion,	Moraud,	Veniot,
Duffus,	Johnston,		Vien,
	Jones,		White,
	King,		Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le quatrième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MERCREDI 11 février 1948.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Roy Joseph Rinker et autres personnes de Moose Jaw, Saskatchewan, et une autre personne d'un autre lieu, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"Rinker Finance Corporation"*.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (O), intitulé: "Loi concernant la société dite la *"Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada"*, informe le Sénat que ce comité a étudié ledit bill et l'a prié d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il est prêt à soumettre dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 1, ligne 5.—Après le mot "Corporation", retrancher "Toutefois, la valeur totale des biens immobiliers que détient la Corporation ou qui sont détenus en fiducie pour elle ne doit en aucun temps dépasser la somme de cinq cent mille dollars".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (L), intitulé: "Loi sur l'accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique", informe le Sénat que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros soixante-douze à quatre-vingt-cinq, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alfred Keeley, de la ville de Greenfield Park, province de Québec, soldat, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Aston Keeley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Albina-Ethel Dubois Howick, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Armand Michael Howick, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ignaty (Ignas) Sokolovsky, de la cité de Lachine, province de Québec, presseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Ostronovitch Sokolovsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Laura Grace Hanley Huggenberger, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Otto Robert Huggenberger, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Wolfovitch Zloty, autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold, de la cité d'Outremont, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isaac Zloty, autrement connu sous le nom de Isaac Gold, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sjeila Lightstone Marcus, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Marcus, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lea Alvina Mary Boulay Orr, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clifford John Orr, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Armand Lapierre, de la cité de Montréal, province de Québec, plombier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eulema Carignan Lapierre, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georgette Ruth Cote Geller, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rubin Geller, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Elizabeth Ellwood Blackburn, de la cité de Montréal, province de Québec, caissière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Archibald Blackburn, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Elisabeth Horseman Charters, de la ville de Montréal Ouest, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Austin Fenwick Charters, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sarah Ann Older Verrier, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean-Baptiste Verrier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anna Martha Kokojachuk Waugh, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Arnold Waugh, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 9 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Mark Farley, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Louis Farley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros soixante-douze à quatre-vingt-cinq, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Hellmut Hans Karl Pokorny".
Bill (Z-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Bella Wine Rapps".
Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Anthony Leith".
Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Alden Anderson".
Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Leighton Pawson Milligan".
Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Ruth Girard Rosenberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Marcelle Pettitt Reeve".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Yvette-Françoise Bayard Savard".

Les dits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi de rétablissement agricole des Prairies durant l'année financière terminée le 31 mars 1947.

Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi de l'assistance à l'agriculture des Prairies pour l'année-récolte 1946-1947.

L'honorable sénateur Johnston présente au Sénat un Bill (G-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *"Rinker Finance Corporation"*.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnons de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débt ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du message transmis de la Chambre des communes relativement à la formation d'un comité mixte aux fins de poursuivre et de terminer l'étude et l'examen de la Loi des Indiens, chapitre 98 des Statuts revisés du Canada, 1927, et de ses amendements, etc.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué pour poursuivre et terminer l'étude et l'examen de la Loi des Indiens, chapitre 98 des Statuts revisés du Canada, 1927, et de ses amendements, entrepris par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, en conformité d'une résolution du Sénat datée du 16 mai 1946, poursuivis par une commission sous le régime de la Loi des enquêtes, nommée en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3797 du 11 octobre 1946, et poursuivis de nouveau par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, en conformité d'une résolution du Sénat datée du 14 février 1947, en vue de proposer les modifications qu'il jugera utiles, et que ce comité soit autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration des Affaires indiennes en général et, en particulier, sur les questions suivantes:

1. Les droits et obligations découlant de traités;
2. La qualité de membre de la bande;
3. L'obligation des Indiens à payer les taxes;
4. L'émancipation, facultative ou obligatoire, des Indiens;
5. L'aptitude des Indiens à voter aux élections fédérales;
6. L'empiétement des blancs sur les réserves indiennes;
7. Le fonctionnement des externats et internats à l'usage des Indiens; et
8. Toute autre question ou tout autre sujet concernant le statut social et économique des Indiens et leur avancement, qui, de l'avis de ce comité, devrait être traité dans la loi revisée.

Que les sénateurs dont les noms suivent soient désignés pour agir comme représentants du Sénat sur ledit comité mixte:

Les honorables sénateurs Blais, Dupuis, Fallis, Horner, Johnston, Léger, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, McKeen, Paterson, Stevenson et Taylor.

Que les archives, les pièces justificatives et les témoignages reçus ou entendus par le comité mixte durant les deux dernières sessions du Parlement et par la commission susmentionnée soient mis à la disposition dudit comité mixte et fassent partie de ses archives.

Que ce comité soit autorisé à instituer parmi ses membres les sous-comités qu'il jugera utiles ou nécessaires pour traiter d'aspects déterminés des problèmes susmentionnés; que ce comité et ces sous-comités aient l'autorisation d'assigner des personnes, de faire produire des documents et des dossiers, de faire l'examen de témoins ayant prêté serment et de faire imprimer, au jour le jour, ce que le comité décidera pour l'usage du comité et des membres de la Chambre des communes et du Sénat.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Adelaide Margaret Munn Bain".

Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Beulah Russell Denenfeld".

Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Salomon Starr".

Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Krause Suffrin".

Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Fullarton Craig Walker".

Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Hesketh".

Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Alice Smith Bennett".

Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Elizabeth Hunt Edmund".

Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Reta Mabel Welch Gilbert".

Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Shrimer Schanker".

Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Stratton Stuart".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont alors lus la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros quarante-sept à soixante et onze, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 18

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Jeudi 12 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Leon Schechter, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sarah Gordon Schechter.

De John Morrell, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rita Chandler Morrell, de Montréal, Québec.

De Giana Stephen Cantlie Lyman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Kenneth Gordon Lyman.

De Libby Raikles Lerner, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sol Lerner.

De Marie-Marguerite-Cécile Gagnon Lescadres, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Arthur-Eugène Lescadres.

De Adah Elizabeth Jeffries Heinz, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest Siegfried Herman Heinz.

De Ersilia Pace Imonti, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Imonti.

De Rufina Olga Soltysik Leshchynski, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leon Leshchynski.

De Anna Dagmar Dahl, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Carl Eric Wilhelm Dahl, de Dorion, Québec.

De Edith Elizabeth Walker, de Mount-Royal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Edward Walker, de Montréal, Québec.

De Mathilda Walter Jackson, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mervin Jackson.

De Dorothy Wilson Weedmark, de Lachine, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Willard Melvyn Weedmark.

De Joseph Chiarella, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elherinda N. Poce Chiarella.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Fred Nuttall, de Lethbridge, Alberta, et autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "*Canadian Association of Optometrists*", et, en français, "L'Association Canadienne des Optométristes".

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", informe le Sénat que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants", informe le Sénat que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec les amendements suivants, qu'il est prêt à lui soumettre dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1 ligne 13.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
2. *Page 1, ligne 32.*—Au nombre 1945, substituer "mil neuf cent quarante-cinq".
3. *Page 2.*—Ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 3:

3. Le premier article de la présente loi doit être considéré comme étant entré en vigueur le premier jour d'avril mil neuf cent quarante-sept.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (J), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite "*National General Insurance Company*", informe le Sénat que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (M), intitulé: "Loi concernant "*The Trust and Loan Company of Canada*", informe le Sénat que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec l'amendement suivant, qu'il est prêt à soumettre dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 1, ligne 27.—Ajouter ce qui suit à la fin de la clause 2: ": Toutefois, le remboursement de capital d'après le plan aux détenteurs de stock privilégié résidant au Canada tels qu'ils paraissent au Registre du Stock de la Compagnie, devra être payé en monnaie canadienne au taux officiel de change en cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (N), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Fidéicommis Orientale "*The Eastern Trust Company*", informe le Sénat que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros quatre-vingt-six à quatre-vingt-dix-neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lela May Begley Hall, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul Frank Thomas Hall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marguerite Isaacs Katz, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Morris Henry Katz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Delilah May Jacobs Button, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Button, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruth Shkurnik Gilbert, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arnold M. Gilbert, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Goldie Tesler Wise, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Wise, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Martha Norman McCairns, de la cité de Verdun, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David McCairns, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

5856—9½

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marion Rita Kendall O'Donahoe, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vincent Bruce O'Donahoe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Mae McLean Cole, de la cité de Montréal, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Leslie William Cole, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE.
Président.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Freda Gertrude Parkes McMillan, de la cité de Lachine, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Norman McMillan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alma Petrides Prysky, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Prysky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean MacDonald Di Falco, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nicholas Di Falco, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et le remboursement d'un excédent de $50.00 à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Betty Yossem Edelstein, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stephen Edelstein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leonard Carlton Matthews, de la ville de Cookshire, province de Québec, manœuvre en agriculture, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helen Mary McDonald Matthews, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 10 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de St. Kilda McKay McLean Anderson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis Lionel Parker Anderson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros quatre-vingt-six à quatre-vingt-dix-neuf, inclusivement, soient pris en considératoin à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Simon Boily Whitelaw".
Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Coker".
Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence William Henry Hodgson".
Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera May Paulson Ward".
Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ethel Attwood McVicar".
Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry George Halsey".
Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Crosby-Wilson Gray".
Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph David Ernest Paul Maysenhoelder".
Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Macdonald Heale Daniluk".
Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Grincill Barnet Jones".
Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Katherine Margolis Bird".
Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Maud Wood Marshall".
Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Doris Haggerty Goodier".
Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Knowles Ledoux".
Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ernest Beadie".
Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Davie Park Parr".
Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne Crète Benoit".
Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Cummings Menzies Carlin".
Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Anie Goldenberg Schulman".
Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Jean Field Campbell".
Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Claire Williscroft Bovard".
Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Saul Jack Costin".
Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Shore Bernstein".
Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Saul Ettinger".
Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lloyd Arthur Davies".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus la deuxième fois, et

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit

Résolu: Qu'il est opportun que les Chambres du Parlement approuvent la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, signée à Washington le 2 décembre 1946, et que cette Chambre approuve ladite Convention.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnons de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (O), intitulé: "Loi concernant la société dite la *Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada*".

Ledit amendement est agréé.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois:

Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Hellmut Hans Karl Pokorny".

Bill (Z-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Bella Wine Rapps".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Anthony Leith".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Alden Anderson".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Leighton Pawson Milligan".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Ruth Girard Rosenberg".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Marcelle Pettitt Reeve".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Yvette-Françoise Bayard Savard".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont alors lus la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros soixante-douze à quatre-vingt-cinq, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 19

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 16 février 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Jones,	McIntyre,
Aylesworth (Sir Allen),	Fafard,	King,	McKeen,
Ballantyne,	Fallis,	Kinley,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Farris,	Lacasse,	Paquet,
Beauregard,	Ferland,	Lambert,	Quinn,
Blais,	Gershaw,	Léger,	Riley,
Bouchard,	Gouin,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Buchanan,	Haig,	Mackenzie,	Robinson,
Calder,	Hardy,	MacLennan,	Roebuck,
Copp,	Horner,	Marcotte,	Sinclair,
Crerar,	Howden,	McDonald (Kings),	Stevenson,
David,	Hugessen,	McGuire,	Turgeon,
	Hurtubise,		Veniot,
	Johnston,		Vien.

5856—10½

PRIÈRES.

Le greffier du Sénat dépose sur la Table le cinquième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le LUNDI 16 février 1948.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Fred Nuttall, de Lethbridge, Alberta, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"Canadian Association of Optometrists"*, et, en français, "L'Association Canadienne des Optométristes".

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

Les pétitions suivantes sont présentées,

Par l'honorable sénateur Haig:

De Ernest F. Johnston et d'une autre personne d'Ottawa, Ontario, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"The Canadian Veterinary Medical Association"*, et, en français, "L'Association Canadienne des Vétérinaires".

Par l'honorable sénateur Johnston:

De George Chester Stewart, de Maple Creek, Saskatchewan, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited"*.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent à cent neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son centième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nellie Polistuck Levac, de la cité de Lachine, province de Québec, hôtesse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Levac, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eleen Rose Grey Lawson, de la cité d'Outremont, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Albert Lawson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frieda Kimelfild Solomon, de la cité de Montréal, province de Québec, magasinier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abie Solomon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gordon Merrill Fuller, du village de Sweetsburg, province de Québec, cultivateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vivian Belle Davis Fuller, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth, du village de Bishopton, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Horace Ainsworth, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Michael Charles Parr, de la cité de Montréal, province de Québec, manœuvre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nancy Violetta Allcorn Parr, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edna Birch Drimer, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Maurice Drimer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elinore Oakes Forgues, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec John Edouard Forgues, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Gwozdecka Carter, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nicholas Roger Carter, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, mais la somme de $75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de $25.00 à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 13 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ralph Woodall, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pauline Coulombe Woodall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent à cent neuf, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Keeley".
Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Albina-Ethel Dubois Howick".
Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ignaty (Ignace) Sokolovsky".
Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Grace Hanley Huggenberger".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Wolfovitch Zloty, autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Lightstone Marcus".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lea Alvina Mary Boulay Orr".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Lapierre".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgette Ruth Cote Geller".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Ellwood Blackburn".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Elisabeth Horseman Charters".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Ann Older Verrier".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Martha Kokojackuk Waugh".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Mark Farley".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Echange de notes entre le Canada et l'Union sud-africaine modifiant, pour la période du 1er janvier au 30 juin 1947, l'Accord commercial du 20 août 1932 entre les deux pays concernant la laine importée au Canada, signées à Capetown le 22 janvier 1947. Recueil des traités, 1947, No 8.

Accord financier supplémentaire entre le Canada et les Pays-Bas, signé à Ottawa le 29 janvier 1947 (ainsi qu'un échange de notes). Recueil des traités, 1947, No 9.

Echange de notes entre le Canada et la Belgique suppléant à l'Accord financier du 25 octobre 1945 modifié le 2 mai 1946, signées à Ottawa les 31 décembre 1946 et 28 février 1947. Recueil des traités, 1947, No 10.

Accord entre le Canada et le Portugal concernant les services aériens entre les territoires canadien et portugais, signé à Lisbonne le 25 avril 1947 (ainsi qu'un échange de notes). Recueil des traités, 1947, No 12.

Accord relatif à l'exploitation de la station islandaise de la chaîne nord-est de Loran, signé à Montréal le 30 avril 1947. Recueil des traités, 1947, No 13.

Accord financier supplémentaire entre le Canada et la Chine, signé à Ottawa le 28 mai 1947. Recueil des traités, 1947, No 14.

Accord entre le Canada et la Suède concernant les services aériens entre les territoires canadien et suédois, signé à Ottawa le 27 juin 1947. Recueil des traités, 1947, No 16.

Accord entre le Canada et le Royaume-Uni concernant l'établissement de communications aériennes entre le territoire canadien et les territoires du Royaume-Uni dans les zones de l'Atlantique ouest et des Caraïbes, signé à Ottawa le 17 juillet 1947 (ainsi qu'un échange de notes). Recueil des traités, 1947, No 17.

Echanges de notes entre le Canada et le Venezuela renouvelant et modifiant le *modus vivendi* commercial du 26 mars 1941, signé à Caracas le 13 juin 1947. Recueil des traités, 1947, No 18.

Accord entre le Canada et l'Irlande en vue d'un service aérien entre les deux pays, signé à Dublin le 8 août 1947 (ainsi qu'un échange de notes). Recueil des traités, 1947, No 19.

Echanges de notes entre le Canada et la France comportant un accord sur l'indemnisation pour dommages de guerre, signées à Paris les 29 avril et 5 mai 1947. Recueil des traités, 1947, No 20.

Echange de notes entre le Canada et la Grèce comportant un *modus vivendi* commercial entre les deux pays, signées à Ottawa les 24 et 28 juillet 1947. Recueil des traités, 1947, No 21.

Protocole concernant un amendement à la convention relative à l'aviation civile internationale fait à Montréal le 27 mai 1947. Recueil des traités, 1947, No 22.

Protocole supplémentaire au Protocole de Moscou du 8 octobre 1944 pour l'Accord d'armistice avec la Finlande du 19 septembre 1944, signé à Ottawa le 29 septembre 1944. Recueil des traités, 1947, No 24.

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique comportant un arrangement provisoire entre les deux pays concernant les appareils émetteurs radiophoniques mobiles de terre, signées à Washington les 25 juin et 20 août 1947. Recueil des traités, 1947, No 25.

Convention interaméricaine de télécommunications, signée à Rio de Janeiro le 27 septembre 1945 (ainsi que le Règlement interne annexé à la Convention). Recueil des traités, 1947, No 29.

Convention internationale des télécommunications et Documents connexes, signés à Atlantic City le 2 octobre 1947. Recueil des traités, 1947, No 33.

Rapport du ministère de la Santé publique et du bien-être social pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

Copie des Conventions et Recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa trentième session, Genève, 19 juin au 11 juillet 1947 (versions anglaises et françaises), et aussi copie de l'arrêté en conseil C.P. 287, en date du 10 février 1948, sur les mêmes sujets.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois:

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Simon Boily Whitelaw".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Coker".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence William Henry Hodgson".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera May Paulson Ward".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ethel Attwood McVicar".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry George Halsey".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Crosby-Wilson Gray".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph David Ernest Paul Maysenhoelder".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Macdonald Heale Daniluk".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Grincill Barnet Jones".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Katherine Margolis Bird".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Maud Wood Marshall".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Doris Haggerty Goodier".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Knowles Ledoux".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ernest Beadie".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Davie Park Parr".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne Crète Benoit".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Cummings Menzies Carlin".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Anie Goldenberg Schulman".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Jean Field Campbell".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Claire Williscroft Bovard".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Saul Jack Costin".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Shore Bernstein".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Saul Ettinger".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lloyd Arthur Davies".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (M), intitulé: "Loi concernant *"The Trust and Loan Company of Canada"*.

Ledit amendement est agréé.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *"Rinker Finance Corporation"*, est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros quatre-vingt-six à quatre-vingt-dix-neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 20

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 17 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dessureault,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent dix à cent dix-sept, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le SAMEDI 14 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Onfroy Pilon, de la cité de Montréal, province de Québec, électricien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anastasia Liragis Pilon, autrement connue sous le nom de Ann Lester Pilon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 14 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thelma May Heggie May, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Edmund May, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 14 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Molly Renetta Fry Bist, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alfred Charles Bist, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 16 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Patricia Potter Parker, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Alexander Parker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 16 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen May Smith Saunders, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Harold Saunders, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 16 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Duncan Girard, de la cité de Montréal, province de Québec, bijoutier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeannette Godin Girard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 16 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Sylvia Jones Bowen, de la ville de Croyden, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Albert Bowen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 16 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Eugène-Ernest Bourbonnais, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Rose-Germaine St-Laurent Bourbonnais, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent dix à cent dix-sept, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lela May Begley Hall".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Isaacs Katz".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Delilah May Jacobs Button".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Shkurnik Gilbert".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Tessler Wise".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Norman McCairns".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Rita Kendall O'Donahoe".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Mae McLean Cole".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Gertrude Parkes McMillan".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Petrides Prysky".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean MacDonald Di Falco".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Yossem Edelstein".

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard Carlton Matthews".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à St. Kilda McKay McLean Anderson".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport pour l'année civile 1947 concernant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation, Statuts du Canada, 1947, 11 George VI, chapitre 17.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission

préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné; Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois:

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Keeley".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Albina-Ethel Dubois Howick".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ignaty (Ignace) Sokolovsky".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Grace Hanley Huggenberger".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Wolfovitch Zloty, autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Lightstone Marcus".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lea Alvina Mary Boulay Orr".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Lapierre".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgette Ruth Cote Geller".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Ellwood Blackburn".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Elisabeth Horseman Charters".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Ann Older Verrier".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Martha Kokojackuk Waugh".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Mark Farley".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.
Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent à cent neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 21

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 18 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	King,	Moraud,
Aylesworth (sir Allen),	Duffus,	Kinley,	Murdock,
Ballantyne,	Euler,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Riley,
Bishop,	Farris,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Blais,	Ferland,	Mackenzie,	Robinson,
Bouchard,	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Bouffard,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Buchanan,	Haig,	McDonald (Shediac),	Sinclair,
Calder,	Hardy,	McDonald (Kings),	Stevenson,
Campbell,	Hayden,	McGuire,	Taylor,
Copp,	Horner,	McIntyre,	Turgeon,
Crerar,	Howden,	McKeen,	Vaillancourt,
David,	Hugessen,	McLean,	Veniot,
Davies,	Hurtubise,		Vien,
	Hushion,		White,
	Johnston,		Wilson.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément:

Par l'honorable sénateur Hugessen—

De *"Canadian Marconi Company"*, demandant l'adoption d'une loi qui autorise la Compagnie à vendre ou à aliéner ses entreprises et ses biens, en tout ou en partie.

Par l'honorable sénateur Gouin—

De J.-Albert Blondeau, d'Outremont, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "La Nationale, Compagnie d'assurance", et en anglais *"The National Insurance Company"*.

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces—

De Eva Lamothe Paquin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Joseph-Donat Paquin.

De William Francis Dunphy, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Violet Jean McArthur Dunphy.

De Margaret Elizabeth Dunn Vézina, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Alfred-Wilfrid Vézina.

De Winnifred Audrey Meyer Holton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Herbert Holton.

De Ida Goldman Adelstein, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Adelstein.

De Norma Bernstein Levee, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Franklin Howard Levee.

De Jeanne Obodofsky Newton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Edward Newton.

De Blanche Schwartz Rosenbloom, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Rosenbloom, d'Outremont, Québec.

De Albert Kenworthy, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Betty Townsend Kenworthy, de Rottingdean, Sussex, Angleterre.

De Rita Louise Windsor Bourne, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Norman John Bourne.

De Margaret McCallum Cameron Baird Brine, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Gordon Henry Brine.

De Cornelia Barendrecht Nickel, de Rotterdam, Hollande, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerhard Nickel, de Montréal, Québec.

De Gertrude Agnes Dorothy Cunningham McLarnon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis Patrick McLarnon.

De Gladys Odella Sweet Elliott, de Phillipsburg, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Alfred Elliott.

De Rhea Lillial Appel Ostroff, d'Ottawa, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Ostroff, de Montréal, Québec.

De Frank Potts, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marguerita Lean Potts, de Derby, Angleterre.

De Beatrice Catherine McCabe Sowerby, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Ralph Sowerby, de Montréal, Québec.

De Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Joslin Walker, de Westmount, Québec.

De Gladys Gwendolyn Goode Buttress, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Roy Buttress.

De Joseph-Ulric-Stanislas Caron, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Elina Picard Caron.

De Caroline Alice Woods Mayhew, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Thomas Mayhew.

De Jenny Muriel Pressley Scott, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Bruce Scott.

De Madge Reynard Lambton, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Lambton.

De Alice Elizabeth Tucker Shaw, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry David Shaw.

De Charles Henry Kennell, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Winnifred Olive Hope Gates Kennell.

De Ermenegildo Agnoli, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Teresa Favero Agnoli, de Val Di Cadore, Italie.

De Rae Bellam Baron, d'Outremont, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Baron, de Montréal, Québec.

De Jeannette Racine Garneau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Georges Garneau.

De George Elias Heydenreich, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kathryn Suzanne Burridge Heydenreich.

De Arthur Herbert John Louth, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helena Grace Chalette Louth de Verdun, Québec.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De Ernest F. Johnston et d'une autre personne d'Ottawa, Ontario, ainsi que d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "L'Association Canadienne des Vétérinaires", et en anglais *The Canadian Veterinary Medical Association.*

De George Chester Stewart, de Maple Creek, Saskatchewan et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de *Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited.*

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports portant les numéros cent dix-huit à cent vingt-six.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Frances Batten Gzowski, de la cité de Montréal, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption

d'une loi qui dissolve son mariage avec Vernon Gzowski, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Nellie Kon Ballantyne, de la cité de Montréal, province de Québec, directrice de publicité, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Allan Campbell Ballantyne, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Théophile Gobeille, de la cité de Montréal, province de Québec, peintre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Germaine Legault Gobeille, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Mary Cowper Preston, de la ville de Howick, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald James Tom Preston, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de $25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Virginia Grace Borland Langton, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Muir Langton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethelwyn Lillian Flynn Budd, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alec Robert Budd, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alfred Winston Savage, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Minnie Piper Stephen Savage, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 17 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Frances Mary Liddle McClelland, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Kay McClelland, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MERCREDI 18 février 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Diana Eve Whittall Beurling, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Frederick Beurling, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent dix-huit à cent vingt-six, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Polistuck Levac".
Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleen Rose Gray Lawson".
Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Kimelfild Solomon".
Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Merrill Fuller".
Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth".
Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Charles Parr".
Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Birch Drimer".
Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elinore Oakes Forgues".
Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Gwozdecka Carter".
Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Woodall".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills privés, auquel a été renvoyé le Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *People's Fraternal Order*", rapporte que ledit comité a étudié ce bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il est prêt à soumettre lorsqu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Page 1, ligne 18.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

2. *Page 2, ligne 30.*—Retrancher les mots "d'au moins", et leur substituer "ne dépassant pas".

3. *Page 2, ligne 26.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies de la correspondance supplémentaire échangée avec les Procureurs généraux des provinces et les Doyens de certaines écoles de droit relativement à leurs vues et opinions sur la question de savoir si le Parlement du Canada possède le pouvoir d'adopter une loi d'ensemble sur les droits humains applicable à tout le Canada.

Règlements édictés sous l'autorité de la Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants.

Règlements édictés sous l'autorité de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Règlements édictés sous l'autorité de la Loi d'établissement de soldats.

Sur motion de l'honorable sénateur Bishop, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées à l'égard du Bill (O), intitulé: "Loi concernant la société dite la *Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada*", soient remboursées à MM. Ewart, Scott, Kelley et Howard, procureurs de la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:—Qu'il y a lieu de nommer un comité mixte des deux Chambres du Parlement aux fins d'étudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la meilleure façon de remplir ces obligations qu'ont acceptées tous les membres des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social des Nations Unies, d'une commission des droits de l'homme, et l'examen de l'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada, et, le cas échéant, les mesures à prendre ou à recommander pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Que les honorables sénateurs Ballantyne, Bouffard, Burchill, Crerar, Fallis, Gouin, Horner, Léger, McDonald (*King's*), Roebuck, Turgeon et Wilson, soient nommés aux fins de représenter le Sénat comme membre dudit comité.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le nom du très honorable sénateur Mackenzie soit ajouté à la liste des sénateurs qui sont membres des comités permanents suivants du Sénat, savoir:

Comité permanent des Banques et du commerce,
Comité permanent des Relations extérieures,
Comité permanent du Trafic touristique,
Comité permanent des Ressources naturelles,
Comité permanent de l'Immigration et du travail.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Euler propose que le Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est
Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocle d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation" soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit Bill est, sur division, lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la deuxième fois:

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lela May Begley Hall".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Isaacs Katz".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Delilah May Jacobs Button".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Shkurnik Gilbert".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Tessler Wise".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Norman McCairns".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Rita Kendall O'Donahoe".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Mae McLean Cole".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Gertrude Parkes McMillan".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Petrides Prysky".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean MacDonald Di Falco".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Yossem Edelstein".

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard Carlton Matthews".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à St. Kilda McKay McLean Anderson".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent dix à cent dix-sept, inclusivement.

Lesdits rapports sont, sur division, adoptés séparément.

Le Sénat s'ajourne.

No 22

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 19 février 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Kinley,	Moraud,
Aylesworth (sir Allen),	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Ballantyne,	Euler,	Lambert,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	Léger,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Riley,
Bishop,	Farris,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Blais,	Gershaw,	MacLennan,	Robinson,
Bouchard,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Bouffard,	Haig,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Buchanan,	Hayden,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Calder,	Horner,	McGuire,	Stevenson,
Campbell,	Howden,	McIntyre,	Taylor,
Copp,	Hugessen,	McKeen,	Turgeon,
Crerar,	Hurtubise,	McLean,	Vaillancourt,
David,	Hushion,		Veniot,
Davies,	Johnston,		Vien,
	King,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le sixième rapport de l'examinateur des pétitions des bills privés, comme suit:

Le JEUDI 19 février 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions des bills privés a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante et il constate que les exigences de la Règle 107 ont été remplies à tous importants égards, savoir:

De Ernest F. Johnston et d'une autre personne d'Ottawa, Ontario, ainsi que d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "L'Association Canadienne des Vétérinaires" et en anglais "*The Canadian Veterinary Medical Association*".

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

L'honorable sénateur Taylor, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes nommé aux fins d'examiner et d'étudier la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C., 1927), etc., présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le JEUDI 19 février 1948.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, institué aux fins de continuer et de terminer l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C., 1927), a l'honneur de présenter son premier rapport comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le quorum du comité soit réduit à neuf membres.

2. Que la section du Sénat dudit comité soit autorisée à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

Le tout respectueusement soumis,

W. H. TAYLOR,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Onfroy Pilon".
Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma May Heggie May".
Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Renetta Fry Bist".
Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Potter Parker".
Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Smith Saunders".
Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Duncan Girard".

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Sylvia Jones Bowen".
Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Eugène-Ernest Bourbonnais".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Ferland, appuyée par l'honorable sénateur Gershaw, demandant:
Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, l'un des aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et commandant en chef dans et sur le Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, est elle résolue par l'affirmative, et
Ordonné: Que ladite Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui sont membres de l'honorable Conseil privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit
Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'appli-

cation provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Bills privés au Bill (K), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *"People's Fraternal Order"*.

Lesdits amendements sont agréés, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel que modifié, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la deuxième fois:

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Polistuck Levac".
Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleen Rose Gray Lawson".
Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Kimelfild Solomon".
Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Merrill Fuller".
Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth".
Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Charles Parr".
Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Birch Drimer".
Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elinore Oakes Forgues".
Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Gwozdecka Carter".
Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Woodall".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et

pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent dix-huit à cent vingt-six inclusivement.

Lesdits rapports sont, sur division, adoptés séparément.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi, le huitième jour de mars prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 23

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 8 mars 1948

Huit heures du soir.

L'honorable A. B. COPP, C.P., Président *pro tem.*

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Dessureault,	Hurtubise,	McKeen,
Beauregard,	Duff,	Hushion,	McLean,
Bishop,	Duffus,	Johnston,	Moraud,
Blais,	Dupuis,	Jones,	Mullins,
Bouchard,	DuTremblay,	Kinley,	Paterson,
Bouffard,	Euler,	Lacasse,	Riley,
Bourque,	Fafard,	Léger,	Robertson,
Buchanan,	Farris,	Macdonald (Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Ferland,	Mackenzie,	Roebuck,
Calder,	Gouin,	MacLennan,	Sinclair,
Campbell,	Haig,	Marcotte,	Stevenson,
Copp,	Hardy,	McDonald (Shediac),	Taylor,
Crerar,	Hayden,	McDonald (Kings),	Turgeon,
Daigle,	Horner,	McIntyre,	Vaillancourt,
David,	Howard,		Veniot,
Davies,	Howden,		White,
	Hugessen,		Wilson.

Le Greffier à la Table informe le Sénat que l'honorable Président est absent, pour cause inévitable.

L'honorable sénateur Sinclair propose, appuyé par l'honorable sénateur Duffus:

Que durant l'absence de l'honorable Président, l'honorable sénateur Copp le remplace au fauteuil de la présidence.

Etant posée la question d'agrément, le Greffier déclare que ladite motion est résolue par l'affirmative.

En conséquence, l'honorable sénateur Copp prend le fauteuil.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (3), intitulé: "Loi sur les mesures d'urgence pour la conservation des ressources du Canada en devises étrangères", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (114), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues séparément:

De *"Canadian Marconi Company"*, demandant l'adoption d'une loi qui autorise la Compagnie à vendre ou à aliéner ses entreprises et ses biens, en tout ou en partie.

De J.-Albert Blondeau, d'Outremont, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "La Nationale, Compagnie d'assurances", et en anglais *The National Insurance Company.*

L'honorable sénateur Taylor, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, nommé aux fins d'examiner et d'étudier la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), etc., présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 2 mars 1948.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, institué aux fins de continuer et de terminer l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), a l'honneur de présenter son deuxième rapport. comme suit:

Votre comité recommande:
1. Qu'il soit autorisé à s'assurer les services d'un conseiller juridique.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. TAYLOR,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 5383, en date du 31 décembre 1947, portant sur les Règlements de l'assurance-chômage (version française).

Ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, à l'Armée canadienne et au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 31 janvier au 21 février 1948.

Rapport du Département des Archives publiques pour l'année 1947 (versions anglaise et française).

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat un Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation L'Association Canadienne des Vétérinaires".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

L'honorable sénateur Turgeon présente au Sénat un Bill (C-5), intitulé: "Loi constituant en corporation L'Association Canadienne des Optométristes".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (D-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des épizooties".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934".

Ledit rapport est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Onfroy Pilon".
Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma May Heggie May".
Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Renetta Fry Bist".
Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Potter Parker".
Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Smith Saunders".
Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Duncan Girard".
Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Sylvia Jones Bowen".
Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Eugène-Ernest Bourbonnais".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Le Sénat s'ajourne.

No 24

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 9 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable A. B. COPP, C.P., Président *pro tem.*

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
DuTremblay,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
Kinley,
Lacasse,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Riley,
Robertson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
White.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le septième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MARDI 9 mars 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son septième rapport, comme suit:

Votre examinateur a régulièrement étudié les pétitions suivantes et il constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De George Chester Stewart, de Maple Creek, Saskatchewan, et autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited"*.

De *Canadian Marconi Company*, demandant l'adoption d'une loi qui autorise la compagnie à vendre ou à aliéner ses entreprises et ses biens, en tout ou en partie.

De J.-Albert Blondeau, d'Outremont, Québec, et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "La Nationale, Compagnie d'assurance", et en anglais *"The National Insurance Company"*.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable sénateur Haig:

De Anna Kathleen Burnie Beebe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Joseph Beebe, de Noranda, Québec.

De Béatrice-Gertrude Corbin Simand, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Abraham Simand, de Montréal, Québec.

De Samuel Lankszner, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecilia Perl Lankszner, de Bruxelles, Belgique.

De Ruth Harris, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Joseph Harris.

De Daisy Elizabeth May Fishlock Wallis, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Joseph Clarence Wallis.

De Vera Maude Thayer Gunn, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilbert George Gunn.

De Ellen Gertrude Hinks Fairhurst, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Henry Fairhurst.

De Margaret Dawson Jamieson Turnbull McKay, de Bishopton, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Osmond McKay, de Cookshire, Québec.

De Agnes Mathieson Metsos, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Denis Metsos.

De Ann Laurie Willett Allan, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald James Allan.

De Olga Timofy Ewaschuk, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eugene Ewaschuk.

De Francis Russell Stone, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lenora May Theriault Stone, de Toronto, Ontario.

De Barbara Yuile, de New York, New York, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph Dougal Yuile, de Westmount, Québec.

De Becky Herscovitch Moscovitch, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Benny Moscovitch.

De Martha Inkeri Eerikainen Valkonen, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vilho Valkonen, de Montréal, Québec.

De Elizabeth Craig Blair, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Alexander Blair.

De Nellie Maisie Wingham Carphin, de Greenfield Park, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George William Cunningham Carphin.

De Marguerite Pichette Sanzone, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Sanzone.

De Jennie Leibovitch Margolese, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Marvin Margolese, de Westmount, Québec.

De George Cohen, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Dubin Cohen.

De Dorothy Jardine Palmer Petrie, de Hampstead, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Gordon Petrie.

De Esther Leibof Kaufman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irving William Kaufman.

De Ida Ker Davies Kinnon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Harold Robert Kinnon.

De Philip Sidilkofsky, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ruth Alvina Bennett Sidilkofsky.

De Allan Gowans, de Ville St-Pierre, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Ruth Elliott Gowans, de Montréal, Québec.

De Phyllis Lilian Buck Beatty, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Melvin Vernon Beatty.

De Grace Elsie Mills Johnson, de Nitro, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Edward Johnson.

De Winnifred Emily Ford Salmon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Berle Barcus Salmon.

De Olive Turnidge Burns Turner, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Horace Leonard Turner.

De Kate Wacker Prengel, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert Prengel.

De Elizabeth Ruth Maitland Harley, de Vancouver, Colombie-Britannique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bruce Falconer Harley, de Montréal, Québec.

De Yvonne Jeanne Leslie, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Wilson Leslie, de Westmount, Québec.

De David Ewing Jackson, de Longueuil, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorna Klabunde Jackson.

De Paul Charbonneau, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Agnès Gagnon Charbonneau.

De Audrey Maude Victoria Giles Findlay, de Pointe Claire, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kneale Findlay, de St-Adèle, Québec.

De Anna Starzynski Sztafirny, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stephen Sztafirny.

De Orville Lester Bennett, de Hull-Sud, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edith Winnifred Bennett.

De Lilly Schneidman Schneider, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Schneider.

Par l'honorable sénateur Roebuck:

De *Canadian Slovak Benefit Society*, demandant l'adoption d'une loi qui prolonge les délais dans lesquels elle peut s'adresser au ministre des Finances pour obtenir un permis l'autorisant de pratiquer ses opérations.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Frances Batten Gzowski".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nellie Kon Ballantyne".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Théophile Gobeille".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mary Cowper Preston".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Grace Borland Langton".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethelwyn Lillian Flynn Budd".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Winston Savage".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Frances Mary Liddle McClelland".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Diana Eve Whittall Beurling".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Gouin présente au Sénat un Bill (O-5), intitulé: "Loi constituant en corporation La Nationale, Compagnie d'assurance".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Johnston présente au Sénat un Bill (P-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Hugessen présente au Sénat un Bill (Q-5), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Marconi Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (3), intitulé: "Loi sur les mesures d'urgence pour la conservation des ressources du Canada en devises étrangères", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (114), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 25

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 10 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hushion,
Hurtubise,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le huitième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MERCREDI 10 mars 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son huitième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante et il constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De Lionel D. M. Baxter et autres personnes de Winnipeg, Manitoba, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"Western Prairie Pipe Line Company"*.

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation", déclare que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec un amendement, qu'il est prêt à lui soumettre dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 14, 15 et 16.*—Retrancher la clause 16 et y substituer la suivante:

"14. La présente loi prendra fin au trente et unième jour de mars mil neuf cent cinquante".

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (G-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *"Rinker Finance Corporation"*, déclare que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: 1. Que le nom de l'honorable sénateur Turgeon soit ajouté à la liste des sénateurs qui siègent au comité permanent de l'Immigration et du travail.

2. Que les noms des sénateurs Beaubien (St-Jean-Baptiste), Howard et Vien soient ajoutés à la liste des sénateurs qui siègent au comité permanent des Transports et communications.

3. Que le nom de l'honorable sénateur Beaubien (St-Jean-Baptiste) soit ajouté à la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (114), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (3), intitulé: "Loi sur les mesures d'urgence pour la conservation des ressources du Canada en devises étrangères".

Après plus ample débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que ledit bill soit déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Vétérinaires", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C-5), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Optométristes", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des épizooties", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Frances Batten Gzowski".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nellie Kon Ballantyne".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Théophile Gobeille".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mary Cowper Preston".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Grace Borland Langton".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethelwyn Lillian Flynn Budd".

Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Winston Savage".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Frances Mary Liddle McClelland".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Diana Eve Whittall Beurling".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Le Sénat s'ajourne.

No 26

JOURNAUX

DU

SENAT DU CANADA

Jeudi 11 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste), Beauregard, Bishop, Blais, Bouchard, Bouffard, Bourque, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, David, Davies, Dessureault, Donnelly, Duff, Duffus, Dupuis, Euler, Fafard, Farris, Ferland, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Howden, Hugessen, Hurtubise, Hushion, Johnston, Jones, King, Kinley, Lacasse, Léger, Lesage, Macdonald (Cardigan), Mackenzie, MacLennan, Marcotte, McDonald (Shediac), McDonald (Kings), McGuire, McIntyre, McKeen, McLean, Mullins, Murdock, Paquet, Quinn, Riley, Robertson, Roebuck, St-Père, Sinclair, Stevenson, Taylor, Turgeon, Vaillancourt, Veniot, Vien, White, Wilson.

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et reçue:

De *Canadian Slovak Benefit Society,* demandant l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les délais dans lesquels elle peut s'adresser au ministre des Finances pour obtenir un permis l'autorisant de pratiquer ses opérations.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport des Commissaires des Transports du Canada pour l'année se terminant le 31 décembre 1947, ainsi que copie de l'arrêté en conseil C.P. 984, en date du 9 mars 1948, à ce sujet.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération de l'amendement apporté par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation".

Ledit amendement est agréé, et

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (O-5), intitulé: "Loi constituant en corporation La Nationale, Compagnie d'assurance", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (P-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (Q-5), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Marconi Company*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 27

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 15 mars 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bishop,
Blais,
Bouffard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Daigle,
David,
Davies,
Dennis,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Kings),
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Sinclair,
Stevenson,
Turgeon,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le neuvième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le LUNDI 15 mars 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son neuvième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante et il constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De *Canadian Slovak Benefit Society,* demandant l'adoption d'une loi aux fins de prolonger les délais dans lesquels elle peut s'adresser au ministre des Finances pour obtenir un permis l'autorisant de pratiquer ses opérations.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (J), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *National General Insurance Company*",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (M), intitulé: "Loi concernant *The Trust and Loan Company of Canada*",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (N), intitulé: "Loi concernant la Compagnie de Fideicommis Orientale (*The Eastern Trust Company*)",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente les rapports de ce comité portant les numéros cent vingt-sept à cent quarante-neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Roméo-Abraham St-Jacques, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clara Renaud St-Jacques.

2. Permission ayant été demandée aux fins de retirer la pétition, le Comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence et que les taxes parlementaires versées à l'égard de la règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mae (Maria) Harper Bragger, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Thomas Bragger.

2. Permission ayant été demandée aux fins de retirer la pétition, le Comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence et que les taxes parlementaires versées à l'égard de la règle 140 soient remboursées à M. J. W. Long, C.R., procureur de la pétitonnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Freda Gertrude Parkes McMillan, de la cité de Lachine, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Norman McMillan.

2. Le Comité recommande que les taxes parlementaires versées à l'égard de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Irene Shaw Edney, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Randall Edney.

2. Permission ayant été demandée aux fins de retirer la pétition, le Comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence et que les taxes parlementaires versées à l'égard de la règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Landes Clopoff, de la cité d'Outremont, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harro Clopoff, autrement connu sous le nom de Harry Clapoff, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Micheline Desautels Dooney, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Dooney, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la samme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Roydon Slator, de la cité de Verdun, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Amelia Sarah Cunning Slator, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Eva Thibodeau Buelow, de Baie Comeau, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec James Joseph Buelow, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Sleno Staines, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Staines, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Hume Munro Auburn, de la ville de Val d'Or, province de Québec, secrétaire-trésorier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry George Auburn, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gilles Hénault, de la cité de Montréal, province de Québec, journaliste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lucile Filteau Hénault, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Gordon Jakeman, de la cité de Montréal, province de Québec, forgeron, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bertha Emily MacDonald Jakeman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kathleen McKeown Stevenson, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Stevenson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 12 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alice Mary Gallant Currie, de Amherst, province de la Nouvelle-Ecosse, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Daniel James Currie, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remis à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Frances Marks Buchanan, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec James Reginald Buchanan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leona Selma Cutway Hall, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nigel Alfred Hall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Avery Patricia Gill Reinhold, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bernard Edward Reinhold, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Poppy Catherine Hayakawa Smith, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecil Ivan Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dolores Margaret Paul Warner, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas James Warner, le comité a constaté que les prescriptions des règlements du Sénat à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Norma Bernstein Levee, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Franklin Howard Levee, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Sophie McNamara Sepchuk, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Anthony Michael Sepchuk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Rowan Young Conway, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Reginald Mosley Conway, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 13 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ethel Margaret Tweddell Cartmell, de la cité de Montréal, province de Québec, professeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Bliss Cartmell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent vingt-sept à cent quarante-neuf, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Règlements effectués et approuvés sous l'empire de la Loi de l'assurance-chômage, 1940, pour la période s'étendant du 26 janvier au 12 mars 1948.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que si, pendant la présente session du Parlement, la nécessité se présente, au cours d'un ajournement du Sénat, et, de l'avis de l'honorable Président, justifie le Sénat de se réunir avant la date fixée dans la motion qui détermine cet ajournement, l'honorable Président soit autorisé à aviser les honorables sénateurs, à leurs adresses déposées chez le Greffier du Sénat, de se réunir à une date antérieure à celle qui est fixée dans la motion d'ajournement; et le défaut de réception, par un ou par plusieurs sénateurs, de cette notification, ne rendra pas cette notification insuffisante ou invalide.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (P-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited*", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Q-5), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Marconi Company*", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Transports et communications.

Le Sénat s'ajourne.

No 28

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 16 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),	Dessureault,	Jones,	Murdock,
Ballantyne,	Donnelly,	King,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duff,	Kinley,	Paterson,
Bishop,	Duffus,	Lacasse,	Pirie,
Blais,	Dupuis,	Léger,	Quinn,
Bouchard,	Fafard,	Lesage,	Riley,
Bouffard,	Farris,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Bourque,	Ferland,	Mackenzie,	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,	MacLennan,	St-Père,
Burchill,	Haig,	Marcotte,	Sinclair,
Calder,	Hardy,	McDonald (Kings),	Stevenson,
Campbell,	Hayden,	McGuire,	Taylor,
Copp,	Horner,	McIntyre,	Turgeon,
Daigle,	Howard,	McKeen,	Vaillancourt,
David,	Howden,	McLean,	Veniot,
Davies,	Hugessen,	Moraud,	Vien,
Dennis,	Hurtubise,	Mullins,	White,
	Hushion,		Wilson.
	Johnston,		

PRIÈRES.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934",

En conformité de la Règle 18A des Règlements du Sénat, l'honorable Lionel Chevrier, ministre des Transports, est conduit à un siège dans la Chambre du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson propose alors que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est,

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent vingt-sept à cent trente, inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément.

Le Sénat passe ensuite à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent trente et un à cent quarante-neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 29

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 17 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dennis,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Riley,
Robertson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

5856—14½

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat un message de Son Excellence le Gouverneur général, ainsi conçu:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

Le 15 MARS 1948.

Aux honorables Membres du Sénat,

J'ai reçu avec grand plaisir l'Adresse que vous avez votée en réponse à mon discours à l'ouverture de la session du Parlement. Je vous remercie sincèrement de cette Adresse.

ALEXANDER DE TUNIS.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent cinquante à cent cinquante-huit, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winnifred Audrey Meyer Holton, de la cité de Toronto, province d'Ontario, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Herbert Holton, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Chester Adam Hart, de la cité de Montréal, province de Québec, comptable, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clara Madore Barton Hart, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Marguerite-Cécile Gagnon Lescadres, de la cité de Montréal, province de Québec, tenancière, demandant l'adoption

d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Arthur-Eugène Lescadres, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-troisième rapport, comme suit: z

1. Relativement à la pétition de Samuel Reinhardt Lewis, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de wagon, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rose Elizabeth St-Louis Lewis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ersilia Pace Imonti, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Imonti, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Rose Noel Steele, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Lawrence Steele, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Saltzman Rashkovan, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Benjamin Rashkovan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Malfara Romanelli, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Giuseppe Romanelli, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 15 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Albert-Aldée Léveillée, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Blanche-Yvonne Brouillard Léveillée, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent cinquante à cent cinquante-huit, les deux inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'échange de notes entre l'honorable Ray Atherton, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Ottawa (Canada), et l'honorable Brooke Claxton, secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures, en date des 7 et 15 mai 1945, respectivement, proposant que les principes généraux posés dans la Déclaration de Hyde-Park (20 avril 1941) continuent de s'appliquer sur une base d'absolue réciprocité jusqu'à la fin de la guerre et que l'esprit de coopération qui a régné entre les deux pays préside encore à leur façon de traiter les problèmes de reconversion et autres d'intérêt mutuel à mesure que s'opérera la transition à l'économie du temps de paix.

Copie des réponses à certaines questions soumises au Gouvernement canadien par le Gouvernement de Terre-Neuve, au nom de la Convention nationale de ce dernier pays.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Landes Clopoff".
Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Desautels Dooney".
Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Roydon Slator".
Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Eva Thibodeau Buelow".
Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Sleno Staines".
Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Hume Munro Auburn".
Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilles Hénault".
Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Gordon Jakeman".
Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen McKeown Stevenson".
Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Mary Gallant Currie".
Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Frances Marks Buchanan".
Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Selma Cutway Hall".
Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Avery Patricia Gill Reinhold".
Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Poppy Catherine Hayakawa Smith".
Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dolores Margaret Paul Warner".
Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Bernstein Levee".
Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Sophie McNamara Sepchuk".
Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rowan Young Conway".
Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Margaret Tweddell Cartmel".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Farris signale à l'attention du Sénat que certains hommes qui occupent des postes publics, ainsi que d'autres personnes, et certains journaux, attaquent l'intégrité de personnes qui détiennent de hauts postes, par des procédés hostiles et incompatibles avec la bonne administration du Canada, et qui tendent à encourager les éléments subversifs dans notre pays.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 30

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 18 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dennis,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Riley,
Robertson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (148), intitulé: "Loi sur les commissaires du havre de New-Westminster, en vue du remboursement d'obligations financières arrivant à échéance".

Ledit bill est lu la première fois,
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 18 mars 1948.

Le comité permanent du Tourisme demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer 600 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français de ses délibérations, et que la Règle 100 relative à ladite impression soit suspendue.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (D-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des épizooties", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Vétérinaires", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a changé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (O-5), intitulé: "Loi constituant en corporation La Nationale, Compagnie d'assurance", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (C-5), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Optométristes", rapporte que le comité, après avoir examiné ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, ligne 12.*—Aux mots "au paragraphe" substituer "à l'alinéa".

2. *Page 5, lignes 20 et 21.*—Retrancher la clause 14 et renuméroter la clause suivante.

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit lu une troisième fois à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Roebuck présente au Sénat un Bill (T-6), intitulé: "Loi concernant la Société de bienfaisance slovaque du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre

le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934".

Après plus ample débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Transports et communications.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Landes Clopoff".
Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Desautels Dooney".
Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Roydon Slator".
Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Eva Thibodeau Buelow".
Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Sleno Staines".
Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Hume Munro Auburn"
Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilles Hénault".
Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Gordon Jakeman".
Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen McKeown Stevenson".
Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Mary Gallant Currie".
Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Frances Marks Buchanan".
Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Selma Cutway Hall".
Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Avery Patricia Gill Reinhold".
Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Poppy Catherine Hayakawa Smith".
Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dolores Margaret Paul Warner".

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Bernstein Levee".
Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Sophie McNamara Sepchuk".
Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rowan Young Conway".
Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Margaret Tweddell Cartmel".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus séparément la troisième fois, sur division.
Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent cinquante à cent cinquante-huit inclusivement.
Lesdits rapports sont adoptés séparément sur division.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:
Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Audrey Meyer Holton".
Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Chester Adam Hart".
Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Cécile Gagnon Lescadres".
Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Reinhardt Lewis".
Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ersilia Pace Imonti".
Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Rose Noel Steele".
Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Saltzman Rashkovan".
Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Malfara Romanelli".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur Farris, signalant à l'attention du Sénat que certains hommes qui occupent des postes publics, ainsi que d'autres personnes, et certains journaux, attaquent l'intégrité de personnes qui détiennent de hauts postes, par des procédés hostiles et incompatibles avec la bonne administration du Canada, et qui tendent à encourager les éléments subversifs dans notre pays.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.
Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 31

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 22 mars 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duff,	Johnston,	McIntyre,
Beauregard,	Duffus,	Jones,	McKeen,
Bishop,	Dupuis,	King,	McLean,
Bouffard,	Euler,	Kinley,	Murdock,
Buchanan,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Burchill,	Gouin,	Léger,	Riley,
Calder,	Haig,	Lesage,	Roebuck,
Copp,	Hardy,	Macdonald (Cardigan),	St-Père,
Crerar,	Howden,	Mackenzie,	Sinclair,
David,	Hugessen,	MacLennan,	Stevenson,
Davies,	Hurtubise,	Marcotte,	Taylor,
			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (136), intitulé: "Loi modifiant la loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Copp propose que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (135), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente les rapports de ce comité portant les numéros cent cinquante-neuf à cent soixante-sept, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis Clyde Peachey, de la ville de Greenfield Park, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec May Elizabeth Jones Peachey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harriet Dodd McLachlan Cummings, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec William Albert Cummings, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Phyllis Smith Curtis, de la cité de St-Lambert, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert James Curtis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jacqueline Louise Waddington Skinner, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph Skinner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Malouf, de la cité d'Outremont, province de Québec, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bronislava Zwirzdyn Malouf, autrement connu sous le nom de Brownie Wersden Malouf, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sonja Anna Margaret van der Walde Brown, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nelson Eric Brown, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Richard Edward Welsh, de la cité de Westmount, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sylvia Susannah Frampton Welsh, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Maude Mitchell, de la cité de Londres, Angleterre, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frank Mitchell, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 16 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie William Lodge, de la cité de Sault-Ste-Marie, province d'Ontario, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Russell Lindsay Lodge, de la vite de Waterloo, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent cinquante-neuf à cent soixante-sept, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Copies des arrêtés en conseil C.P. 637, en date du 20 février 1948, et C.P. 804, en date du 2 mars 1948, adoptés sous l'empire de la Loi de 1947 sur les mesures transitoires.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (148), intitulé: "Loi sur les commissaires du havre de New-Westminster en vue du remboursement d'obligations financières arrivant à échéance", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C-5), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Optométristes", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémen-

taires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur Farris, signalant à l'attention du Sénat que certains hommes qui occupent des postes publics, ainsi que d'autres personnes, et certains journaux, attaquent l'intégrité de personnes qui détiennent de hauts postes, par des procédés hostiles et incompatibles avec la bonne administration du Canada, et qui tendent à encourager les éléments subversifs dans notre pays.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Audrey Meyer Holton".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Chester Adam Hart".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Cécile Gagnon Lescadres".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Reinhardt Lewis".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ersilia Pace Imonti".

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Rose Noel Steele".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Saltzman Rashkovan".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Malfara Romanelli".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Le Sénat s'ajourne.

No 32

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 23 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Bouffard,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
David,
Davies,
Dennis,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McIntyre,
McKeen,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Riley,
Robertson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Vaillancourt,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (3), intitulé: "Loi sur les mesures d'urgence pour la conservation des ressources du Canada en devises étrangères", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il est prêt à soumettre au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 5.*—Après le chiffre "2.", insérer "(1)".

2. *Page 1.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause deux de la clause deux:
"(2) Sa Majesté du chef du Canada ou de toute province est liée par la présente loi."

3. *Page 7, Annexe I.*—Retrancher.
"65 Biscuits, non sucrés.
66 Biscuits, sucrés."

4. *Page 7, Annexe I.*—Retrancher le numéro tarifaire 87, et substituer:
" 87 } Légumes, frais, à leur état naturel, ou
ex 711 } coupés ou en filaments."

5. *Page 9, Annexe I, ligne 23.*—Après les mots "conduites électriques", insérer "matériel d'allumettes à souche,".

6. *Page 24, Annexe II.*—Après le numéro tarifaire 44, insérer:
65 Biscuits, non sucrés.
66 Biscuits, sucrés.
66*a* Biscuits, sucrés ou non sucrés, dont la valeur est d'au moins 20 cents la livre, ladite valeur devant être établie sur le poids net et comprendre la valeur de l'empaquetage ordinaire au détail."

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, pour lesquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (136), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Haig, du comité permanent des Divorces, présente le cent soixante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 23 mars 1948.

Le comité permanent des Divorces demande la permission de présenter son cent soixante-huitième rapport, comme suit:

Votre Comité recommande que la limite de temps fixée pour la réception de pétitions pour bills de Divorces, qui expira le vendredi 20 février 1948, soit prolongée au mardi 23 mars 1948.

Le tout respectueusement soumis,

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose que la motion "Que le Bill (135), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", soit inscrite à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain", soit abrogée.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose alors que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le comité permanent des Edifices et des terrains publics soit autorisé à faire enquête et rapport sur le progrès accompli en vertu du projet proposé par le "Plan Gréber", en ce qui concerne les cités d'Ottawa et de Hull, ainsi que les régions avoisinantes; et que le comité soit autorisé à convoquer des témoins et à faire produire des dossiers et des documents.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'appli-

cation provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur Farris, signalant à l'attention du Sénat que certains hommes qui occupent des postes publics, ainsi que d'autres personnes, et certains journaux, attaquent l'intégrité de personnes qui détiennent de hauts postes, par des procédés hostiles et incompatibles avec la bonne administration du Canada, et qui tendent à encourager les éléments subversifs dans notre pays.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (T-6), intitulé: "Loi concernant la Société de bienfaisance slovaque du Canada", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent cinquante-neuf à cent soixante-sept, inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Clyde Peachey".

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harriet Dodd McLachlan Cummings".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Smith Curtis".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Louise Waddington Skinner".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George Malouf".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonja Anna Margaret van der Walde Brown".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Edward Welsh".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Mitchell".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Williams Lodge".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Albert-Aldée Léveillée".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 33

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 24 mars 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Dupuis,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	Euler,	Lambert,	Paquet,
Bishop,	Fafard,	Léger,	Paterson,
Bouchard,	Ferland,	Lesage,	Pirie,
Bouffard,	Gouin,	Macdonald (Cardigan),	Riley,
Buchanan,	Haig,	Mackenzie,	Robertson,
Burchill,	Hardy,	MacLennan,	Robinson,
Calder,	Horner,	Marcotte,	Roebuck,
Copp,	Howden,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	Sinclair,
David,	Hurtubise,	McIntyre,	Stevenson,
Davies,	Hushion,	McKeen,	Taylor,
Dessureault,	Johnston,	McLean,	Vaillancourt,
Duff,	Jones,	Moraud,	Vien,
Duffus,	King,	Murdock,	White,
	Kinley,	Paquet,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (171), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Robertson propose que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable sénateur Haig:

De Hugh Cyril Harvey, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Elizabeth Wynne Drysdale Harvey, de Letherland, Liverpool, Angleterre.

De Alice Deborah Townsend Hawker, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Hancock Hawker.

De Lillian Helena Cross Page, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Alfred George Page.

De Jack William Corber, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Riva Miriam Margolick Corber.

De Edith McLaghlan Ward, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilbert Ward.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (135), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il est prêt à soumettre au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

I. *Page 3.* Retrancher la clause 5.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Beauregard propose que ledit amendement soit maintenant agréé.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Beaubien	Euler,	Lambert,	Paquet,
St-Jean-Baptiste),	Haig,	Macdonald	Paterson,
Buchanan,	Howden,	(Cardigan),	White,
Calder,	Hugessen,	Marcotte,	Wilson—17.
Crerar,	Lacasse,	McDonald (Shediac),	

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Bishop,	Gouin,	McGuire,	Robinson,
Copp,	Hurtubise,	McIntyre,	St-Père,
Davies,	Hushion,	McKeen,	Sinclair,
Dupuis,	Johnston,	McLean,	Stevenson,
Fafard,	Lesage,	Murdock,	Taylor,
Ferland,	Mackenzie,	Robertson,	Vaillancourt,
			Vien—25.

En conséquence, elle est résolue par la négative.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois, sur division.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que pour le reste du mois courant les Règles 23, 24 et 63 soient suspendues en tant qu'elles concernent des bills d'intérêt public.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:
Rapport général relatif aux opérations du Bureau du Séquestre, en conformité de la Loi sur le commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires), pour l'année terminée le 31 décembre 1947.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit
Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission

préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur l'interpellation de l'honorable sénateur Farris, signalant à l'attention du Sénat que certains hommes qui occupent des postes publics, ainsi que d'autres personnes, et certains journaux, attaquent l'intégrité de personnes qui détiennent de hauts postes, par des procédés hostiles et incompatibles avec la bonne administration du Canada, et qui tendent à encourager les éléments subversifs dans notre pays, il est

Ordonné: Qu'elle soit rejetée.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division.

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Clyde Peachey".
Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harriet Dodd McLachlan Cummings".
Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Smith Curtis".
Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Louise Waddington Skinner".
Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George Malouf".
Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonja Anna Margaret van der Walde Brown".
Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Edward Welsh".
Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Mitchell".
Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Williams Lodge".
Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Albert-Aldée Léveillée".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

Huit heures du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication, comme suit:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 24 mars 1948.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, aujourd'hui, le 24 mars, à huit heures et trente p.m., afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veuillez agréer,
Monsieur l'Orateur,
l'assurance de ma haute considération,
J. F. DELAUTE,
Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable
L'Orateur du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (172), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable sénateur Robertson propose que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (173), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

L'honorable sénateur Robertson propose que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (183), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi, le dix-neuvième jour d'avril prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne à loisir,

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (3), intitulé: "Loi sur les mesures d'urgence pour la conservation des ressources du Canada en devises étrangères",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apporté audit bill, sans y en effectuer d'autre.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (184), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi modifiant la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

Loi constituant en corporation la société dite *National General Insurance Company*.

Loi concernant *The Trust and Loan Company of Canada*.

Loi concernant la Compagnie de Fidéicommis Orientale (*The Eastern Trust Company*).

Loi sur les commissaires du havre de New-Westminster, en vue du remboursement d'obligations financières arrivant à échéance.

Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires.

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles.

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935.

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

Loi modifiant le tarif des douanes.

Loi sur les mesures d'urgence pour la conservation des ressources du Canada en devises étrangères.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur les bills suivants:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949.

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1948.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ces bills".

Le Greffier ayant donné lecture des titres de ces bills,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills".

Après quoi il a plu au très honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à lundi, le dix-neuvième jour d'avril prochain, à huit heures du soir.

No 34

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi, 19 avril 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir Allen),
Aseltine,
Ballantyne,
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Dessureault,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Raymond,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
White.

5856—16

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat que, en conformité de la Règle 103, le Greffier a déposé sur la Table les comptes et pièces justificatives du Sénat pour l'année financière finissant le 31 mars 1948.

Ordonné: Que lesdits comptes et pièces justificatives soient déférés au comité permanent de la Régie interne et des comptes imprévus du Sénat.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (7), intitulé: "Loi prévoyant des paiements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (197), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation".

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (I), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, pour lequel elle sollicite son agrément.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 10.*—Retrancher tous les mots qui suivent le mot "un" et les remplacer par ce qui suit:

"comité d'au moins trois fonctionnaires du ministère des affaires des Anciens combattants, qui exercera ces pouvoirs et accomplira ces devoirs et fonctions conformément à des règles de procédure établies par le gouverneur en conseil."

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels elle sollicite son agrément.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 3.*—Biffer l'article premier et lui substituer les articles suivants:

"1. L'article trois de la Loi sur les permis d'exportation et d'importation, chapitre dix-sept des Statuts de 1947, est modifié par l'adjonction du paragraphe suivant audit article:

(2) Le gouverneur en conseil peut, par un décret qui sera publié dans la *Gazette du Canada* dans un délai de quinze jours à compter de l'adoption dudit décret, établir une liste de pays auxquels s'appliquera l'article cinq de la présente Loi, et une telle liste pourra être modifiée par le gouverneur en conseil par un décret ainsi publié.

2. Est abrogé l'article 5 de ladite Loi et le suivant lui est substitué:

5. Nul ne doit exporter ni tenter d'exporter du Canada des marchandises comprises dans une liste établie selon le paragraphe un de l'article trois de la présente Loi, non plus que des marchandises de toute nature à un pays indiqué sur une liste établie selon le paragraphe deux du même article, sauf sous le régime et en conformité d'un permis délivré en vertu de cette loi.

3. Ladite Loi est de nouveau modifiée par l'addition, immédiatement après l'article six, de l'article suivant:

6A. Nul ne doit, dans une demande de permis sous le régime de la présente loi ou dans le dessein d'obtenir la délivrance d'un permis prévu par cette Loi, fournir volontairement un renseignement faux ou trompeur ou faire sciemment un faux exposé.

4. Est abrogé l'article sept de ladite Loi et le suivant lui est substitué:

7. Le Ministre, ou toute personne par lui désignée, peut délivrer à quiconque en fait la demande un permis d'exporter du Canada, à destination de l'endroit, et en la quantité et de la qualité que le permis peut spécifier, l'une quelconque des marchandises comprises dans une liste établie en conformité du paragraphe un de l'article trois de la présente Loi ou des marchandises de toute nature à un pays indiqué dans une liste établie selon le paragraphe deux du même article, et il peut modifier, suspendre ou annuler un tel permis."

2. *Page 1, ligne 11.*—Renuméroter l'article deux et le désigner l'article cinq.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message ainsi conçu:

Le VENDREDI 16 avril 1948.

Résolu:—Qu'il y a lieu de nommer un comité mixte des deux Chambres du Parlement afin d'étudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la meilleure façon de remplir ces obligations qu'ont acceptées tous les membres des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social des Nations Unies, d'une commission des droits de l'homme, l'état juridique et constitutionnel desdits

droits au Canada, et, le cas échéant, les mesures à prendre ou à recommander pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Que Messieurs Beaudoin, Breithaupt, Cournoyer, Croll, Dechêne, Diefenbaker, Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*), Fulton, Hackett, Hansell, Harkness, Hazen, Herridge, Ilsley, LaCroix, Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), Marier, Marquis, Michaud, Massey, Miller, Probe, Rinfret, Robinson (*Simcoe-Est*), Smith (*York-Nord*), Stewart (*Winnipeg-Nord*), Stuart (*Charlotte*), Whitman et Zaplitny soient nommés pour agir, de la part de la Chambre, comme membres de ce comité;

Que le comité soit autorisé à recommander *a*) que l'on soumette à la Cour suprême du Canada ces questions qui, de l'avis du comité, sont nécessaires en vue de déterminer dans quelle mesure la préservation des libertés fondamentales de religion, de discours, de presse et de réunion et le maintien des garanties constitutionnelles de l'individu relèvent de la compétence fédérale; ou *b*) que l'on soumette à la Cour suprême du Canada un avant-projet de Déclaration des droits de l'homme, renfermant ces dispositions qui, de l'avis du comité, y devraient être comprises, en vue de déterminer si le Parlement fédéral a le pouvoir ou non d'adopter une telle Déclaration des droits de l'homme en faveur du peuple canadien.

Que le comité soit autorisé à convoquer des témoins, à envoyer quérir documents et dossiers, et à faire rapport de temps à autre;

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour le prier de se joindre à cette Chambre pour les fins précitées, en désignant, s'il le juge opportun, quelques-uns de ses membres pour le représenter dans le comité mixte proposé.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération demain.

La pétition suivante est présentée,

Par le très honorable sénateur Mackenzie:

De C. Basil Price et d'une autre personne de Montréal, P.Q., et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *"The Canadian Legion of the British Empire Service League"*.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (E-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des Commissaires du havre de North Fraser".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Crerar présente au Sénat un Bill (F-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *"Western Pipe Lines"*.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (G-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Liste des Indiens affranchis sous l'empire de la Loi des Indiens durant l'année financière terminée le 31 mars 1948, montrant l'octroi accordé à chacun des Indiens ainsi affranchis, tel que prescrit par l'article 113 de la Loi des Indiens, Chapitre 98, S.R.C., 1927.

Rapport du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour l'année finissant le 31 décembre 1947.

Rapport annuel des Chemins de fer nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1947.

Rapport annuel de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited,* pour l'année terminée le 31 décembre 1947.

Rapport annuel du Trust des Titres des Chemins de fer nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1947.

Rapport du ministère des Transports pour l'année financière finissant le 31 mars 1947.

Ordonnances et règlements édictés pour la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada,* durant la période s'étendant du 28 février 1948 au 10 avril 1948.

Copie des Ordonnances et règlements édictés pour l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada,* durant la période s'étendant du 28 février 1948 au 10 avril 1948.

Copie des Ordonnances et règlements édictés pour le Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada,* durant la période s'étendant du 28 février 1948 au 10 avril 1948.

Règlements faits et approuvés en vertu de la Loi de l'assurance-chômage, 1940, pour la période s'étendant du 12 mars 1948 au 7 avril 1948.

Echange de notes (les 1er et 31 mars 1948) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique constituant un Accord concernant l'exploitation et l'entretien du système de communication des lignes terrestres entre Edmonton (Alberta) et Fairbanks (Alaska).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit
Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémen-

taires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 35

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 20 avril 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bourque,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Raymond,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (D-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi des épizooties", Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le rapports de ce comité portant les numéros cent soixante-neuf à cent soixante-quinze, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition d'Ernest Edward Lippiatt, de la cité de Montréal, province de Québec, expéditeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Verna Ethel Banning Lippiatt.

2. Le comité recommande qu'un certificat de naissance produit à l'audience et enquête en la matière, comme exhibit No 3, au cours de la session parlementaire de 1947, soit remis au procureur du pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harriet Dodd McLachlan Cummings, de la cité de Montréal, province de Québec, tenancière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Albert Cummings.

2. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante et onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ella Margaret McLaughlin Baisley, du village de Montebello, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Barry Baisley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Joslin Walker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joanna Wright Farrell, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dominic Mark Farrell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Patricia Jones Gavey, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joshua Charles Eugene Gavey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 19 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Selma Rattner Fridhandler, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Fridhandler, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante-neuf à cent soixante-quinze, les deux précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et des communications, auquel a été déféré le Bill (Q-5), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Marconi Company*", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (H-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel et états financiers de la Corporation de l'assurance des crédits à l'exportation pour l'année finissant le 31 décembre 1947.

Rapport du ministre du Commerce concernant les opérations sous l'empire de la Loi des permis d'exportation et d'importation pour l'année 1947.

Rapport au Parlement de *George A. Touche & Company,* vérificateurs des Chemins de fer nationaux du Canada, *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited,* et Lignes aériennes Trans-Canada, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1947 (versions anglaise et française).

Rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1947 (versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre".

Après débat, il est

Ordonné: Que ledit amendement soit déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation", il est

Ordonné: Que lesdits amendements soient déférés au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (197), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du message transmis par la Chambre des communes relativement à la nomination d'un comité mixte des deux Chambres du Parlement pour étudier la question des droits humains et des libertés fondamentales.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Que le Sénat se joigne à la Chambre des communes aux fins de nommer un comité mixte des deux Chambres du Parlement pour étudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la meilleure façon de remplir ces obligations qu'ont acceptées tous les membres des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social des Nations Unies, d'une commission des droits de l'homme, l'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada, et, le cas échéant, les mesures à prendre ou à recommander pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Que les sénateurs dont les noms suivent soient désignés pour faire partie de la représentation du Sénat sur ledit comité mixte, savoir: les honorables sénateurs Ballantyne, Bouffard, Burchill, Crerar, Fallis, Gouin, Horner, Léger, McDonald (*Kings*), Roebuck, Turgeon et Wilson.

Que le comité soit autorisé à recommander *a*) que l'on soumette à la Cour suprême du Canada ces questions qui, de l'avis du comité, sont nécessaires en vue de déterminer dans quelle mesure la préservation des libertés fondamentales de religion, de discours, de presse et de réunion et le maintien des garanties constitutionnelles de l'individu relèvent de la compétence fédérale; ou *b*) que l'on soumette à la Cour suprême du Canada un avant-projet de Déclaration des droits de l'homme, renfermant ces dispositions qui, de l'avis du comité, y devraient être comprises, en vue de déterminer si le Parlement fédéral a le pouvoir ou non d'adopter une telle Déclaration des droits de l'homme en faveur du peuple canadien.

Que le comité soit autorisé à convoquer des témoins, à envoyer quérir documents et dossiers, et à faire rapport de temps à autre.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Et la question étant posée sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des commissaires du havre de North-Fraser", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (G-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 36

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 21 avril 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Ballantyne,
Beauregard,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Raymond,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (201), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est lue et reçue:

De C. Basil Price et d'une autre personne de Montréal, P.Q., et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de "The Canadian Legion of the British Empire Service League".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent soixante-seize à cent quatre-vingt-un, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 20 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lucien Ménard, de la cité de Montréal, province de Québec, magasinier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Flore Dupont Ménard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 20 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sheila Trench Thomson Ellis, de la cité de Glasgow, Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage

avec John McLeod Ellis, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 20 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alexandre Hébert, de la cité de Verdun, province de Québec, imprimeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Yvonne Emond Hébert, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 20 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anne Greenblatt Pliss, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse de billets, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irving Pliss, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 20 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sonnie Levitt Shereck, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve so nmariage avec Harold Shereck, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 20 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Young, de la cité de Montréal, province de Québec, agent de police, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lila Young, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante-seize à cent quatre-vingt-un, les deux précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1486, en date du 7 avril 1948, relativement à la pétition de la Commission du transport de la Chambre de commerce maritime (représentant, *inter alia,* les gouvernements de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile du Prince-Edouard), et aux représentations présentées pour le compte des gouvernements des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, à l'effet de modifier l'Ordonnance No 70425 du Bureau des commissaires du transport du Canada, en date du 30 mars 1948, en établissant que les échelles tarifaires publiées et déposées aux dossiers, en vertu de ladite ordonnance, ne soient mises en vigueur qu'après l'expiration, tout au moins, de trente jours de la date de l'émission de ladite ordonnance.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1487, en date du 7 avril 1948, prescrivant que le Bureau des commissaires du transport du Canada établisse une enquête générale sur les taux de fret.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent des Relations commerciales du Canada, présente le rapport suivant de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 21 avril 1948.

Le comité permanent des Relations commerciales du Canada a l'honneur de présenter le rapport suivant:

1. Votre comité, en conformité de l'Ordre de renvoi du 15 décembre 1947, a étudié le sujet de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y

compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'embauchage, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les Accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni.

2. Votre comité a entendu les témoins dont les noms suivent:

M. H. B. McKinnon, Président, Commission du tarif.

M. J. J. Deutsch, Directeur des Relations économiques, ministère des Finances.

M. H. R. Kemp, Directeur des Relations commerciales du ministère du Commerce.

Dr A. E. Richards, Economiste, ministère de l'Agriculture.

M. G. C. Cowper, Chef de la division du tarif étranger, ministère du Commerce.

M. Louis Couillard, Relations commerciales, ministère du Commerce.

3. Votre comité soumet, ci-annexés, les témoignages rendus à ses réunions.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport reste déposé sur la Table.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (E-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des commissaires du havre de North-Fraser", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (G-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (7), intitulé: "Loi prévoyant des payements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *Western Pipe Lines*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (H-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante-neuf et cent soixante-dix.

Lesdits rapports sont adoptés.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante et onze à cent soixante-quinze, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 37

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 22 avril 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	King,	Murdock,
Aylesworth (sir Allen),	Dupuis,	Kinley,	Nicol,
Beauregard,	Euler,	Lacasse,	Paquet,
Blais,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Bouchard,	Fallis,	Léger,	Pirie,
Bouffard,	Farris,	Lesage,	Quinn,
Bourque,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Burchill,	Gouin,	Mackenzie,	Robinson,
Calder,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Campbell,	Hardy,	Marcotte,	St-Père,
Copp,	Hayden,	McDonald (Shediac),	Sinclair,
Crerar,	Horner,	McDonald (Kings),	Stevenson,
Daigle,	Howard,	McGuire,	Taylor,
David,	Howden,	McIntyre,	Turgeon,
Davies,	Hurtubise,	McLean,	Vaillancourt,
Dessureault,	Hushion,		Veniot,
Donnelly,	Johnston,		Vien,
	Jones,		White.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le dixième rapport de l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé, comme suit:

Le JEUDI 22 avril 1948.

En conformité de la Règle 111, article 2, l'Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son dixième rapport, comme suit:

Votre Examinateur a régulièrement étudié la pétition suivante et il constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De C. Basil et d'une autre personne de Montréal, P.Q., et d'autres personnes d'autres lieux, demandant leur constitution en corporation sous le nom de *The Canadian Legion of the British Empire Service League.*

Le tout respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
Examinateur des pétitions pour bills d'intérêt privé.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (T-6), intitulé: "Loi concernant la Société de bienfaisance slovaque du Canada", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (P-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited,* rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 17.*—Supprimer les mots *Livestock Packers* et substituer *Processors.*

2. *Page 3, lignes 1 à 5.*—Retrancher l'alinéa *f*), et y substituer le suivant "*f*) Disposer de tous documents concernant la propriété du bétail et des produits d'origine animale, ainsi que les recettes en provenant";

3. *Page 6, lignes 13 à 15.*—Retrancher l'alinéa *k*), et y substituer le suivant: "*k*) Pour prescrire qu'aucune personne ne peut acquérir ou détenir plus d'une action dans le capital social de la Compagnie".

4. *Page 6, lignes 16 à 18.*—Retrancher l'alinéa *l*), et y substituer le suivant: "*l*) Pour prescrire que la Compagnie aura un gage sur l'action d'un actionnaire à l'égard d'une dette qu'il a contractée envers la Compagnie".

5. *Page 7, ligne 22.*—Après le mot "financière", ajouter ce qui suit: "; et une copie de cet état doit être envoyée à tout actionnaire sur demande".

Dans le titre, supprimer les mots *Livestock Packers Limited,* et substituer *Processors Limited.*

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (G-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (197), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de la petite économie", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 14.*—Aux mots "de mai" substituer "d'août".
2. *Page 2, ligne 48.*—Aux mots "de mai" substituer "d'août".
3. *Page 3, ligne 6.*—Aux mots "de mai" substituer "d'août".

4. *Page 3, lignes 15 et 16.*—Aux mots "de mai" substituer "d'août".
5. *Page 3, ligne 33.*—Aux mots "de mai" substituer "d'août".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel ont été renvoyés les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (U-3), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation", rapporte que le comité, après avoir examiné lesdits amendements, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans modification.

L'honorable sénateur Robertson propose que lesdits amendements soient agréés.

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a apportés à ce bill, sans y en effectuer d'autre.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", rapporte que le comité, après avoir examiné ledit amendement, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans y en effectuer d'autre.

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit amendement soit agréé.

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé l'amendement qu'il a apporté à ce bill, sans y en effectuer d'autre.

L'honorable sénateur Paterson, du comité permanent des Edifices et des terrains publics, a l'honneur de présenter son deuxième rapport.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 21 avril 1948.

Le comité permanent des Edifices et des terrains publics a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

En conformité de l'Ordre de renvoi du 23 mars 1948, votre comité s'est enquis du progrès accompli en vertu du projet proposé par le "plan Gréber" relativement aux cités d'Ottawa et de Hull, ainsi qu'aux régions avoisinantes.

Votre comité a entendu les témoins suivants:

M. F. E. Bronson, président de la Commission du district fédéral, Ottawa, Ontario.

M. Jacques Gréber, Conseil du Comité d'aménagement de la Capitale nationale, Ottawa, Ontario.

Son Honneur le maire Lewis, Ottawa, Ontario.

Des plans et des cartes d'ensemble de l'entreprise projetée ont été exposés et expliqués en détail à votre comité.

Les pièces déposées ainsi que les témoignages rendus ont convaincu votre comité de l'importance de ce projet, et votre comité est d'avis que ledit projet est suffisamment important pour justifier une étude supplémentaire de la part de votre comité.

Le tout respectueusement soumis.

N. M. PATERSON,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport reste déposé sur la Table.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ella Margaret McLaughlin Baisley".

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joanna Wright Farrell".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Jones Gavey".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Selma Rattner Fridhandler".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi. tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Avec la permission du Sénat.

Ladite motion est retirée.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (E-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des commissaires du havre de North-Fraser", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (7), intitulé: "Loi prévoyant des payements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *Western Pipe Lines*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (H-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extratction du quartz dans le Yukon", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (201), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Transports et des communications.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent soixante-seize à cent quatre-vingt-un, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 38

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 26 avril 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (Provencher),	Fafard,	Léger,	Paquet,
Beauregard,	Farris,	Lesage,	Paterson,
Blais,	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Pirie,
Bouchard,	Gershaw,	Mackenzie,	Quinn,
Bouffard,	Haig,	MacLennan,	Raymond,
Bourque,	Horner,	Marcotte,	Robertson,
Burchill,	Howard,	McDonald (Shediac),	Robinson,
Calder,	Howden,	McDonald (Kings),	St-Père,
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	Sinclair,
Daigle,	Hurtubise,	McIntyre,	Stevenson,
David,	Hushion,	Moraud,	Turgeon,
Duff,	Johnston,		Veniot,
Duffus,	King,		Vien,
	Kinley,		White.

PRIÈRES.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, il est

Résolu: Qu'une humble adresse, conçue dans les termes suivants, soit présentée à Leurs Majestés le Roi et la Reine:

TRÈS GRACIEUX SOUVERAINS,

Nous, sujets loyaux et fidèles de Vos Majestés, membres du Sénat du Canada en Parlement assemblés, offrons nos sincères félicitations à Vos Majestés à l'occasion du 25e anniversaire de Votre mariage.

A titre de membres du Parlement du Canada, nous sommes heureux de saisir l'occasion de cet anniversaire pour exprimer les sentiments chaleureux que la population canadienne éprouve envers Vos Majestés. Votre attachement réciproque, le caractère exemplaire de votre vie familiale et l'intérêt soutenu que vous avez voué au service public, au cours des années de guerre comme pendant les années de paix, ont été une source d'inspiration pour Vos sujets sous tous les climats.

Nous espérons qu'il sera donné à Vos Majestés de vivre de longues années afin de partager le bonheur de la vie en commun et de jouir de l'affection de Vos peuples dans toutes les parties du Commonwealth des nations britanniques.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (204), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent quatre-vingt-deux à cent quatre-vingt-douze, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

LE VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hazel Violet Camp Mace, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis Henry Mace, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LE VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adah Elizabeth Jeffries Heinz, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Ernst Siegfried Herman Heinz, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mabel Findlay Turner Rollo, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rupert Alfred Rollo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anna Dagmar Dahl, de la cité de Toronto, province d'Ontario, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Karl Eric Wilhelm Dahl, de la ville de Dorion, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Evelyn White Marshall, de Londres, Angleterre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick Russell Marshall, de la ville de Sherbrooke, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kathryn Mae Richardson Rowe, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Arthur Rowe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Dawson Jamieson Turnbull McKay, du village de Bishopton, province de Québec, tenancière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Osmond McKay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Elizabeth Dunn Vézina, de la cité de Toronto, province d'Ontario, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Alfred-Wilfrid Vézina, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Craig Blair, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Alexander Blair, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Henry Kennell, de la cité de Verdun, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Winnifred Olive Hope Gates Kennell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Frances Pratt Fiddes, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ernest Fiddes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-deux à cent quatre-vingt-douze, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", rapporte que ce comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 22 avril 1948.

Le comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", a, pour obtempérer à l'ordre de renvoi du 18 mars 1948, étudié ledit bill, et il a maintenant l'honneur d'en faire rapport avec les amendements suivants:

1. *Page 1, ligne 3.*—Avant le mot "Est", insérer "(1)".

2. *Page 1, lignes 6, 7 et 8.*—Retrancher l'alinéa *a*) et renuméroter les alinéas suivants.

3. *Page 1.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (2) de la clause 1:

(2) Est abrogé le sous-alinéa *i*) de l'alinéa *e*) de l'article deux de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

i) exercer tous les pouvoirs énoncés aux articles soixante et un et soixante-deux de la présente loi; ou

4. *Page 1, ligne 17.*—Après le mot "Canada", insérer "et toute disposition de la loi spéciale qui est incompatible ou entre en conflit avec les dispositions de la présente loi ne s'applique pas".

5. *Page 2, ligne 16.*—Après le mot "abrogé", insérer ce qui suit:

et le paragraphe trois dudit article est renuméroté paragraphe deux.

6. *Page 2, lignes 24 et 25.*—Retrancher le paragraphe (2) de la clause 5, et substituer ce qui suit:

(2) Est abrogé le paragraphe deux dudit article quinze, et le paragraphe trois dudit article est renuméroté paragraphe deux.

7. *Page 2, lignes 40 et 41.*—Retrancher lesdites lignes et leur substituer les suivantes:

7. Est abrogé le paragraphe deux de l'article vingt et un de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

8. *Pages 2 et 3.*—Renuméroter les sous-clauses (3), (4) et (5) de la clause 7 comme sous-clauses (2), (3) et (4).

9. *Page 3, ligne 13.*—Aux mots "des articles", substituer "les articles vingt-sept,".

10. *Page 3, ligne 16.*—Après le mot "soixante-huit", insérer une virgule.

11. *Page 3, ligne 16.*—Retrancher le mot "et".

12. *Page 3, ligne 16.*—Après le mot "quatre-vingt-deux", insérer "et quatre-vingt-deux A".

13. *Page 3.*—Après la clause 7, ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 8:

8. Est abrogé l'article vingt-quatre de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

24. Les administrateurs peuvent établir des succursales et des commissions consultatives locales au Canada *ou ailleurs* à l'époque et de la manière qu'ils jugeront convenables.

14. *Page 3.*—Renuméroter les clauses 8 et 9 comme clauses 9 et 10, ainsi que les clauses subséquentes conformément.

15. *Page 3, ligne 26.*—Un amendement, apporté, à la version anglaise du bill, ne s'applique pas à la version française.

16. *Page 3, ligne 38.*—Retrancher les mots "ou ont été".

17. *Page 3, lignes 39 et 40.*—Retrancher les mots "alors actionnaire".

18. *Page 5, ligne 26.*—Au mot "chaque", substituer "tout".

19. *Pages 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.*—Retrancher la clause 12 et lui substituer la suivante comme nouvelle clause 13:

13. (1) Est abrogé l'alinéa *e*) du paragraphe premier de l'article soixante et un de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

e) Actions ordinaires de toute pareille compagnie ou de toute banque chartée du Canada sur lesquelles des dividendes réguliers d'au moins quatre pour cent par année ou, dans le cas d'actions sans valeur au pair, d'au moins quatre dollars par action par année ont été payés durant les sept dernières années qui ont précédé l'achat de pareilles actions. Toutefois, la compagnie ne doit pas acquérir plus que trente pour cent des actions communes non plus que trente pour cent de l'émission totale des actions d'une compagnie ou d'une banque. Et toutefois, si pareille compagnie a, en conformité d'une réorganisation volontaire de son compte capital et sans affecter le statut ou sans diminuer la valeur de ses valeurs en circulation y compris son capital social, substitué des actions ordinaires sans valeur au pair à des actions ayant une valeur au pair, alors les dividendes déclarés sur les actions sans valeur au pair seront censés des dividendes d'au moins quatre dollars par action par année si leur somme est équivalente à au moins quatre pour cent desdites actions communes ayant valeur au pair plus les recettes de toute émission supplémentaire d'actions communes opérée à l'époque de la susdite substitution d'actions, ou subséquemment; et dans ces circonstances, des dividendes d'au moins quatre pour cent par année sur les actions ordinaires ayant valeur au pair et qui ont immédiatement précédé la substitution seront considérés comme des dividendes sur les actions sans valeur au pair; ou

(2) Le paragraphe deux A suivant est inséré après le paragraphe deux dudit article soixante et un:

(2A) La valeur comptable totale des placements de la compagnie en actions communes ne doit pas dépasser quinze pour cent de la valeur comptable de la totalité des fonds de la compagnie; mais le présent paragraphe ne doit s'appliquer qu'à une compagnie qui reçoit de l'argent en dépôt ou qui emprunte de l'argent en émettant ses obligations, débentures ou autres valeurs.

20. *Page 11.*—Ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 14:

14. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion de l'article suivant immédiatement après l'article soixante et un de ladite loi:

(61A) Nonobstant toute disposition de l'article soixante et un de la présente loi, une compagnie de prêt qui, antérieurement au vingt-huitième jour de juin mil neuf cent vingt-deux, détenait des actions d'une compagnie de fiducie au montant d'au moins cinquante pour cent de la totalité des actions de pareille compagnie de fiducie en circulation à ladite date, peut continuer de détenir pareilles actions et peut faire des placements dans la totalité ou quelque portion de toute émission supplémentaire d'actions par pareille compagnie de fiducie.

21. *Page 11, ligne 19.*—Avant le mot "Est", insérer "(1)".

22. *Page 11.*—Après la sous-clause (1) de la nouvelle clause 15, ajouter ce qui suit comme sous-clause (2) de la clause 15:

(2) Sont abrogés les alinéas *a*), *b*) et *c*) du paragraphe deux dudit article soixante-cinq et les suivants leur sont substitués:

a) Un avis du règlement et de l'assemblée des actionnaires convoqués pour en approuver la teneur doit être envoyé et livré par poste recommandée à chaque porteur enregistré de débenture qui détient une

débenture émise par la compagnie avant le premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, et qui réside hors du Canada, ou au principal mandataire ou aux principaux mandataires de la compagnie pour la vente de débentures de la compagnie hors du Canada au moins trente jours avant la date à laquelle ladite assemblée est convoquée;

b) Un avis du règlement et de ladite assemblée doit être publié dans quatre numéros consécutifs de la *Gazette du Canada,* le premier de ces numéros devant être le numéro paru au moins trente jours avant la date à laquelle ladite assemblée est convoquée;

c) Ledit règlement doit stipuler que chaque porteur de débenture qui détient une débenture émise par la compagnie avant le premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, et qui, dans les soixante jours qui en suivent l'approbation par les actionnaires, avertit la compagnie par écrit qu'il s'oppose audit règlement et demande que lui soit remboursée toute pareille débenture de la compagnie qu'il détient, a droit au remboursement de pareille débenture conformément à ses termes à la première date d'échéance d'intérêts qui suit la réception dudit avis par la compagnie, et la compagnie doit, à ladite date d'échéance d'intérêt, racheter ladite débenture;

d) Les alinéas *a*), *b*) et *c*) du présent paragraphe s'appliqueront seulement tant que demeurera en circulation une débenture de la compagnie émise antérieurement au premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit.

23. *Page 12, lignes 1 à 8.*—Retrancher lesdites lignes, et leur substituer les suivantes:

17. (1) Sont abrogés les alinéas *a*), *b*), *c*) et *d*) du paragraphe deux de l'article soixante-huit de ladite loi, et les suivants leur sont substitués:

a) Un avis du règlement et de l'assemblée des actionnaires convoquée pour l'approuver doit être publié dans quatre numéros consécutifs de la *Gazette du Canada* et dans quatre numéros hebdomadaires consécutifs d'un journal imprimé dans chaque cité ou ville du Canada où la compagnie a son siège social ou une succursale, et ledit avis doit aussi être envoyé et livré par poste recommandée à chaque porteur enregistré d'une débenture, qu'il réside au Canada ou hors du Canada, qui détient une débenture émise par la compagnie avant le premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, et au principal mandataire ou aux principaux mandataires de la compagnie pour la vente de débentures de la compagnie hors du Canada, au moins soixante jours avant la date à laquelle ladite assemblée est convoquée;

b) Ledit règlement doit stipuler qu'un porteur de débenture qui détient une débenture émise par la compagnie avant le premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, et qui, dans les soixante jours qui en suivent l'approbation par les actionnaires, avertit par écrit la compagnie qu'il s'oppose audit règlement et demande que lui soit remboursée toute pareille débenture de la compagnie qu'il détient, a droit au remboursement de pareille débenture conformément à ces termes à la première date d'échéance d'intérêt qui suit la réception dudit avis par la compagnie, et la compagnie doit, à ladite date d'échéance d'intérêts, rembourser ladite débenture;

c) Les alinéas *a*) et *b*) du présent paragraphe s'appliqueront seulement tant que demeurera en circulation quelque débenture émise par la compagnie avant le premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit;

d) La compagnie ne doit pas exercer les pouvoirs que lui confère ledit règlement à moins ou avant que ledit règlement ne soit approuvé par le gouverneur en conseil sur la recommandation du Conseil du Trésor. Toutefois, tant que demeurera en circulation quelque débenture émise par la compagnie avant le premier jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, pareille approbation ne sera pas donnée avant l'expiration de la période de soixante jours mentionnée à l'alinéa *b*) du présent paragraphe;

e) Ledit règlement ne doit pas augmenter la limite du montant d'argent que peut emprunter la compagnie au delà, dans l'ensemble, de dix fois les montants combinés, de temps à autre, du capital social et de la réserve réellement versés et intacts.

24. *Page 13, lignes 1, 2 et 3.*—Retrancher lesdites lignes, et leur substituer les suivantes:

18. Est abrogé le paragraphe quatre de l'article soixante-dix de ladite loi.

25. *Page 13.*—Ajouter ce qui suit comme nouvelle clause 19:

19. (1) Est abrogé le paragraphe premier de l'article soixante-treize de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

73. (1) Dans son rapport annuel préparé pour le ministre en vertu des dispositions de l'article soixante et onze de la présente loi, le surintendant doit autoriser comme actif seulement les placements des diverses compagnies qu'autorise la présente loi. Toutefois, à l'égard de placements faits le ou avant le trente et unième jour de décembre mil neuf cent quarante-sept, le surintendant doit autoriser comme actif lesdits placements qu'autorise la présente loi ou qu'autorisent les lois de constitution des compagnies ou d'autres lois générales en vigueur avant ladite date et qui s'appliquent à pareils placements.

(2) Est abrogé le paragraphe trois dudit article soixante-treize, et suivant lui est substitué:

(3) Le surintendant peut exiger de toute compagnie qu'elle aliène et réalise l'un quelconque de ses placements acquis après le trente et unième jour de décembre mil neuf cent quarante-sept, et non autorisé par la présente loi, et la compagnie doit, dans les soixante jours qui suivent cette demande, disposer et aliéner absolument lesdits placements, et si le montant ainsi réalisé est moindre que le montant payé par la compagnie pour lesdits placements, les administrateurs de la compagnie seront conjointement et solidairement responsables du paiement à la compagnie du montant de l'insuffisance.

26. *Page 13, ligne 13.*—Retrancher les mots "ou ont été".

27. *Page 13, ligne 13.*—Après le mot "o", insérer "qui sont ou ont été".

28. *Page 13, ligne 16.*—Au mot "chaque", substituer "tout".

29. *Page 14, ligne 11.*—Après le mot "le", insérer "premier".

30. *Page 14, ligne 11.*—Après le mot "de", insérer "juillet".

31. *Page 14, ligne 12.*—Après le mot "quarante-", insérer "huit".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (P-7), intitulé "Loi pour faire droit à Lucien Ménard".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Shella Trench Thompson Ellis".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandre Hébert".
Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Greenblatt Pliss".
Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonnie Levitt Shereck".
Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à James Young".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le très honorable sénateur Mackenzie présente au Sénat un Bill (V-7), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Canadian Legion of the British Empire Service League*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mercredi prochain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies des arrêtés en conseil adoptés depuis le dernier rapport au Parlement relativement à la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (H-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *"Penny Bank of Onaario"* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie", tel que modifié, il est
Ordonné: que ledit Ordre du jour soit ajourné à mercredi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (7), intitulé: "Loi prévoyant des payements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comtié permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Crerar propose que le Bill (F-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Western Pipe Lines*", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Transports et des communications.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Ressources naturelles au Bill (P-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Canadian Co-Operative Livestock Packers Limited*".

Lesdits amendements sont agréés.
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:
Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ella Margaret McLaughlin Baisley".
Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker".
Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joanna Wright Farrell".
Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Jones Gavey".
Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Selma Rattner Fridhandler".

Ordonné: Qu'ils soient inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:— Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:— Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 39

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 27 avril 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien (Provencher),	Euler,	Lambert,	Paterson,
Bishop,	Fafard,	Léger,	Pirie,
Blais,	Farris,	Lesage,	Quinn,
Bouchard,	Ferland,	Macdonald,	Raymond,
Bouffard,	Gershaw,	Mackenzie,	Robertson,
Bourque,	Haig,	MacLennan,	Robinson,
Burchill,	Hardy,	Marcotte,	Roebuck,
Calder,	Hayden,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Campbell,	Horner,	McDonald (Kings),	Sinclair,
Crerar,	Howard,	McGuire,	Stevenson,
Daigle,	Howden,	McIntyre,	Taylor,
David,	Hugessen,	McLean,	Turgeon,
Dessureault,	Hurtubise,	Moraud,	Vaillancourt,
Donnelly,	Hushion,	Murdock,	Veniot,
Duff,	Johnston,		Vien,
Duffus,	King,		White,
	Kinley,		Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (L), intitulé: "Loi sur l'Accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans modification.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros cent quatre-vingt-treizième à cent quatre-vingt-dix-neuvième, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leah Zeiger Rundenko, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Abraham Rudenko, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruth Harris, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Joseph Harris, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Booth Morrison McCormick, de la cité de Montréal, province de Québec, commise aux ventes, demandant l'adop-

tion d'une loi qui dissolve son mariage avec James McCormick, fils, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Naomi Evelyn Masterangelo Rosentein, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lewis Rosenstein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Lauder Rutledge, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Joseph Rutledge, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henry George Chartier, de la cité de Verdun, province de Québec, soudeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laura Emily Hubbard Chartier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 24 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis Russell Stone, de la cité de Montréal, province de Québec, ingénieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lenora May Theriault Stone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-treize à cent quatre-vingt-dix-neuf, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont séparément lus la troisième fois, sur division:

Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ella Margaret McLaughlin Baisley".

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joanna Wright Farrell".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Jones Gavey".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Selma Rattner Fridhandler".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

L'honorable Président présente au Sénat un message reçu ce jour de Sa Majesté le Roi, se lisant comme suit:

Le PRÉSIDENT du Sénat du Canada,
Ottawa.

La Reine et moi-même vous remercions, ainsi que les membres du Sénat du Canada, très sincèrement pour les félicitations que vous nous avez adressées à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de notre mariage. A l'occasion de cet heureux événement, il nous fait grandement plaisir de recevoir cette autre expression d'affection et de loyauté que vous nous avez constamment témoignée, et nous apprécions hautement la sincérité de l'Adresse que vous nous avez envoyée.

GEORGE R.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I-7), intitulé: "Loi modiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il mporte que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (204), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucien Ménard".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Trench Thompson Ellis".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandre Hébert".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Greenblatt Pliss".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonnie Levitt Shereck".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à James Young".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-deux à cent quatre-vingt-douze, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 40

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 28 avril 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Crerar,
Daigle,
David,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Raymond,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cents à deux cent dix, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux centième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mathilda Welter Jackson, de la cité de Montréal, province de Québec, écrivain pour la radio, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marvin Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph Thomson Mowat, de la ville de Hampstead, province de Québec, ajusteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Isabel Richardson Henderson Mowat, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Hrychuk Fleury, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean Fleury, de la cité de Hull, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anna Kathleen Burnie Beebe, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Reginald Joseph Beebe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jenny Muriel Pressley Scott, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Bruce Scott, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Pappas Gigantes, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Denis Gigantes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gilbert Brinton Campbell, de la cité de Verdun, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sylvia Patricia Ashworth Campbell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen McGregor Hanley, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Horace Hanley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Yudit Mary de Bartok Richardson, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Vallance Richardson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Abraham Schechter, de la cité de Montréal, province de Québec, coupeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Poline (Pauline) Doctor Schecter, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande le remboursement au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 26 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Caroline Alice Woods Mayhew, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Thomas Mayhew, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cents à deux cent dix, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Gouin, du comité mixte spécial sur les Droits de l'homme et les libertés fondamentales, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 23 avril 1948.

Le comité mixte spécial sur les Droits de l'homme et les libertés fondamentales a l'honneur de présenter son premier rapport, ainsi conçu:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 750 exemplaires anglais et 300 exemplaires français de ses témoignages et procès-verbaux, et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle se rapporte à ladite impression.

2. Qu'il soit autorisé à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

3. Que son quorum soit fixé à dix.

Le tout respectueusement soumis.

L. M. GOUIN,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité mixte des Impressions du Sénat et de la Chambre des communes, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 28 avril 1948.

Le comité mixte des Impressions du Sénat et de la Chambre des communes a l'honneur de présenter son premier rapport comme suit:

Conformément à l'ordre de renvoi de la Chambre des communes, en date du jeudi 18 mars 1948, ordonnant que les documents déposés le 10 mars 1948 et ayant trait à l'enquête tenue, en application de l'arrêté en conseil C.P. 1160 du 12 février 1942, sur l'envoi du Corps expéditionnaire canadien dans la colonie de la Couronne de Hong-Kong, soient déférés audit comité afin qu'il fasse rapport aux termes de l'article 64 du Règlement, votre comité a étudié la question et désire présenter le rapport suivant:

Les témoignages fournis au comité indiquent que:

a) La Division des documents parlementaires a reçu très peu de demandes d'exemplaires dudit rapport;

b) L'Imprimerie nationale n'a pas encore reçu de demandes d'exemplaires dudit rapport;

c) La presse n'a fait la demande d'aucun exemplaire spécial.

d) Ledit rapport compterait, une fois imprimé, environ 2,656 pages et devrait être relié en deux volumes distincts. Le coût approximatif de 500 exemplaires serait de $24,570 et celui de 1,000 exemplaires, de $25,500 si le travail se faisait à l'Imprimerie nationale. Cette estimation ne comprend pas le coût des cartes, des gravures au trait ni des similigravures figurant dans la pièce. Ces dépenses n'ont pas été calculées en détail, mais elles dépasseraient probablement de beaucoup $2,000.

Le département des Impressions et de la papeterie publiques ne pourrait entreprendre l'impression de ce rapport pendant que le Parlement est en session; il faudrait donc confier ce travail à une imprimerie extérieure si l'on voulait le commencer immédiatement. Dans ce cas, le coût total excéderait de 25 à 30 p. 100 le montant susmentionné.

L'impression dudit rapport en français coûterait à peu près 10 p. 100 de plus que l'estimation établie dans le cas de l'édition anglaise.

Après avoir soigneusement examiné tous les témoignages fournis, votre comité recommande de ne pas faire imprimer ledit rapport.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président suppléant, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucien Ménard".
Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Trench Thomson Ellis".
Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandre Hébert".
Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Greenblatt Pliss".
Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonnie Levitt Shereck".
Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à James Young".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après plus ample débat,
L'honorable sénateur Murdock, appuyé par l'honorable sénateur Euler, propose que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.
Et la question étant posée sur ladite motion, elle est
Résolue par la négative.
Le débat se continuant,
Après plus ample débat, il est
Ordonné: Qu'il soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (204), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (V-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-treize à cent quatre-vingt-dix-neuf, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 41

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 29 avril 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (Provencher),	Dupuis,	Lambert,	Nicol,
Bishop,	Euler,	Léger,	Paquet,
Blais,	Fafard,	Lesage,	Paterson,
Bouchard,	Farris,	Macdonald (Cardigan),	Pirie,
Bouffard,	Ferland,	Mackenzie,	Quinn,
Bourque,	Gershaw,	MacLennan,	Robertson,
Burchill,	Gouin,	Marcotte,	Robinson,
Calder,	Haig,	McDonald (Shediac),	Roebuck,
Campbell,	Hayden,	McDonald (Kings),	St-Père,
Copp,	Horner,	McGuire,	Sinclair,
Crerar,	Howard,	McIntyre,	Stevenson,
David,	Howden,	McKeen,	Taylor,
Davies,	Hurtubise,	McLean,	Turgeon,
Dessureault,	Hushion,	Moraud.	Vaillancourt,
Donnelly,	Johnston,		Veniot,
Duff,	King,		White.
	Kinley,		

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi des territoires du Nord-Ouest",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le bill (P), intitulé: "Loi modifiant la Loi des forces hydrauliques du Canada",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (203), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture lundi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent onze à deux cent vingt, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Giana Stephen Cantlie Lyman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Kenneth Gordon Lyman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Gustov Reed, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, restaurateur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elsie Heath Reed, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Ruth Maitland Harley, de la cité de Vancouver, Colombie-Britannique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bruce Falconer Harley, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Daisy Elizabeth May Fishlock Wallis, de la cité de Verdun, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Joseph Clarence Wallis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gertrude Agnes Dorothy Cunningham McLarnon, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Francis Patrick McLarnon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jeannette Ore Paige, de la cité de Toronto, province d'Ontario, cuisinière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Arden Martin Paige, du village de Bolton Centre, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Reva James Nathanson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul Louis Nathanson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gerald Roderick Bartlett, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Violet May Olsen Bartlett, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Jardine Palmer Petrie, de la ville de Hampstead, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Gordon Petrie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 27 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nellie Maisie Wingham Carphin, de la ville de Greenfield Park, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George William Cunningham Carphin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent onze à deux cent vingt les précités inclusivement, soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Violet Camp Mace".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adah Elizabeth Jeffries Heinz".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Findlay Turner Rollo".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Dagmar Dahl".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Evelyn White Marshall".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathryn Mae Richardson Rowe".

Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Dawson Jamieson Turnbull McKay".

Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Elizabeth Dunn Vézina".

Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Craig Blair".

Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Henry Kennell".

Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Frances Pratt Fiddes".

Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Zeiger Rudenko".

Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Harris".

Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Booth Morrison McCormick".

Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Naomi Evelyn Masterangelo Rosenstein".

Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Lauder Rutledge".

Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry George Chartier".

Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Russell Stone".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus la deuxième fois séparément, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture lundi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent de l'Immigration et du travail.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cents à deux cent dix, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 42

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 3 mai 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
Daigle,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McIntyre,
McKeen,
Moraud,
Mullins,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports portant les numéros deux cent vingt et un à deux cent trente, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Gertrude Corbin Simand, de la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerald Abraham Simand, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret McCallum Cameron Baird Brine, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Gordon Henry Brine, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leila May Willett Ascah, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Watson Garland Ascah, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Ulric-Stanislas Caron, de la cité de Montréal, province de Québec, détective, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Alina Picard Caron, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith Elizabeth Walker, de la ville de Mont-Royal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Edward Walker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Yvonne Jeanne Leslie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Wilson Leslie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bertha (Brana) Hindes Ramer, de la cité de Montréal, province de Québec, agent, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Eli Ramer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellen Gertrude Hinks Fairhurst, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Henry Fairhurst, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de $25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Shirley Marder Berman, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Berman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 30 avril 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trentième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Vera Maud Thayer Gunn, de la cité de Montréal, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilbert George Gunn, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent vingt et un à deux cent trente, inclusivement, soient pris en considération demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Campbell soit ajouté à la liste des sénateurs qui sont membres du comité permanent des Transports et des communications.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la troisième fois:

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Violet Camp Mace".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adah Elizabeth Jeffries Heinz".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Findlay Turner Rollo".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Dagmar Dahl".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Evelyn White Marshall".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathryn Mae Richardson Rowe".

Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Dawson Jamieson Turnbull McKay".

Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Elizabeth Dunn Vézina".

Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Craig Blair".

Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Henry Kennell".

Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Frances Pratt Fiddes".

Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Zeiger Rudenko".

Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Harris".

Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Booth Morrison McCormick".

Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Naomi Evelyn Masterangelo Rosenstein".

Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Lauder Rutledge".

Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry George Chartier".

Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Russell Stone".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière". Il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (203), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent de l'Immigration et du travail.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent onze à deux cent vingt inclusivement.

Lesdits rapports sont, sur division, lus séparément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les bills suivants:

Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mathilda Welter Jackson".
Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Thomson Mowat".
Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hrychuk Fleury".

Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Kathleen Burnie Beebe".
Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jenny Muriel Pressley Scott".
Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Pappas Gigantes, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes".
Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilbert Brinton Campbell".
Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen McGregor Hanley".
Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Yudit Mary de Bartok Richardson".
Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Abraham Schechter".
Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Caroline Alice Woods Mayhew".
Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Giana Stephen Cantlie Lyman".
Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Gustov Reed".
Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ruth Maitland Harley".
Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Daisy Elizabeth May Fishlock Wallis".
Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Agnes Dorothy Cunningham McLarnon".
Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeannette Ore Paige".
Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Reva James Nathanson".
Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Roderick Bartlett".
Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Jardine Palmer Petrie".
Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Maisie Wingham Carphin".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont alors, sur division, lus séparément la deuxième fois.
Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 43

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 4 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (Provencher),
Bishop,
Blais,
Bouffard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président adjoint du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros deux cent trente et un à deux cent trente-neuf, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph Chiarella, de la cité de Montréal, province de Québec, entrepreneur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elmerinda Poce Chiarella, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Merle Allene Dalton, du village de Mosherville, province de la Nouvelle-Ecosse, institutrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Horatio Dalton, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Nestor Cloutier, du village de Roxton Pond, province de Québec, comptable, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ellen Kennedy Cloutier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rufina Olga Soltysik Leshchynski, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leon Leshchynski, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rhea Lillian Appel Ostroff, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Ostroff, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alice Elizabeth Tucker Shaw, de la cité de Verdun, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry David Shaw, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Libby Raikles Lerner, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Sol Lerner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Catherine McCabe Sowerby, de la cité d'Outremont, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Ralph Sowerby, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le SAMEDI 1er mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Morrell, de la cité de Verdun, province de Québec, mécanicien de marine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Rita Chandler Morrell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent trente et un à deux cent trente-neuf, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Ordonnances et règlements relatifs à la Marine royale canadienne, à l'Armée canadienne et au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* durant la période s'étendant du 10 avril 1948 au 24 avril 1948, inclusivement.

Règlements rédigés et approuvés en vertu de la Loi de l'assurance-chômage, 1940, pour la période de temps du 7 avril 1948 au 3 mai 1948, savoir: arrêté en conseil C.P. 1501, en date du 13 avril 1948, consistant en une modification aux Règlements de 1947 sur les prestations d'assurance-chômage.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (T-9), intitulé: "Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mathilda Welter Jackson".

Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Thomson Mowat".

Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hrychuk Fleury".

Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Kathleen Burnie Beebe".

Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jenny Muriel Pressley Scott".

Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Pappas Gigantes, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes".

Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilbert Brinton Campbell".

Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen McGregor Hanley".

Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Yudit Mary de Bartok Richardson".

Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Abraham Schechter".

Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Caroline Alice Woods Mayhew".

Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Giana Stephen Cantlie Lyman".

Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Gustov Reed".

Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ruth Maitland Harley".

Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Daisy Elizabeth May Fishlock Wallis".

Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Agnes Dorothy Cunningham McLarnon".

Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeannette Ore Paige".

Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Reva James Nathanson".

Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Roderick Bartlett".

Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Jardine Palmer Petrie".

Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Maisie Wingham Carphin".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à jeudi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent vingt et un à deux cent trente, les précités inclusivement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Gertrude Corbin Simand".

Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret McCallum Cameron Baird Brine".

Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leila May Willett Ascah".

Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Ulric-Stanislas Caron".

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Walker".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne Jeanne Leslie".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha (Brana) Hindes Ramer".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Gertrude Hinks Fairhurst".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Marder Berman".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maud Thayer Gunn".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 44

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 5 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bishop,
Blais,
Bouffard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat un rapport de la Commission du service civil du Canada relativement à une revision de la classification des membres du personnel de la Bibliothèque du Parlement, pour l'examen et l'approbation du Sénat et de la Chambre des communes, ainsi conçu:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

Le 25 MARS 1948.

A l'honorable Sénat et à l'honorable Chambre des Communes:

La Commission du Service civil a l'honneur de soumettre le rapport suivant à l'étude et à l'approbation du Sénat.

Conformément aux Articles 12 et 61 de la Loi du Service civil, la Commission du Service civil recommande que les changements de rémunération suivants soient approuvés, à compter du 1er octobre 1947.

BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT, ANGLAIS, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

De:	3720	3840	3960	4080	4140
A:		4200	4380	4560	4800

BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT, FRANÇAIS, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

De:	3720	3840	3960	4080	4140
A:		4200	4380	4560	4800

COMMIS EN CHEF DES RÉFÉRENCES, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

De:	3120	3240	3360	3480	3600	3720
A:	3600	3720	3840	3960	4080	4200

COMMIS DES RÉFÉRENCES, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

De:			2700	2820	2940	3000
A:	3000	3120	3240	3360	3480	3600

COMMIS-TENEUR DE LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE

De:	1920	2040	2160	2280	2400
A:		2400	2520	2640	2700

PRÉPOSÉ AUX PÉRIODIQUES ET À LA RELIURE

De:	1644	1704	1764	1824	1884	1944	2004	2064	2124	2184	2244
A:						2100	2160	2220	2280	2340	2400

Chaque employé en service le ou avant le 1er octobre 1947 touchera le taux de la catégorie indiquée immédiatement sous le taux qu'il touchait alors.

Les changements ci-haut mentionnés n'affecteront pas la date de l'augmentation annuelle présente des employés des catégories susdites.

C. H. BLAND,
Président.
A. THIVIERGE,
Commissaire.
S. G. NELSON,
Commissaire.

Ordonné: Que ledit rapport soit déféré au comité mixte de la Bibliothèque du Parlement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent quarante à deux cent quarante-sept, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Williams Lodge, autrefois de la ville de Waterloo, P.Q., demandant le remboursement des taxes parlementaires payées en rapport avec sa pétition en obtention d'un bill de divorce.

Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Raymond, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mignonne Morin Raymond, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que cette pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140, moins les frais d'impression.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lily White Borgan, de la cité de Vancouver, province de la Colombie-Britannique, domestique, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Philip Borgan, de la ville de Saint-Ignace de Stanbridge, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Donald Bacon, de la cité de Verdun, province de Québec, surveillant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gwendolyn Florence Adkins Bacon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Laurel Gwendolyn Wilband Walsh, de la ville de Amherst, province de la Nouvelle-Ecosse, aide garde-malade, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Curry Walsh, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lillian Eileen Rendle Nadler, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan Radler, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Claire Alice Tucker Vincent, de la ville de Longueuil, province de Québec, institutrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wade Douglas Vincent, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Audrey Beryl Fryer, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Walter Fryer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quarante à deux cent quarante-sept, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de l'Immigration et du travail, auquel a été déféré le Bill (202), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (U-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture lundi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Bishop,	Hardy,	Lacasse,	Murdock,
Campbell,	Hayden,	Lambert,	Quinn,
Crerar,	Howden,	McDonald (Shediac),	Veniot,
Duff,	Hugessen,	McGuire,	White,
Euler,	Hushion,	McLean,	Wilson—21.
Fallis,			

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Beaubien (Provencher),	Duffus,	Johnston,	Paquet,
	Fafard,	Léger,	Pirie,
Beauregard,	Farris,	Lesage,	Robertson,
Blais,	Ferland,	Macdonald (Cardigan),	Robinson,
Bouffard,	Gouin,	Mackenzie,	Sinclair,
Calder,	Haig,	MacLennan,	Stevenson,
Copp,	Horner,	Marcotte,	Taylor,
Daigle,	Howard,	McDonald (Kings),	Turgeon,
Dessureault,	Hurtubise,	McKean,	Vaillancourt—35.

En conséquence, elle est résolue par la négative.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Béatrice-Gertrude Corbin Simand".

Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret McCallum Cameron Baird Brine".

Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leila May Willett Ascah".

Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Ulric-Stanislas Caron".

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Walker".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Jeanne Leslie".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha (Brana) Hindes Ramer".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Gertrude Hinks Fairhurst".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Marder Berman".
Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maud Thayer Gunn".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent trente et un à deux cent trente-neuf, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 45

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 6 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Beaubien (Provencher),
Bishop,
Blais,
Bouffard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Johnston,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport suivant de la Commission du Service civil du Canada relativement à des changements de rémunération aux membres du personnel du Sénat:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

Le 5 MAI 1948.

À L'HONORABLE SÉNAT:

La Commission du Service civil a l'honneur de soumettre le rapport suivant à l'étude et à l'approbation du Sénat.

Conformément aux articles 12 et 61 de la Loi du Service civil, la Commission du Service civil recommande que les changements de rémunération suivants soient approuvés, à compter du 1er octobre 1947.

GREFFIER ADJOINT DU SÉNAT

De:	4560	4740	4920	5100
A:		5400	5700	6000

RÉDACTEUR DES DÉBATS ET CHEF DE LA DIVISION DES COMPTES RENDUS, SÉNAT

De:	4020	4320	4620
A:	5100	5400	5700

GREFFIER EN CHEF DES COMITÉS

De:	3600	3780	3960	4140	4320	4440
A:				4800	5100	5400

DEUXIÈME GREFFIER ADJOINT ET TRADUCTEUR EN CHEF

De:	4200	4380	4560	4740	4800
A:		4500	4680	4860	5100

STÉNOGRAPHE DES DÉBATS DU SÉNAT

De:	3300	3420	3540	3660	3780	3900
A:	3900	4020	4140	4260	4380	4500

GREFFIER EN CHEF ADJOINT DES COMITÉS, SÉNAT

De:			3120	3240	3360	3420
A:	3600	3720	3840	3960	4080	4200

GREFFIER DE COMITÉS ET GREFFIER DES PROCÈS-VERBAUX ET DES JOURNAUX

De:		2700	2820	2940	3060	3120
A:	3300	3420	3540	3660	3780	3900

GREFFIER DES PROCÈS-VERBAUX ET DES JOURNAUX FRANÇAIS

De:		2700	2820	2940	3060	3120
A:	3300	3420	3540	3660	3780	3900

ADJOINT DU GENTILHOMME HUISSIER DE LA VERGE NOIRE

De:			2340	2460	2580	2700
A:	2400	2520	2640	2760	2880	3000

CHEF DU BUREAU DE LA PAPETERIE

De:		2280	2400	2520	2640	2700
A:	2400	2520	2640	2760	2880	3000

SECRÉTAIRE, BUREAU DU GREFFIER EN LOI, SÉNAT

De:	2100	2220	2340	2460	2580
A:	2400	2520	2640	2760	2880

CHEF DU SERVICE DE PROTECTION

De:			2280	2400 et 2520	et 2580
A:	2280	2400	2520		2640

Allocation: Uniforme

SERGENT DU SERVICE DE PROTECTION

De:			2100	2220 et 2340	
A:	2100	2220	2340		2400

Allocation: Uniforme

DIRECTEUR DU BUREAU DE POSTE

De:		2220	2340	2460	2580
A:	2400	2520	2640	2760	2880

CONCIERGE PARLEMENTAIRE ET CHEF DU SERVICE DE MÉNAGE

De:			2064	2124	2184	2244
A:	2100	2160	2220	2280	2340	2400

MAÎTRE D'HÔTEL DU PRÉSIDENT

De:			2100	2220 et 2340	
A:	2100	2220	2340		2400

CHEF DES MESSAGERS PARLEMENTAIRES, SÉNAT

De:	1824	1884	1944	2004	2064	2124
A:	1980	2040	2100	2160	2220	2280

DIRECTEUR ADJOINT DU BUREAU DE POSTE

De:	1764	1824	1884	1944	2004	2064	2124
A:		1980	2040	2100	2160	2220	2280

GARDIEN DE LA SALLE DE LECTURE

De:	1800	1860	1920	1980	2040	2100
A:	1980	2040	2100	2160	2220	2280

Chaque employé en service le ou avant le 1er octobre 1947, recevra le traitement de la catégorie indiquée immédiatement sous le traitement qu'il touchait alors.

Les changements ci-haut mentionnés n'affecteront pas la date de l'augmentation annuelle présente des employés des catégories susdites.

Il est également recommandé, en vertu de l'article 59 de la Loi du service civil, que les postes de la classe ci-dessous soient exemptés des dispositions de l'article 14 (3) de la loi, afin de permettre aux employés qui font partie de cette classe de recevoir, à compter du 1er octobre 1947, une ou deux augmentations de traitement outre les augmentations prévues à l'article 14.

a) Si les employés ont fait partie du service continuellement depuis le 1er octobre 1946.

b) S'ils étaient employés dans cette classe le 1er octobre 1947.

c) S'ils sont recommandés par le Département intéressé, conformément aux règlements de la Commission du service civil, tels qu'établis sous l'autorité de l'article 14 de la Loi du service civil.

d) La date actuelle des augmentations annuelles de pareils employés ne sera pas changée.

e) En nul cas le taux maximum de la classe ne doit être dépassé.

SECRÉTAIRE DU GREFFIER DU SÉNAT

2280 2340 2460 2580 2700

C. H. BLAND,
Président.

S. G. NELSON,
Commissaire.

Ordonné: Que ledit rapport soit déféré au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le deux cent quarante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 3 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Aldoria Rodier dit St-Martin, de la cité de Hull, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Parmelia Lamothe dite St-Martin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Euler, pour l'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (204), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Euler, pour l'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (7), intitulé: "Loi prévoyant des payements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:
Page 7, ligne 22.—Après le mot "qui", insérer "sciemment".

Ledit amendement est agréé.
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois, tel qu'amendé.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été déféré le Bill (V-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, clause 4.*—Retrancher l'alinéa *a*), et lui substituer le suivant:
   a) de constituer une association de ceux qui ont servi dans les forces navales, militaires ou aériennes ou dans quelque force auxiliaire de Sa Majesté, laquelle association devant être démocratique et non-sectaire; et elle ne doit être affiliée ou liée directement ou indirectement à aucun parti ou organisation politique;

2. *Page 2, clause 4.*—Après le nouvel alinéa *a*), insérer ce qui suit comme nouvel alinéa *b*):
   b) de réaliser l'unité de tous ceux qui ont ainsi servi;

3. *Page 2, clause 4.*—Aux lettres des alinéas *b*), *c*), *d*), *e*), *f*), *g*) et *h*), substituer les lettres *c*), *d*), *e*), *f*), *g*), *h*) et *i*).

4. *Page 2, clause 4.*—Après l'alinéa portant la nouvelle lettre *i*), insérer ce qui suit comme nouvel alinéa *j*), et changer en conséquence les lettres des alinéas subséquents:

j) de s'efforcer d'obtenir la paix, la bonne volonté et l'amitié parmi les nations, de préconiser en même temps le maintien, par le Canada, de forces militaires, navales et aériennes efficaces et suffisantes pour la défense de notre pays et l'accomplissement des obligations qui nous incombent en vertu de notre participation au Commonwealth britannique et à l'Empire;

5. *Page 3, clause 4.*—Après l'alinéa *r*), portant la nouvelle lettre *t*), ajouter ce qui suit comme nouvel alinéa *u*):

u) d'agir en général pour le compte de tous ceux qui ont servi dans les forces de Sa Majesté.

6. *Page 7, ligne 9.*—Aux mots "que nécessite ou requiert", substituer "qui est nécessaire ou utile à".

7. *Page 7, ligne 10.*—Après le mot "vendre", insérer "donner à bail".

8. *Page 7, clause 12.*—Retrancher l'alinéa *d*) et lui substituer ce qui suit:

d) Hypothéquer, mort-gager ou nantir tout bien réel ou personnel de la direction ou de la filiale intéressée afin de garantir toutes pareilles débentures ou autres valeurs ou toute somme d'argent empruntée ou tout autre engagement de cette direction ou filiale;

9. *Page 7, ligne 38.*—Retrancher les mots "la direction ou".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération lundi prochain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Chiarella".
Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Merle Allene Dalton".
Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Nestor Cloutier".
Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rufina Olga Soltysik Leshchynski".
Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhea Lillian Appel Ostroff".
Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Elizabeth Tucker Shaw".
Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Raikles Lerner".
Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Catherine McCabe Sowerby".
Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Morrell".
Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily White Borgan".
Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à James Donald Bacon".
Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurel Gwendolyn Wilband Walsh".
Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Eileen Rendle Nadler".
Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Alice Tucker Vincent".
Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Beryl Fryer".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, en date des 4 mars et 30 avril 1948, concernant les mesures d'hygiène dans les industries de crustacés et certaines questions connexes (versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Béatrice-Gertrude Corbin Simand".

Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret McCallum Cameron Baird Brine".

Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leila May Willett Ascah".

Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Ulric-Stanislas Caron".

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Walker".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Jeanne Leslie".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha (Brana) Hindes Ramer".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Gertrude Hinks Fairhurst".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Marder Berman".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maud Thayer Gunn".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'armative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (T-9), intitulé: "Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique; et que le Sénat approuve lesdits accords sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quarante et deux cent quarante et un.

Lesdits rapports sont adoptés.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quarante-deux à deux cent quarante-sept, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 46

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 10 mai 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (Sir Allen),
Beaubien (Provencher),
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Howard,
Hugessen,
Hurtubise,
King,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGuire,
McIntyre,
McLean,
Mullins,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Robinson,
Sinclair,
Stevenson,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.
Murdock,

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport supplémentaire suivant de la Commission du Service civil du Canada relativement à des changements de rémunération aux membres du personnel du Sénat:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

Le 25 MARS 1948.

À L'HONORABLE SÉNAT:

En date du 25 mars 1948, une soumission a été adressée aux Membres de la Chambre des Communes avec des recommandations concernant certains changements de rémunération pour certaines catégories d'employés de la Chambre des Communes. Les recommandations suivantes ont été soumises à l'égard des catégories communes au Sénat et à la Chambre des Communes:

Conformément aux articles 12 et 61 de la Loi du Service civil, la Commission du Service civil recommande que les changements de rémunération suivants soient approuvés à compter du 1er octobre 1947.

GREFFIER DE COMITÉS SENIOR

De:	2700	2820	2940	3060	3120
A:	3000	3120	3240	3360	3480

GREFFIER DE COMITÉS

De:		2280	2400	2520	2640	2700
A:	2400	2520	2640	2760	2880	3000

Les revisions de traitement pour les catégories suivantes ont été approuvées par Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil et sont en vigueur à compter du 1er octobre 1947 et sont soumises à la ratification du Sénat afin que ces taux puissent s'appliquer aux employés du Sénat détenant des postes de ces catégories.

COMMIS, GRADE 3

De:	1704	1764	1824	1884	1944
A:	1860	1920	1980	2040	2100

COMMIS, GRADE 4

De:	1944	2004	2064	2124	2184	2244
A:	2100	2160	2220	2280	2340	2400

COMMIS PRINCIPAL

De:	2100	2220	2340	2460	2580
A:	2400	2520	2640	2760	2880

MESSAGER CONFIDENTIEL

De:		1500	1572	1644	1704
A:	1620	1680	1740	1800	1860

PREMIER TRADUCTEUR

De:			3030	3180	3300	3420
A:	3300	3420	3540	3660	3780	3900

NOTE: Tous les postes de la catégorie Premier Traducteur seront reclassifiés comme Traducteur, Grade 4, et la première catégorie sera abolie.

Les employés qui reçoivent présentement un traitement consolidé à titre de chefs de famille toucheront les taux suivants:

MESSAGER CONFIDENTIEL

De:	1524	1584	
A:	1740	1800	1860

C. H. BLAND,
Président.

A. THIVIERGE,
Commissaire.

S. G. NELSON,
Commissaire.

Ordonné: Que ledit rapport soit déféré au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent quarante-neuf à deux cent cinquante-neuf, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marguerite Pichette Sanzone, de la cité de Montréal, province de Québec, cordonnière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Sanzone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frederick Edward Sherman, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jessie Margaret Allen Sherman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Léopold-Joffre Viau, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Fabiola Pelletier Viau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olga Timofy Ewaschuk, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice en fourrure, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eugene Ewaschuk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leie Snideman Tuchsneider, autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Smuel Tuchsneider, autrement connu sous le nom de Sam Schneider, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Francis Dunphy, de la cité de Montréal, province de Québec, instructeur en culture physique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Violet Jean McArthur Dunphy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-cinquième rapport, comme suit :

1. Relativement à la pétition de Alice Hoare Dubeau, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wilbert Dubeau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jennie Leibovitch Margolese, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Marvin Margolese, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hugh Cyril Harvey, de la cité de Verdun, province de Québec, inspecteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Elizabeth Wynne Drysdale Harvey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Barbara Yuile, de la cité de New York, dans l'Etat de New York, l'un des Etats Unis d'Amérique, étudiante, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ralph Dougal Yuile, de la cité de Westmount, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI, 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Mae Ruth Johnson Menaker, de la cité de Montréal, province de Québec, garde-malade diplômée, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Archie Menaker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quarante-neuf à deux cent cinquante-neuf, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et des communications, auquel a été déféré le Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, clause 1.*—Insérer ce qui suit comme nouvelle sous-clause (2):

(2) Est abrogé l'alinéa cent neuf (38) dudit article, et le suivant lui est substitué:

(109) "Voyage de commerce intérieur" signifie un voyage (qui n'est pas un voyage de navigation intérieure ou dans les eaux secondaires) entre des lieux situés dans la zone suivante, savoir: Canada, Etats-Unis d'Amérique, Territoire d'Alaska non à l'ouest du cap Spencer, Terre-Neuve, Labrador, Saint-Pierre-et-Miquelon, Antilles, Mexique, Amérique Centrale et la côte nord-est de l'Amérique du Sud, au cours duquel un navire ne passe pas au sud du 6e parallèle de latitude nord ou par le détroit de Behring. (38)

2. *Page 1, clause 1.*—Renuméroter la sous-clause (2) comme sous-clause (3).

3. *Page 1, clause 1.*—Après la sous-clause (2), renumérotée (3), ajouter ce qui suit comme nouvelle sous-clause (4):

(4) Est abrogé l'alinéa trente-six (41) dudit article, et le suivant lui est substitué:

(36) "Eaux intérieures du Canada" signifie tous les fleuves ou rivières, lacs et autres eaux douces navigables à l'intérieur du Canada, et comprend le fleuve Saint-Laurent aussi loin vers la mer qu'une ligne droite tirée du Cap-des-Rosiers et passant par la pointe occidentale de l'île d'Anticosti jusqu'à la rive nord. (41)

4. *Page 1, clause 1.*—Renuméroter la sous-clause (3) comme sous-clause (5).

5. *Page 1, clause 1.*—Après la sous-clause (3), renumérotée (5), ajouter ce qui suit comme nouvelle sous-clause (6):

(6) Est abrogé l'alinéa trente-sept (55) dudit article, et le suivant lui est substitué:

(37) "Eaux secondaires du Canada" signifie toutes eaux intérieures du Canada autres que les lacs Ontario, Erié, Huron (y compris la Baie Georgienne), Supérieur et Winnipeg, ainsi que le fleuve Saint-Laurent à l'est d'une ligne tirée de la Pointe-au-Père à la Pointe-Orient, et comprend toutes les baies, anses et havres desdits lacs et de la Baie Georgienne, de même que les eaux abritées des côtes maritimes du Canada que le Ministre peut spécifier. (55)

6. *Page 1, clause 1.*—Renuméroter les sous-clauses (4), (5) et (6), comme sous-clauses (7), (8) et (9).

7. *Page 2.*—Insérer ce qui suit comme nouvelle clause 2, et renuméroter en conséquence les clauses 2 à 16:

2. Est abrogé l'article huit de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

8. Les navires dont le tonnage au registre est d'au plus dix tonneaux, employés exclusivement à la navigation sur les lacs, les rivières ou les côtes du Canada, ainsi que les yachts de plaisance dont le tonnage au registre ne dépasse pas dix tonneaux, où qu'ils soient employés ou mis en service, sont dispensés de l'immatriculation prévue par la présente loi.

8. *Page 6.*—A la suite de la clause 16, renumérotée 17, insérer ce qui suit comme nouvelle clause 18, et renuméroter en conséquence les clauses 17 à 22:

18. Est abrogé le premier paragraphe de l'article cent quatre-vingt-deux de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

182 (1) Le capitaine devra signer et remettre au marin congédié de son navire, soit au moment du congédiement, soit au moment du paiement de ses gages, un certificat de son congédiement dans un livret permanent de service et dans une forme approuvée par le Ministre, ou dans quelque forme approuvée par l'autorité compétente

en cette partie des dominions de Sa Majesté où le navire est immatriculé, en y spécifiant la durée de son service, la date et le lieu de son congédiement, mais ne contenant aucune déclaration quant aux gages ou à la qualité du service dudit marin congédié, à moins que le marin ne le demande.

9. *Page 9, lignes 38 à 42.*—Retrancher et substituer:

(2) Un marin n'est pas coupable d'une infraction aux termes du présent article du seul fait de sa participation à une grève légitime après que son navire et sa cargaison ont été mis en sûreté à la satisfaction du maître de port ou du capitaine du navire lorsque aucun maître de port n'est disponible au port terminus au Canada du voyage entrepris par le navire.

10. *Page 10, lignes 32 et 33.*—Retrancher la clause 23, et substituer ce qui suit comme nouvelle clause 25, et renuméroter en conséquence les clauses 24 à 28:

25. Est abrogé le paragraphe premier de l'article deux cent soixante et un de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

261. (1) Quiconque, par quelque moyen que ce soit, persuade ou cherche à persuader un marin ou un apprenti de l'équipage d'un navire, de négliger ou de refuser illégalement de se rendre ou de partir sur son navire, ou de le déserter, ou de quitter de toute autre manière son service, sera, pour la première contravention, passible d'une amende de cinquante dollars au maximum ou d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois, et, en cas de récidive, d'une amende de cent dollars au maximum ou d'un emprisonnement ne dépassant pas neuf mois.

11. *Page 12.*—A la suite de la clause 28, renumérotée 30, insérer ce qui suit comme nouvelles clauses 31 et 32:

31. Est abrogé le premier paragraphe de l'article trois cent cinquante-deux de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

352 (1) Si un pilote ou un élève pilote est amené en mer ou en dehors des limites pour lesquelles il est breveté, il a droit à un passage comportant cabine et, en sus des droits de pilotage qui lui sont payables d'autre part, à la somme de quinze dollars par jour, calculée depuis et y compris le jour où le navire a dépassé la limite jusqu'à laquelle il s'est engagé à le piloter, et jusqu'à et y compris le jour de son retour à bord de ce navire à l'endroit où il a été pris à bord, ou, s'il est libéré du service du navire à quelque distance de cet endroit, jusqu'à tel jour qui lui donne assez de temps pour y retourner.

32. Est abrogé l'article trois cent cinquante-trois de ladite loi, et le suivant lui est substitué:

353. Si un pilote breveté ou un élève pilote est mis en quarantaine parce qu'il a été pris à bord d'un navire, il aura droit à une table et un logement convenables, et à une somme de *quinze* dollars par jour en sus des droits de pilotage à lui dus, depuis et y compris le jour où il a été mis en quarantaine jusqu'à et y compris le jour où il a été libéré; et s'il n'est pas libéré à l'endroit où il a été pris à bord, jusqu'à et y compris tel jour qui lui donne assez de temps pour y retourner, auquel cas il aura droit à ses frais de route raisonnables, en sus de ces droits de pilotage et autres sommes.

12. *Page 12.*—Renuméroter la clause 29 comme clause 33.

13. *Page 12, ligne 38.*—Supprimer les mots "ou possédé".

14. *Page 13, lignes 5 à 14.*—Retrancher la clause 30.

15. *Page 13.*—Renuméroter la clause 31 comme clause 34, et les suivantes en conséquence.

16. *Page 20, ligne 3.*—Au mot "dix-huit", substituer "douze".

17. *Page 20, ligne 49.*—Au mot "seize", substituer "dix-sept".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (T-9), intitulé: "Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:
Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique; et que le Sénat approuve lesdits accords sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:
Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs donaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, propose que le Bill (U-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (V-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique".

Lesdits amendements sont agréés, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Chiarella".
Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Merle Allene Dalton".
Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Nestor Cloutier".
Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rufina Olga Soltysik Leshchynski".
Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhea Lillian Appel Ostroff".
Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Elizabeth Tucker Shaw".
Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Raikles Lerner".
Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Catherine McCabe Sowerby".
Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Morrell".
Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily White Borgan".
Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à James Donald Bacon".
Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurel Gwendolyn Wilband Walsh".
Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Eileen Rendle Nadler".
Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Alice Tucker Vincent".
Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Beryl Fryer".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.
Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du comité permanent des Divorces portant le numéro deux cent quarante-huit.

Ledit rapport est adopté, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 47

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 11 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Provencher),
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Horner,
Howard,
Hugessen,
Hurtubise,
King,
Lacasse,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Paquet,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (G-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle renvoie le Bill (H-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (211), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 11 mai 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Votre comité, pour obtempérer aux ordres de référence du 6 et du 10 mai 1948, a examiné les rapports de la Commission du service civil qui recommandent à la considération et à l'approbation du Sénat des modifications en redressement de divers emplois dans le personnel du Sénat.

2. Votre comité recommande que les modifications de redressement conformes aux rapports de la Commission du service civil, présentées au Sénat le 6 et le 10 mai 1948, soient approuvées.

3. Votre comité recommande aussi que la Commission du service civil soit priée de reviser les taux de redressement des emplois suivants, de façon à pourvoir aux modifications de redressement suivantes:

a) Pour le Deuxième greffier adjoint et traducteur en chef, une augmentation de $5,100 à $5,700.
b) Pour le Directeur du bureau de poste du Sénat, une augmentation de $2,880 à $3,480.
c) Pour le Concierge parlementaire et chef du service de ménage, une augmentation de $2,400 à $2,520.
d) Pour le Maître d'hôtel du Président, une augmentation de $2,400 à $2,520.
e) Pour le Chef des messagers parlementaires, Sénat, de $2,280 à $2,400.
f) Pour le Directeur adjoint du bureau de poste, Sénat, de $2,180 à $2,400.
g) Pour le Gardien de la salle de lecture, Sénat, de $2,280 à $2,400.

4. Votre comité recommande en outre que la Commission du service civil, en vertu des dispositions du paragraphe deux de l'article dix-sept de la *Loi du service civil* autorise le paiement, par le Sénat, d'un salaire annuel distinct de

$1000 à H. D. Gilman, Comptable en chef, actuellement Délégué du Trésor, grade 8, en rémunération des services spéciaux qu'il accomplit pour le Sénat et que son salaire ne couvre pas suffisamment, et que ce redressement ait effet rétroactif au 1er octobre 1947.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent de l'Immigration et du travail, auquel a été déféré le Bill (203), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (T-9), intitulé: "Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique; et que le Sénat approuve lesdits accords sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général

sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il et ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du Bill (U-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada".

Après plus ample débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Transports et des communications au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quarante-neuf à deux cent cinquante-neuf, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Aldoria Rodier dit St-Martin".
Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Pichette Sanzone".
Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Edward Sherman".
Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Léopold-Joffre Viau".
Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Olga Timofy Ewaschuk".
Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Leie Snideman Tuchsneider, autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider".
Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à William Francis Dunphy".
Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Hoare Dubeau".
Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jennie Leibovitch Margolese".
Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hugh Cyril Harvey".
Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Yuile".
Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mae Ruth Johnson Menaker".

Lesdits bills sont séparément lus la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 48

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 12 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Provencher),
Bishop,
Blais,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Farris,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Howard,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGuire,
McIntyre,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Nicol,
Paquet,
Paterson,
Pirie,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent soixantième à deux cent soixante et onzième, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixantième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Clayton Sturgeon, de la cité de Westmount, province de Québec, contremaître, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Henriette Sutherland Sturgeon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante et unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alice Deborah Townsend Hawker, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Hancock Hawker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rae Bellam Baron, de la cité d'Outremont, province de Québec, modiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Baron, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de David Ewing Jackson, de la cité de Longueuil, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorna Klabunde Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Turnidge Burns Turner, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Horace Leonard Turner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy June Wilson Weedmark, de la cité de Lachine, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Willard Melvyn Weedmark, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kate Henny Wacker Prengel, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Albert Prengel, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jeannette Racine Garneau, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Georges Garneau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Gwendolyn Goode Buttress, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Roy Buttress, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Victoria Lewis White, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Herbert White, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des tares parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Madge Reynard Lambton, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Lambton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 10 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante et onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cornelia Barendrecht Nickel, de la cité de Rotterdam, Hollande, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gerhard Nickel, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante à deux cent soixante et onze, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Taylor, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), etc., présente le troisième rapport de ce comité, comme suit:

Le JEUDI 6 mai 1948.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour continuer et compléter l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), et de toute autre question qui lui serait soumise, a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

1. Votre comité recommande que le droit de vote, aux fins des élections fédérales, soit accordé aux Indiens, en les plaçant sur le même pied que les électeurs dans les centres urbains.

Le tout respectueusement soumis.

W. H. TAYLOR,
Président, section du Sénat.

Ordonné: Que ledit rapport reste déposé sur la Table.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs donaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Transports et des communications au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont séparément lus la deuxième fois, sur division:

Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Aldoria Rodier dit St-Martin".

Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Pichette Sanzone".

Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Edward Sherman".

Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Léopold-Joffre Viau".

Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Olga Timofy Ewaschuk".

Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Leie Snideman Tuchsneider, autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider".

Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à William Francis Dunphy".

Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Hoare Dubeau".

Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jennie Leibovitch Margolese".

Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hugh Cyril Harvey".

Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Yuile".

Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mae Ruth Johnson Menaker".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (211), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

No 49

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 13 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	King,	Murdock,
Aylesworth (sir Allen),	Duffus,	Lacasse,	Nicol,
Beaubien (Provencher),	Dupuis,	Léger,	Paquet,
Bishop,	Euler,	Lesage,	Paterson,
Blais,	Fafard,	Macdonald (Cardigan),	Pirie,
Bouchard,	Fallis,	Mackenzie,	Quinn,
Buchanan,	Farris,	MacLennan,	Robertson,
Calder,	Ferland,	Marcotte,	Robinson,
Campbell,	Gershaw,	McDonald (Shediac),	St-Père,
Copp,	Gouin,	McGuire,	Sinclair,
Crerar,	Haig,	McIntyre,	Stevenson,
Dessureault,	Hayden,	McKeen,	Turgeon,
Donnelly,	Hugessen,	Moraud,	Veniot,
	Hurtubise,		Vien,
	Hushion,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (E-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi des commissaires du havre de North-Fraser",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (7), intitulé: "Loi prévoyant des payements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or",

Et informe le Sénat qu'elle agrée l'amendement qu'il a apporté à ce bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit bill soit lu une deuxième fois plus tard au cours de la présente séance.

L'honorable sénateur A. B. Copp, du comité permanent des Transports et des communications, auquel a été déféré le Bill (201), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (U-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il est prêt à soumettre au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 9.*—Au mot "à", substituer "aux articles trente-trois ou trente-quatre de".

Avec la permission du Sénat,

Ledit amendement est agréé.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté, tel qu'amendé,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (T-9), intitulé: "Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il est prêt à soumettre au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus parle Greffier, comme suit:

1. *Page 11, lignes 39 et 40.*—Retrancher les mots "de trois cents dollars au maximum et de cinquante dollars au minimum", et leur substituer "d'au plus trois cent dollars".

2. *Page 11, lignes 41 et 42.*—Retrancher les mots "de six mois au plus et d'un mois au moins" et leur substituer "d'au plus six mois,".

3. *Page 12, lignes 19 et 20.*—Retrancher les mots "de cent dollars au maximum et de vingt dollars au minimum", et leur substituer "d'au plus cent dollars,".

4. *Page 12, lignes 20 et 21.*—Retrancher les mots "de trois mois au plus et d'un mois au moins", et leur substituer "d'au plus trois mois".

5. *Page 13, lignes 39, 40 et 41.*—Retrancher les mots "mais le Ministre peut autoriser le paiement de la moitié de ladite amende au poursuivant".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés, et

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill tel qu'amendé, doit être adopté.
Elle est résolue par l'affirmative.
Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (211), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Sur motion du très honorable sénateur MacKenzie, il est
Ordonné: Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (V-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique", soient remboursées à la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique, moins les frais de traduction et d'impression.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:
Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Aldoria Rodier dit St-Martin".
Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Pichette Sanzone".

Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Edward Sherman".

Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Léopold-Joffre Viau".

Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Olga Timofy Ewaschuk".

Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Leie Snideman Tuchsneider, autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider".

Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à William Francis Dunphy".

Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Hoare Dubeau".

Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jennie Leibovitch Margolese".

Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hugh Cyril Harvey".

Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Yuile".

Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mae Ruth Johnson Menaker".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante à deux cent soixante et onze, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Clayton Sturgeon".

Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Deborah Townsend Hawker".

Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rae Bellam Baron".

Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ewing Jackson".

Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Turnidge Burns Turner".

Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy June Wilson Weedmark".

Bill (C-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Kate Henny Wacker Prengel."

Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeannette Racine Garneau".

Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Gwendolyn Goode Buttress".

Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Victoria Lewis White".

Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Madge Reynard Lambton".

Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Cornelia Barendrecht Nickel".

Lesdits bils sont séparément lus la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont séparément lus la deuxième fois, sur division.
Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (299), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

En conformité de l'Ordre du Sénat, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 50

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 14 mai 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fafard,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien (Provencher),	Fallis,	Lambert,	Quinn,
Bishop,	Farris,	Lesage,	Robertson,
Buchanan,	Gershaw,	Mackenzie,	Robinson,
Calder,	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Copp,	Haig,	McDonald (Shediac),	Stevenson,
Crerar,	Hayden,	McKeen,	Turgeon,
Euler,	Hushion,	Murdock,	Vien,
	King,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication, comme suit:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 14 MAI 1948.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le vendredi 14 mai, à six heures moins le quart, afin de donner la sanction royale à quelques Bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

J. F. DELAUTE.

L'honorable
L'ORATEUR du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (282), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

(Voir page 354)

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Règlements adoptés durant l'année financière 1947-1948 en vertu de la Loi du ministère de la Santé publique et du bien-être social; Règlements adoptés durant l'année financière 1947-1948 en vertu de la Loi des spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés; Arrêtés en conseil ou règlements adoptés durant l'année financière 1947-1948 sous le régime de la Loi de l'hygiène dans les chantiers publics.

Etat des recettes et des dépenses en vertu de la Partie V de la Loi de la marine marchande au Canada (Marins malades) pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Clayton Sturgeon".

Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Deborah Townsend Hawker".

Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rae Bellam Baron".
Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ewing Jackson".
Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Turnidge Burns Turner".
Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy June Wilson Weedmark".
Bill (C-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Kate Henny Wacker Prengel."
Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeannette Racine Garneau".
Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Gwendolyn Goode Buttress".
Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Victoria Lewis White".
Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Madge Reynard Lambton".
Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Cornelia Barendrecht Nickel".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général

sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (299), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Avec la permission du Sénat,
L'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (282), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies", soit maintenant lu une troisième fois.

Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi le 1er juin prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (R-5), intitulé: "Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie",
Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir du très honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit les titres des bills à sanctionner, comme suit:

Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux.

Loi modifiant la Loi des épizooties.

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Loi modifiant la Loi sur les permis d'exportation et d'importation.

Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre.

Loi sur l'Accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique.

Loi modifiant la Loi des Territoires du Nord-Ouest.

Loi modifiant la Loi des forces hydrauliques du Canada.

Loi modifiant la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle.

Loi modifiant la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de correction.

Loi modifiant la Loi des parcs nationaux.

Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage.

Loi prévoyant des payements d'urgence pour aider à couvrir l'accroissement des frais de production de l'or.

Loi modifiant la Loi des commissaires du havre de North-Fraser.

Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada.

Loi modifiant la Loi des chemins de fer.

Loi modifiant la Loi des pensions.

Loi modifiant la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies.

Loi pourvoyant à la liquidation de la *Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole au très honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill".

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill".

Après quoi il a plu au très honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à mardi le 1er juin prochain, à huit heures du soir.

No 51

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 1er juin 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Ballantyne,
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bouchard,
Bouffard,
Burchill,
Calder,
Copp,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hushion,
King,
Kinley,
Lambert,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McLean,
Murdock,
Paquet,
Paterson,
Robertson,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (C), intitulé: "Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (O), intitulé: "Loi concernant la société dite la 'Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada' ",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation L'Association Canadienne des Vétérinaires",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (C-5), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Optométristes",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (Q-5), intitulé: "Loi concernant la 'Canadian Marconi Company' ",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (T-6), intitulé: "Loi concernant la Société de bienfaisance slovaque du Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (V-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill avec plusieurs amendements auxquels elle désire le concours du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Page 3, ligne 1.*—Retrancher le paragraphe (9) de l'article premier et y substituer ce qui suit:

"(9) L'alinéa cent sept dudit article est abrogé et remplacé par le suivant:

"(107) "Voilier" ou "navire à voile" (sauf pour l'application des règles sur les lignes de charge) signifie un navire mû par la voile seule, et un navire employé uniquement à la pêche, d'au plus cent cinquante tonneaux de jauge brute, pourvu de mâts, de voiles et d'agrès qui lui suffisent à effectuer des voyages à la voile seule et qui, en outre, est pourvu de moyens de propulsion mécanique autres qu'une machine à vapeur; (89)"

2. *Page 4 ligne 12.*—Retrancher l'article six et y substituer ce qui suit:

"6. Les articles cent dix-huit et cent dix-huit A de ladite loi sont abrogés et remplacés par l'article suivant:

"118. Tout sujet britannique qui

a) a servi comme capitaine d'un voilier de commerce intérieur, d'eaux intérieures ou d'eaux secondaires de plus de dix tonneaux de jauge brute, pourvu de moyens de propulsion mécanique autres que des machines à vapeur, avant le premier jour de janvier mil neuf cent quarante-huit, durant une entière période de douze mois dans les dix années qui ont immédiatement précédé la date de sa demande d'un certificat de service;

b) établit d'une façon satisfaisante sa sobriété, son expérience, son habileté et sa bonne conduite habituelle à bord; et

c) passe l'examen prescrit,

sera admis à recevoir, sur paiement du droit prescrit et suivant les eaux dans lesquelles il a servi, un certificat de service comme capitaine d'un navire à vapeur de commerce intérieur, d'eaux intérieures ou d'eaux secondaires, de plus de dix tonneaux de jauge brute mais d'au plus cent cinquante tonneaux de jauge brute et ne transportant pas de passagers. Ledit certificat ne sera pas valable sur les remorqueurs."

3. *Page 22, ligne 35.*—Ajouter ce qui suit, à titre d'article cinquante-six:

"56. Le paragraphe neuf de l'article premier de la présente loi entrera en vigueur à une date fixée par proclamation."

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (248), intitulé: "Loi pourvoyant à l'exécution des traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (280), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (313), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (328), intitulé: "Loi concernant l'asséchement et la mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable Président du Comité permanent des Divorces présente le deux cent soixante-douzième rapport de ce Comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 4 mai 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Paul Charbonneau, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur d'autobus, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Agnès Gagnon Charbonneau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour l'année terminée le 31 décembre 1947 (version française).

Copie du rapport du Directeur de la formation, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, sur le travail accompli par la division de la formation, à qui incombe l'administration des divers projets de formation connus sous le titre de "Formation professionnelle canadienne" et autorisés par la Loi de 1942 sur la Coordination de la formation professionnelle.

Copie d'un arrêté en conseil adopté aux termes de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1907, approuvé le 29 avril 1948: modification des Règlements de 1947 sur les prestations d'assurance-chômage, en vue de décréter qu'à compter du 31 mai 1948 le lundi sera le jour où commence la semaine de réclamation.

Copie d'un arrêté en conseil adopté aux termes de la Loi de l'aéronautique, Statuts de 1944, chapitre 28, article 6, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1341, approuvé le 6 avril 1948: modifiant les Règlements de la navigation aérienne, 1938, relativement au maintien, au Canada, de certains permis délivrés à des pilotes ou à des ingénieurs.

Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 26 avril au 8 mai 1948.

Copie des ordonnances et règlements applicables à l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 26 avril au 8 mai 1948.

Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 26 avril au 8 mai 1948.

Rapport du ministère du Travail pour l'année financière terminée le 31 mars 1947 (version française).

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (I-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des titres de biens-fonds".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (J-11), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 52

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Mercredi 2 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Ballantyne,
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Bouffard,
Burchill,
Calder,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hushion,
King,
Kinley,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McGuire,
McLean,
Murdock,
Nicol,
Paterson,
Robertson,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
Wilson.

PRIÈRES.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934",

L'honorable sénateur Robertson propose que lesdits amendements soient déférés au comité permanent des Transports et communications.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ordonné en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (248), intitulé: "Loi pourvoyant à l'exécution des traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Affaires extérieures.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (280), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (313), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (328), intitulé: "Loi concernant l'asséchement et la mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (I-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des titres de bien-fonds", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-11), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain,

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du comité permanent des Divorces portant le numéro deux cent soixante-douze.

Ledit rapport est adopté, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat un Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Charbonneau".

Ledit bill est lu la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 53

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 3 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	King,	McGuire,
Ballantyne,	Euler,	Kinley,	McLean,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Murdock,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Nicol,
Bouchard,	Ferland,	Lesage,	Paterson,
Burchill,	Gershaw,	Macdonald	Robertson,
Calder,	Gouin,	(Cardigan),	Robinson,
Copp,	Haig,	Mackenzie,	St-Père,
Crerar,	Hayden,	MacLennan,	Sinclair,
Daigle,	Howard,	Marcotte,	Stevenson,
David,	Howden,	McDonald	Taylor,
Davies,	Hugessen,	(Shediac),	Turgeon,
Dessureault,	Hurtubise,	McDonald	Veniot,
Donnelly,	Hushion,	(Kings),	Vien,
			White.

PRIÈRES.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-11), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (313), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose le Bill (328), intitulé: "Loi concernant l'asséchement et la mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (I-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des titres de biens-fonds", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite l'agrément du Sénat.

Suivant l'Ordre du Sénat, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Charbonneau", est lu la deuxième fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois, sur division.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 54

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 8 juin 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Jones,	Moraud,
Aylesworth (sir Allen),	Duffus,	King,	Murdock,
Beaubien (Provencher),	Euler,	Kinley,	Paterson,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Robertson,
Bouchard,	Gershaw,	Lesage,	Robinson,
Bouffard,	Gouin,	Macdonald (Cardigan),	Sinclair,
Burchill,	Haig,	Mackenzie,	Stevenson,
Calder,	Hardy,	MacLennan,	Taylor,
Campbell,	Hayden,	Marcotte,	Turgeon,
Copp,	Horner,	McDonald (Shediac),	Vaillancourt,
Crerar,	Howard,	McDonald (Kings),	Veniot,
Daigle,	Howden,	McLean,	Vien,
David,	Hugessen,		White,
	Hurtubise,		Wilson.
	Hushion,		

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport supplémentaire suivant de la Commission du Service civil du Canada relativement à des changements de rénumération aux membres du personnel du Sénat:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

Le 5 JUIN 1948.

À L'HONORABLE SÉNAT:

La Commission du Service civil a l'honneur de soumettre le rapport suivant à l'étude et à l'approbation du Sénat.

Conformément aux articles 12 et 61 de la Loi du Service civil, la Commission du Service civil recommande que les changements de rémunération suivants soient approuvés, à compter du 1er octobre 1947.

DIRECTEUR DU BUREAU DE POSTE DU SÉNAT

De:			2220	2340	2460	2580	
A:	2400	2520	2640	2760	2880	3000	

CONCIERGE PARLEMENTAIRE ET CHEF DU SERVICE DE MÉNAGE

De:	2064	2124	2184	2244
A:	2160	2280	2400	2520

NOTE: Il est recommandé que le titre de cette classe soit changé contre le suivant: "Chef du service de ménage du Sénat".

MAÎTRE D'HÔTEL DU PRÉSIDENT

De:		2100	2220	2340
A:	2160	2280	2400	2520

CHEF DES MESSAGERS PARLEMENTAIRES, SÉNAT

De:	1824	1884	1944	2004	2064	2124
A:			2040	2160	2280	2400

DIRECTEUR ADJOINT DU BUREAU DE POSTE, SÉNAT

De:	1764	1824	1884	1944	2004	2064	2124
A:				2040	2160	2280	2400

GARDIEN DE LA SALLE DE LECTURE, SÉNAT

De:	1800	1860	1920	1980	2040	2100
A:			2040	2160	2280	2400

Chaque employé en service le ou avant le 1er octobre 1947, recevra le traitement de la catégorie indiquée immédiatement sous le traitement qu'il touchait alors.

Les changements ci-haut mentionnés n'affecteront pas la date de l'augmentation annuelle présente des employés des catégories susdites.

C. H. BLAND,
Président.

S. G. NELSON,
Commissaire.

Ordonné: Que ledit rapport soit déféré au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (G-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Rinker Finance Corporation*",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (P-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Canadian Co-Operative Processors Limited*",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (T-9), intitulé: "Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (U-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (O-5), intitulé: "Loi constituant en corporation La Nationale, Compagnie d'Assurance",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec plusieurs amendements auxquels elle désire le concours du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

1. *Dans le titre*:—Après le mot "assurance", ajouter les mots "Incendie et Risques divers".

2. *Page 1, lignes 13 et 14.*—Après le mot "assurance", ajouter les mots "Incendie et Risques divers".

3. *Page 1, ligne 14.*—Entre les mots "National" et "Insurance", insérer les mots "Fire and Casualty".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (228), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (329), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (331), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (332), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le deux cent soixante-treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alice Deborah Townsend Hawker, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Hancock Hawker.

2. Le comité recommande que les taxes parlementaires versées à l'égard de la Règle 140 soient remboursées à la pétionnaire, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que le comité permanent des finances soit autorisé à étudier les dépenses projetées par les crédits déposés devant le Parlement, ainsi que par les autres mesures financières qui ont été présentées ou qui peuvent être présentées durant la présente session du Parlement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (313), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 55

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 9 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Burchill,
Calder,
Campbell,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Dessureault,
Donnelly,
Duffus,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Jones,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Mackenzie,
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McLean,
Moraud,
Murdock,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec deux amendements, pour lesquels elle sollicite son agrément.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 19.*—Retrancher les lignes 19 et 20 et insérer ce qui suit:

5. (I) Sont abrogés les alinéas *c*) et *d*) du premier paragraphe de l'article quinze de ladite loi, et remplacés par ce qui suit:

c) Les prescriptions relatives aux procurations, la constatation qui doit en être faite et le temps, ne dépassant pas dix jours, durant lequel les procurations doivent être produites et consignées avant une assemblée afin de permettre au titulaire de voter en l'espèce; toutefois, un instrument de procuration n'est valable que s'il a été signé dans l'année qui précède la date de l'assemblée à laquelle il doit être utilisé:

2. *Page 3, ligne 23.*—Insérer l'article suivant immédiatement après l'article sept:

7A. Sont abrogés les paragraphes (1) et (2) de l'article vingt-deux de ladite loi, et remplacés par les suivants:

22. (1) Les administrateurs peuvent, par règlement, pourvoir à la nomination d'un président du conseil, laquelle doit présider toutes les réunions du conseil d'administration.

(2) Si le président du conseil est absent, le président, ou en son absence, un vice-président, ou en l'absence à la fois du président et du vice-président, un président choisi par les administrateurs présents doit présider les assemblées.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (280), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent soixante-quatorze à deux cent quatre-vingt-trois, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Samuel Lankszner, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Cecilia Perl Lankszner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Audrey Maude Victoria Giles Findlay, de la ville de Pointe Claire, province de Québec, tenancière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kneale Findlay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Elias Heydenreich, de la cité de Montréal, province de Québec, acheteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kathryn Suzanne Burridge Heydenreich, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Guiseppina Cannuli Catalfamo, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Santo Catalfamo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Laurie Willett Allan, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald James Allan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leon Schechter, de la cité de Montréal, province de Québec, voyageur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sarah Gordon Schechter, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingtième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Evelyn Tutill Bobinsky, opératrice d'ascenseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Joseph Bobinsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Una Mary Phillips Slavin, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Joseph Slavin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Laidley Lawrie Burke, de la cité de Verdun, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Burke, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 8 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Albert Kenworthy, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Betty Townsend Kenworthy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante-quatorze à deux cent quatre-vingt-trois, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des Estimés supplémentaires (additionnels) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948.

Copie des Estimés pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Rapport sur la Deuxième session de l'assemblée générale des Nations Unies tenue à New-York, du 16 septembre au 29 novembre 1947.

L'honorable sénateur Euler, appuyé par l'honorable sénateur Hardy, propose:

Que, sur l'avis de cette Chambre, le Gouvernement doit, immédiatement après la prorogation de la présente session du Parlement, déférer à la Cour suprême du Canada, aux fins d'obtenir l'opinion de cette Cour, la question de la validité constitutionelle de la partie de la Loi de l'industrie laitière, Chapitre 45 des Statuts revisés du Canada, 1927, qui interdit la fabrication ou la vente, la possession pour la vente, ou l'offre en vente, de l'oléomargarine, de la margarine, du beurre artificiel ou autres succédanés du beurre, provenant en tout ou en partie de matière grasse autre que celle du lait ou de la crème.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba".

Après plus ample débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (O-5), intitulé: "Loi constituant en corporation La Nationale, Compagnie d'assurance".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a apportés à ce bill, sans y en effectuer d'autre.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (228), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (329), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Finances.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (331), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (332), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Finances.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les Estimés supplémentaires (additionnels) pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, et les Estimés pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949, déposés sur la Table du Sénat ce jour, soient déférés au comité permanent des Finances.

Le Sénat s'ajourne.

No 56

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 10 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Hushion,	McLean,
Aylesworth (sir Allen),	Dupuis,	Jones,	Moraud,
Beaubien (Provencher),	Euler,	King,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Kinley,	Paterson,
Bishop,	Fallis,	Lacasse,	Quinn,
Bouchard,	Ferland,	Lambert,	Robertson,
Burchill,	Gershaw,	Léger,	Robinson,
Calder,	Gouin,	Lesage,	Roebuck,
Copp,	Haig,	Macdonald (Cardigan),	Sinclair,
Crerar,	Hardy,	Mackenzie,	Stevenson,
Daigle,	Hayden,	MacLennan,	Turgeon,
David,	Horner,	Marcotte,	Vaillancourt,
Dessureault,	Howard,	McDonald (Shediac),	Veniot,
Donnelly,	Howden,	McDonald (Kings),	Vien,
	Hugessen,		White.
	Hurtubise,		

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (J-11), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et communications, présente le rapport suivant de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juin 1948.

Le comité permanent des Transports et communications, auquel a été déféré le Bill (F-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Western Pipe Lines*, en conformité de l'Ordre de renvoi en date du 26 avril 1948, a examiné ledit bill et a l'honneur de faire rapport comme suit:

Demande ayant été faite pour permission de retirer ce bill, le comité recommande que ladite demande soit accordée en conséquence.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent des Transports et communications, présente le rapport suivant de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juin 1948.

Le comité permanent des Transports et communications, auquel a été déféré le Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", en conformité de l'Ordre de renvoi du 2 juin 1948, a étudié lesdits amendements et a l'honneur d'en faire rapport au Sénat sans y en effectuer d'autre.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit rapport soit agréé.

Après débat, il est
Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (328), intitulé: "Loi concernant l'asséchement et la mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son greffier, transmet un message avec un Bill (333), intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est
Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

1. Votre comité a, pour obtempérer à l'Ordre de renvoi du 8 juin 1948, étudié le rapport de la Commission du service civil recommandant pour considération et approbation du Sénat certains cha gements apportés dans la rémunération de postes d'employés du Sénat.

2. Votre comité recommande que les changements de rémunération proposés par le rapport de la Commission du service civil présenté au Sénat le 8 juin 1948, soient approuvés.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le Sénat réaffirme la recommandation qu'il a soumise à la Commission du service civil:

a) Relativement à la rémunération qui doit être accordée au deuxième greffier adjoint et traducteur en chef, savoir, que la dite rémunération soit augmentée de $5,100 à $5,700 par année, et

b) Relativement au paiement par le Sénat d'un traitement annuel séparé de $1,000 à H. D. Gilman, comptable en chef, présentement délégué du trésor, grade VII, à l'égard des fonctions spéciales qu'il remplit pour le Sénat et pour lesquelles son traitement n'est pas considéré convenable compte tenu des fonctions dont il s'acquitte, et que ladite rémunération soit rétroactive au 1er octobre 1947; et

demande à la Commission du service civil de reviser les taux de rémunération des deux classes mentionnées au paragraphe 1 afin que la question soit réglée avant la fin de la présente session du Parlement.

2. Que la Commission du service civil revise le taux de rémunération à l'égard du poste d'adjoint au Gentilhomme Huissier de la verge noire, de $3,000 à $3,600.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le traitement mensuel de Thomas Hubbard, fils, sténographe officiel temporaire, soit porté à $295.00 par mois à compter du 1er avril 1948.

2. Que le traitement de John Abbott Hinds, greffier de comités temporaire, qui compte deux années, dix mois et 158 jours de service, soit porté à $7.25 par jour, à compter du 1er avril 1948.

3. Que le traitement de James Dunnet MacDonald, greffier de comités temporaire, qui compte deux années et deux mois de service, soit porté à $7.25 par jour, à compter du 1er avril 1948.

4. Que le traitement d'Alfred Fortier, greffier de comités temporaire, qui compte une année et quatre mois de service, soit porté à $6.90 par jour, à compter du 1er avril 1948.

5. Que le traitement de George McDonald, menuisier et serrurier, soit porté à $6.50 par jour, à compter du 1er avril 1948.

6. Que le traitement de W. D. Johnston et Peter Auger, constables senior, soit porté à $6.25 par jour, à compter du 1er avril 1948.

7. Que le traitement de John Schuller, constable, soit porté à $5.90 par jour, à compter du 1er avril 1948.

8. Que le traitement des femmes de ménage soit porté à $1.85 par jour, à compter du 1er avril 1948.

9. Que le traitement du premier page soit porté à $2.80 par jour, à compter du 1er avril 1948.

10. Que le traitement des pages soit porté à $2.50 par jour, à compter du 1er avril 1948.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 10 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son sixième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le Plan d'organisation du Sénat soit modifié comme suit:

1. A la position portant le numéro de référence "SC-A-16", substituer "Chef des procès-verbaux et des journaux anglais".

2. A la position portant le numéro de référence "SC-A-17", substituer "Chef des procès-verbaux et des journaux français".

3. A la position portant le numéro de référence "SC-A-32", substituer "Chef du service de ménage".

4. A la position portant le numéro de référence "SC-A-44", substituer "Constable, Service de protection, Edifices du Parlement".

5. A la position portant le numéro de référence "SC-A-45", substituer "Constable, Service de protection, Edifices du Parlement".

6. A la position portant le numéro de référence "SC-A-46", substituer "Maître d'hôtel et messager parlementaire confidentiel".

7. A la position portant le numéro de référence "SC-A-47", substituer "Messager parlementaire confidentiel".

8. A la position portant le numéro de référence "SC-A-48", substituer "Messager parlementaire confidentiel".

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie du relevé annuel pour l'année financière 1947-1948 requis aux termes de l'article 18 de la Loi sur l'assurance des anciens combattants (versions anglaise et française).

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (N-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, et la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion, il est

Ordonné: Qu'un Ordre du Sénat soit émis pour réponse montrant:

1. Quand l'organisation dite *International Emergency Food Council* (Conseil international pour la crise alimentaire) s'est-elle établie ou a-t-elle été autorisée au Canada?

2. A la suite de quelle délibération, de quelle organisation ou de quelle conférence cette organisation s'est-elle formée?

3. Quels engagements le Canada a-t-il contractés, s'il en a contracté, par rapport à la formation et à l'organisation de ce groupe?

4. Dans quelle mesure le Canada est-il tenu à souscrire aux conclusions et aux recommandations de cette organisation, par suite de son adhésion à cette organisation comme membre souscripteur?

5. Combien de rapports a fait l'I.E.F.C., et combien de ces rapports ont été endossés par tous les membres souscripteurs de l'Association?

6. Combien de propositions contenues dans les rapports de l'I.E.F.C. n'ont reçu l'appui d'aucune nation, et

a) par lesquelles des nations souscriptrices?

b) pour des raisons particulières ou déclarées?

7. Quelque nation souscriptrice a-t-elle pris une attitude distincte et indépendante sur la question des matières grasses et des huiles, à côté des recommandations générales de l'I.E.F.C.?

8. Les recommandations générales de l'I.E.F.C. faisaient-elles quelques réserves spécifiques ou pourvoyaient-elles à quelques dispositions spéciales à l'égard de Terre-Neuve?

9. Dans l'affirmative, quels étaient le caractère, la nature et l'étendue de ces dispositions spéciales?

10. Ces dispositions concernaient-elles le Canada, ou le Canada se trouvait-il intéressé à la fourniture de matières grasses et d'huiles pour Terre-Neuve?

11. En vertu de ces dispositions et stipulations, le Canada a-t-il fourni des matières grasses et des huiles à Terre-Neuve?

12. Comme résultat des fournitures du Canada, l'oléomargarine est-elle aujourd'hui fabriquée, en partie ou entièrement, à Terre-Neuve?

13. Combien et quelles espèces d'éléments productifs le Canada a-t-il fournis pour la fabrication de l'oléomargarine?

14. Quelles représentations, s'il en est, le gouvernement du Canada a-t-il reçues, hors des débats du Parlement, pour accepter la production de l'oléomargarine?

15. Quelles représentations ont été faites, à un moment ou à un autre, par quelque honorable membre du Sénat, et quels sont les noms des sénateurs qui ont fait ces représentations, les dates auxquelles elles ont été faites, et quelles sont les propositions et suggestions faites pour organiser la production de l'oléomargarine?

16. Quelques propositions sont-elles venues de Terre-Neuve pour organiser la production de l'oléomargarine?

17. Dans l'affirmative,
   a) de quelle organisation?
   b) de quel particulier intéressé à pareille organisation?

18. Le gouvernement est-il informé du personnel—administrateurs ou actionnaires—intéressé aujourd'hui à l'industrie de l'oléomargarine à Terre-Neuve?

19. Le gouvernement connaît-il quelque membre de l'une ou l'autre Chambre du Parlement qui est particulièrement intéressé à lancer la production de l'oléomargarine au Canada?

20. Le gouvernement est-il renseigné sur la production de l'oléomargarine en différents pays? Les données sur cette production en d'autres pays seront-elles fournies à cette Chambre, pour son information? Le gouvernement va-t-il fournir à cette Chambre des renseignements
   a) sur la production de beurre per capita des pays producteurs de beurre;
   b) la production per capita d'autres substances de margarine en ces pays?

21. Le gouvernement va-t-il faire connaître à la Chambre le coût moyen du beurre
   a) au Canada,
   b) sur les autres marchés du monde,

durant les vingt dernières années?

22. Le gouvernement va-t-il faire connaître à la Chambre le prix comparatif du beurre
   a) au Canada,
   b) aux Etats-Unis d'Amérique,
   c) en Nouvelle-Zélande,
   d) au Danemark,

durant les trois dernières années?

23. Le gouvernement a-t-il été informé de la formation de quelque corporation particulière—grande ou petite—qui répand l'idée de la production de l'oléomargarine pour le Canada?

24. Dans l'affirmative, quelles sont ces corporations, et quelles représentations ont-elles faites?

25. Quelle fut la production au Canada d'huiles comestibles convenant à la fabrication de la margarine en 1947, provenant de:
   a) matières premières produites au pays
   b) matières premières importées.

26. Quelles furent les importations d'huiles comestibles au Canada en 1947, et de quels pays ont-elles été importées? Indiquer les quantités et valeurs.

27. Quelles sont les estimations correspondantes pour les années 1948 et 1949 des chiffres demandés aux questions 25 et 26?

28. Y a-t-il raison de croire que la margarine ne pourrait être produite en ce pays à un prix aussi avantageux que si elle pouvait être importée de l'étranger?

29. Le Canada pourrait-il augmenter de quelque manière ses approvisionnements combinés d'huiles et de matières grasses provenant de sources domestiques et d'importations, plus rapidement que l'augmentation des approvisionnements mondiaux, tant que les approvisionnements mondiaux seront soumis au contrôle international et que le Canada acceptera les obligations internationales qui en résultent?

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que pour le reste de la présente session du Parlement, les Règles 23, 24 et 63 soient suspendues en tant qu'elles concernent les bills d'intérêt public.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (331), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (F), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a effectués audit bill, sans y en apporter d'autre.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Euler, appuyé par l'honorable sénateur Hardy:

Que, sur l'avis de cette Chambre, le Gouvernement doit, immédiatement après la prorogation de la présente session du Parlement, déférer à la Cour suprême du Canada, aux fins d'obtenir l'opinion de cette Cour, la question de la validité constitutionnelle de la partie de la Loi de l'industrie laitière, Chapitre 45 des Statuts revisés du Canada, 1927, qui interdit la fabrication ou la vente, la possession pour la vente, ou l'offre en vente, de l'oléomargarine, de la margarine, du beurre artificiel ou autres succédanés du beurre, provenant en tout ou en partie de matière grasse autre que celle du lait ou de la crème.

Après plus ample débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante-quatorze à deux cent quatre-vingt-trois, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 57

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 14 juin 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Jones,	Murdock,
Aylesworth (Sir Allen),	Duffus,	King,	Quinn,
Beaubien (Provencher),	Fallis,	Kinley,	Robertson,
Beauregard,	Gershaw,	Lambert,	Robinson,
Bishop,	Haig,	Macdonald (Cardigan),	Roebuck,
Bouffard,	Hayden,	MacLennan,	Sinclair,
Bourque,	Horner,	Marcotte,	Stevenson,
Calder,	Howard,	McDonald (Shediac),	Taylor,
Copp,	Howden,	McKeen,	Turgeon,
Daigle,	Hugessen,	Mullins,	Vaillancourt,
David,	Hurtubise,		Veniot,
	Hushion,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du Sénat présente le premier rapport du comité mixte des deux Chambres sur la Bibliothèque du Parlement.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Votre comité a tenu une séance le 9 juin 1948 et a reçu des cobibliothécaires un rapport adopté à l'unanimité, qui se lit ainsi:

Honorables sénateurs et députés de la Chambre des communes,

Les honorables membres du comité désirent peut-être savoir quelles mesures ont été prises pour donner suite aux recommandations formulées à la dernière réunion (22 mai 1946). Le rapport du comité a été adopté le 30 mai 1946 par le Sénat et le 19 juin 1946 par la Chambre des communes.

1. Toute la bibliothèque a été décorée de nouveau.
2. Le système de chauffage est installé.
3. L'installation du système de protection contre l'incendie et de l'extincteur automatique d'incendie est presque terminée.
4. L'installation d'un système d'éclairage fluorescent est également terminée.
5. Une machine pour lire les microfilms a été installée, et la bibliothèque est abonnée aux éditions microfilmées d'une douzaine des principaux journaux canadiens.
6. Selon la recommandation du comité, les services d'un spécialiste en catalogage et en dactylographie ont été retenus, et beaucoup de progrès ont été accomplis dans le nouveau catalogage de la bibliothèque.

Le personnel de la bibliothèque est actuellement au complet pour la première fois depuis plusieurs années.

Comme la préparation d'un nouveau catalogue est nécessairement lente et que le nouveau catalogue des livres en langue française n'est pas même commencé, nous avons demandé qu'une somme soit inscrite au Budget supplémentaire pour pourvoir à l'emploi temporaire de trois bibliothécaires diplômés, afin de mettre à jour le plus tôt possible le cataloguement des livres de la Bibliothèque du Parlement.

Nous avons également demandé dans le Budget supplémentaire une augmentation de nos crédits pour les livres et la reliure, qui sont fixés à $18,000 depuis trente ans. Le coût des livres, de la reliure, des abonnements et des autres services a augmenté à une allure vertigineuse au cours des dernières années, et il nous est impossible de continuer notre travail avec la somme actuelle.

Nous avons aussi demandé une somme d'argent pour faire face aux augmentations autorisées par la Commission du service civil et accordées à certains membres du personnel permanent, ainsi que pour pourvoir à une augmentation semblable aux membres du personnel temporaire, à compter du 1er octobre 1947. Le Sénat a déféré les recommandations de la Commission du service civil concernant les augmentations du personnel permanent au comité mixte de la Bibliothèque le 5 mai 1948, et la Chambre des communes a fait de même le 21 mai 1948.

Le tout respectueusement soumis.

Le bibliothécaire général,
(signé) FELIX DESROCHERS.

Le bibliothécaire parlementaire,
(signé) F. A. HARDY.

Ottawa, le 9 juin 1948.

Votre comité a l'honneur de présenter les recommandations suivantes:

1. Qu'étant donné l'augmentation du prix des livres, de la reliure et des abonnements, les crédits à cette fin, qui sont fixés à $18,000 depuis trente ans soient portées à $24,000.

2. Que le rapport soumis par la Commission du service civil du Canada au sujet des changements dans la rémunération accordée aux membres du personnel de la Bibliothèque du Parlement, déféré au présent comité par le Sénat le 5 mai 1948 et par la Chambre des communes le 21 mai 1948, soit approuvé comme il suit:

Conformément aux articles 12 et 61 de la Loi du service civil, la Commission du service civil recommande que les changements de rémunération suivants soient approuvés, à compter du 1er octobre 1947.

BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT, ANGLAIS, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT:

De:	3720	3840	3960	4080	3140
A:		4200	4380	4560	4800

BIBLIOTHÉCAIRE ADJOINT, FRANÇAIS, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT:

De:	3720	3840	3960	4080	4140
A:		4200	4380	4560	4800

COMMIS EN CHEF DES RÉFÉRENCES, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT:

De:	3120	3240	3360	3480	3600	3720
A:	3600	3720	3840	3960	4080	4200

COMMIS DES RÉFÉRENCES, BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT:

De:			2700	2820	2940	3000
A:	3000	3120	3240	3360	3480	3600

COMMIS-TENEUR DE LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE:

De:	1920	2040	2160	2280	2400
A:		2400	2520	2640	2700

PRÉPOSÉ AUX PÉRIODIQUES ET À LA RELIURE:

De:	1644	1704	1764	1824	1884	1944	2004	2064	2124	2184	2244
A:						2100	2160	2220	2280	2340	2400

Chaque employé en service le ou avant le 1er octobre 1947 touchera le taux de la catégorie indiquée immédiatement sous le taux qu'il touchait alors.

Les changements ci-haut mentionnés n'affecteront pas la date de l'augmentation annuelle présente des employés des catégories susdites.

(signé) C. A. BLAND,
Président.

(signé) A. THIVIERGE.
Commissaire.

(signé) S. G. NELSON,
Commissaire.

3. Qu'une augmentation de traitement semblable pour le personnel temporaire de la Bibliothèque, avec rétroactivité au 1er octobre 1947, soit approuvée.

4. Qu'afin de hâter la préparation du nouveau catalogue de la Bibliothèque, l'emploi temporaire de trois autres bibliothécaires diplômés soit autorisé et qu'une somme soit inscrite au Budget supplémentaire pour payer les traitements de ces nouveaux employés.

5. Que les bibliothécaires soient autorisés à faire don au Conseil canadien pour la reconstruction, par l'entremise de l'UNESCO, de toute publication en double exemplaire dont la Bibliothèque du Parlement n'a pas besoin.

6. Qu'à titre de première mesure en vue de la création d'une bibliothèque nationale, on jette les bases d'un centre bibliographique en choisissant un bibliographe et un secrétaire compétents; et que cette question soit soumise au secrétaire d'Etat, avec la recommandation qu'un comité spécial soit institué pour diriger ce travail; et que des fonds suffisants soient accordés pour subvenir aux dépenses nécessaires.

7. Que le rapport des cobibliothécaires soit adopté.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (I-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des titres de biens-fonds",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (340), intitulé: "Loi concernant la fourniture d'énergie électrique dans les territoires du Nord-Ouest", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (341), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Yukon", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros deux cent quatre-vingt-quatre à deux cent quatre-vingt-quatorze inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Blanche Schwartz Rosenbloom, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Rosenbloom.

2. Demande ayant été faite aux fins d'obtenir la permission de retirer la pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence, et que les taxes parlementaires versées à l'égard de la Règle 140 soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Esther Leibof Kaufman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irving William Kaufman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold Clarence Simkin, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant des ventes, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolve son mariage avec Pearl Josephine Comlins Simkin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winnifred Emily Ford Salmon, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Berle Barcus Salmon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Arthur Herbert John Louth, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helena Grace Chalette Louth, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frank Potts, de la cité de Verdun, province de Québec, ingénieur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marguerita Leam Potts, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kenneth Wright Williamson, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Esther Catherine Tiberi Williamson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Goldman Adelstein, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseuse de manteaux, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Adelstein, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-douzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Cohen, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Doris Dubin Cohen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-treizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Katharine Lillian Cornish Mullin, de la cité de Lachine, province de Québec, téléphoniste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Llewellyn Michael Marpole Mullin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI 11 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quatorzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Orville Lester Bennett, du canton de Hull-Sud, province de Québec, surveillant de lignes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edith Winnifred Foley Bennett, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-quatre à deux cent quatre-vingt-quatorze, inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Lankszner".

Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Maude Victoria Giles Findlay".

Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à George Elias Heydenreich".

Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Guiseppina Cannuli Catalfamo".

Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Laurie Willett Allan".

Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Leon Schechter".

Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Evelyn Tutill Bobinsky".

Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Mary Phillips Slavin".

Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Laidley Lawrie Burke".

Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Kenworthy".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Ordres et Règlements concernant la Marine royale canadienne et l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* durant la période écoulée du 24 mai au 29 mai 1948, inclusivement.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (Y-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des banques d'épargne de Québec".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (Z-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles de la Saskatchewan".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (333), intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes", est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (N-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, et la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné relativement à la motion d'agrément au rapport du comité permanent des Transports et des communications, auxquels ont été renvoyés les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 58

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 15 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Provencher),
Bishop,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Calder,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Fafard,
Fallis,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
Jones,
King,
Kinley,
Lambert,
Léger,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGuire,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent quatre-vingt-quinze à trois cent onze, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quinzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de May Holmes Martin, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Frederick Martin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-seizième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georgette Mathias, de la cité de Montréal, province de Québec, dactylographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Francis Mathias, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dix-septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Odella Sweet Elliott, de la ville de Phillipsburg, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Alfred Elliott, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise à la pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dix-huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Charles Delafosse, de la cité de Montréal, province de Québec, conducteur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edna Evelyn Catherine Fennell Delafosse, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $75.00, et qu'un excédent de paiement de $25.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dix-neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Adelaide Jardine McDonald, de la cité de Toronto, province d'Ontario, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gordon McDonald, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois centième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith McLachlan Ward, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilbert Francis Ward, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent unième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eva Lamothe Paquin, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Joseph-Donat Paquin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $150.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Iris Lobar Kinnon, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Robert William Kinnon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent troisième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jeanne Obodofsky Newton, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice de machine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Edward Newton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent quatrième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Philip Sidilkofsky, de la cité de Montréal, province de Québec, voyageur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Ruth Alvina Bennett Sidilkofsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent cinquième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rhoda Marjorie Beacom Sadler, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Arthur Sadler, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent sixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Becky Herscovitch Moscovitch, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseuse en vêtements, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Benny Moscovitch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent septième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Stanley Ewens, du village de Eastman, province de Québec, manœuvre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lea Laplante Ewens, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que cette pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande que les taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140 soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent huitième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Veronica Conrick Pelley, de la cité de Montréal, province de Québec, serveuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilbert Joseph Pelley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $50.00, et qu'un excédent de paiement de $50.00 soit remboursé à la pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent neuvième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Bryan Hazel, de la cité de Montréal, province de Québec, soldat, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joyse Evelyn Balls Hazel, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la Règle 140 concernant le paiement des taxes parlementaires.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins la somme de $100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent dixième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Victorien Tremblay, de la cité de Montréal, province de Québec, chauffeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Vera Elsie Tremblay, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG.
Président adjoint.

Le LUNDI 14 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent onzième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pierre Behocaray, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, confiseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Catherine Behocaray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Durant la dernière session parlementaire le comité recommanda l'adoption d'un bill de divorce en la matière, qui fut effectivement adopté par le Sénat, mais ce bill fut rejeté par la Chambre des communes.

3. Le comité, après avoir entendu des témoignages additionnels à l'égard du pétitionnaire et de la défenderesse, recommande à nouveau l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage, se basant sur les témoignages rendus devant le comité au cours de la dernière session et les témoignages supplémentaires rendus au cours de la présente session, qui sont ci-annexés.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Sur motion, il est

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-quinze à trois cent onze, les précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (228), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec un amendement, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de le recevoir.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 14, ligne 27.—Après le mot "quarante-huit", ajouter "sauf l'article trente et un qui doit être tenu pour avoir été mis en vigueur le dix-neuvième jour de mai mil neuf cent quarante-huit".

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, auquel aété déféré le Bill (332), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Ledits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Pages 5 et 6.*—Retrancher la clause 8.
2. *Pages 6 et 7.*—Retrancher la clause 10.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné relativement à la motion d'agrément au rapport du comité permanent des Transports et des communications, auxquels ont été renvoyés les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du premier rapport du comité mixte des deux Chambres sur la Bibliothèque du Parlement.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (Y-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des banques d'épargne de Québec", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Z-11), intitulé: Loi modifiant la Loi des ressources naturelles de la Saskatchewan", est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (340), intitulé: "Loi concernant la fourniture d'énergie électrique dans les territoires du Nord-Ouest", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (341), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Yukon", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Ressources naturelles.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (337), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Code criminel", pour lequel elle désire l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Lankszner".

Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Maude Victoria Giles Findlay".

Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à George Elias Heydenreich".

Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Guiseppina Cannuli Catalfamo".

Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Laurie Willett Allan".

Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Leon Schechter".

Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Evelyn Tutill Bobinsky".

Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Mary Phillips Slavin".

Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Laidley Lawrie Burke".

Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Kenworthy".

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-quatre à deux cent quatre-vingt-quatorze, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 59

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 16 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Aylesworth (sir Allen),
Beaubien (Provencher),
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Bouffard,
Bourque,
Calder,
Copp,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Fafard,
Ferland,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hardy,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
King,
Kinley,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Macdonald (Cardigan),
MacLennan,
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McGuire,
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Stevenson,
Taylor,
Turgeon,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (196), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les allocations aux anciens combattants", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (198), intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (200), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (345), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission du tarif", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1948, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les assurances des anciens combattants",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec plusieurs amendements, pour lesquels elle sollicite l'agrément du Sénat.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 3.*—Retrancher l'article premier et le remplacer par le suivant:

> 1. Les alinéas *a*), *b*) et *c*) du paragraphe premier de l'article trois de la Loi sur l'assurance des anciens combattants, chapitre quarante-neuf des Statuts de 1944-1945, sont abrogés et remplacés par les suivants:

a) avec un ancien combattant en tout temps dans les *six* ans de sa libération du service ou dans les *six* ans qui suivent le vingtième jour de *février mil neuf cent quarante-cinq*;

b) avec la veuve ou le veuf d'un ancien combattant au cours de l'une ou l'autre desdites périodes, si le Ministre n'a pas conclu de contrat d'assurance avec l'ancien combattant;

c) avec la veuve ou le veuf d'une personne décédée en service durant la guerre, en tout temps dans les six ans du décès de cette personne ou dans les six ans qui suivent le vingtième jour de février mil neuf cent quarante-cinq;

d) avec une personne qui est membre de la Marine royale canadienne, de l'Armée canadienne (Armée active), ou du Corps d'aviation royal canadien (régulier), et qui était engagée dans le service pendant la guerre mais n'a pas été libérée d'un tel service, en tout temps dans les six ans qui suivent le premier jour d'avril mil neuf cent quarante-six;

e) avec un marin marchand qui recevait ou avait droit de recevoir une indemnité conformément au Décret autorisant le paiement d'une indemnité spéciale aux marins marchands, ou avec un marin qui recevait ou avait droit de recevoir une indemnité de service de guerre conformément au Décret autorisant le paiement d'une indemnité de service de guerre aux marins marchands, 1944, à toute époque dans les six ans qui suivent le vingtième jour de février mil neuf cent quarante-cinq; ou

f) avec toute autre personne, si une telle personne, en vertu de la Loi des pensions, reçoit une pension *pour invalidité* relative à la guerre, à toute époque dans les *six* ans qui suivent la date de l'octroi de cette pension, ou dans les *six* ans qui suivent le vingtième jour de février mil neuf cent quarante-cinq.

2. *Page 2, ligne 19.*—Immédiatement après "3" retrancher le mot "Le" et le remplacer par ce qui suit: "Les alinéas *a*), *b*), *c*), *d*) et *e*) du".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, auquel a été déféré le Bill (333), intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Lambert, du comité permanent des Relations extérieures, auquel a été déféré le Bill (248), intitulé: "Loi pourvoyant à l'exécution des traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (N-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, et la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (Y-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des banques d'épargne de Québec", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le rapport final de ce comité portant le numéro trois cent douze.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 15 juin 1948.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trois cent douzième et dernier rapport pour la session parlementaire 1947-1948, ainsi conçu:

STATISTIQUES SUR LE DIVORCE

1947-1948

Au cours de la présente session 331 pétitions pour bills de Divorces ont été présentées au Sénat et examinées par le comité des Divorces, dont voici le détail:

Pétitions entendues et recommandées,.....	295
Pétitions entendues et rejetées,.....	2
Pétitions retirées,.....	6
Pétitions qui ne sont pas prêtes pour la présente session,..	28
Total	331

Des pétitions recommandées durant la présente session, 79 ont été présentées par des maris et 216 par des épouses. Tous les pétitionnaires sont domiciliés dans la province de Québec.

Le comité a tenu 31 réunions. Durant 28 jours il a siégé en deux sections.

Dans 66 cas le comité a recommandé une remise partielle des taxes parlementaires.

A supposer que tous les bills de Divorces recommandés par le comité et actuellement à divers stades d'étude devant le Parlement reçoivent la sanction royale, les chiffres comparatifs de dissolutions de mariages accordées par le Parlement depuis dix ans s'établissent comme suit:

1939	50
1940	62
1941	49
1942	73
1943	92
1944	111
1945	179
1946	290
1947	348
1947-1948	295

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le Sénat passe à la prise en considération dudit rapport.

Après débat, il est
Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

L'honorable Président présente le rapport suivant:

OTTAWA, le 9 décembre 1947.

A SON HONNEUR
le PRÉSIDENT du Sénat,

Monsieur le président,

Le 9 juillet 1947, le Sénat adoptait la résolution suivante:

> Que la substance du rapport final du comité permanent des divorces soit déférée au conseiller parlementaire du Sénat pour examen et rapport dès l'ouverture de la prochaine session du Parlement.

La substance du rapport qu'on avait demandé au soussigné d'étudier est contenue dans le dernier paragraphe du rapport du comité et se lit ainsi qu'il suit:

> Considérant que le nombre de demandes de divorces accuse une montée en flèche et qu'il est susceptible de s'accroître davantage, et que cette année ces pétitions ont atteint un chiffre sans précédent, le Comité exprime l'avis que le Parlement s'emploie énergiquement à trouver sans délai une solution au difficile problème que pose cette question dans la province de Québec, afin que le comité ne soit plus tenu de s'en occuper.

Le soussigné a étudié les diverses propositions formulées de temps à autre au Sénat ou ailleurs et tendant à la solution du problème que posent les divorces intéressant la province de Québec de façon que le comité ne soit plus tenu de s'en occuper. En conséquence, le soussigné vous fait savoir que ces propositions tendent à donner à un tribunal compétence pour connaître des demandes de divorce émanant de la province de Québec.

Huit des neuf provinces canadiennes possèdent actuellement des tribunaux qui entendent les causes de divorce. Ces tribunaux n'appliquent pas la loi d'une façon uniforme.

Voici, en résumé, les lois en vigueur dans chaque province:

Nouvelle-Ecosse

Une loi adoptée avant la Confédération, chapitre 13 du statut de Victoria, 29 (1866), institue un tribunal de divorce dans la province et décrète que le divorce peut être accordé pour cause de consanguinité, d'adultère, de cruauté et d'impuissance.

Nouveau-Brunswick

Une loi adoptée avant la Confédération, chapitre 5 du statut de George III, 51 (1791), institue un tribunal de divorce dans la province et décrète que le divorce peut être accordé pour cause de consanguinité, d'adultère et d'impuissance.

Ile du Prince-Edouard

Une loi adoptée avant la Confédération, chapitre 10 du statut de Guillaume IV, 5 (1835), institue un tribunal de divorce dans la province, composé du lieutenant-gouverneur et de cinq membres du conseil, et décrète que le divorce peut être accordé pour cause de consanguinité, d'adultère ou d'impuissance.

Les trois lois précitées ont été maintenues en vigueur par l'article 129 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Colombie-Britannique

La loi de l'Angleterre relative au divorce, à compter de 1857, sauf les modifications qu'elle a subies depuis en vertu des lois relatives au divorce adoptées par le Parlement du Canada, s'applique à la Colombie-Britannique et les tribunaux de la province ont compétence pour entendre les causes de divorce.

Manitoba, Saskatchewan et Alberta

La loi de l'Angleterre relative au divorce et à la dissolution du mariage, version du 15 juillet 1870, sauf les modifications qu'elle a subies depuis en vertu des lois relatives au divorce adoptées par le Parlement du Canada, s'applique dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta et les Cours supérieures de ces provinces ont la compétence voulue pour entendre les causes de divorce.

Ontario

La Cour suprême de l'Ontario tient sa compétence en matière de divorce et de dissolution du mariage, de la loi des divorces (Ontario), chapitre 14 du Statut du Canada, 1930. Cette dernière tendait à appliquer la loi de l'Angleterre relativement à la dissolution et à l'annulation du mariage, version du 15 juillet 1870 dans la mesure où on pouvait l'appliquer à la province d'Ontario et dans la mesure où elle n'avait pas été abrogée à l'égard de cette province par l'une quelconque des lois du Parlement du Royaume-Uni ou par une loi du Parlement du Canada ou bien par la loi de 1930 et dans la mesure où elle était changée, modifiée ou revisée, à l'égard de la province, par une telle loi.

Les raisons motivant le divorce en Angleterre sous le régime de la loi en vigueur dans ce pays en 1870 étaient, sur pétition du mari, l'adultère; sur pétition de la femme: l'inceste, la bigamie accompagnée d'adultère, le viol, la sodomie,

la bestialité, l'adultère accompagné d'une cruauté telle que sans qu'il y ait adultère la femme eût droit à un divorce *a mensa et thoro,* l'adultère accompagné de la désertion sans raison valable pendant au moins deux ans.

Voici quelles sont les lois du Canada adoptées depuis 1870 et qui modifient la loi anglaise en cette matière: la loi du mariage et du divorce, chapitre 127 des Statuts revisés du Canada, 1927; la loi de juridiction du divorce, 1930; et la loi sur les appels de divorce en Colombie-Britannique, 1937. Le chapitre 127 des Statuts revisés codifie plusieurs lois relatives au divorce en vigueur avant 1927, notamment le chapitre 41 des lois de 1925 qui abolissait la "double norme" au Canada.

Dans la province de Québec il n'existe aucune loi du divorce et le Code civil stipule, à l'article 185, que seule la mort naturelle de l'un des deux époux peut dissoudre le mariage; du vivant des deux époux, le mariage est indissoluble. C'est là une loi antérieure à la Confédération que maintient en vigueur l'article 129 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le Parlement du Canada peut la modifier mais, depuis la Confédération, cette loi n'a subi aucune modification sauf dans le cas de particuliers; de plus, les tribunaux de la province de Québec ont toujours considéré le Parlement du Canada comme le seul tribunal pouvant légitimement accorder le divorce à une personne domiciliée dans la province de Québec. Si, par conséquent, le Parlement du Canada adopte une loi instituant une cour de justice destinée à connaître du divorce dans Québec, il doit faire davantage, c'est-à-dire rédiger une loi que cette cour sera chargée d'administrer; en d'autres termes, adopter une loi du divorce pour Québec. En quoi consistera cette loi, voilà une question qu'il incombe au Parlement d'étudier.

On a formulé diverses propositions à l'égard du tribunal, qui, le cas échéant, aurait compétence en matière de divorce dans la province de Québec. La proposition qui rallie l'assentiment de certains consiste à donner à la Cour supérieure de Québec compétence en matière de divorce, accordant ainsi à Québec le même traitement à cet égard qu'aux autres provinces et prévoyant que la loi serait la même que celle qui est en vigueur en Ontario. Si Québec doit avoir une loi du divorce, il faudrait, pour plusieurs motifs, accorder à ce tribunal la compétence nécessaire pour l'appliquer. C'est le tribunal qui connaît des autres droits civils des personnes domiciliées dans Québec.

On a proposé de conférer la compétence en matière de divorce à la Cour d'Echiquier du Canada et de rendre applicable à Québec la loi anglaise de 1870 concernant la dissolution du mariage; la loi relative à la dissolution du mariage dans Québec serait donc la même que celle de l'Ontario.

En vertu d'une troisième proposition, la Cour d'Echiquier du Canada recevrait compétence en matière de divorce pour tout le Canada, lorsqu'une des deux parties habite le Canada, et qu'on donne à la Cour supérieure de chaque province compétence dans la province, lorsqu'une des deux parties habite la province, mais qu'on fasse exception dans le cas de la Cour supérieure de Québec. Cette proposition aurait pour effet de donner à la Cour d'Echiquier compétence exclusive en matière de divorce dans la province de Québec et compétence commune avec celle des autres tribunaux dans les autres provinces.

Une autre proposition instamment formulée par certains auteurs, tend à l'établissement d'un nouveau tribunal de divorce pour le Dominion ayant compétence exclusive en matière de mariage et de divorce.

Nul secteur de l'opinion publique dans la province de Québec n'appuie l'une quelconque des propositions formulées jusqu'ici. Sénateurs et députés de la province ont toujours refusé de donner le droit, à une personne domiciliée dans Québec, de demander à un tribunal un décret de dissolution d'un mariage célébré dans Québec.

Si le Parlement décide de régler le problème du divorce dans la province de Québec par des moyens non parlementaires, il lui faudra d'abord adopter une loi de divorce pour la province puis conférer la compétence en vue de son application à l'un ou l'autre des tribunaux existants ou établir un autre tribunal à cette fin.

Respectueusement soumis,

Le légiste et conseiller parlementaire du Sénat,
J. F. MacNEILL.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les bills suivants:

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Leibof Kaufman".

Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Clarence Simkin".

Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Emily Ford Salmon".

Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Herbert John Louth".

Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Potts".

Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Wright Williamson".

Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Goldman Adelstein".

Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à George Cohen".

Bill (I-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Katharine Lillian Cornish Mullin".

Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Orville Lester Bennett".

Lesdits bills sont lus les première et deuxième fois.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (339), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (228), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée, la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Finances au Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion visant à l'agrément du rapport du comité permanent des Transports et communications, auquel ont été déférés les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934".

Après débat,

L'honorable sénateur Kinley propose:
Que ledit rapport ne soit pas adopté, mais que les amendements apportés par la Chambre des communes à ce bill soient renvoyés immédiatement à un comité plénier, pour plus ample étude.
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier relativement auxdits amendements.

(En comité)

L'amendement No 1 est lu, et il est proposé qu'il ne soit pas agréé mais qu'il soit modifié en retranchant les mots "employé uniquement à la pêche, d'au plus cent cinquante tonneaux de jauge brute,", et en leur substituant "employé principalement à la pêche, d'au plus deux cents tonneaux de jauge brute,", les raisons alléguées étant les suivantes:

Il n'a pas été apporté raison suffisante pour justifier les changements à la loi originale. L'amendement de la Chambre des communes est trop restreint et constituerait un fardeau et une charge à la navigation des navires de faible tonnage sur les eaux côtières et secondaires.

La question d'agrément étant posée sur ledit amendement,
Elle est résolue par l'affirmative.

Les amendements numéros 2 et 3 sont lus et agréés.

Subséquemment, le Sénat reprend sa séance, et
L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, rapporte que le comité a étudié lesdits amendements et l'a chargé d'en faire rapport, avec une modification à l'amendement No 1, et l'agrément des amendements numéros 2 et 3.

Etant posée la question d'agrément des amendements apportés par la Chambre des communes à ce bill, tel qu'amendé,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a accepté les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934", avec un amendement y effectué, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (340), intitulé: "Loi concernant la fourniture d'énergie électrique dans les territoires du Nord-Ouest", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (337), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-quinze à trois cent onze, les précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (347), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer, la Loi de la Cour de l'Echiquier et la Loi des juges, 1946", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 60

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 17 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Hurtubise,	Mullins,
Aylesworth (sir Allen),	Duffus,	Hushion,	Murdock,
Beaubien (Provencher),	Dupuis,	King,	Quinn,
Beauregard,	Euler,	Kinley,	Raymond,
Bishop,	Ferland,	Lacasse,	Robertson,
Bouchard,	Gershaw,	Léger,	Robinson,
Bourque,	Gouin,	Macdonald (Cardigan),	Roebuck,
Buchanan,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Hardy,	McDonald (Shediac),	Sinclair,
Copp,	Hayden,	McGuire,	Stevenson,
Crerar,	Horner,	McKeen,	Taylor,
Davies,	Howard,	Moraud,	Turgeon,
Dessureault,	Howden,		Veniot,
	Hugessen,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (344), intitulé: "Loi modifiant la Loi du dimanche", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (348), intitulé: "Loi concernant les Statuts revisés du Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (341), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Yukon", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (Z-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles de la Saskatchewan", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à May Holmes Martin".
Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgette Mathieu".
Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Odella Sweet Elliott".
Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert-Charles Delafosse".
Bill (O-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Adelaide Jardine McDonald".
Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith McLachlan Ward".
Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Lamothe Paquin".
Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Iris Lobar Kinnon".
Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne Obodofsky Newton".
Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Sidilkofsky".
Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhoda Marjorie Beacom Sadler".
Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Becky Herscovitch Moscovitch".
Bill (W-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Conrick Pelley".
Bill (X-12), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bryan Hazel".
Bill (Y-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Victorien Tremblay".
Bill (Z-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Pierre Behocaray".

Lesdits bills sont lus séparément les première, deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Sur motion de l'honorable sénateur Crerar, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (F-7), intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie dite *Western Pipe Lines*", soient remboursées à M. D. A. McIlraith, C.R., conseiller judiciaire des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Leibof Kaufman".
Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Clarence Simkin".
Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Emily Ford Salmon".
Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Herbert John Louth".
Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Potts".
Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Wright Williamson".
Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Goldman Adelstein".
Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à George Cohen".
Bill (I-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Katharine Lillian Cornish Mullin".
Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Orville Lester Bennett".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Finances au Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu".

L'honorable sénateur Sinclair propose que lesdits amendements soient agréés.

En amendement, l'honorable sénateur Robertson propose que lesdits amendements ne soient pas maintenant agréés mais qu'ils soient déférés au comité permanent des Finances, pour plus ample étude.

Etant posée la question sur la motion en amendement,
Elle est résolue par l'affirmative, et
Ordonné en conséquence.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour l'étude des amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants",

L'honorable sénateur Robertson propose que lesdits amendements soient déférés au comité permanent des Banques et du commerce, pour étude.

Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative, et
Ordonné en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (196), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les allocations aux anciens combattants", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (198), intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (200), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (345), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission du Tarif", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1948, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (347), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer, la Loi de la cour de l'Echiquier et la Loi de 1946 sur les juges", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la considération du rapport final du comité permanent des Divorces portant le numéro trois cent douze, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 61

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 21 juin 1948

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fallis,	Léger,	Murdock,
Ballantyne,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Quinn,
Beauregard,	Haig,	Marcotte,	Robertson,
Bouchard,	Hayden,	McDonald (Shediac),	Robinson,
Bourque,	Horner,	McDonald (Kings),	Roebuck,
Buchanan,	Howard,	McKeen,	Sinclair,
Calder,	Howden,	McLean,	Stevenson,
Daigle,	Hugessen,	Moraud,	Taylor,
David,	Hurtubise,	Mullins,	Turgeon,
Davies,	King,		Vaillancourt,
Duff,	Lacasse,		Veniot,
Duffus,	Lambert,		White,
Euler,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (I-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (Z-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles de la Saskatchewan",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (228), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements apportés par le Sénat à ce bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (E-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé l'amendement qu'il a apporté aux amendements à ce bill qu'elle a effectués.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (195), intitulé: "Loi tendant à l'examen, à la conciliation et aux règlements des différends du travail", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à une période ultérieure de la présente séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (349), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique", pour lequel elle sollicite son agrément.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (365), intitulé: "Loi modifiant la Loi des traitements", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur White, du comité mixte des deux Chambres sur les travaux d'impression du Parlement, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 18 juin 1948.

Votre Comité a étudié la liste ci-jointe des documents déposés au Sénat et à la Chambre des communes durant la présente session et recommande qu'ils ne soient pas maintenant imprimés.

Le tout respectueusement soumis,

GERALD V. WHITE,
Président suppléant, section du Sénat.

3a. 1. Des personnes ne résidant pas dans le district de Mackenzie et dans le territoire du Yukon ont-elles présenté des pétitions au parlement ou au gouvernement demandant de ne pas ajouter au Yukon le district de Mackenzie?

2. Des résidents du district de Mackenzie ou du territoire du Yukon ont-ils demandé au parlement ou au gouvernement d'ajouter au Yukon, à titre de district électoral, le district de Mackenzie ou l'une des parties de ce district? Dans l'affirmative, quels sont ces résidents, à qui ont-ils présenté leurs requêtes et quand?

3. Au cours de la présente session ou de la législature actuelle, et avant les prochaines élections fédérales générales, le gouvernement présentera-t-il une mesure législative en vue de constituer le district de Mackenzie en un district électoral et de donner à ce district le droit d'élire un député pour le représenter à la Chambre des communes du Canada?

4. Sinon, le gouvernement, au cours de la présente session, présentera-t-il une mesure en vue de modifier la Loi sur la députation, afin de détacher cette partie du district de Mackenzie ajoutée au district électoral de Yukon-Mackenzie River?

3b. Des résidents du district de Mackenzie et du territoire du Yukon n'ont-ils pas demandé au parlement ou au gouvernement de ne pas ajouter le district de Mackenzie au Yukon?

5a. 1. Quel est le nombre d'employés au service du ministère de l'Agriculture dans chacune des provinces?

2. Quel est le nombre d'employés, dans chacune des provinces, qui relèvent du Conseil national de recherches et font des travaux de recherche en rapport avec l'agriculture?

3. Quel est le montant global des salaires payés à ces employés pour chaque province?

4. Quel est le montant des dépenses occasionnées pour faire lesdites recherches, en outre des salaires?

6. Rapport des conventions passées aux termes de la Loi de 1939 sur la vente coopérative des produits agricoles, telle que modifiée, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947.

7. Rapport sur le fonctionnement de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours de la campagne agricole de 1946-1947.

7a. 1. En donnant les traitements et dépenses de chacun, quels sont les noms des hommes embauchés en vertu de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, dans la Saskatchewan, au cours de 1947?

2. Parmi ces hommes, combien, et lesquels d'entre eux, sont d'anciens combattants?

7b. Au cours des années 1945, 1946 et 1947, quel montant a été perçu, par province, sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies et quel en a été le coût de la perception?

9a. 1. Combien y a-t-il de divisions au ministère des Affaires extérieures?
2. Quelles sont les attributions et fonctions de chacune de ces divisions?
3. Quel est le chef de chacune de ces divisions?
4. Quel est le salaire de chacun de ces chefs?
5. Combien y a-t-il d'employés dans chacune de ces divisions?
6. Quel est le montant total annuel versé en traitements dans chacune de ces divisions?

9b. 1. Combien avons-nous d'ambassades canadiennes?
2. Quels sont les noms de ces ambassades canadiennes?
3. Quels sont les fonctionnaires supérieurs attachés à chacune d'elles?
4. Quels sont les autres fonctionnaires attachés à chacune d'elles?
5. Combien avons-nous d'employés dans des postes subalternes dans les ambassades canadiennes?
6. Combien avons-nous d'employés dans des postes supérieurs dans les ambassades canadiennes?
7. Quel est le salaire de chaque fonctionnaire supérieur?
8. Quel est le salaire de chacun des autres fonctionnaires?

11d. Arrêté en conseil C.P. 3946, approuvé le 1er octobre 1947: autorisant le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures de souscrire, au nom du Canada, un instrument d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, à la réserve qu'une exonération d'impôts établis, par quelque loi édictée au Canada, sur les traitements et émoluments, ne s'étend pas à un citoyen résidant ou ayant sa résidence ordinaire au Canada.

15. Rapport sur la classification des prêts et des dépôts dans les banques à charte du Canada, à la date du 30 septembre 1947. Statuts du Canada, 1944-1945, chapitre 30, paragraphe trois de l'article 118.

16. Relevé des soldes, etc., restés impayés dans les banques à charte du Canada au 31 décembre 1947. Statuts du Canada, 1944, chapitre 30, article 118 (3).

17. Relevé des actionnaires des banques à charte du Canada pour l'année 1947. Statuts du Canada, 1944, chapitre 30, article 118 (3).

18. Relevé des soldes, etc., restés impayés dans les banques constituées en corporation sous le régime de la Loi des banques d'épargnes de Québec au 31 décembre 1947. Statuts du Canada, 1944, chapitre 39, article 10.

19. Relevé des actionnaires des banques constituées en corporation sous le régime de la Loi sur les banques d'épargne de Québec pour l'année 1947. Statuts du Canada, 1944, chapitre 39, article 9.

22. Rapport sur le fonctionnement de la Loi de la pension du service civil pour l'année financière expirant le 31 mars 1947. Statuts du Canada, 1947, chapitre 54, article 12.

22a. Copie de tous télégrammes, correspondance et mémoires échangés entre tout groupement représentant des fonctionnaires civils fédéraux retraités et tout membre du cabinet ou fonctionnaires de ministère, datés depuis le 1er janvier 1947, relativement à une indemnité de cherté de vie ou toute autre allocation supplémentaire aux fonctionnaires civils fédéraux retraités.

23. Rapport du surintendant de l'assurance sur le fonctionnement de la Loi de l'assurance du service civil au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1947, en vertu des dispositions du chapitre 23, article 21, S.R.C., 1927.

26. Rapport des vérificateurs sur le fonctionnement de la commission du prêt agricole canadien, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947, comprenant le rapport du fonctionnement de la Loi sur les prêts aux pêcheurs canadiens. S.R.C., chapitre 66, article 14.

28. Rapport sur le fonctionnement de la Loi sur les arrangements entre créanciers et agriculteurs pour l'année financière expirant le 31 mars 1947. Statuts du Canada, 1943, chapitre 26, article 42.

29. Amendements aux règlements de la commission de contrôle du change étranger. Statuts du Canada, 1946, chapitre 53, paragraphe 3 de l'article 35.

29a. Arrêté en conseil C.P. 5017, approuvé le 8 décembre 1947: règlements sur les cadeaux de Noël.

Arrêté en conseil C.P. 5124, approuvé le 11 décembre 1947; modification aux Règlements sur le contrôle des changes et leurs Annexes, édictés par l'arrêté en conseil C.P. 5215, approuvé le 19 décembre 1946, tel que modifié.

29b. Combien a-t-on nommé d'administrateurs, régisseurs ou autres fonctionnaires pour remplir les fonctions découlant de l'arrêté en conseil C.P. 4678, en indiquant, avec la date de nomination de chacun, *a*) les nouveaux titulaires, *b*) les permutations d'autres services du gouvernement?

29c. D'où provenaient les sommes acquises par la Commission de contrôle du change étranger, qui a augmenté ses réserves de $461,000,000, le 17 décembre 1947, à $514,000,000, le 31 janvier 1948, sous les chapitres suivants: *a*) exportation de marchandises aux Etats-Unis; *b*) exportation d'or; *c*) dépenses des touristes lors de leur voyage au Canada; *d*) intérêts et dividendes; *e*) transport de marchandises par voie terrestre et maritime; *f*) le Royaume-Uni; *g*) tout autre pays; *h*) or acquis et détenu; *i*) toutes les autres sources, en spécifiant, si possible, les plus importantes?

29d. 1. Combien d'obligations émises ou garanties par l'Etat canadien et dont la date d'échéance est de plus de cinq ans ont été acquises par le gouvernement du Canada ou par l'un de ses organismes, ou en leur nom, au cours de chacun des six mois antérieurs au 1er février 1948?

2. *a*) La Commission de contrôle du change étranger a-t-elle encore en sa possession le montant total des fonds canadiens qu'elle a obtenus par suite de la vente des dollars américains en 1947, ou en a-t-elle fait remise de quelque partie au Receveur général? *b*) Quels placements la Commission de contrôle du change étranger a-t-elle opérés à même le solde de ces fonds canadiens encore en sa possession?

29e. Relevé des montants des devises étrangères autres que la monnaie des Etats-Unis, en cours le 31 décembre 1947, dont le gouverneur en conseil a autorisé l'achat ou l'acquisition avec les deniers du Compte du fonds des changes. Statuts du Canada, 1946, chapitre 53, article 5 (4).

29f. Relevé du montant des avances au Compte du fonds des changes à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, en cours le 31 décembre 1947. Statuts du Canada, 1946, chapitre 53, article 7 (2).

34. Dixième rapport annuel sur le fonctionnement de la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938, pour l'année terminée le 31 décembre 1947. Statuts du Canada, 1938, chapitre 33, article 10.

35. Rapport de la commission des champs de bataille nationaux pour l'année financière expirant le 31 mars 1947. Statuts du Canada, 1908, chapitre 57, article 12.

38. Etats des bénéfices et frais d'exploitation courants des banques à charte du Canada pour l'année financière 1947, ainsi que de la moyenne pour les exercices financiers de 1933 à 1947. Statuts du Canada, 1944, chapitre 30, article 53 (10).

40. Arrêté en conseil C.P. 1080, approuvé le 16 mars 1948: renouvellement de la garantie, pour une période d'un an, à dater du 1er mai 1948, d'un bon du trésor de la province du Manitoba représentant une somme de $3,350,000.00 détenu par la Banque Royale du Canada, au taux de 1·40 pour cent l'an.

41. Dépenses, à la date du 20 novembre 1947, relevant du crédit No 74, dépenses imprévues, Loi des subsides No 5, 1947.

42. Déclaration au sujet des avances consenties sur le régime de la Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946).

47. Arrêté en conseil C.P. 738, approuvé le 27 février 1947: autorisant la distribution du paiement des subventions de pêche, pour l'année financière 1946-1947, en vertu des dispositions du chapitre 74, S.R.C., 1927, intitulé: "Loi ayant pour objet d'encourager le développement des pêches maritimes et la construction de navires de pêche".

48. Arrêté en conseil C.P. 3821, approuvé le 23 septembre 1947: émission de permis aux navires de pêche des Etats-Unis sur la côte de l'Atlantique pour l'achat de boëtte, glace, seines, lignes et autres approvisionnements et agrès.

49a. Télégrammes, correspondance et autres documents échangés, depuis le 1er janvier 1947, entre le ministère de la Justice et toute personne, au sujet de la nomination d'un juge pour le district judiciaire de Dauphin, Manitoba.

53. Arrêté en conseil C.P. 637, approuvé le 20 février 1948: révocation de l'arrêté en conseil C.P. 7355 du 15 décembre 1945, modifié par l'arrêté en conseil C.P. 268 du 23 janvier 1947, sauf dans ses dispositions relatives aux personnes qui, ayant présenté une demande de rapatriement, se sont mises en route pour le Japon avant le 5 décembre 1947.

Arrêté en conseil C.P. 804, approuvé le 2 mars 1948: délimitant "la zone côtière" dans la province de la Colombie-Britannique, de façon à y inclure toutes les îles à l'ouest de la ligne commençant au poste-frontière No 7, sur la frontière internationale séparant le Canada et l'Alaska, etc., et défendant l'entrée en Colombie-Britannique aux personnes qui sont dans cette zone, sauf sur la délivrance d'un permis octroyé par le ministre du Travail ou en son nom.

54a. 1. A-t-on vendu et livré de l'huile et de la gazoline au pénitencier de Saint-Vincent de Paul au cours des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom, la place d'affaires et la résidence respective des fournisseurs?

3. Quelle quantité a été livrée par chacun des fournisseurs au cours des années ci-dessus et à quel prix?

54b. 1. Au cours des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948, a-t-on fourni du lait au pénitencier de Saint-Vincent de Paul?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom des fournisseurs?

3. Quelle quantité a été livrée pour chacune des années ci-dessus?

4. Quel a été le prix payé au cours des mêmes années?

54c. 1. Au cours des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948, a-t-on nommé des employés au pénitencier de Saint-Vincent de Paul?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces employés et quel était le lieu de leur résidence respective au moment de leur nomination?

57c. Arrêté en conseil C.P. 559, approuvé le 17 février 1948: renouvellement des accords sur la main-d'œuvre agricole avec les provinces pour l'année financière 1948-1949.

57d. Rapport des commissaires nommés pour faire enquête sur le différend survenu entre la *Colonial Steamships Limited,* la *Sarnia Steamships Limited* et l'Union canadienne des marins.

58. Règlements édictés et approuvés sous le régime de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, pour la période du 11 avril au 12 novembre 1947, constituant un amendement aux règlements de 1946 sur l'assurabilité contre le chômage, dispensant de l'assurabilité les artistes de la radio, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3844, approuvé le 23 septembre 1947.

58a. L'arrêté en conseil C.P. 5051, approuvé le 8 décembre 1947: établissement des conditions requises, pour le paiement de prestations d'assurance-chômage, pendant la morte-saison, aux marins affectés à la navigation intérieure.

58c. Arrêté en conseil C.P. 5200, approuvé le 18 décembre 1947: règlements, en français et en anglais, relatifs à la date et aux régions où deviennent payables les contributions à l'égard d'un emploi auquel s'appliquent les dispositions de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage, dont l'extension a été prévue par l'arrêté en conseil C.P. 4854 du 3 décembre 1947 portant, de $2,400 à $3,120 par année, le maximum de l'assurabilité.

58e. 1. Combien d'anciens combattants recevaient des prestations d'assurance-chômage au cours des mois de *a*) septembre, *b*) octobre, *c*) novembre 1947?

2. Combien d'anciens combattants recevaient des allocations de chômage au cours des mois de *a*) septembre, *b*) octobre, *c*) novembre 1947?

58f. Arrêté en conseil C.P. 587, approuvé le 24 février 1948: extension de l'assurabilité à l'égard des arrimeurs à partir du 1er avril 1948.

58g. Arrêté en conseil C.P. 1071, approuvé le 16 mars 1948: règlements sur l'assurabilité contre le chômage des personnes employées dans le chargement et le déchargement des navires.

58h. Règlements édictés et approuvés en vertu de la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage pour la période du 7 avril au 3 mai 1948 et approuvés par l'arrêté en conseil C.P. 1501 du 13 avril 1948: règlement modifiant les Règlements de 1947 sur les prestations d'assurance-chômage, approuvés par l'arrêté en conseil C.P. 5583 du 31 décembre 1947.

58i. Arrêté en conseil C.P. 1907, approuvé le 29 avril 1948: modification des Règlements de 1947 sur les prestations d'assurance-chômage, en vue de décréter qu'à compter du 31 mai 1948 le lundi sera le jour où commence la semaine de réclamation.

58j. Rapport annuel de la Commission de l'assurance-chômage pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

59a. Arrêté en conseil C.P. 4733, approuvé le 19 novembre 1947: pourvoyant à la nomination de nouveaux membres au Conseil consultatif de la formation professionnelle.

59b. Arrêté en conseil C.P. 76/666, approuvé le 20 février 1948: extension, jusqu'au 1er avril 1952, du pouvoir d'accorder une aide financière fédérale à l'égard des dépenses de capital effectuées par les provinces relativement à la continuation et la poursuite de la formation professionnelle, pourvu que tous les projets soient approuvés avant le 1er avril 1948.

Arrêté en conseil C.P. 80/666, approuvé le 20 février 1948: partage égal, entre le gouvernement fédéral et les provinces qui en sont venues à des ententes, des frais de traitements et de voyage des surveillants ou inspecteurs de la formation professionnelle des apprentis.

59c. Arrêté en conseil C.P. 1146, approuvé le 25 mars 1948: fusionnant en un seul accord les diverses catégories de formation poursuivies en vertu d'ententes financières entre le fédéral et les gouvernements provinciaux. Les catégories de formation comprennent: formation des anciens combattants, formation des ouvriers chômeurs, formation de la jeunesse et aide aux étudiants, formation des contremaîtres et surveillants. Le nouvel accord, en vertu duquel le gouvernement fédéral défraiera, à part égale, la formation de toutes les personnes.

59d. Copie du rapport du Directeur de la formation, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, sur le travail accompli par la division de la formation, à qui incombe l'administration des divers projets de formation connus sous le titre de formation professionnelle canadienne et autorisés par la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle.

60a. Arrêtés en conseil adoptés aux termes de la Loi sur les réserves forestières et sur les parcs, chapitre 78, article 22, S.R.C., depuis le dernier rapport au Parlement.

60b. 1. Quels sont les noms et occupations des employés du gouvernement fédéral au parc national de Riding Mountain?

2. Quels sont les traitements ou salaires actuels des personnes ci-haut mentionnées?

3. Ont-elles reçu des augmentations de traitements ou salaires depuis le 1er janvier 1945? Dans l'affirmative, quels en sont les montants et à quelles dates?

60c. Quels sont les lacs et les rivières, dans la province d'Alberta, auxquels s'appliquent les règlements fédéraux de la pêche?

61. Arrêtés en conseil adoptés aux termes de la Loi fédérale des terres, chapitre 113, article 75, S.R.C., depuis le dernier rapport au Parlement.

63. Relevé annuel supplémentaire des permis octroyés aux termes du paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi de l'immigration, indiquant les personnes admises au Canada, au cours de l'année civile, au 31 décembre 1947.

63a. Tous télégrammes, lettres, contrats ou autres documents reçus par tout ministère du gouvernement, depuis le 1er avril 1947 jusqu'à date, de la part de sociétés, compagnies ou autres employeurs, concernant la venue au Canada, en vue d'y travailler, de personnes provenant de camps de personnes déplacées.

63b. Arrêté en conseil C.P. 3230, approuvé le 12 août 1947: autorisant le paiement des frais de transport des personnes amenées au Canada comme domestiques du port d'entrée au Canada aux endroits de leur emploi au pays.

63c. 1. Quels sont les noms de tous les employeurs canadiens qui ont eu l'autorisation de recruter des particuliers dans les camps de personnes déplacées ou dans d'autres endroits en Europe en vue de leur emploi au Canada?

2. Quels sont les noms de tous les employeurs canadiens qui ont eu l'autorisation de faire venir au Canada, en vue d'un travail spécialisé, des ressortissants ennemis ayant une compétence particulière?

63d. 1. Combien de personnes ont émigré au Canada en 1947?

2. Quelle en est la répartition *a*) par pays d'origine, *b*) par sexe, *c*) par classification de profession, *d*) par âge?

3. Combien étaient des personnes déplacées et quel est leur emploi *a*) par province, *b*) par classification d'occupation?

63e. Au cours de l'année écoulée ou de toute autre période récente plus commode, combien a-t-on *a*) examiné, *b*) accepté, d'immigrants éventuels pour le Canada, dans les villes européennes suivantes: Oslo, Norvège; Copenhague, Danemark; Stockholm, Suède; Berne, Suisse?

63f. Arrêté en conseil C.P. 1009, approuvé le 9 mars 1948: en vertu duquel le gouvernement fédéral s'engage à défrayer les frais de transport et de déplacement du port d'entrée au Canada aux endroits de leur emploi au pays, de 4,500 domestiques en provenance de camps de personnes déplacées.

63g. Télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre la division de l'immigration du ministère des Mines et des ressources, et l'un de ses fonctionnaires et l'Association médicale canadienne, les organismes autorisés à permettre la pratique de la médecine ou l'un de leurs fonctionnaires, relativement *a*) à l'admission au Canada de médecins réfugiés, *b*) à l'octroi de certificats aux médecins réfugiés qui entrent au Canada à d'autres titres que ceux de médecins.

63h. 1. Le gouvernement signe-t-il un contrat avec les immigrants qui viennent actuellement au Canada pour y travailler?

2. Dans l'affirmative, quels sont les termes d'un tel contrat?

3. Pour quelle période de temps le gouvernement leur garantit-il de l'ouvrage?

4. Le gouvernement rembourse-t-il aux compagnies minières une partie du salaire ou des gages payés aux immigrants embauchés dans les mines du nord-ouest de Québec? Dans l'affirmative quel montant et dans quelle proportion?

5. Les immigrants employés dans les mines du nord-ouest de Québec paient-ils le même taux d'impôt sur le revenu que les mineurs canadiens? Sinon, pour quelle raison?

6. Pour quelle période de temps les compagnies minières sont-elles tenues de garder les immigrants à leur emploi?

7. Les compagnies minières sont-elles tenues d'engager ces immigrants?

64. Etat des ventes de terres et des baux en vertu des dispositions de la loi des Indiens, article 64, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

65. Liste des avances de secours consenties à des Indiens, en vertu des dispositions de l'article 94-B de la loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

66. Liste des Indiens émancipés sous le régime de la Loi des Indiens, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1948, indiquant en même temps la somme versée à chaque Indien ainsi émancipé, S.R.C., 1927, chapitre 98, article 113.

67. Arrêtés en conseil modifiant les dispositions de la Loi sur la convention au sujet des oiseaux migrateurs, depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 1er, chapitre 16, Statuts de 1932-33.

69. Etat relatif aux permis de boissons alcooliques octroyés en vertu de la Loi des Territoires du Nord-Ouest, article 92, chapitre 142, S.R.C., 1947, depuis le dernier rapport au Parlement.

70. Ordonnances du commissaire du conseil des Territoires du Nord-Ouest, depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 13 du chapitre 142, S.R.C., Loi sur les Territoires du Nord-Ouest.

70a. Copie des accords, documents et correspondance octroyant à la *Consolidated Mining and Smelting Company* et à la *Ventures Limited* le privilège de la prospection des minéraux sur une étendue de plus de cinq cents milles carrés, au sud ou aux environs du Grand Lac des Esclaves et indiquant les limites de cette étendue de cinq cents milles carrés.

72. Liste des allocations et ajustements des grains de provende, de semence et des dettes de secours, avec le détail des remises et quittances, tel qu'exigé par l'article 2, chapitre 51, S.R.C., Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne.

73a. Ordonnances et règlements relatifs à la Marine royale canadienne, l'Armée canadienne et le Corps d'aviation royal canadien (aux termes de l'article 40 de la Loi sur le service naval, article 141 de la Loi de la milice, et de l'article 16 de la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien).

73b. 1. Combien de missions militaires et/ou d'attachés militaires (pour la marine, l'armée ou l'aviation) le Canada a-t-il nommés auprès des pays étrangers?

2. Dans quels pays trouve-t-on ces missions ou attachés militaires?

3. Quels sont les noms des officiers qui sont chefs de ces missions ou ont été nommés à titre d'attachés militaires?

4. Quels sont leurs traitements et allocations?

73c. 1. Le 31 décembre 1947, combien de personnes étaient à l'emploi de la Commission d'inspection du Canada et quels étaient leurs salaires?

2. Quel est le président de la Commission et quels sont les directeurs des divers services de cette Commisison et quels sont leurs salaires?

3. Actuellement quelles sont les fonctions de la Commission?

4. Depuis le 31 mars 1947, a-t-on nommé de nouveaux membres à la Commission?

5. Dans l'affirmative, ces titulaires ont-ils fait du service outre-mer?

6. Quelle est, par province, la répartition actuelle du personnel de la Commission?

73d. Arrêté en conseil C.P. 1739, approuvé le 20 avril 1948: établissement d'un conseil qui sera désigné sous le nom de Conseil industriel pour la défense.
Arrêté en conseil C.P. 1740, approuvé le 20 avril 1948: nomination de Harry John Carmichael, C.M.G., comme président, de J.-Edouard Simard, comme vice-président, et de James Richardson Donald, O.B.E., B.A., B.S.C., William Knoll, James Geoffrey Notman, Clarence Wallace et William A. Wecker, comme membres de ce conseil.

73e. Lettre adressée par l'honorable Brooke Claxton à M. Carmichael et décrivant le travail assigné au Conseil industriel pour la défense.

73f. Quel prix le ministère de la Défense nationale (division de l'Armée) payait-il, en Colombie-Britannique, pour chacune des denrées figurant au barème du coût de la vie: *a*) en août 1939, *b*) en novembre 1941, *c*) en novembre 1945, *d*) en décembre 1947?

74. Ordonnances et règlements pour le Corps d'aviation royal canadien (aux termes de l'article 16 de la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien).

75. Ordonnances et règlements pour l'armée canadienne (aux termes de l'article 141 de la Loi de la milice).

76. Ordonnances et règlements de la Marine royale canadienne (aux termes de l'article 40 de la Loi sur le service naval).

76b. 1. En 1942, 1943, 1944 et 1945, combien coûtait, par tonne, le mazout utilisé sur les navires de la Marine royale canadienne aux endroits suivants: à Esquimalt, Halifax, Saint-Jean de Terre-Neuve, aux Bermudes et à Londonderry, Irlande?
2. Combien coûte actuellement, par tonne, le mazout utilisé sur les navires de la Marine royale canadienne dans les ports canadiens?

77. Etat des pensions, allocations, gratifications ainsi que des services permanents et des comptes de pensions, tel que l'exigent les paragraphes A, B, C de l'article 57 de la Loi des pensions de la milice, chapitre 59, S.R.C., 1927, pour l'année financière expirant le 31 mars 1947.

79. Etat relatif aux règlements établis aux termes de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du bien-être social, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Aussi,—Etat relatif aux règlements établis aux termes de la Loi des médicaments brevetés pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Et aussi,—Etat relatif aux arrêtés en conseil ou règlements adoptés aux termes de la Loi de la santé dans les entreprises publiques, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

81a. Combien *a*) d'hommes, *b*) de femmes, ont été à l'emploi de l'Office national du film au Canada au cours de 1947?
2. L'Office national du film a-t-il maintenu des bureaux ou agences en dehors du Canada au cours de 1947?
3. Dans l'affirmative, *a*) où étaient-ils situés; *b*) quel a été le coût de chacun; *c*) quel a été le montant total versé en traitements à ces employés dans ces bureaux par l'Office national du film?
4. Combien *a*) d'hommes, *b*) de femmes étaient à l'emploi de l'Office national du film en dehors du Canada au cours de 1947?

5. Quels sont *a*) les noms, *b*) les fonctions, *c*) les traitements, *d*) les dépenses de ces employés au cours de ladite année?

6. Quels sont les noms de tous les employés au service de l'Office national du film au Canada au cours de 1947, et quelle somme a été versée à chacun en salaire et frais de dépenses au cours de ladite année?

81b 1. Quel ministère du gouvernement défraie le coût du service téléphonique à l'Office national du film?

2. Quel ministère du gouvernement paie les frais d'appels téléphoniques interurbains de l'Office national du film et de ses employés?

3. Durant 1947, à Ottawa, combien y avait-il de téléphones dans les bureaux de l'Office national du film?

4. En 1947, quel a été le coût total de ce service téléphonique à l'Office?

5. En 1947, quel a été le coût total des frais d'appels interurbains pour le compte de l'Office?

6. Quelle est l'autorisation nécessaire pour qu'un employé de l'Office national du film puisse faire un appel interurbain aux frais du gouvernement?

7. Durant 1947, quel a été le coût total de tous les téléphones dont se servait l'Office national du film et de ses employés, en dehors d'Ottawa?

8. Quel ministère du gouvernement en a payé les frais?

9. Durant 1947, quel a été le coût total des frais d'appels téléphoniques interurbains faits au nom de l'Office national du film?

81c 1. L'Office national du film a-t-il un personnel spécial affecté à la prise et à la production des photographies?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre?

3. Quels sont les noms de ces employés?

4. Combien a-t-on produit de photographies au cours de l'année 1947?

5. A-t-on vendu de ces photographies en 1947?

6. S'il en est ainsi, combien en a-t-on vendues et à quel prix par copie?

7. Quelles étaient, dans chaque cas, les dimensions des photographies, en indiquant si elles étaient en blanc et noir coloriées?

8. Quelle somme totale a-t-on obtenue de la vente des photographies en 1947?

9. Quel a été le coût estimatif des dépenses de prise, de matériel, de temps, de voyage et autres frais pour la production de ces photographies au cours de 1947?

81d Copie de catalogues, bulletins, annonces et autres ouvrages publiés au cours de 1947 par l'Office national du film ou l'un de ses services au Canada ou en pays étrangers.

81e 1. Le gouvernement, au cours des années de guerre, a-t-il fait l'achat d'équipement cinématographique destiné aux services de guerre ou à des fins d'amusement, etc.?

2. Dans l'affirmative, quel montant total a-t-on déboursé pour cet équipement?

3. A-t-on aliéné cet équipement et par quel intermédiaire?

4. Des organisations de service de guerre ont-elles reçu une aide financière en vue d'acheter cet équipement et, dans l'affirmative, quelles sont ces organisations et quelle somme a été octroyée à chacune?

81f 1. Au cours des mois de janvier et février 1948, combien de photographies ont été réalisées par l'Office national du film?
2. Combien de copies de ces photographies l'Office a-t-il vendues?
3. Quelles en étaient les dimensions; à quel prix les a-t-on vendues; et étaient-elles en noir et en blanc ou coloriées?

81g. Combien de ciné-projecteurs l'Office national du film possède-t-il?
2. Quelle est la dimension et la valeur de chaque modèle de ciné-projecteurs et sont-ils neufs ou usagés?
3. Combien de ciné-projecteurs de chaque modèle y a-t-il dans chacun des bureaux de l'Office national du film, et fait-on le prêt de ces projecteurs à d'autres conseils du film mixtes ou indépendants?

81h. L'Office national du film a-t-il au Canada d'autres bureaux, succursales ou studios que ceux d'Ottawa?
2. Dans l'affirmative, où sont situés ces bureaux, succursales ou studios?
3. L'Office national du film paie-t-il loyer pour les locaux ainsi occupés et, dans l'affirmative, combien à l'égard de chaque propriété?
4. Si l'Office national du film ne paie pas lui-même le loyer de ces propriétés, quel est le nom du ministère qui en acquitte le loyer ou l'entretien et quel est le montant payé pour le loyer ou l'entretien de chaque succursale, bureau ou studio?

81i. 1. En 1947, combien a-t-on présenté de films tournés par l'Office national du film et quel est le titre et le métrage de chacun
2. Quels ont été les films de 16 mm.?
3. Quels ont été les films muets et les films sonores?
4. En 1947, combien de films ont été tournés par d'autres producteurs pour le compte de l'Office national du film et quel a été le coût total?
5. En 1947, dans quels pays étrangers a-t-on représenté des films de l'Office national du film et combien dans chaque pays?

84. Etat des recettes et dépenses sous le régime de la Partie V de la Loi de la marine marchande (Marins malades dans la misère) pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

85a. 1. Combien y a-t-il de ports de la douane et de l'accise dans chaque province?
2. Combien y a-t-il d'aéroports et d'aérodromes d'entrée et de sortie pour les fins de la douane dans chacune des provinces canadiennes?
3. A quel endroit chacun de ces ports est-il situé?
4. Quels ports de chaque catégorie a-t-on établis depuis le commencement de la guerre?
5. Quelle différence y a-t-il, pour les fins de la douane, entre les termes "aéroports" et "aérodromes"?

85b. 1. Quelles sont les catégories de marchandises frappées par la taxe d'accise fédérale de 25 p. 100 et, parmi elles, quelles sont celles sujettes à exemption ou à un rabais?
2. Quelles sont les catégories de marchandises dont on interdit toute importation: *a*) des Etats-Unis d'Amérique uniquement; *b*) de Grande-Bretagne uniquement; *c*) des autres pays uniquement; *d*) de tous autres pays?
3. A l'égard des pays spécifiés dans la deuxième question, quelles sont les catégories de marchandises sujettes à un contingentement déterminé d'importation?

4. *a*) Pour quelles catégories de marchandises importées des pays spécifiés dans la deuxième question doit-on se procurer un permis d'importation? *b*) Qui émet ces permis et qui autorise leur émission?

5. Sur quelles catégories de marchandises d'exportation y a-t-il: *a*) embargo total; *b*) embargo partiel et dans quelle mesure; *c*) obligation de se prémunir de permis d'exportation; *d*) ni embargo, ni obligation de se munir de permis d'exportation?

85c. 1. Qu'est-ce qui autorisait un résident du Canada à apporter des Etats-Unis d'Amérique, après y avoir demeuré 48 heures, des marchandises d'une valeur de $100.00 sans frais de douanes?

2. Combien de fois un résident du Canada pouvait-il profiter de ce règlement?

3. Le règlement est-il encore en vigueur?

4. Sinon, en vertu de quelle autorité a-t-il été aboli?

5. Dans l'affirmative, quelle portée a-t-il eu égard au programme actuel du ministre des Finances?

85d. De 1915 jusqu'à date, quelles ont été *a*) les avances, *b*) les réductions de taxe d'accise sur les cigarettes, les cigares et le tabac?

85e. Par année et par bureau régional, au 1er décembre 1947, à l'égard de combien de déclarations d'impôt sur le revenu n'avait-on pas établi d'évaluation?

85f. Copie de toutes les instructions adressées, depuis le 1er janvier 1947 jusqu'à date, aux fonctionnaires administratifs des bureaux de l'impôt sur le revenu relativement au paiement de l'impôt sur le revenu agricole.

85g. 1. Au cours de l'année financière finissant le 31 mars 1948, quelles provinces du Canada se sont abstenues de lever *a*) des impôts sur le revenu personnel, *b*) des impôts sur le revenu des corporations, *c*) des impôts corporatifs, *d*) des droits successoraux (tel que spécifié dans des conventions entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de certaines provinces aux termes des dispositions de la Loi de 1947 sur les conventions entre le Dominion et les provinces en matière de location de domaines fiscaux)?

2. Quel revenu le gouvernement fédéral a-t-il perçu, au cours de ladite année financière, dans chacune de ces provinces en *a*) impôts sur le revenu personnel, *b*) impôts sur le revenu des corporations, *c*) impôts corporatifs, *d*) droits successoraux?

3. Pour l'année financière finissant le 31 mars 1948, quel est le montant de la compensation totale payée et/ou payable à chacune de ces provinces aux termes des conventions faites à la suite de ladite loi?

86. Etat relatif à l'exportation du pétrole et du bois de pulpe; à l'accord entre le Canada et le Royaume-Uni relatif à l'impôt sur le revenu; à l'accord sur les droits successoraux entre le Canada et le Royaume-Uni; à l'accord sur l'imposition entre le Canada et les Etats-Unis.

89a. 1. Combien de bureaux de poste le gouvernement a-t-il érigés depuis le 1er janvier 1945?

2. Où et quand les a-t-il construits?

3. Quel était le revenu *a*) brut, *b*) net de ces bureaux de poste lors de leur construction?

89b. Télégrammes, lettres et autres documents que possède le ministère des Postes, depuis le 1er janvier 1947, relativement au tarif postal payable par le *Hudson Bay Post*, de Hudson-Bay, en Saskatchewan, ainsi qu'un état indiquant la somme hebdomadaire moyenne payée pour l'envoi postal du *Hudson Bay Post* au cours de 1947.

89c. Télégrammes, correspondance et autres documents que possède le ministère des Postes, depuis le 1er janvier 1947, au sujet de la nomination du maître de poste à Stenen, en Saskatchewan.

89d. Correspondance échangée, au cours des deux dernières années, entre le ministère des Postes et toute personne au sujet de la livraison du courrier par facteurs dans les villes de Rouyn-Noranda.

89e. Télégrammes, lettres et mémoires depuis le 16 mars 1948, relatifs à la nomination du maître de poste à Stenen, en Saskatchewan.

91. Rapport sur la vérification des comptes de la Commission du district fédéral pour l'année financière expirant le 31 mars 1947.

92. Arrêté en conseil C.P. 529, approuvé le 10 février 1948: transférant au ministère de la Reconstruction et des approvisionnements les pouvoirs, devoirs et fonctions confiés au ministre des Transports aux termes de la Loi sur la radio, 1938, la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, 1937, la Loi de l'aéronautique et en vertu des dispositions de la Loi de la marine marchande du Canada, 1934, relatives aux installations radiotélégraphiques, ainsi qu'à l'égard des divisions de l'aviation civile, de la météorologie et de la radio du ministère des Transports sous le régime de la Loi du ministère des Transports, 1936, ou de tout autre statut ou décret et de la régie et de la surveillance de ces divisions.

92a. Arrêté en conseil adopté aux termes de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 811, approuvé le 26 février 1948: transférant du ministère de la Défense nationale au ministère des Affaires des anciens combattants, à compter du 1er octobre 1947, la garde et l'administration des fiches de service et des dossiers personnels des anciens membres des forces armées du Canada et la distribution des décorations de service de guerre, etc.

92b. Copies d'arrêtés en conseil adoptés aux termes de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1929, approuvé le 29 avril 1948: transférant au ministre de la Reconstruction et des approvisionnements la régie et la surveillance du service télégraphique et téléphonique de l'Etat, à l'exception du service central téléphonique à l'usage des bureaux du gouvernement dans Ottawa et la région, ainsi que les fonctions dévolues au ministre des Travaux publics sous le régime de la Partie I de la Loi des télégraphes.

Arrêté en conseil C.P. 1930, approuvé le 29 avril 1948: transférant au ministère des Finances la régie du service téléphonique du gouvernement à l'usage des bureaux du gouvernement dans Ottawa et la région.

92c. Arrêté en conseil C.P. 2013, approuvé le 4 mai: transférant au ministre des Transports certains pouvoirs, attributions et fonctions dévolus au ministre de la Reconstruction et des approvisionnements à l'égard de l'aviation civile, les services de météorologie et de radio et en vertu des lois sur la radio et sur l'aéronautique.

93a. 1. En quelle année fut construite la ligne de télégraphe sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent?

2. Par qui cette ligne fut-elle construite?

3. Au mois de septembre 1947, quel était le parcours de cette ligne, son point de départ, son point d'aboutissement?

4. Quel fut le coût de construction de cette ligne?
5. A qui appartenait cette ligne jusqu'au mois de septembre 1947?
6. Pour les dix dernières années, quels furent les déboursés *a*) pour l'entretien de cette ligne; *b*) pour son exploitation; *c*) quels en furent les revenus?
7. Le 30 septembre 1947, combien de bureaux de télégraphes étaient-ils en opération sur cette ligne?
8. Le 30 septembre 1947, quels étaient les taux en vigueur sur cette ligne?
9. Le 30 septembre 1947, quel était le nombre d'appareils téléphoniques en usage comme accessoires à la ligne principale de télégraphe?
10. A qui appartient aujourd'hui cette ligne et si c'est une compagnie, quel en est le principal actionnaire?
11. Un contrat a-t-il été passé entre le gouvernement et le nouveau propriétaire? Dans l'affirmative, à quelle date fut signé ce contrat et pour quelles considérations et à quel prix?
12. Quel était, le 30 septembre 1947, le nombre d'employés permanents et temporaires sur cette ligne de télégraphe?
13. Existait-il, avant le 30 septembre 1947, des services gratuits sur cette ligne? Dans l'affirmative, en faveur de qui?

93b. Télégrammes, correspondance et autres documents échangés, au cours des derniers douze mois, entre le ministère des Travaux publics et toute personne, au sujet de la ligne télégraphique sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent.

93c. Contrats, ententes, baux intervenus entre le gouvernement fédéral, ou l'un de ses offices ou organismes, et la *St. Maurice River Boom and Driving Company*, depuis 1900 jusqu'à date, relativement au flottage du bois sur la rivière Saint-Maurice, dans la province de Québec?

93d. Tout rapport ou recommandation de l'Ingénieur en chef au ministre des Travaux publics relativement à la réparation, l'amélioration ou du déplacement du quai à Arrowhead, en Colombie-Britannique.

98a. 1. Combien de maisons d'habitation, jusqu'à date en 1947, ont été construites au Canada par les organismes suivants: *a*) la *Wartime Housing Limited; b*) l'*Integrated Housing; c*) la *Housing Enterprises Limited; d*) l'administration des terres aux anciens combattants; *e*) par tous autres organismes?
2. Combien de maisons d'habitation a-t-on commencé à construire au Canada en 1947, jusqu'à date?
3. Combien de maisons d'habitation destinées à être louées la Société centrale d'hypothèques et de logement s'est-elle engagée de construire en 1948 et dans quelles municipalités?

98b. Copie des renseignements envoyés, le 10 octobre 1947, par le gouvernement fédéral ou l'un de ses ministères, commissions ou corporations, aux maires des municipalités de 5,000 âmes ou plus, concernant la construction de logements.

98c. 1. Combien de maisons la *Wartime Housing* a-t-elle construites dans le township d'East-York, comté de York, et quel a été le coût total de chaque maison.
2. A-t-on accordé des sous-traités? Dans l'affirmative, quels sont-ils et à qui ont-ils été accordés?
3. Quel était l'entrepreneur général et quel était le contrat?
4. Quel est le loyer actuel ou proposé à l'égard de chaque maison?

5. Quel est le total des frais généraux à l'égard de chaque unité de l'entreprise et comment a-t-on établi ce coût?

6. Quels ont été les inspecteurs dans ce district; quelle était la durée de leur embauchage et quels salaires recevaient-ils?

7. Quelles étaient les qualifications de ces inspecteurs?

8. A-t-on reçu des plaintes au sujet de la construction ou du besoin de réparations de chacune de ces maisons? Dans l'affirmative, quelles sont ces plaintes?

9. Qui a conseillé le choix de l'emplacement de ces maisons?

10. Qui a fait l'installation des divers services, à savoir: chaussée, trottoirs, aqueduc, égouts, électricité ou embellissement, et quel a été le coût de chacun de ces services?

11. Quel a été le coût de l'achat ou du loyer de chaque terrain?

12. Certaines municipalités ont-elles aidé à défrayé quelque partie de l'entreprise et quel a été le montant de cette contribution?

13. Quelles dispositions a-t-on prises à l'égard des écoles dans ce district ou en vue de l'instruction des enfants demeurant dans ce district?

14. Quels sont les détails de tous les arrangements conclus avec la municipalité au sujet des taxes?

15. Quels sont les détails prévus pour la régie de l'entreprise et quel en est le coût?

98d. Relativement aux maisons mises à la disposition des anciens combattants dans ce qu'on appelle l'entreprise de *Quaker Road,* dans le comté de Welland, en Ontario: 1. D'où provient l'eau courante pour ces maisons?

2. Quel a été le coût initial de l'installation du système actuel de distribution?

3. Cet approvisionnement est-il jugé suffisant pour l'avenir?

4. Quelle est la taxe actuellement exigée des anciens combattants logeant dans ces maisons pour le service d'eau?

98e. 1. Combien de transformations de maisons ont été données à l'entreprise?

2. Combien ont été effectuées en régie intéressée?

3. Au 31 mars 1948, combien avait-on reçu à l'égard de chaque maison transformée?

4. Jusqu'à date, quel a été le coût d'entretien de chacune?

5. Au 31 mars 1948, quel était le montant dû à la Couronne à l'égard de chacune?

6. A quelles dates les entreprises ont-elles été parachevées?

98f. Dans les vingt entreprises fédérales de transformation de maisons effectuées dans le district de Hamilton, en Ontario, quels articles a-t-on récupérés dans chaque entreprise et quelle en était la valeur estimative?

98g. 1. Au cours des années 1947 et 1948 jusqu'à date, de quelles maisons de commerce et compagnies et de quels particuliers l'acheteur de la Société centrale d'hypothèques et de logement en Ontario a-t-il acheté du bois de construction et des matériaux de construction?

2. Dans chaque cas, quelle quantité de bois et de matériaux a-t-on achetée?

3. Dans chaque cas, quel en a été le coût?

4. A-t-on demandé des soumissions?

5. Dans l'affirmative, à l'égard de quels achats?

6. De quelle manière s'effectue le paiement des achats de bois et de matériaux?

7. Y a-t-il eu des cas où des sommes ont été versées en acompte avant la livraison des marchandises? Dans l'affirmative dans quels cas?

98h. Dans les vingt entreprises fédérales de transformation de maisons effectuées dans le district de Hamilton, en Ontario: 1. Combien de transformations de maisons ont été données à l'entreprise?

2. Combien ont été effectuées en régie intéressée?

3. Au 31 mars 1948, combien avait-on reçu à l'égard de chaque maison transformée?

4. Jusqu'à date, quel a été le coût d'entretien de chacune?

5. Au 31 mars 1948, quel était le montant dû à la Couronne à l'égard de chacune?

6. A quelles dates les entreprises ont-elles été parachevées?

98i. Correspondance, datée depuis le 1er janvier 1943, échangée entre le gouvernement fédéral, y compris tout ministre, département, division, commission ou compagnie dudit gouvernement, et la Ville de Toronto et/ou la commission d'embellissement de ladite ville, relativement au projet de construction de logements dans Regent Park.

99a. 1. Quels sont les noms de toutes les compagnies de l'Etat, y compris les compagnies établies au cours de la guerre?

2. Quel a été le montant que le gouvernement fédéral a avancé en dépenses d'immobilisation à chacune des compagnies de l'Etat?

3. Ces compagnies de l'Etat paient-elles ou ont-elles payé des intérêts et quelque montant à titre de dépréciation au gouvernement fédéral?

4. Les compagnies de l'Etat sont-elles régies par un conseil d'administration, ou sinon, à qui sont-elles responsables?

99b. 1. Quelles compagnies de l'Etat a-t-on fondées depuis le 1er janvier 1940?

2. Quels sont les noms des compagnies qui fonctionnent encore?

3. Quels sont les administrateurs et fonctionnaires supérieurs de chacune de ces compagnies?

4. Quels traitements, honoraires ou autres émoluments paie-t-on à chacun de ces administrateurs ou fonctionnaires?

5. Quel est le but ou la fin de chacune de ces compagnies?

6. Quelle est la mise de fonds de chacune de ces compagnies?

7. Quelles sont les usines, établissements ou autres propriétés de même genre que possède chacune de ces compagnies et quel est leur emplacement?

103a. 1. Combien de camions et de chariots de parc a-t-on remis à la Corporation des biens de guerre depuis la fin de la guerre?

2. Quel en est le nombre actuellement en possession de la corporation?

103b. 1. L'*Acadia Overseas Freighters Limited* a-t-elle acquis des navires du gouvernement canadien ou de la Corporation des biens de guerre?

2. Dans l'affirmative, quand, combien de navires a-t-elle acquis et de quelle catégorie et de tonnage?

3. A quelles conditions de paiement et à quel prix?

4. Quand en a-t-elle effectué le paiement?

5. Qui a mené, de part et d'autre, les négociations relatives à ces ventes?

6. L'offre de vente de ces navires a-t-elle été publique et, dans l'affirmative, à quelles conditions?

7. A-t-on demandé des soumissions pour l'achat des navires et, dans l'affirmative, à quelles conditions?

8. A-t-on reçu d'autres offres que celles de l'*Acadia Overseas Freighters Limited*, pour l'un ou l'autre de ces navires?

9. Comment le vendeur a-t-il établi son prix?
10. Quand l'*Acadia Overseas Freighters Limited* a-t-elle été constituée en corporation et quel est son capital autorisé et souscrit?
11. Quels étaient ses fonctionnaires et administrateurs, lors de ces achats, et quels sont-ils actuellement?
12. Harry Mathers est-il citoyen canadien?
13. Au nom de qui sont immatriculés actuellement ces navires? Cette immatriculation a-t-elle été changée?
14. Quels engagements, le cas échéant, l'*Acadia Overseas Freighters Limited* a-t-elle pris relativement *a*) à l'exploitation de ces navires, *b*) à leur revente, *c*) ou de toute autre façon?

103c. 1. La Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu à des particuliers ou à des établissements des couvertes d'hôpital non usagées?
2. Dans l'affirmative, à qui en a-t-on vendu?
3. Quel avait été le prix initial de ces couvertes?
4. A quel prix les a-t-on vendues?

105a. 1. Existe-t-il, dans la division de la citoyenneté du secrétariat d'Etat, un poste connu sous le nom d' "officier de liaison des jeunes"?
2. Dans l'affirmative, le poste est-il rempli?
3. Quel en est le titulaire et quand a-t-il été nommé?
4. Quelles sont ses qualifications et ses fonctions?
5. Quel a été, jusqu'ici, le domaine de son activité?
6. Se propose-t-il d'entrer en relations avec les groupements existants de jeunes? Dans l'affirmative, avec lesquels?
7. Ces groupements ont-ils été avisés de sa nomination?
8. Quelle est la nature des problèmes que ces groupements devraient lui soumettre?

105b. 1. Au cours de l'année civile 1947, combien a-t-on octroyé de certificats de naturalisation, et quelle en est la répartition par rapport à la citoyenneté antérieure des personnes naturalisées?
2. Combien de demandes de citoyenneté a-t-on refusées au cours de la même période?
3. Quelles ont été les raisons principales pour refuser ces certificats?

106a. Nouvelles échelles de traitements proposées à l'égard de certaines catégories dans le service civil du Canada; aussi, tableau indiquant les augmentations dans la solde et les allocations militaires des membres des forces armées.

106b. Rapport sur la revision des échelles de traitements proposées à l'égard de certaines catégories dans le service civil du Canada, comprenant les messagers, préposés aux ascenseurs, concierges, gardiens, nettoyeurs, emballeurs, aides d'hôpital et employés aux canaux et aux aéroports et officiers d'emploi et de réclamations à la Commission de l'assurance-chômage, ainsi que certaines autres catégories mineures.

106c. 1. Depuis le 23 juillet 1947, combien de fonctionnaires civils ont été nommés par le gouvernement fédéral ou l'un de ses offices, commissions ou organismes, à des positions comportant un salaire ou une allocation de $4,000 ou plus par année?
2. Quel est *a*) le nom, *b*) le salaire ou allocation, *c*) la fonction de chacun des fonctionnaires ci-haut mentionnés?
3. A quelle date chacun a-t-il été nommé?

106d. 1. Le 30 novembre 1947, quel était, y compris les employés des offices, commissions et corporations de l'Etat, le nombre total des fonctionnaires du gouvernement du Canada?

2. Quel était le montant total versé en traitements, salaires et allocations à ces employés au cours du mois de novembre 1947?

106e. 1. Le 30 novembre 1947, quel était, y compris les employés des offices, commissions et corporations de l'Etat, le nombre total des fonctionnaires du gouvernement du Canada?

2. Quel était le montant total versé en traitements, salaires et allocations à ces employés au cours du mois de novembre 1947?

106f. Depuis 1918, quelles revisions statutaires le gouvernement a-t-il apportées: 1. *a*) à la solde et aux indemnités des officiers militaires ayant au moins le grade d'officier de campagne ou son équivalent; *b*) à leur pension de retraite; *c*) à la solde et aux indemnités des simples soldats ou de leurs équivalents, et à leur pension de retraite?

2. A la solde et aux indemnités et à la pension de retraite *a*) d'un commissaire; *b*) d'un constable de la royale Gendarmerie à cheval du Canada?

3. Aux traitements et indemnités des ministres de la Couronne et des membres du Parlement?

4. Aux traitements et allocations et à la pension de retraite des juges de la Cour suprême?

5. Aux traitements et allocations et à la pension de retraite des commissaires du commerce et des hauts diplomates?

6. Aux traitements et allocations et à la pension de retraite des commissaires du service civil?

7. Aux traitements et allocations et à la pension de retraite des sous-ministres?

8. Aux traitements et allocations et à la pension de retraite des commis, grade 1?

9. Dans les contributions fédérales aux pensions de vieillesse?

10. Dans les allocations aux anciens combattants?

11. A l'égard des versements de pensions d'invalidité totale aux pensionnaires du service actif et/ou aux personnes à leur charge?

106g. 1. Quel est le nombre total des positions pour lesquelles la Commission du service civil a autorisé ou approuvé l'emploi de personnel temporaire, au cours de chacune des années financières 1945, 1946 et 1947 jusqu'à date?

2. Quel est le total des traitements annuels payés, au cours de chaque année financière complète, par suite de ces nominations?

3. Combien de ces nominations ainsi approuvées *a*) ont été rendues subséquemment permanentes; *b*) ont été maintenues sur une base temporaire; *c*) ont été révoquées en mettant fin au service des titulaires?

106h. 1. Combien d'anciens combattants ayant servi dans les deux guerres mondiales sont entrés au service du gouvernement fédéral entre le 1er avril et le 1er octobre 1947?

2. Combien de ces ex-militaires à double service la Commission des allocations aux anciens combattants emploie-t-elle actuellement?

3. Combien d'ex-militaires à double service ont été ajoutés au personnel de la Commission des allocations aux anciens combattants entre le 1er avril et le 1er octobre 1947?

4. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour la tournée entreprise par le colonel Philpott afin d'amener les maisons d'affaires à embaucher les ex-militaires d'âge avancé?

5. A-t-on établi quelque relevé du nombre d'ex-militaires d'âge avancé qui ont été embauchés par des maisons d'affaires à la suite de cette campagne? Dans l'affirmative, quel en est le nombre?

106i. 1. Combien a-t-on fait de nominations *a*) permanentes, *b*) temporaires au service civil au cours des années civiles 1945, 1946 et 1947?

2. Combien a-t-on fait de ces nominations à la suite d'examens de concours du service civil?

3. Dans combien de ces cas, y a-t-il eu examen *a*) écrit, *b*) oral, *c*) écrit et oral?

4. Dans le cas des nominations sans examen du service civil, sur quelle base et suivant quelle méthode ont-elles été faites?

5. Combien parmi les personnes nommées dans le service, dont il est fait mention à la question *a*), jouissent de la préférence accordée aux anciens combattants?

6. Dans le cas de nominations sans examen de la Commission du service civil, combien, parmi les titulaires, jouissent de la préférence accordée aux anciens combattants?

106j. 1. Depuis le 23 juillet 1947, combien de fonctionnaires civils ont été nommés par le gouvernement fédéral ou l'un de ses offices, commissions ou organismes, à des positions comportant un salaire ou une allocation de $4,000 ou plus par année?

2. Quel est *a*) le nom, *b*) le salaire ou allocation, *c*) la fonction de chacun des fonctionnaires ci-haut mentionnés?

3. A quelle date chacun a-t-il été nommé?

106k. 1. Au 31 décembre 1947, quel était le nombre total des employés du gouvernement fédéral à Halifax, en indiquant: *a*) le nombre d'hommes, *b*) le nombre de femmes, *c*) leur état matrimonial, *d*) la division du gouvernement à laquelle ils appartiennent, *e*) les catégories de salaire (sans tenir compte des salaires individuels)?

2. Combien ont été congédiés, ou ont été avisés de leur congé, depuis le 1er janvier 1948?

3. Combien y a-t-il de nouveaux employés depuis le 1er janvier 1948?

106l. Quel est le total des salaires payés par le gouvernement fédéral dans la province de Québec, au cours des années 1945, 1946 et 1947?

106m. 1. Le 31 décembre 1946, combien y avait-il d'hommes et de femmes à l'emploi de chaque ministère ou organisme du gouvernement, (1) à Ottawa, (2) en dehors d'Ottawa, en indiquant le nombre *a*) d'hommes, *b*) de femmes, dans chaque ministère ou organisme; d'employés, *c*) relevant du service civil, *d*) temporaires?

2. Le 31 décembre 1947 combien y avait-il d'hommes et de femmes à l'emploi de chaque ministère ou organisme du gouvernement, (1) à Ottawa, (2) en dehors d'Ottawa, en indiquant le nombre *a*) d'hommes, *b*) de femmes, dans chaque ministère ou organisme; d'employés *c*) relevant du service civil, *d*) temporaires?

106n. 1. Combien de fonctionnaires, au cours de 1947, ont été nommés par arrêté en conseil, sans avoir eu à subir l'examen de la Commission du service civil?

2. Quel est le nombre des fonctionnaires dont le salaire a été augmenté par arrêté en conseil, au cours de l'année 1947?

3. Quel est le nombre de ces employés qui reçoivent un traitement annuel: *a*) de plus de $10,000, *b*) de $8,000 à $10,000, *c*) de $6,000 à $8,000, *d*) de $4,000 à $6,000, *e*) de $2,000 à $4,000, *f*) de moins de $2,000?

106o. 1. Combien y a-t-il d'employés du service civil fédéral dans la province de Saskatchewan?

2. Combien d'employés civils fédéraux en Saskatchewan reçoivent un traitement: *a*) de moins de $1,000; *b*) de $1,000 à $1,200; *c*) de $1,200 à $1,400; *d*) de $1,400 à $1,600; *e*) de $1.600 à $1,800; *f*) de $1,800 à $2,000; *g*) de plus de $2,000?

106p. 1. Combien y a-t-il eu de vacances dans les divers ministères du gouvernement fédéral *a*) au cours de 1947, *b*) depuis le 1er janvier 1948?

2. *a*) Au cours de 1947, *b*) depuis le 1er janvier 1948, combien d'examens de concours la Commission du service civil a-t-elle annoncés en vue de remplir les vacances survenues dans les divers ministères du gouvernement fédéral?

3. Combien de demandes a-t-on reçues pour chaque examen *a*) au cours de 1947, *b*) depuis le 1er janvier 1948?

4. Combien a-t-on proclamé de candidats heureux à la suite de chaque examen, *a*) au cours de 1947, *b*) depuis le 1er janvier 1948?

5. Parmi les candidats heureux, combien ont été nommés pour remplir les vacances survenues *a*) au cours de 1947, *b*) depuis le 1er janvier 1948?

6. Parmi les candidats heureux, désignés à des emplois, combien étaient déjà au service du gouvernement fédéral *a*) au cours de 1947, *b*) depuis le 1er janvier 1948?

7. Parmi les candidats nommés, combien *a*) ont servi outre-mer, *b*) ont servi au Canada seulement; *c*) étaient des civils, *d*) étaient bilingues?

106q. 1. Au 31 mars 1948, quel était le nombre total des fonctionnaires employés par le gouvernement fédéral?

2. Au 31 mars 1948, quel était le montant total des salaires de ces fonctionnaires?

3. Quel est le nombre des fonctionnaires dans chaque ministère du gouvernement et quel est le montant total des traitements payés dans chaque ministère?

4. Au 31 mars 1948, quels étaient les noms des corporations commerciales de la Couronne ou des commissions actuelles du gouvernement fédéral et *a*) quel en était le nombre des fonctionnaires et le montant total versé en traitements; *b*) quels étaient les noms des directeurs ou administrateurs et le traitement octroyé à chacun?

106r. 1. Des fonctionnaires civils ou des employés temporaires du ministère des Munitions et approvisionnements ou du ministère de la Reconstruction, touchant un salaire annuel de $3,000 ou plus, ont-ils été transférés ou nommés à d'autres ministères au cours des années 1945, 1946 et 1947?

2. Dans l'affirmative, à quels ministères ces employés ont-ils été transférés, ou nommés, et quel a été le nombre des fonctionnaires civils et des employés temporaires transférés ou nommés à chaque ministère?

3. Quels salaires touchaient ces employés temporaires du ministère des Munitions et approvisionnements ou du ministère de la Reconstruction *a*) avant et *b*) après leur permutation ou nomination?

107. Rapport de la Commission du service civil indiquant les emplois exclus de l'application de la Loi du service civil, au cours de l'année civile 1947, en vertu des dispositions de l'article 59 de ladite loi, chapitre 22, S.R.C. 1927.

110a. 1. Au cours de chacune des cinq dernières années, quelle a été la quantité totale des impressions que le gouvernement fédéral a confiées à des imprimeries commerciales dans chaque province du Canada?

2. A l'égard de l'une quelconque ou de chacune des cinq dernières années, quels sont les noms et adresses des établissements qui ont reçu plus de $5,000 pour des travaux d'impression du gouvernement, et quelle somme a été payée à chacun?

3. A combien estime-t-on la valeur des impressions du gouvernement dans chacune des provinces canadiennes au cours de chacune des cinq dernières années?

111. Rapport, en date du 20 août 1947, sur la vérification des livres du Séquestre (Ordonnance du traité de paix de 1920), pour l'année expirant le 31 décembre, 1946, effectuée par MM. Price, Waterhouse et compagnie, comptables licenciés, de Montréal.

111a. Rapport, en date du 3 septembre 1947, sur la vérification des livres du Séquestre (1939), pour l'année expirant le 31 décembre 1946, effectuée par MM. Price, Waterhouse et compagnie, comptables licenciés.

111b. Rapport général sur les opérations du bureau du Séquestre, aux termes de la Loi sur le commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires), pour l'année terminée le 31 décembre 1947.

112a. Rapport, pour l'année civile 1947, sur les opérations prévues dans la Loi sur les permis d'exportation et d'importation. Statuts du Canada, 1947, 11 George VI, chapitre 17.

112b. L'arrêté en conseil du 27 novembre 1947, nommant W. D. Lowe au poste de directeur des achats au ministère du Commerce.

112c. Copie de l'Accord international sur le blé, daté à Washington, D.C., le 5 mars 1948.

112d. 1. Quelle quantité d'armes, de matériel de guerre, d'avions ou de pièces d'avions militaires, a été exportée du Canada en 1947 (en les énumérant suivant les catégories, les mois ainsi que les pays d'exportation)?

2. Quels ont été les exportateurs et quelle quantité de matériel de guerre chacun a-t-il exportée?

112e. 1. Au cours de chaque année, de 1930 à 1947 inclusivement, dans chaque province du Canada, combien d'agriculteurs exploitaient des fermes?

2. Au cours de la même période, dans chaque province, quel était le revenu agricole net?

113a. 1. Combien de boisseaux de seigle a-t-on importés, chaque mois, au Canada, au cours de 1947, et de quels pays?

2. Combien de boisseaux de seigle a-t-on exportés du Canada en 1947 et à destination de quels pays?

3. Quel montant de numéraire ou de fonds des Etats-Unis la Commission de contrôle du change étranger a-t-elle émis pour l'achat du seigle en provenance des Etats-Unis au cours de 1947?

113b. 1. Combien a-t-on importé de boisseaux de seigle, des Etats-Unis au Canada, au cours de chaque mois en 1946 et 1947?

2. Combien a-t-on payé en droits de douane au cours de ladite période?

113c. 1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes à l'effet qu'il semble y avoir insuffisance de seigle au Canada à l'égard des ventes du seigle livrable en mai et juillet?

2. Le gouvernement a-t-il reçu, des Etats-Unis d'Amérique, des demandes pour l'orge propre au maltage expédiée en transit dans ce pays et destinée à l'Est du Canada, en vue de l'échanger pour de l'orge de provende qui serait achetée au prix supérieur de l'orge propre au maltage?

3. Dans le cas de l'affirmative, de la part de qui?

4. Quelle réponse a-t-on donnée?

113d. 1. Au cours de 1947, combien de boisseaux d'orge ont été expédiés de l'Ouest canadien à destination des provinces de l'Est, à l'égard desquels le gouvernement canadien a payé les frais de transport à partir de l'est de la tête des Grands Lacs?

2. Sur ces envois, combien y avait-il de boisseaux d'orge propre au malte?

3. Combien de boisseaux de cette orge propre au maltage les brasseries de l'Est du Canada ont-elles reçus?

4. Le gouvernement a-t-il payé les frais de transport de cette orge à partir de l'est de la tête des Grands Lacs?

115. Règlements et ordonnances de la Commission canadienne du blé prescrivant la distribution, par ladite commission, de l'excédent provenant de ses opérations à l'égard des campagnes agricoles de 1940-41-42-43-44.

115a. 1. Au cours des années 1944, 1945, 1946 et jusqu'au 30 novembre de l'année 1947, quelle quantité de blé la Commission canadienne du blé a-t-elle vendue au Canada *a*) aux meuniers, *b*) aux fabricants de provende, *c*) aux distillateurs et à quel prix par boisseau à chacun?

2. Au cours des années 1944, 1945, 1946 et jusqu'au 30 novembre de l'année 1947, quelle quantité de blé a été vendue en dehors du Canada, et *a*) à quels pays, *b*) en quelle quantité à chacun de ces pays et *c*) quel prix a-t-on reçu par boisseau pour le blé vendu à chacun de ces pays?

115b. Rapport de la Commission canadienne du blé pour la campagne agricole de 1946-1947.

115c. Correspondance relative à la démission de M. F. L. M. Arnold de la Commission canadienne du blé.

115d. 1. Depuis 1935, quelles sommes ont été versées, chaque année, par le trésor fédéral, à l'égard des pertes encourues par la vente du blé?

2. Depuis 1935, quelle somme a-t-on payée, chaque année, pour subventionner le transport des céréales au Canada?

115e. Combien de personnes sont à l'emploi de la Commission canadienne du blé et quel en est le nombre, par classe, tels que hauts fonctionnaires, gérants, secrétaires, teneurs de livres, sténographes, etc.?

116a. 1. Quel est le montant total des garanties données par le gouvernement en vertu de l'article 22 (A) de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation?

2. Quels sont les divers pays qui ont reçu des garanties et quel montant pour chaque pays?

3. Quel est le montant total des garanties données aux exportateurs en vertu de l'article 13 ou de tout article de la Loi?

4. Quel est le montant respectif des dix garanties les plus élevées?

117a. 1. Combien de personnes sont à l'emploi du ministère des Transports à Prescott, en Ontario?

2. Quel est, dans chaque cas, le classement de ces employés ainsi que le salaire versé au mois ou à l'heure?

3. Combien de personnes sont à l'emploi du ministère des Transports à Parry Sound, en Ontario?

4. Quel est, dans chaque cas, le classement de ces employés ainsi que le salaire qui leur est versé au mois ou à l'heure?

118. Arrêté en conseil adopté aux termes de la Loi de l'aéronautique (1944), comme suit:

Arrêtés en conseil C.P. 2325, approuvé le 13 juin 1947: modification des règlements de 1948 sur l'aéronautique relativement à la nationalité et aux marques d'immatriculation des aéronefs.

118a. Arrêté en conseil C.P. 1341, approuvé le 6 avril 1948: modifiant les Règlements de la navigation aérienne, 1938, relativement au maintien, au Canada, de certains permis délivrés à des pilotes ou à des ingénieurs.

119a. Arrêté en conseil C.P. 1486, approuvé le 7 avril 1948: prescrivant que le barème de certains tarifs autorisés par l'Ordonnance N° 70425 de la Commission des Transports, en date du 30 mars 1948, soit appliqué.

119b. Arrêté en conseil C.P. 1487, approuvé le 7 avril 1948: ordonnant à la Commission des Transports du Canada de faire une enquête approfondie sur la structure tarifaire des chemins de fer et des compagnies de chemins de fer relevant du Parlement, en vue d'établir une structure de tarifs justes et raisonnables qui, dans des circonstances et des conditions substantiellement semblables, s'appliqueront également à toutes les personnes et à tous les endroits dans les diverses provinces et territoires du Canada, etc.

119c. Correspondance entre le gouvernement fédéral et les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, et de la commission des transports des Board of Trade des Provinces maritimes, relativement à la majoration du tarif-marchandises récemment octroyée aux chemins de fer canadiens par la Commission des transports du Canada.

119d. 1. Au cours de l'année 1947, quelle a été la quantité des marchandises transportées sur les Chemins de fer nationaux du Canada dans la région de l'Atlantique?

2. Quel en a été le coût d'exploitation?

3. Quel pourcentage d'augmentation des taux de transport était nécessaire pour équilibrer le budget du réseau régional?

119e. En se fondant sur la quantité des marchandises transportées et sur le coût de l'exploitation au cours de 1947, quel pourcentage d'augmentation des taux de transport était nécessaire pour équilibrer le budget *a*) des Chemins de fer nationaux du Canada, *b*) du Pacifique-Canadien?

121. Etat présenté par les Chemins de fer nationaux du Canada sur les travaux effectués durant l'année civile 1947, les dépenses y afférentes et le montant estimatif des dépenses pour l'année civile 1948 à l'égard de la construction d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, dans la province de Québec. Chapitre 41, 10 George VI, 1946.

121a. 1. Par mois, en 1945, 1946 et 1947, combien a-t-on transporté *a*) de wagons de marchandises, *b*) de camions, *c*) d'automobiles (1) de Borden, Ile du Prince-Edouard, à Tormentine, Nouveau-Brunswick, (2) de Tormentine, Nouveau-Brunswick, à Borden, Ile du Prince-Edouard?

2. Quelle était la nature des marchandises transportées dans les wagons?

3. Au cours des années ci-haut mentionnées, quel a été, par mois, le total des frais à l'égard, *a*) des wagons de marchandises, *b*) des camions, *c*) des automobiles?

123. Budget des dépenses des Chemins de fer nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'année civile 1948.

125. Etat des terres vendues par la compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien au cours de l'année terminée le 30 septembre 1947.

125a. 1. Au 1er septembre 1939, quel était le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Canada et dans les autres pays?

2. Quel est, actuellement, le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues dans les pays ci-haut mentionnés?

3. Le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il acquis quelques-unes des valeurs du Pacifique-Canadien détenues au Royaume-Uni? Dans l'affirmative, quelle est la valeur de ces acquisitions?

4. Quelle est la somme totale des valeurs du Pacifique-Canadien rapatriées du Royaume-Uni au Canada depuis le 1er septembre 1939, et qu'est-il advenu de toutes ces valeurs ainsi rapatriées?

5. Le gouvernement canadien a-t-il acquis des valeurs du Pacifique-Canadien après la première guerre mondiale? Dans l'affirmative, dans quelle mesure ont été faites ces acquisitions et de combien le gouvernement est-il encore le détenteur?

6. Le gouvernement canadien possède-t-il des valeurs du Pacifique-Canadien autres que celles qu'il a acquises à la suite de la première guerre mondiale?

127. Etat sommaire des recettes de quayage pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

128b. 1. Quels ports et havres au Canada sont actuellement administrés, exploités et régis par le Conseil des ports nationaux?

2. Quels ports et havres au Canada ne sont pas exploités par le Conseil des ports nationaux?

3. Le Conseil des ports nationaux a-t-il apporté quelque changement aux ententes financières ou à la politique financière régissant les ports et havres mentionnés aux questions un et deux?

4. De quels montants de leurs dettes respectives a-t-on relevé lesdits ports mentionnés aux questions un et deux, soit à l'égard de l'intérêt ou du principal, soit à l'égard des deux, indiquant le nom de chaque port et le montant de la dette dont chaque port a été respectivement relevé?

5. Quelles sont les dépenses totales qui ont été faites dans chacun de ces ports par le Conseil des ports nationaux, depuis sa création?

6. Quels sont les revenus provenant de ces ports, en indiquant, au complet et en détail, les tarifs, charges et autres taxes imposés par les autorités du port à l'égard des navires, cargos, loyers du rivage et des terrains, et tous autres tarifs, taux ou charges imposés, ou revenus perçus, dans chacun de ces ports et havres?

7. Quelle est la dette totale de chacun desdits ports?

129. Sommaire des droits de ports pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

130. Relevé des baux de quais, jetées et brise-lames pour l'année civile 1947, en conformité des dispositions de l'article 18 du chapitre 89, Loi concernant les ports et jetées du gouvernement.

131a. Arrêté en conseil C.P. 159/3240, approuvé le 13 août 1947; relatif à la formation des anciens combattants aveugles ou à demi-aveugles.

Arrêté en conseil C.P. 3597, approuvé le 5 septembre 1947: relatif aux dates de licenciement des membres des forces armées aux fins de traitement.

131b. Dans combien de cas la Commission des pensions a-t-elle refusé une pension à des anciens combattants de la deuxième guerre mondiale, dont on avait diagnostiqué l'invalidité comme étant psychopathique, sous prétexte qu'une telle affection était antérieure à leur enrôlement et n'avait pas été aggravée à la suite de leur activité de service?

131c. 1. Au cours des années finissant le 31 mars 1945, 1946 et 1947, et depuis le 31 mars 1947 jusqu'à date, quel montant le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il payé aux médecins et dentistes dans les comtés d'Essex, Kent et Lambton?

2. Pour chaque période, quel a été le montant payé à chaque médecin ou dentiste?

131d. Règlements établis sous le régime de la Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants.

131e. 1. Quel était le nombre de personnes à l'emploi du ministère des Affaires des anciens combattants à Toronto le 1er novembre 1947?

2. Quel était le nombre de personnes à l'emploi du ministère des Affaires des anciens combattants à Toronto le 31 janvier 1948?

3. Combien d'employés de ce ministère à Toronto ont été congédiés ou ont reçu un avis de congé au cours de la période du 1er novembre 1947 au 31 janvier 1948?

4. De ces employés congédiés, combien étaient âgés *a*) de plus de quarante ans, *b*) de plus de cinquante ans?

131f. Echelle des taux mensuels de pensions proposés, indiquant les augmentations accordées aux pensions pour invalidité, ainsi qu'échelle des allocations mensuelles de formation à l'égard de la formation professionnelle ou universitaire sous le régime des articles sept, huit et neuf de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants.

131h. Télégrammes, correspondance, arrêtés en conseil et autres documents échangés entre le ministère des Affaires des anciens combattants à Ottawa, et tout fonctionnaire du même ministère dans la province du Nouveau-Brunswick, ou toute autre personne, au cours des deux dernières années, relativement à la fermeture de l'hôpital militaire de Sussex, et aux facilités de logement offertes aux ex-militaires à l'hôpital Lancaster pour anciens combattants, à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick.

131i. Arrêté en conseil C.P. 988, approuvé le 9 mars 1948: présentation du rapport de la commission nommée sous le régime de la partie I de la Loi des enquêtes, S.R.C., 1927, aux termes de l'arrêté en conseil C.P. 4980 du 4 décembre, modifié par l'arrêté C.P. 75 du 8 janvier 1948, en vue de faire enquête sur les plaintes portées par Walter H. Kirchner, écuyer, M.C., D.C.M., secrétaire de la *Canadian Combat Veterans Association, Inc.*, de Vancouver, C.-B., au sujet de certains cas de service de pension et de traitement à l'égard desquels M. Kirchner avait exposé certains faits.

132. Copie des Règlements édictés sous le régime de la Loi d'établissement de soldats.

132a. 1. Combien d'anciens combattants de la première grande guerre ont demandé des prêts en vertu du plan de la Commission d'établissement de soldats?

2. Quel a été le montant total de prêts octroyés?

3. Depuis l'entrée en vigueur du plan jusqu'au 31 décembre 1947, quel a été le montant total des intérêts accrus?

4. Quel a été le taux d'intérêt exigé?

5. Quel taux le gouvernement a-t-il versé pour l'usage de ce crédit?

6. De qui a-t-il obtenu ce taux?

7. Jusqu'au 31 décembre 1947, quel a été le montant remboursé *a*) en principal, *b*) en intérêts?

8. Aux termes des diverses mesures législatives, quels montants a-t-on annulés?

9. Au 31 décembre 1947, quel était le montant total encore dû *a*) en principal, *b*) en intérêts?

10. Depuis l'entrée en vigueur du plan jusqu'au 31 décembre dernier, combien de colons *a*) ont signé des contrats de renonciation, *b*) ont reçu un avis d'évacuation dans les 30 jours?

11. Le 31 décembre dernier, combien de colons étaient encore endettés envers la commission?

12. Combien parmi ces derniers ont plus de soixante-dix ans?

134. Arrêté en conseil C.P. 4329, approuvé le 24 octobre 1947: relatif au temps qu'un ancien combattant a consacré à son entraînement professionnel dans une faculté de médecine ou d'art dentaire.

Arrêté en conseil C.P. 4559, approuvé le 7 novembre 1947: relatif à l'octroi de secours aux anciens combattants-agriculteurs dans les zones de blé du printemps tel que le définit la Loi de 1939 sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

Arrêté en conseil C.P. 4653, approuvé le 14 novembre 1947: relatif aux dates auxquelles les membres des forces navales, militaires ou aériennes du Canada, permanentes ou intérimaires, cesseraient d'être en activité de service aux fins de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Etat financier sous le régime de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants pour l'année budgétaire expirant le 31 mars 1947.

134a. 1. A l'égard de chaque maison construite sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, *a*) dans le township de Sarnia, comté de Lambton, *b*) dans les districts des fermes Roseland et Oliver, comté d'Essex, quels sont les frais relatifs (1) aux terrains, (2) aux chemins, (3) aux égouts ou au drainage, (4) aux conduites principales d'eau, (5) à l'électricité et à toutes les autres dépenses d'établissement?

2. Existe-t-il, à l'égard de chaque maison, une estimation du coût des faux frais de l'entreprise, par unité, comprenant *a*) la surveillance des inspecteurs, *b*) les dépenses du bureau régional ou de district?

3. Dans l'affirmative, quel est ce coût par unité?

4. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé, jusqu'à date, dans les entreprises *a*) du district du township de Sarnia, *b*) des fermes Roseland et Oliver?

5. Quelles sommes, s'il y a lieu, sont encore impayées?

6. Y a-t-il des réclamations pour le compte du gouvernement ou contre lui actuellement en litige? Dans l'affirmative, quels en sont les détails?

7. Des anciens combattants, dans quelque partie du Canada, ont-ils obtenu des contrats d'achat de maisons sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants à un prix inférieur à celui payé par le gouvernement? Dans l'affirmative, quels en sont les détails complets?

134b. Quel est, depuis le 1er janvier 1947, le coût des réparations entreprises à l'égard de chaque maison construite sous l'empire de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans les townships d'East-York et de Scarboro, dans le comté de York?

2. Les réparations effectuées avant le 1er janvier 1947 sont-elles comprises dans le coût des maisons ci-dessus? Sinon, quel est le montant de ces réparations?

3. Depuis le 1er janvier 1947, en plus des réparations aux maisons ci-dessus, quels frais d'immobilisations ou autres ont été payés, ou sont ou seront payables, à l'égard des travaux actuellement exécutés dans les townships d'East-York et de Scarboro, dans le comté de York?

134c. Combien d'anciens combattants ont été établis sur des fermes, sous l'empire de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans chacune des municipalités rurales et des districts d'améliorations locales en Saskatchewan?

134d. 1. Combien a-t-on fait de demandes sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans chacune des provinces d'Alberta, de Saskatchewan et de Manitoba, au cours de chaque année, de 1940 jusqu'à date en 1947?

2. De ces demandes, combien, par province, au cours de chacune de ces années, *a*) ont été octroyées, *b*) ont été refusées parce que le terrain choisi par l'ancien combattant n'était pas propre à l'exploitation?

134e. 1. Par district électoral fédéral dans la province de Saskatchewan, quel a été, pour 1947, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, *a*) le nombre de prêts consentis aux anciens combattants pour l'achat de fermes; *b*) le montant total des prêts consentis à cet effet; *c*) le nombre de prêts aux anciens combattants pour l'achat de petits biens-fonds; *d*) le montant total des prêts consentis à cette fin?

2. Pour l'année 1947, quel a été le montant total des dépenses en frais de voyage, traitements, loyers, etc., dans la province de Saskatchewan, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

134f. Rapport du comité indépendant d'experts, composé de J. L. E. Price, président, M. D. MacPhail et F. R. Larkin, nommé pour enquêter sur les projets d'habitation exécutés, sous le régime de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, par le ministère des Affaires des anciens combattants à Windsor (sous-division de Roseland) et à Sarnia (propriété McNally-Durance).

134g. 1. Combien de demandes, par province, ont été faites sous le régime de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Combien de ces demandes ont fait l'objet d'une inspection, et dans combien de cas y a-t-il eu l'établissement d'un ancien combattant?

134h. Copie des Règlements édictés sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

134i. 1. Aux termes de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dans le district fédéral de Kootenay-Ouest, quels ont été: *a*) le nombre des prêts octroyés aux anciens combattants en vue de l'achat de fermes; *b*) la somme totale de ces prêts en vue de l'achat de fermes; *c*) le nombre des prêts aux anciens combattants en vue de l'achat de petits biens-fonds; *d*) la somme totale de ces prêts en vue de l'achat de petits biens-fonds; *e*) le nombre des octrois accordés aux anciens combattants s'établissant sur des terres du gouvernement provincial; *f*) la somme totale de ces octrois accordés aux anciens combattants s'établissant sur des terres du gouvernement provincial?

2. Quels étaient les noms des employés qui appliquaient la Loi des terres destinées aux anciens combattants en 1947, dans le district de Kootenay-Ouest, les salaires, fonctions et frais de dépenses de chacun?

3. En 1947, combien a-t-on payé pour le loyer de locaux et à qui a-t-on versé ce loyer?

134j. 1. Jusqu'à date, combien d'anciens combattants ont signé des contrats en vue d'acheter des maisons construites sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants *a*) à Niagara Falls, *b*) à Welland, *c*) à St. Catharines?

2. Quels sont les noms des anciens combattants qui ont signé ces contrats?

3. Quelles arrhes ont été données dans chaque cas?

4. Les prix stipulés dans les contrats signés étaient-ils supérieurs ou inférieurs aux prix convenus lorsque l'ancien combattant a pris possession de la maison et a payé les arrhes exigées?

5. A-t-on effectué des augmentations de prix après la signature des contrats? Dans le cas de l'affirmative, pourquoi a-t-on augmenté ces prix?

6. L'installation des fosses septiques dans les maisons de St. Catharines a-t-elle été défectueuses?

7. Dans l'affirmative, que fait-on pour les améliorer?

8. Du 1er janvier 1947 jusqu'à date, a-t-on exécuté des travaux supplémentaires dans ces maisons d'anciens combattants à St. Catharines? Dans le cas de l'affirmative, quel en a été le coût?

134k. 1. Quel a été le coût, par unité, des maisons construites à Stratford sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Combien chaque maison a-t-elle coûté à l'ancien combattant?

3. Quel a été le coût des améliorations et réparations à ces maisons depuis leur construction?

4. Ces maisons sont-elles pourvues d'un système spécial d'égouts?

5. Dans le cas de l'affirmative, combien en a coûté l'installation?

6. Prélève-t-on actuellement certains frais pour le fonctionnnement de ce système?

7. Dans l'affirmative, quels sont-ils et par qui sont-ils défrayés?

134l. 1. Quel est le coût total de chaque maison construite sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dans le township de Scarboro, comté de York?

2. Combien de maisons a-t-on construites en vertu de cette loi dans le township de Scarboro?

3. Quels ont été les frais généraux de l'entreprise par unité et quel est le détail de cette somme?

4. Combien chaque maison a-t-elle coûté en tout à un ancien combattant?

5. Quel a été, au 1er décembre 1947, le coût total des réparations ou changements effectués à chaque maison?

6. Les frais d'administration sont-ils compris dans le coût total de la construction de chaque maison?

7. Sinon, quel a été le coût total d'administration de chaque maison?

134m. 1. Quel est le coût total de chaque maison construite sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dans le township de Scarboro, comté de York?

2. Combien de maisons a-t-on construites en vertu de cette loi dans le township de Scarboro?

3. Quels ont été les frais généraux de l'entreprise par unité et quel est le détail de cette somme?

4. Combien chaque maison a-t-elle coûté en tout à un ancien combattant?

5. Quel a été, au 1er décembre 1947, le coût total des réparations ou changements effectués à chaque maison?
6. Les frais d'administration sont-ils compris dans le coût total de la construction de chaque maison?
7. Sinon, quel a été le coût total d'administration de chaque maison?

136a. 1. Au cours des trois dernières années, combien a-t-on reçu de demandes de licences pour des stations d'émissions radiophoniques de langue française de la part de personnes ou de groupements dans les quatre provinces de l'Ouest?
2. Combien en a-t-on accordées?
3. Combien en a-t-on refusées?
4. Combien de demandes font encore l'objet d'un examen; quels sont les requérants; et quand croit-on faire connaître la décision prise à l'égard de ces demandes?

136b. 1. Combien a-t-on émis de licences de radio, par province, au cours de l'année financière 1946-1947?
2. Quelle somme d'argent la Société Radio-Canada a-t-elle dépensée, dans chaque province, au cours de l'année financière 1946-1947?

136c. 1. Depuis le 1er janvier 1947, combien *a*) a-t-on reçu, *b*) a-t-on octroyé de demandes de licences pour des stations d'émission radiophonique?
2. Dans chaque cas, quelles personnes ou corporations ont fait cette demande?
3. Combien de ces demandes ont été renvoyées à plus tard, et, quelle a été, dans chaque cas, la raison de ce renvoi?

138a. Arrêté en conseil C.P. 1097, approuvé le 25 mars 1947: concernant la constitution en corporation des *Trans-Canada Airlines* (*Atlantic*) *Limited.*

139a. Rapport de la Commission du service civil concernant les revisions dans le classement des fonctionnaires de la Chambre des communes.

139b. Organisation et établissement des positions permanentes du personnel de la Chambre des communes (1948).

140. Arrêté en conseil C.P. 4558, approuvé le 26 novembre 1947: rayant certains articles de l'Annexe VII des Règlements sur le contrôle des changes, avec des notes explicatives sur les restrictions des importations; voyages par les résidents du Canada, avec des notes explicatives sur les restrictions des importations; mesures proposées sur les impôts.

141. Rapport des séances entre les délégués de la Convention nationale de Terre-Neuve et les représentants du gouvernement du Canada, tenues à Ottawa du 25 juin au 29 septembre 1947—Résumé des délibérations et Appendices, Parties 1 et 2.

141a. Termes supposés constituer une base équitable et juste en vue de l'union de Terre-Neuve au Canada, dans le cas échéant où la population de Terre-Neuve désirerait faire partie de la Confédération (versions française et anglaise).

141b. Réponses à certaines questions soumises au gouvernement canadien par le gouvernement de Terre-Neuve, au nom de la Convention nationale de ce dernier pays, concernant la situation que créerait une union fédérale entre le Canada et Terre-Neuve, en date des 29 novembre-10 décembre 1947.

144. Arrêté en conseil C.P. 3579, approuvé le 5 septembre 1947; nomination de Robert Broughton Bryce comme gouverneur remplaçant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour succéder à Graham Ford Towers, qui avait été nommé par l'arrêté en conseil C.P. 983 du 15 mars 1946.

145c. Communiqué à la presse du discours sur les tarifs douaniers et le commerce prononcé à la radio, à Londres, Angleterre, le 17 novembre 1947, par le Premier ministre du Canada.

145e. Arrêté en conseil C.P. 5270, approuvé le 23 décembre 1947: application, à compter du 1er janvier 1948, des concessions tarifaires octroyées par le Canada dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et prévues à la Liste V jointe à l'Accord déposé à la Chambre des communes le 8 décembre 1947; ainsi que liste de concessions tarifaires suspendues jusqu'à ce que les pays qui ne se sont pas engagés à mettre en vigueur leurs concessions tarifaires le 1er janvier 1948 soient en mesure d'en faire bénéficier le Canada.

146. Réserves officielles en or et en dollars américains à la fin de chaque mois, du 31 décembre 1945 au 30 novembre 1947 inclusivement.

147. 1. Quelles sont les propriétés situées dans la ville d'Ottawa, ou dans une périphérie de dix milles des limites de la ville, qui appartiennent au gouvernement fédéral ou sont louées par lui?

2. Quelle superficie en pieds carrés occupe-t-il dans chaque propriété?

3. Quel est le loyer ou quel est le coût d'entretien, dans le cas de chaque propriété?

4. Quels sont les édifices qui fournissent les services du concierge?

147a. 1. Combien d'édifices a-t-on achetés à Toronto pour le compte de quelque ministère du gouvernement en 1946 et 1947?

2. Pour le compte de quels ministères et pour quels montants?

3. Combien a-t-on négocié de loyers à Toronto pour le compte de quelque ministère du gouvernement en 1946 et 1947?

4. Pour le compte de quels ministères, dans quels édifices et pour quel loyer annuel?

5. Combien de locataires seront obligés de déménager?

147b. 1. Quels bureaux ou succursales le gouvernement fédéral a-t-il à Winnipeg, Manitoba?

2. Quel est l'adresse de chacun?

3. A quelles fins servent ces bureaux?

4. Qui a la direction de chacun?

147c. 1. Quel loyer le Service sélectif national et le Service national de placement ont-ils payé pour les bureaux principaux qu'ils occupaient à London en 1944, 1945, 1946 et 1947?

2. En 1944, 1945, 1946 et 1947, combien ces services avaient-ils d'employés?

3. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quelle était la somme totale versée en salaires?

4. Quel est le nombre actuel du personnel?

147d. 1. Quand la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle déménagé dans l'édifice du gouvernement fédéral à London, Ontario?

2. Combien a-t-elle payé annuellement en loyer depuis cette date?

3. Quel a été le nombre total des employés en 1944, 1945, 1946 et 1947?

4. Quel a été le montant total versé annuellement en salaires en 1944, 1945, 1946 et 1947?
5. Quel est actuellement le nombre total des employés?

147e. 1. Quand la division de l'impôt sur le revenu a-t-elle déménagé dans l'édifice *Victory* à London, Ontario?
2. Combien a-t-elle payé annuellement en loyer depuis cette date?
3. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quel a été le nombre total des employés de cette division à London?
4. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quel a été le montant total versé en salaires?
5. Quel est actuellement le nombre total des employés?

147f. 1. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quel loyer le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il payé pour l'édifice Robinson Little, sur la rue Richmond, à London?
2. En 1944, 1945, 1946 et 1947, combien d'employés le ministère y avait-il?
3. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quel a été le montant total versé en salaires?
4. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quelles ont été les autres dépenses du ministère?
5. Quel est le nombre actuel du personnel?

147g. 1. Quels bureaux ou succursales le gouvernement fédéral a-t-il à Winnipeg, Manitoba?
2. Quelle est l'adresse de chacun?
3. A quelle fin servent ces bureaux?
4. Qui a la direction de chacun?

147h. 1. Combien d'édifices, d'immeubles ou de bureaux le gouvernement fédéral a-t-il sous bail ou à loyer dans la ville de Winnipeg, au Manitoba?
2. Quelles ont été les dépenses totales en loyers pour chacune des années financières 1945, 1946 et 1947?
3. Quels sont les détails relatifs à chaque bureau ou édifice loué au cours de chacune de ces années, faisant connaître, dans chaque cas, de qui on les a loués et le montant mensuel ou annuel du loyer?

147i. 1. Combien a coûté au gouvernement l'édifice Garvey, sur la rue King, à London, actuellement occupé par le ministère des Affaires des anciens combattants?
2. *a*) A quelle date a-t-il été acheté; *b*) quel a été le coût des changements apportés à l'édifice: *c*) quel a été le coût des fournitures de bureau et autres?
3. En 1944, 1945, 1946 et 1947, combien d'employés y avait-il dans cet édifice?
4. En 1944, 1945, 1946 et 1947, quel a été le montant total versé en salaires?
5. Quel y est actuellement le nombre total des employés?

147j. 1. Quel ministère du gouvernement se sert actuellement du vieil édifice des douanes à Londres à l'angle des rues Queens et Richmond?
2. Quel loyer annuel paie-t-on pour cette bâtisse?
3. En 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947, combien y avait-il d'employés dans cet édifice?
4. Au cours de chacune de ces années, quel était le montant total versé en salaires?
5. Combien y a-t-il actuellement d'employés?
6. Quand le gouvernement compte-t-il n'avoir plus à utiliser cet édifice?
7. L'immeuble est-il à vendre?

147k. 1. Combien d'édifices publics appartiennent au gouvernement dans le district électoral de Macleod et quelle en est la valeur et l'emplacement de chacun?

2. Le gouvernement fédéral paie-t-il des taxes sur les immeubles ci-haut mentionnés? Dans l'affirmative, quels montants paie-t-il dans chaque cas et à qui?

147l. 1. Quel prix le gouvernement a-t-il payé pour l'immeuble de l'Hôtel Halifax, à Halifax, Nouvelle-Ecosse, de qui, et quand l'a-t-il acheté?

2. Quels ont été les déboursés relatifs *a*) aux fournitures et à l'ameublement, *b*) à l'installation de la plomberie et du système de chauffage?

3. Quel a été le coût annuel des frais d'entretien à l'égard *a*) des réparations, *b*) du combustible, *c*) des services de concierge, *d*) des impôts, etc.?

4. Quelles ont été les dépenses totales à l'égard de cette propriété?

5. A quelles fins sert actuellement cet immeuble, et l'a-t-on mis en vente et à quel prix?

6. Quel montant a-t-il rapporté?

148. Quels sont les montants qui ont été payés à M. Fernand Choquette, C.R., avocat au Bureau de Québec, à titre d'agent des différents ministères du gouvernement pour chacune des années, de 1939 à 1947 inclusivement?

149. 1. Depuis 1939, le gouvernement a-t-il versé pour des annonces, quelques montants d'argent à *La Frontière* et à la *Rouyn-Noranda Press*, de Rouyn?

2. Dans l'affirmative, quels montants a-t-il versés à chacun?

149a. 1. Au cours des années finissant le 31 mars 1945, 1946 et 1947, et depuis mars 1947 jusqu'à date, quelles compagnies ou agences de publicité ont été au service de quelque ministère du gouvernement?

2. Quels montants ont été payés à chaque compagnie et à quel ministère du gouvernement ont-ils été imputés?

150. 1. Quels sont les noms des avocats dans la province de Québec qui ont reçu des honoraires du gouvernement fédéral, ou de l'une quelconque de ses commissions, du 1er janvier 1936 à date?

2. Quels montants ont été payés à chacun, en quelle année, et pour quels services?

150a. 1. Quel montant, s'il y a lieu, le gouvernement a-t-il payé à W. C. Thompson, avocat, de Toronto, pour des travaux juridiques en l'année finissant le 31 mars 1947?

2. Quel montant, s'il y a lieu, a été payé ou est payable depuis le 31 mars 1947?

150b. 1. Depuis janvier 1940 jusqu'à date, quelles sommes d'argent, s'il y a lieu, ont été versées aux avocats suivants de la province de Québec par les divers ministères ou organismes du gouvernement fédéral, savoir: le très hon. Louis St-Laurent, de Québec; Henri Drouin, d'Amos, Abitibi; Jean-Louis Baillargeon et Lucien Cliche, de Val d'Or; Paul Cuddihy, Léo Bureau, Léopold Larouche, Camille Beaulieu et Arthur Lefebvre, tous de Rouyn; Gérard Cournoyer, de Sorel?

2. Pour quels services ont-ils reçu ces paiements?

151. Correspondance échangée entre le gouvernement, ou l'un de ses ministères ou départements, et *a*) la *Massey-Harris Company Limited*, *b*) la *Cockshutt Plow Company*, du 1er septembre 1939 jusqu'à date, relativement aux allocations spéciales de dépréciation accélérée à l'égard des usines construites, possédées ou exploitées par ces compagnies au cours de la deuxième guerre mondiale; aussi, copie de tous arrêtés en conseil et contrats s'y rapportant.

152. Au cours de la période entre les deux guerres mondiales, quelles ont été les pertes subies par les compagnies d'assurance canadiennes et les banques à charte par suite de paiements dans des valeurs ordinaires à l'étranger?

153. Rapport par Nelson T. Johnston, secrétaire général, sur l'activité de la Commission d'Extrême-Orient, organisme international chargé de formuler les principes sur le gouvernement du Japon, pour la période du 26 février 1946 au 10 juillet 1947, daté à Washington, D.C., le 17 juillet 1947.

155. Quel est le total des dépenses effectuées, avant 1900 et de 1900 à 1947, pour le dragage et l'amélioration du chenal maritime et des places d'amarrage sur le fleuve Saint-Laurent, *a*) jusqu'à Montréal, *b*) dans le port de Montréal, *c*) de Montréal jusqu'au lac Ontario?

156. Correspondance échangée avec les Procureurs généraux des provinces relativement à leurs vues et opinions sur la question de savoir si le Parlement du Canada possède le pouvoir d'adopter une loi d'ensemble sur les droits humains applicable à tout le Canada.

157a. 1. Le ministre des Mines et des ressources a-t-il autorisé ou chargé quelque fonctionnaire de son ministère, et dans le cas de l'affirmative, quel fonctionnaire, d'aviser les registraires miniers dans le territoire du Yukon de faire savoir aux propriétaires de claims miniers enregistrés et non arpentés, dans ce territoire, qu'ils doivent faire arpenter ces claims par un arpenteur des terres fédérales dans le délai d'un an de la date à laquelle un tel avis leur est donné par le ministre?

2. Combien compte-t-on de claims miniers enregistrés, et non arpentés, dans le territoire du Yukon?

3. Combien y a-t-il d'arpenteurs des terres fédérales demeurant et exerçant leur profession dans le territoire du Yukon?

4. Combien y a-t-il d'arpenteurs des terres fédérales au Canada?

5. Combien y a-t-il, au Canada, d'arpenteurs des terres fédérales disponibles pour effectuer l'arpentage de ces claims miniers en moins d'un an de la date de l'avis donné, à cet effet, par le ministre?

6. Pendant combien de mois au cours de chaque année peut-on pratiquer l'arpentage des claims miniers dans le territoire du Yukon?

7. Combien de temps prendra-t-on, dans l'opinion du ministre, pour que tous ces claims miniers soient arpentés par les arpenteurs des terres fédérales?

8. Les registraires miniers dans les territoires du Nord-Ouest ont-ils reçu telles ou semblables instructions?

9. Si ces arpentages n'ont pas été effectués et si les rapports n'en sont pas reçus et approuvés par l'Arpenteur général dans le délai d'un an de la date dudit avis, les inscriptions accordées pour ces claims miniers sont-elles sujettes à révocation immédiate au jugement du ministre?

157b. Correspondance et communications échangées entre le ministre des Mines et des ressources, ou tout fonctionnaire de son ministère, et toutes opérations ou personnes, relativement à la décision que prend actuellement le ministre et les fonctionnaires de son ministère de mettre en vigueur les dispositions de l'article 78 de la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon, en informant les propriétaires de claims minéraux non arpentés, au Yukon, de les faire arpenter par un arpenteur des terres fédérales dans le délai d'un an à compter de la date dudit avis.

158. 1. Depuis juin 1945, quelque ministère du gouvernement a-t-il soldé les frais de remise en état et de réparation de quelques navires ou yachts que le gouvernement avait empruntés ou loués des particuliers ou compagnies privées au cours de la guerre?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces navires?

3. Quels sont les noms et adresses de leurs propriétaires?

4. Quel a été le coût de la réparation et de la remise en état de chaque navire?

5. Quel a été le montant total payé en loyer par navire réparé et remis en état ou en voie de l'être?

6. A qui a-t-on versé ce loyer?

7. Y a-t-il d'autres navires qui doivent être réparés et remis en état par le gouvernement?

8. Dans l'affirmative, quels en sont les noms et quels en sont les propriétaires?

9. Y a-t-il actuellement des navires en voie de remise en état?

10. Dans l'affirmative, quel est le coût estimatif de la remise en état de ces navires?

11. Quels sont les noms des propriétaires de ces navires?

159. 1. Quelle a été, jusqu'à date en 1947, le montant des exportations du Canada en Chine?

2. Au cours de la même période, quelle a été la quantité des importations de la Chine au Canada?

3. Quelles compagnies de la Couronne font actuellement des affaires avec la Chine, à cette date-ci, en vertu de contrats, ententes commerciales ou autrement, et quel a été le montant des affaires transigées en importations et en exportations jusqu'à date au cours de l'année?

159a. 1. A-t-on fait quelques envois d'armes et de munitions à la Chine au cours de 1947?

2. Dans l'affirmative, combien de navires ont servi pour ces envois?

3. Quelles sortes de munitions et autre équipement ces cargaisons comprenaient-elles?

160d. 1. Y a-t-il des ministres du cabinet qui sont administrateurs de certaines sociétés, corporations, etc.?

2. Dans l'affirmative, quels ministres; de quelles compagnies ou corporations et à quelle date ces ministres du cabinet ont-ils accepté de devenir administrateurs?

3. Certains ministres du cabinet ont-ils démissionné comme administrateurs depuis leur assermentation comme membre du Conseil privé? Dans l'affirmative, quels ministres, à quelles dates et de quelles compagnies ou corporations?

4. Des adjoints parlementaires de ministres du cabinet sont-ils administrateurs de compagnies, corporations, etc.? Dans l'affirmative, quels sont-ils et de quelles compagnies ou corporations?

160e. Etat indiquant le montant total des frais de vogage payés à chaque ministre de la Couronne, à son secrétaire particulier adjoint, ou à tout autre fonctionnaire attaché au personnel particulier de ce ministre, au cours des années financières terminées le 31 mars 1946 et 1947.

161. 1. Y a-t-il des Russes qui ont subi un entraînement technique dans des usines canadiennes de 1940 jusqu'à date?

2. Y a-t-il des Russes qui subissent un tel entraînement à l'heure actuelle? Dans l'affirmative, où?

162. 1. Quel prix ont coûté au gouvernement fédéral les usines de Saint-Malo?

2. A quel prix, et à qui, le gouvernement fédéral a-t-il vendu ces usines?

162a. 1. A-t-on vendu l'usine de nitrate d'ammonium à Welland, Ontario? Dans l'affirmative, à qui?

2. Quelle somme a-t-on obtenue pour cette usine?

3. Le prix du nitrate d'ammonium a-t-il augmenté de 50 p. 100 depuis la dernière saison? Dans l'affirmative, pour quelle raison?

162b. 1. De 1942 à 1946 inclusivement, quel département du gouvernement fédéral avait juridiction et contrôle sur les usines Saint-Malo, à Québec?

2. De quel département les employés recevaient-ils leurs rémunérations?

3. Par qui et comment étaient déterminés les salaires payés aux employés?

4. Quelles étaient, pour chacune des années ci-dessus mentionnées, les échelles de salaires pour les divers employés, et spécialement pour les gardiens ou hommes de police.

163. 1. Quelle quantité d'huile combustible destinée à chauffer les édifices du gouvernement à Ottawa et Hull le gouvernement a-t-il achetée au cours de chacune des années 1945, 1946 et 1947?

2. A-t-on fait une demande de soumissions dans tous les cas?

3. A-t-on toujours accepté les plus basses soumissions?

4. Dans quel cas, s'il y a lieu, n'a-t-on pas demandé des soumissions ou pas accepté la plus basse soumission?

5. De qui a-t-on acheté l'huile et combien l'a-t-on payée par gallon dans chaque cas au cours de cette période?

164. 1. Le Canada exporte-t-il du bacon et de la farine de deuxième qualité au Royaume-Uni?

2. Dans l'affirmative, à quel prix le sac de farine et la livre de bacon de première qualité?

164a. 1. Quelles denrées canadiennes, à l'état brut ou transformé, sont vendues à la Grande-Bretagne en vertu d'ententes?

2. Ces denrées sont-elles expédiées par des particuliers ou des offices du gouvernement?

3. Si elles le sont par des offices, quelles denrées chaque office expédie-t-il?

4. Quelle quantité de denrées était stipulée dans chacune des ententes pour chaque année d'existence de ces ententes?

5. Quelle est la valeur, en dollars, et la quantité de chaque produit expédié à la Grande-Bretagne au cours de chacune des années pour lesquelles on a conclu ces ententes?

6. Les offices perçoivent-ils les montants versés par la Grande-Bretagne en paiement de ces marchandises?

7. Dans le cas de l'affirmative, les offices ont-ils accumulé quelque surplus?

8. Quelle quantité à l'égard de chaque denrée?

9. Ce surplus sera-t-il partagé entre les producteurs?

164b. 1. Au cours des années 1946 et 1947, quelle quantité de graines de trèfle, de graines fourragères et de céréales de semence a-t-on exportée du Canada, sous les catégories suivantes de semences: *a*) de stock élite, *b*) enregistrées, *c*) certifiées, *d*) commerciales?

2. A destination de quels pays, et en quelle quantité dans chaque cas, ont eu lieu ces exportations?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il pris des mesures en vue d'empêcher ces exportations jusqu'à ce qu'on ait satisfait aux demandes du pays?

164c. 1. De juin 1945 jusqu'à date, quelles ont été les quantités totales fournies par le Canada au Royaume-Uni en vertu des ententes respectives, *a*) sur le blé (en boisseaux), *b*) sur le bacon (en livres), *c*) sur le bœuf (en livres)?

2. Quelles sont les sommes totales *a*) versées par le gouvernement britannique, *b*) reçues par les cultivateurs canadiens, à l'égard des quantités respectives de produits vendus?

3. De juin 1945 jusqu'à date, sous les mêmes rubriques qu'à la question 2, quels ont été les versements annuels respectifs à l'égard de chaque année, ou partie d'année, où ces ententes ont été en vigueur?

4. Au cours de chacune de ces périodes, quelle était la différence entre le prix reçu par les cultivateurs canadiens pour chacun des produits fournis en vertu des ententes respectives ci-dessus, et le prix qu'aurait rapporté la même quantité de chaque produit, s'il avait été vendu au prix de deuxième qualité fixé par la Commission canadienne du blé, au cours de la même période, dans le cas du blé, et au prix courant du marché aux Etats-Unis d'Amérique, au cours de la même période, dans le cas du bacon et du bœuf?

164d. 1. Quelle est la valeur totale des fournitures, munitions et équipements militaires exportés du Canada, pour l'année civile 1947?

2. A quels pays a-t-on exportés ces fournitures, munitions et équipements militaires?

3. Pour quelle valeur en a-t-on exporté à chaque pays?

164e. Copies des ententes signées en vue de l'achat de bacon, de bœuf, d'œufs et de fromage, au cours de l'année civile 1948, par le ministère britannique des vivres, par l'entremise de la Commission canadienne des viandes.

164f. 1. De 1920 à 1947, quelle a été la quantité totale de fromage canadien exporté chaque année en Grande-Bretagne?

2. Au cours de chacune de ces années, quel a été la somme totale versée en subventions pour le fromage?

3. De 1920 à 1947, quelle a été la quantité totale de beurre exporté chaque année en Grande-Bretagne?

4. Au cours de chacune de ces années, quelle a été la somme totale versée en subventions pour le beurre?

164g. 1. Par province, quels sont les noms et adresses des détenteurs de permis d'exportation de volaille aux Etats-Unis au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948 jusqu'à date?

2. Quelle quantité de volaille chaque détenteur de permis a-t-il exportée, chaque mois, au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948 jusqu'à date?

165. 1. Quel montant l'Office canadien du tourisme a-t-il dépensé au cours de l'année se terminant le 31 mars 1947, et depuis cette date jusqu'à présent?

2. De ce montant, au cours de la même période, combien a été versé à des agences de publicité, et à quels journaux et périodiques a-t-on eu recours, en indiquant l'étendue et le coût de la réclame pour chaque journal ou périodique?

3. Quelle somme a-t-on dépensée en publicité aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada?

4. Quelle somme a-t-on dépensée à l'égard des principaux centres de tourisme et des réunions sportives et où ces réunions ont-elles eu lieu?

5. L'Office du tourisme envoie-t-il des orateurs ou des films aux Etats-Unis en vue d'y encourager l'industrie touristique? Dans l'affirmative, quelles en sont les précisions?

6. En 1947, à combien de reprises le directeur ou quelques autres fonctionnaires de l'Office canadien du tourisme ont-ils parlé du tourisme aux Etats-Unis d'Amérique?

7. En dollars et centins, à l'égard de 1947, quelle est la valeur estimative pour le Canada de l'industrie du tourisme et quelle est la valeur estimative apportée par les touristes venant des Etats-Unis; comment a-t-on calculé ces montants et quelle en est la valeur estimative pour chaque province?

8. Combien de demandes de renseignements d'ordre touristique a-t-on reçues des Etats-Unis d'Amérique ou cours de l'année 1947?

166. 1. Quelle est, s'il y a lieu, la responsabilité du gouvernement fédéral en vue de prévenir et de faire disparaître les embâcles sur la rivière Bow, à Calgary?

2. Le gouvernement fédéral a-t-il quelque outillage pour empêcher la formation d'embâcles sur les rivières canadiennes?

3. Dans l'affirmative, quelle est la nature de cet outillage et est-il à la disposition des administrations municipales et provinciales?

167. 1. Au cours des années 1946 et 1947, dans le comté de York-Nord, quels terrains, s'il y a lieu, ont été vendus par le ministère des Transports ou tout autre ministère ou organisme du gouvernement?

2. A-t-on sollicité des soumissions?

3. Dans la négative, comment a-t-on fixé le prix des terrains?

4. Si on a vendu des terrains, quel en était le coût original et à quel prix le gouvernement les a-t-il vendus?

5. Quels sont les noms des individus ou compagnies qui ont acheté lesdits terrains du gouvernement et quelle est la description de ces terrains: lots, concessions, townships, ainsi que le nombre d'acres de chaque lopin de terre?

168. 1. La *Crescent Finance Corporaton Limited* fonctionne-t-elle en vertu d'une charte fédérale?

2. Cette charte a-t-elle déjà été révoquée ou suspendue?

3. Dans l'affirmative, quand et pour quelle raison?

4. A-t-elle été accordée à nouveau?

5. Dans l'affirmative, quand et pour quelle raison?

169. 1. A-t-on convoqué la conférence des spécialistes en maladies rhumatismales et arthritiques, comme l'avait promis le ministre le 20 juin dernier?

2. Dans l'affirmative, quelles ont été les recommandations de la conférence?

3. Quelles mesures le gouvernement entend-il prendre au sujet de ces recommandations?

4. Le gouvernemeent a-t-il l'intention d'entreprendre un relevé du nombre de ceux qui souffrent des maladies susdites?

5. Quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en faveur des personnes souffrant desdites maladies en vue de leur procurer *a*) des traitements, *b*) une allocation financière de subsistance, *c*) une formation ou une réadaptation?

169a. 1. Au cours de 1947, quel a été le nombre de décès au Canada causés par *a*) les maladies cardiaques, *b*) le cancer et les tumeurs malignes, *c*) la néphrite, *d*) les maladies chez les enfants au-dessous d'un an, *e*) la pneumonie, *f*) la tuberculose?

2. Le gouvernement a-t-il pris des mesures afin de réduire le nombre des décès par la maladie de cœur?

170q. Echange de notes (les 1er et 31 mars 1948) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique constituant un Accord concernant l'exploitation et l'entretien du système de communication des lignes terrestres entre Edmonton (Alberta) et Fairbanks (Alaska).

170r. Echange de notes (4 mars et 30 avril 1948) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique concernant les mesures d'hygiène dans les industries de crustacés et certaines questions connexes.

172. Lettre de directives adressée par le ministre de la Reconstruction et des approvisionnements à l'industrie de l'automobile du Canada à l'égard des permis d'importation, de pays spécifiés, de certaines pièces requises dans la fabrication des automobiles au Canada.—Article 43D des Règlements sur le contrôle du change étranger.

172a. Lettre adressée au ministre des Finances par le ministre de la Reconstruction et des approvisionnements, donnant avis qu'il ne sera délivré aucun permis pour l'importation de certaines marchandises, à compter du 1er mars 1948, sauf en des circonstances particulières.—Règlements sur le contrôle du change étranger, article 43D.

172b. Lettre d'instructions émises aux termes de l'article 43D des Règlements sur le contrôle du change étranger concernant les permis requis pour l'importation d'articles et appareils en acier de certaines catégories, etc., énumérés dans ladite lettre.

173. 1. Quel a été le coût de l'aéroport de Bagotville, comté de Chicoutimi, Québec, y compris les édifices, les terrains d'atterrissage, etc., que le gouvernement fédéral à construit pendant la dernière guerre?
2. Cet aéroport a-t-il été déclaré bien de surplus?
3. Dans l'affirmative, le gouvernement l'a-t-il aliéné?
4. A qui?
5. A quel prix?
6. A-t-on demandé des soumissions?
7. Dans l'affirmative, quels sont les noms des soumissionnaires et quel est le montant de chaque soumission?

173a. 1. At-on entreposé des marchandises à l'aéroport de Carberry, au Manitoba?
2. Dans l'affirmative, quelles marchandises et en quelle quantité?
3. A-t-on déclaré de surplus certaines de ces marchandises?
4. Sinon, quand le fera-t-on?

174. 1. Quels ont été les divers ingrédients servant à la fabrication des engrais importés au Canada au cours de 1947?
2. Quelles furent les quantités respectives dans chaque cas et de quels pays a-t-on importé ces ingrédients?

175. 1. Y a-t-il des ministères du gouvernement qui versent des subventions ou octrois, ou qui accordent toute autre forme d'aide financière directe aux industries? Dans l'affirmative, quels sont ces ministères?
2. A quelles compagnies a-t-on versé ces paiements?
3. Quel a été le montant total versé à chaque compagnie au cours de chaque année, de 1940 à 1947 inclusivement?

176. 1. Par année, au cours des cinq dernières années, quelles quantités des divers fruits et légumes énumérés aux postes 87 et 92 de l'Annexe I du Bill No 3 a-t-on importées au Canada?
2. Quelle est la valeur des importations annuelles de chacun des produits ci-dessus mentionnés?

176a. Quelle a été *a*) la quantité de boîtes de quatorze onces, *b*) la quantité totale de bœuf en conserve importé d'Argentine au Canada en 1946 et 1947?

2. Cette viande importée d'Argentine a-t-elle été payée en dollars américains? Sinon, comment l'a-t-elle été?

3. Quels prix l'importateur a-t-il payé par boîte de quatorze onces?

4. A Calgary et à Edmonton, à quel prix vend-on la boîte de quatorze onces au détail?

176b. 1. Depuis le 1er janvier 1948, quelle a été la valeur des importations des Etats-Unis au Canada des articles suivants: *a*) pêches sèches, *b*) conserves de pêches et d'abricots, *c*) fruits mélangés en boîte, *d*) noix du Brésil?

2. A-t-on émis des permis d'importation spéciaux pour ce faire et, dans le cas de l'affirmative, à quelles conditions?

177. 1. Le gouvernement a-t-il accordé une aide financière, sous forme de bourses d'études, prix ou octrois du même genre, provenant des crédits affectés au programme de la formation de la jeunesse ou de toute autre source, aux étudiants des universités ou autres établissements de formation dans la province de Québec, ou à leur profit?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes ont été octroyées, à qui ou pour le compte de qui, au cours de chacune des années 1945, 1946 et 1947?

3. De quels crédits du gouvernement provenaient ces sommes?

177a. Quels octrois le gouvernement fédéral accorde-t-il, pour des fins d'instruction, à d'autres gouvernements provinciaux que celui du Manitoba?

178. Lettre adressée par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada au chargé d'affaires de la légation polonaise à Ottawa, le 13 février 1948, concernant la location de certains trésors artistiques de la Pologne apportés au Canada, en 1940, par les autorités polonaises pour y être mis en sûreté.

179. Rapport des délibérations de la commission royale nommée sous le régime de la Partie I de la Loi des enquêtes, chapitre 99, S.R.C., 1927, afin de faire enquête et de présenter un rapport sur l'organisation, l'autorisation et l'envoi du corps expéditionnaire canadien dans la colonie de la Couronne de Hong-Kong.—Volumes 1, 2, 3, 4 et 5; lundi 2 mars au vendredi 6 mars 1942; avec les pièces, numéros 1 à 300 inclusivement, soumises à l'enquête.

180. Arrêté en conseil C.P. 958, approuvé le 6 mars 1948: confirmant l'entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Colombie-Britannique concernant l'entretien et le bien-être des personnes indigentes de race japonaise évacuées de la zone côtière de la Colombie-Britannique.

181. Télégrammes, correspondance et autres documents échangés, du 15 novembre au 15 décembre 1947, entre le ministre des Finances et le premier ministre de l'Ile du Prince-Edouard, au sujet des pommes de terre ou de l'établissement d'un prix maximum à l'égard des pommes de terre.

182. 1. Quel est le fonctionnaire à qui incombe la censure des livres importés au Canada?

2. Sa nomination est-elle d'ordre permanent ou temporaire?

3. Permet-on l'entrée libre des manuels destinés aux écoles ou aux universités ainsi que des livres commandés par une bibliothèque?

4. Dans le cas de l'affirmative, accorde-t-on le même privilège à l'égard des livres autres que les œuvres d'imagination, ou des œuvres de référence de caractère scientifique que les instituteurs ou professeurs font venir pour leur usage personnel?

5. S'il n'en est pas ainsi, le gouvernement a-t-il songé à l'accorder?
6. Au cours de la dernière année financière, quel est le revenu approximatif que le gouvernement a perçu en droits imposés sur les livres autres que les magazines ou revues?
7. De combien de livres a-t-on interdit l'entrée au Canada au cours de cette période?

183. Quelle quantité de viande de cheval a-t-on exportée du Canada aux pays d'Europe, en vue de la consommation publique, au cours de 1947; à quels pays l'a-t-on exportée et en quelle quantité à chaque pays?

185. Quels montants d'obligations, émises ou garanties par le gouvernement fédéral, ont été achetés par mois, en 1947, par la Banque du Canada et chacun des offices, commissions ou ministères du gouvernement autorisés à acheter des obligations de l'Etat?

186. Quelles sommes ont été versées par le gouvernement canadien en subventions, octrois, ou autrement, à chacun des gouvernements provinciaux au cours des années 1946-1947 et 1947-1948?

186a. 1. Quelle est la somme totale des subventions ou octrois payés au gouvernement de la province de Québec au cours des années 1945, 1946 et 1947?
2. Quelle est la somme versée par chacun des ministères et pour quelles fins était-elle accordée?

186b. 1. Y a-t-il des ministères du gouvernement qui versent des subventions ou octrois, ou qui accordent toute autre forme d'aide financière directe aux industries? Dans l'affirmative, quels sont ces ministères?
2. A quelles compagnies a-t-on versé ces paiements?
3. Quel a été le montant total versé à chaque compagnie au cours de chaque année, de 1940 à 1947 inclusivement?

186c. 1. En 1947, à l'égard de quelles denrées et de quels services a-t-on accordé des subventions, des octrois ou des drawbacks?
2. Quelle était la valeur de chacun?
3. Quelles compagnies, le cas échéant, ont reçu des paiements de plus de $50,000 et quel montant a-t-on payé à chacune de ces compagnies?

187. 1. De 1935 à 1947 inclusivement, quels montants d'argent a-t-on votés, par année, pour le port de Toronto?
2. Quelle somme d'argent, en provenance *a*) du fédéral, *b*) du port même, la Commission du port de Toronto a-t-elle dépensée?

188. Arrêté en conseil C.P. 1713, approuvé le 16 avril 1948: modification des Règlements concernant les rentes sur l'Etat édictés par l'arrêté en conseil C.P. 5394, approuvé le 31 décembre 1947: concernant le taux d'intérêt à payer.
Arrêté en conseil C.P. 1714, approuvé le 16 avril 1948: approbation des formules de demandes de contrats énumérées aux Annexes I, II, III et IV jointes, destinées à être utilisées à compter du 19 avril 1948.

188a. 1. Quel a été le nombre global des contrats individuels que la division des rentes sur l'Etat a émis au cours de chaque mois à compter du 1er avril 1947 au 31 décembre 1948 inclusivement, à l'exclusion des certificats émis en vertu de contrats collectifs? Quel en a été le nombre entre le 1er et le 19 avril 1948?

2. Quel a été le nombre des certificats individuels que la division des rentes sur l'Etat a émis en vertu de contrats collectifs au cours de chaque mois à compter du 1er avril 1947 au 31 mars 1948 inclusivement? Quel en a été le nombre entre le 1er et le 19 avril 1948?

3. Le 31 mars et le 19 avril 1948, quel était le nombre global des émissions de contrats individuels de rentes, à l'exclusion des certificats émis en vertu de contrats collectifs?

4. Le 31 mars et le 19 avril 1948, quel était le nombre global des détenteurs de certificats collectifs de rentes sur l'Etat?

5. Au cours de chaque mois, à compter du 1er avril 1947 au 31 mars 1948 inclusivement, quel a été le nombre global de nouveaux contrats collectifs mis en vigueur *a*) dans des services administratifs du gouvernement *b*) dans d'autres groupements? Quel en a été le nombre entre le 1er et le 19 avril 1948?

6. Le 31 mars et le 19 avril 1948, quel était le nombre global des contrats collectifs de rentes sur l'Etat *a*) dans des services administratifs du gouvernement, *b*) dans d'autres groupements?

189. Télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le ministère des Finances et tout autre ministère du gouvernement et l'*Export Import Bank* des Etats-Unis au sujet de la négociation, la demande, l'octroi et l'acceptation d'un prêt fait au Canada par cette banque.

189a. Depuis le 31 décembre 1945, en donnant le détail de tous les item coûtant au delà de $1,000,000, quelle quantité de devises ou d'or des Etats-Unis a été versée au gouvernement américain ou à ses organismes à l'égard de marchandises ou de biens situés au Canada et achetés par le gouvernement du Canada, y compris la partie de la route de l'Alaska située en territoire canadien?

190. 1. Fabrique-t-on au Canada les machines à remplir les bouteilles à lait ayant un rendement entre douze ou quinze à cent vingt bouteilles d'une pinte à la minute?

2. Y a-t-il un tarif douanier pour toutes les grandeurs de machines que l'on importe au Canada? Sinon, quelles grandeurs en sont exemptées?

191. 1. Par mois, du 31 mars 1947 au 31 mars 1948, quel a été le nombre d'automobiles et de camions exportés du Canada aux autres pays du monde?

2. Quel a été le nombre exporté à chaque pays?

3. Du 31 mars 1947 au 31 mars 1948, par mois, combien d'automobiles et de camions a-t-on fabriqués au Canada?

192. Rapport sur les opérations découlant de la Loi de 1945 sur les accords de Bretton Woods pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, Statuts du Canada, 1945, chapitre 11, article 7, comprenant:

1. Deuxième assemblée annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, tenue à Londres, en Angleterre, les 11-17 septembre 1947.

2. Deuxième assemblée annuelle du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international, tenue à Londres, en Angleterre, les 11-17 septembre 1947—Rapport des administrateurs et résumé des délibérations.

3. Mémoire concernant la situation financière de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement au 31 mars 1948, et relevé des revenus et des dépenses, donnés en monnaie des Etats-Unis, pour les neuf mois terminés le 31 mars 1948.

4. Rapport financier sur l'état des prêts octroyés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, donné en monnaie des Etats-Unis, au 31 mars 1948.

5. Rapport financier du Fonds monétaire international pour le trimestre terminé le 29 février 1948, publié aux termes de l'article XII, section 7 *a*) des Statuts du Fonds monétaire international.

6. Statuts, règlements et règles du Fonds monétaire international, modifiés au 15 mars 1948.

193. 1. Le gouvernement a-t-il des renseignements sur l'existence d'un groupement à Montréal qui s'appelait autrefois le "Club des vingt et un"?

2. Dans l'affirmative, quels étaient les buts de ce club et quand a-t-il cessé d'exister?

194. 1. Au cours de la guerre, pourquoi n'a-t-on pas obligé les chemins de fer canadiens à adopter l'heure avancée en vigueur dans tout le pays?

2. Les mêmes motifs s'appliquent-ils encore actuellement; sinon, quels sont ces autres motifs ?

195. 1. La *Canadian Military Gazette* est-elle une publication officielle du gouvernement?

2. La *Canadian Military Gazette* a-t-elle l'autorisation du gouvernement d'inscrire sur sa couverture les armoiries nationales du Canada?

3. Les officiers permanents de l'armée canadienne ont-ils obtenu du gouvernement l'autorisation de laisser publier leurs noms à titre de conseillers honoraires de la *Canadian Military Gazette*?

196. Correspondance, rapports d'ingénieurs, devis estimatifs et autres documents, du 1er janvier 1945 jusqu'à date, relativement au projet de construction d'un pont ou d'une chaussée dans le détroit de Canso, entre l'île du Cap-Breton et la Nouvelle-Ecosse.

197. 1. Y a-t-il, au Canada, des établissements où l'on se spécialise dans la science de la paix, et dont le gouvernement fédéral supporte les frais?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces établissements?

3. Où sont-ils situés?

4. Quel est le nom de la personne qui a la direction de chacun de ces établissements?

198. 1. Quand Dimitri Dontzow, résidant actuellement à Montréal, a-t-il été admis au Canada?

2. Que faisait-il au cours de la seconde guerre mondiale, dans quels pays et pour qui travaillait-il?

3. Est-il présentement au service du gouvernement? Dans le cas de l'affirmative, à quel titre?

4. A-t-il fait des démarches en vue d'obtenir la citoyenneté canadienne et, dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises à cet effet?

199. 1. Chaque année, de chaque province, en vertu des accords sur l'impôt en temps de guerre, quel montant a-t-on perçu en impôt?

2. Chaque année, quel montant a-t-on versé à chaque province par suite de l'accord susmentionné?

200. 1. Combien d'avions *North Star* le gouvernment canadien a-t-il achetés? *a*) Pour quels ministères ou compagnies a-t-on fait ces achats? *b*) Combien d'avions a-t-on achetés pour chacun? *c*) Quel a été le prix d'achat de chaque avion?

2. Combien d'autres avions *North Star* le gouvernement a-t-il convenu d'acheter?

3. Quelle est la charge maximum de carburant que peut transporter l'avion *North Star* sans qu'il y ait surcharge des réservoirs?
4. Quelle quantité d'essence l'avion *North Star* consomme-t-il à l'heure à une vitesse économique?

201. Télégrammes, correspondance, et notes de conversations téléphoniques échangés entre le gouvernement de la Saskatchewan et ses fonctionnaires et employés, et le gouvernement fédéral et ses fonctionnaires et employés, depuis le 1er janvier 1948 jusqu'à date, au sujet de la demande que le gouvernement de la Saskatchewan a faite en vue d'obtenir l'autorisation de construire un pont sur la rivière Saskatchewan du sud à Saskatchewan Landing.

202. Arrêté en conseil C.P. 2413, approuvé le 28 mai 1948: approbation d'une convention avec les trois provinces des Prairies stipulant l'établissement d'une commission qui portera le nom de "Commission des eaux des provinces des Prairies".

203. Arrêté en conseil C.P. 2412, approuvé le 28 mai 1948: autorisant la Commission des produits laitiers à acheter le beurre de crémerie de première qualité aux termes et conditions que pourra fixer ladite commission.

204. Quels octrois le gouvernement fédéral a-t-il accordés, durant les cinq dernières années, aux hôpitaux généraux ou aux sanatoriums pour des fins de construction, d'aménagement ou d'entretien?

205. 1. Au cours des cinq dernières années, a-t-on envoyé des bébés du Canada dans des pays étrangers, afin qu'ils y soient adoptés?
2. Dans le cas de l'affirmative, combien, par province, *a*) du sexe masculin, *b*) du sexe féminin, sur quelles recommandations et à destination de quels pays?
3. Des permis de sortie ont-ils été octroyés et par quel ministère?
4. Quelle surveillance exerce-t-on à l'égard de ces bébés?

206. 1. La Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle des bureaux à Kingston?
2. Dans le cas de l'affirmative, combien y emploie-t-elle de personnes?
3. Quel est l'emplacement de ces bureaux?
4. Le bail de ces bureaux est-il terminé ou quand prendra-t-il fin?
5. Quel en est le loyer?
6. Depuis combien de temps la Commission occupe-t-elle ces bureaux?
7. Est-elle à conclure des arrangements en vue d'occuper de nouveaux locaux? S'il en est ainsi, quels seront-ils et quel loyer se propose-t-on de payer?

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel de la division de l'Aptitude physique du ministère de la Santé nationale et du bien-être social, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exéctution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (198), intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la considération du rapport final du comité permanent des Divorces portant le numéro trois cent douze, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (344), intitulé: "Loi modifiant la Loi du dimanche", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (348), intitulé: "Loi concernant les Statuts revisés du Canada", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre précité, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (195), intitulé: "Loi tendant à l'examen, à la conciliation et aux règlements des différends du travail", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent de l'Immigration et du travail.

Le Sénat s'ajourne

No 62

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 22 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Lambert,	Murdock,
Ballantyne,	Dupuis,	Léger,	Nicol,
Beauregard,	Euler,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Fallis,	Macdonald (Cardigan),	Robertson,
Bouchard,	Gershaw,	Marcotte,	Robinson,
Buchanan,	Gouin,	McDonald (Shediac),	Roebuck,
Calder,	Haig,	McDonald (Kings),	St-Père,
Crerar,	Horner,	McKeen,	Sinclair,
Daigle,	Howard,	McLean,	Taylor,
David,	Howden,	Moraud,	Turgeon,
Davies,	Hugessen,	Mullins,	Vaillancourt,
Dessureault,	Hurtubise,		Veniot,
Donnelly,	King,		Wilson.
Duff,	Lacasse,		

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat les rapports additionnels suivants provenant de la Commission du Service civil du Canada relativement à des changements de rémunération aux membres du personnel du Sénat:

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

OTTAWA, le 22 juin 1948.

À L'HONORABLE SÉNAT:

La Commission du Service civil a l'honneur de soumettre le rapport suivant à l'étude et à l'approbation du Sénat.

Conformément aux articles 12 et 61 de la Loi du Service civil, la Commission du Service civil recommande que le changement de rémunération suivant soit approuvé, à compter du 1er octobre 1947:

ADJOINT DU GENTILHOMME HUISSIER DE LA VERGE NOIRE

De:			2340	2460	2580	2700
A:	3000	3120	3240	3360	3480	3600

Chaque employé en service le ou avant le 1er octobre 1947, recevra le traitement de la catégorie indiquée immédiatement sous le traitement qu'il touchait alors.

Le changement ci-haut mentionné n'affectera pas la date de l'augmentation annuelle de l'employé de la catégorie susdite.

C. H. BLAND,
Président.

S. G. NELSON,
Commissaire.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA

OTTAWA, le 22 juin 1948.

À L'HONORABLE SÉNAT:

La Commission du Service civil a l'honneur de soumettre le rapport suivant à l'étude et à l'approbation du Sénat.

Conformément aux articles 12 et 61 de la Loi du Service civil, la Commission du Service civil recommande que le changement de rémunération suivant soit approuvé, à compter du 1er octobre 1947:

DEUXIÈME GREFFIER ADJOINT ET TRADUCTEUR EN CHEF

De:	4200	4380	4560	4740	4800
A:		4800	5040	5280	5400

Cette échelle de salaire ne doit s'appliquer qu'au titulaire actuel.

Chaque employé en service le ou avant le 1er octobre 1947, recevra le traitement de la catégorie indiquée immédiatement sous le traitement qu'il touchait alors.

Le changement ci-haut mentionné n'affectera pas la date de l'augmentation annuelle de l'employé de la catégorie susdite.

C. H. BLAND,
Président.

S. G. NELSON,
Commissaire.

Sur motion, il est

Ordonné: Que lesdits rapports provenant de la Commission du Service civil soient déférés au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (200), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (196), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les allocations aux anciens combattants", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 16 et 17.*—Aux mots "est censée s'être terminée", substituer "pour les objets de la présente loi, devrait être censée avoir pris fin".

2. *Page 3, ligne 5.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

Lesdits amendements sont agréés, et
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1948, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill. l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel ont été déférés les amendements apportés par la Chambre des communes au Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants", rapporte que le comité, après avoir étudié lesdits amendements, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans autre modification.

Etant posée la question d'agrément desdits amendements,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé les amendements qu'elle a apportés à ce bill, sans autre modification.

L'honorable sénateur Taylor, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, institué pour examiner et étudier la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C., 1927), présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 22 juin 1948.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, institué pour continuer et terminer l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C., 1927) et de ses modifications, a l'honneur de présenter son quatrième rapport.

Conformément à une résolution adoptée par le Sénat le 13 février 1948, votre comité a continué et terminé "l'étude de la Loi des Indiens déjà entreprise par un comité mixte conformément à une résolution adoptée par le Sénat le 16 mai 1946 et reprise par un comité mixte en conformité d'une résolution adoptée par le Sénat le 13 février 1947".

Depuis le 13 mai 1946, le comité a tenu 128 séances et entendu 122 témoins. En outre, 411 exposés écrits présentés par des bandes et des groupements d'Indiens, ainsi que par des particuliers et des groupements intéressés au bien-être des Indiens du Canada, ont aussi été consignés au compte rendu des Témoignages.

Au cours de la présente session, votre comité a étudié assidûment la Loi des Indiens, article par article, et ses membres s'accordent à présenter le rapport suivant:

LOI DES INDIENS

Le comité a relevé dans la loi nombre d'anachronismes, d'anomalies, de contradictions et de divergences.

Votre comité juge recommandable que tous les articles, à quelques exceptions près, soient abrogés ou modifiés. Les légistes de la Couronne devront, cela va de soi, effectuer les autres revisions et remaniements de la loi qui s'imposent en conséquence, et celle-ci, une fois revisée, devra être présentée au Parlement aussitôt que possible, mais pas plus tard qu'à la prochaine session.

Votre comité recommande que dès la prochaine réunion du Parlement, un comité spécial mixte soit constitué et revêtu de pouvoirs analogues à ceux qui

ont été accordés à votre comité le 13 février dernier, et que soit déféré audit comité spécial l'avant-projet de loi qui doit servir à la refonte de la Loi des Indiens et qui est actuellement entre les mains des légistes de la Couronne.

Toutes les modifications proposées ont pour objet de permettre aux Indiens de passer graduellement de la tutelle à la citoyenneté et de favoriser leur avancement.

En vue d'atteindre ces objectifs, votre comité recommande en plus des recommandations ci-après énoncées:

a) Que la loi revisée renferme des dispositions protégeant contre l'injustice et l'exploitation les Indiens qui ne sont pas assez avancés pour administrer leurs propres affaires;

b) Que les femmes indiennes, ayant 21 ans révolus, soient investies du droit de voter aux élections des conseillers de bande et chaque fois que les membres d'une bande sont tenus de décider une question par voie de suffrage;

c) Qu'une plus grande responsabilité et qu'un plus haut degré d'autonomie dans l'administration des affaires des réserves et des bandes soient accordés aux conseils de bande afin de leur permettre d'assumer et de remplir leurs obligations;

d) Que de l'aide financière soit accordée aux conseils des bandes afin de leur permettre d'entreprendre, sous la surveillance voulue, des projets visant à l'amélioration de la condition physique et économique des membres de la bande;

e) Que l'incorporation des réserves dont le progrès est suffisamment avancé soit recommandée conformément aux dispositions des lois concernant les municipalités de la province dans laquelle elles se trouvent situées;

f) Que les articles de la Loi des Indiens portant sur les infractions et les peines soient rendus équitables et conformes aux articles analogues du Code criminel et des autres lois;

g) Que les Indiens jouissent des mêmes droits et soient passibles des mêmes peines que les autres citoyens en ce qui concerne l'usage des boissons alcooliques dans des endroits jouissant de permis, mais il est interdit de fabriquer, vendre ou absorber, dans ou sur une réserve, des "substances enivrantes" aux termes de la Loi des Indiens;

h) Que ce soit le devoir et la responsabilité de tous les fonctionnaires chargés d'administrer les affaires indiennes d'aider les Indiens à atteindre les droits intégraux de la citoyenneté canadienne et d'en assumer les obligations.

Votre comité a été "autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration des affaires indiennes en général" et, en particulier, sur certaines autres questions, savoir:

1. Droits et obligations découlant des traités

Votre comité recommande la création, dans le plus bref délai possible, d'une commission remplissant les fonctions d'une commission des revendications et chargée d'étudier les stipulations de tous les traités des Indiens afin de découvrir et de déterminer, d'une façon définitive et péremptoire, les droits et obligations y inclus et, de plus, d'évaluer et de régler définitivement et d'une manière juste et équitable toutes les revendications ou tous les griefs qui ont surgi sous leur régime.

2. Qualité de membre de la bande

La définition du mot "Indien" qui figure dans la loi depuis 1876 doit être remplacée par une nouvelle définition plus conforme aux conditions actuelles. Le Parlement vote chaque année des sommes d'argent pour le bien-être des Indiens. Ces sommes ne devraient pas être dépensées au profit de personnes qui ne font pas légalement partie d'une bande d'Indiens.

Votre comité est d'avis qu'une nouvelle définition du mot "Indien" et la modification des articles de la loi qui ont trait à la qualité de membre d'une bande obvieront à de nombreuses difficultés.

Votre comité recommande que, dans l'intervalle, le département des Affaires indiennes entreprenne la revision des listes des membres des bandes existantes.

3. Obligation des Indiens d'acquitter des impôts

Votre comité recommande l'éclaircissement des articles de la loi portant sur l'exemption d'impôt des biens meubles et immeubles des Indiens dans une réserve.

Toutefois, votre comité estime que les Indiens devraient continuer de verser des impôts à l'égard de tout revenu gagné par eux en dehors, c'est-à-dire durant leur absence de la réserve, même s'ils habitent une réserve ou s'ils ont un intérêt dans une réserve.

4. Émancipation volontaire et involontaire des Indiens

La Loi des Indiens, revisée, devrait selon votre comité renfermer des dispositions propres à élucider les règles et règlements actuels applicables à l'émancipation.

5. Admissibilité des Indiens au droit de vote aux élections fédérales

A titre de mesure tendant à éduquer et à préparer les Indiens à jouer leur rôle dans le corps politique canadien, votre comité a recommandé, le 6 mai dernier, que "aux fins des élections fédérales, le privilège du suffrage soit accordé aux Indiens au même titre qu'aux électeurs des centres urbains". Voilà une question qui, de l'avis de votre comité, devrait être déférée à un comité spécial d'enquête sur la Loi des élections fédérales, pour que l'on donne suite à la recommandation dans le plus bref délai.

On se rend compte que nombre d'Indiens ne sont désireux ni de jouir ni d'user du droit de vote, parce qu'ils craignent, en l'exerçant, de perdre ce qu'ils croient être leurs droits et leurs privilèges.

Nombre d'Indiens qui ne jouissent pas du droit de vote aux élections fédérales acquittent l'impôt sur le revenu qu'ils gagnent en dehors de la réserve, ainsi qu'une taxe de vente, une taxe sur l'essence, une taxe d'accise, et le reste. Il y a donc imposition sans représentation.

Votre comité estime que les Indiens, et en particulier la jeunesse indienne, s'intéresseraient davantage à la chose publique si on leur conférait le privilège déjà recommandé. Votre comité est en outre d'avis que le public en général se ferait ainsi une meilleure idée des affaires indiennes.

6. Empiétement des blancs sur les réserves indiennes

Votre comité recommande que la loi revisée renferme des dispositions visant à empêcher toute personne autre qu'un Indien de pénétrer dans les réserves indiennes ou de les fréquenter à des fins malhonnêtes.

7. ADMINISTRATION DES ÉCOLES INDIENNES

Votre comité recommande la revision des articles de la loi qui ont trait à l'enseignement, afin de préparer les enfants indiens à tenir leur rang de citoyens.

Votre comité estime donc qu'autant que possible les enfants indiens devraient recevoir leur instruction en commun avec d'autres enfants.

8. STATUT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DES INDIENS ET LEUR AVANCEMENT

Votre comité recommande que le gouvernement étudie l'opportunité d'accorder une pension aux Indiens âgés, aveugles ou infirmes. Ce vœu s'ajoute aux recommandations déjà formulées à l'égard de l'avancement social et économique des Indiens.

9. ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES AFFAIRES INDIENNES

En 1946 et de nouveau en 1947 le comité mixte d'étude de la Loi des Indiens a fait des recommandations concernant les

> "améliorations administratives immédiates qui peuvent être effectuées sans reviser l'entière législation actuelle, améliorations qui, une fois effectuées, supprimeront certaines des causes qui ont suscité des griefs et des plaintes de la part de nombreux Indiens".

Il reste encore certaines "améliorations d'ordre administratif" que votre comité juge opportunes.

Par conséquent, votre comité recommande que l'administration de toutes les affaires indiennes, sous quelque aspect qu'elles se présentent, soit confiée au même ministre.

Votre comité réitère la recommandation faite par le comité mixte de 1947 sur la Loi des Indiens, à savoir:

> "10. Le directeur de la Division des affaires indiennes ..... devrait être nommé commissaire ayant rang de sous-ministre, et avoir l'aide de deux commissaires adjoints, dont l'un devrait être un Canadien d'ascendance indienne".

10. ENQUÊTES PARLEMENTAIRES

Depuis 1867 il n'y a eu que deux enquêtes parlementaires sur les affaires indiennes, dont chacune avait une portée très restreinte. L'une d'elles, celles de 1920, a porté sur le bill No 14 qui renfermait des amendements au sujet de l'adoption du système électif de chefs et de conseillers; l'autre, celle de 1926, a été faite par un comité mixte qui a étudié les revendications des tribus indiennes alliées de la Colombie-Britannique.

Votre comité recommande que le Règlement de la Chambre des communes soit modifé afin de pourvoir à l'institution d'un comité permanent des affaires indiennes.

De l'avis de votre comité, la nécessité d'un tel comité se fera sentir pendant au moins quelques sessions, car il faudra étudier le fonctionnement de toute Loi des Indiens et des règlements établis sous son empire, et faire rapport à cet égard.

Votre comité estime qu'un intervalle de 20 ans sans enquête parlementaire constitue un laps de temps trop long pour permettre une bonne administration d'une division ou d'un département qui traite de problème d'ordre humain comme le sont les affaires indiennes.

11. CONSEILS CONSULTATIFS

Votre comité recommande que le gouvernement étudie l'opportunité d'instituer les conseils ou comités consultatifs qui sont, de temps en temps, jugés nécessaires pour mettre à exécution les dispositions de la Loi des Indiens.

12. Autres sujets connexes

L'administration des affaires indiennes comporte certains aspects qui exigent la coopération entre les employés supérieurs fédéraux et provinciaux en vue de réaliser la future intégration économique des Indiens dans le corps politique du Canada.

Votre comité recommande, par conséquent, que le gouvernement considère l'à-propos d'inscrire au programme de la prochaine conférence fédérale-provinciale, pour étude par les provinces, les questions suivantes:

a) l'éducation;
b) les services sanitaires et sociaux;
c) la conservation et l'accroissement des animaux à fourrure et les territoires des piégeages des Indiens;
d) les lois provinciales concernant le poisson et le gibier;
e) les lois provinciales concernant les spiritueux;
f) la validité du mariage célébré par des Indiens, dans les réserves indiennes, selon la coutume et le rite de la tribu.

Votre comité se rend compte que les questions énumérées ci-dessus sont réglées normalement sous le régime des pouvoirs conférés par les lois provinciales. Cependant, il devrait être possible pour les gouvernements du Dominion et des provinces de conclure un accord financier permettant de faire relever les Indiens de cette législation provinciale, ce qui assurerait la coordination de l'aide accordée en vue de permettre aux Indiens de devenir, sous tous rapports, des citoyens fiers du Canada et des provinces qu'ils habitent.

13. Appendice

Les Procès-verbaux et les Témoignages recueillis par votre comité sont déposés sur le bureau en même temps que le présent rapport.

14. Conclusion

Etant donné qu'il s'agit ici du dernier rapport de votre comité, il convient et il est opportun d'exprimer les sentiments de gratitude que votre comité ressent à l'égard des personnes et des groupements qui ont apporté une aide précieuse à ses délibérations soit en comparaissant devant lui soit en présentant des exposés écrits, soigneusement préparés.

Les hauts fonctionnaires de plusieurs départements de l'administration ont rendu des services particulièrement précieux, ainsi que l'a fait Me Norman E. Lickers, avocat-conseil du comité et agent de liaison des Indiens du Canada.

Le tout respectueusement soumis

W. H. TAYLOR,
Président, section du Sénat.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies des Ordonnances et règlements relatifs à l'Armée canadienne publiés dans *La Gazette du Canada* durant la période s'étendant du 31 mai au 12 juin 1948.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Haig soit ajouté à la liste des sénateurs formant partie du comité permanent des Ressources naturelles.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (344), intitulé: "Loi modifiant la Loi du dimanche", soit maintenant lu une troisième fois.

Après débat, et
Avec la permission du Sénat,
Ladite motion est retirée.

Sur motion, il est
Ordonné: Que ledit bill soit déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (348), intitulé: "Loi concernant les Statuts revisés du Canada", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (349), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (N-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, et la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932",
Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (Y-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des banques d'épargne de Québec",
Et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (229), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (393), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (365), intitulé: "Loi modifiant la Loi des traitements", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (198), intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour la considération du trois cent douzième et dernier rapport du comité permanent des Divorces, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

Le Sénat s'ajourne.

No 63

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 23 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,
Ballantyne,
Beauregard,
Bishop,
Bouchard,
Buchanan,
Calder,
Crerar,
Daigle,
David,
Davies,
Dessureault,
Donnelly,
Duff,
Duffus,
Dupuis,
Euler,
Fafard,
Fallis,
Gershaw,
Gouin,
Haig,
Hayden,
Horner,
Howard,
Howden,
Hugessen,
Hurtubise,
Hushion,
King,
Lacasse,
Lambert,
Léger,
Lesage,
Macdonald (Cardigan),
Marcotte,
McDonald (Shediac),
McDonald (Kings),
McKeen,
McLean,
Moraud,
Mullins,
Murdock,
Nicol,
Paterson,
Quinn,
Robertson,
Robinson,
Roebuck,
St-Père,
Sinclair,
Taylor,
Turgeon,
Vaillancourt,
Veniot,
Vien,
White,
Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (196), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1946 sur les allocations aux anciens combattants",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (J-7), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon",

Et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, auquel elle sollicite son agrément.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, ligne 1.*—Retrancher le paragraphe premier et le remplacer par le suivant:

"45. (1) Aussitôt qu'il est raisonnablement possible de le faire après l'enregistrement d'un claim, le détenteur de ce claim doit apposer ou faire apposer solidement sur chacune des bornes dudit claim une étiquette métallique portant lisiblement la marque ou l'impression du numéro inscrit et de la lettre ou des lettres, s'il en est, du claim, et, à défaut de ce faire, le registraire minier peut, après audition, annuler l'inscription du claim à la demande de toute personne qui, de l'avis du registraire minier, a été induite en erreur par l'absence de ces étiquettes; avis de l'audition ainsi qu'une copie de la demande doivent être signifiés au propriétaire enregistré du claim, de la manière prescrite par le registraire minier, au moins trente jours avant ladate fixée pour l'audition."

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé l'amendement qu'elle a apporté à ce bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (394), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur White du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 23 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son septième rapport, comme suit:

Votre comité a vérifié les comptes et les pièces justificatives du Greffier du Sénat pour l'année 1947-1948, et il les a trouvés exacts.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 23 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son huitième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que l'approvisionnement ordinaire de la papeterie, etc., choisi par votre comité, ayant égard à leur utilité et dans un esprit d'économie, pour l'usage des sénateurs à leurs chambres et pupitres dans la Chambre du Sénat, soit fourni conformément aux listes approuvées par votre comité et déposées entre les mains du commis préposé à la papeterie, et que la distribution en soit faite de manière semblable à celle de la présente session.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 23 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son neuvième rapport, comme suit:

1. Votre comité a, pour obtempérer à l'Ordre de renvoi du 22 juin 1948, étudié les rapports de la Commission du service civil recommandant à la considération et approbation du Sénat des modifications aux traitements du personnel du Sénat.

2. Votre comité recommande que soient approuvées les modifications de traitements conformément aux rapports de la Commission du service civil présentés au Sénat le 22 juin 1948.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 23 juin 1948.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues a l'honneur de présenter son dixième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que la sténographe du Leader du gouvernement au Sénat soit payée au taux de $6.50 par jour durant la session parlementaire et de $5.90 par jour durant la vacance parlementaire, à compter du 1er avril 1948.

2. Que la sténographe du Leader de l'opposition au Sénat soit payée au taux de $6.50 par jour durant la session parlementaire et de $5.90 par jour durant la vacance parlementaire, à compter du 1er avril 1948.

3. Que la rémunération de Thomas Green, reporter de la presse au Sénat, soit augmentée à $50.00 par semaine, à compter du 1er avril 1948.

4. Que la rémunération de Georges Langlois, reporter de la presse au Sénat, soit augmentée à $25.00 par semaine, à compter du 1er avril 1948.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent de l'Immigration et du travail, auquel a été déféré le Bill (195), intitulé: "Loi tendant à l'examen, à la conciliation et au règlement des différends du travail", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit rapport est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être approuvé,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Euler, propose qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord international sur le blé, ouvert à la signature, à Washington, le 6 mars 1948, et que le Sénat approuve cet Accord.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (349), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (198), intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (365), intitulé: "Loi modifiant la Loi des traitements", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:
Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:
Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (229), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (393), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 64

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 24 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Ferland,	Léger,	Quinn,
Beauregard,	Gershaw,	Lesage,	Robertson,
Bishop,	Gouin,	Macdonald	Robinson,
Bouchard,	Haig,	(Cardigan),	Roebuck,
Calder,	Hardy,	Marcotte,	St-Père,
Crerar,	Hayden,	McDonald	Sinclair,
Daigle,	Horner,	(Shediac),	Stevenson,
David,	Howard,	McDonald	Taylor,
Davies,	Howden,	(Kings),	Turgeon,
Dessureault,	Hugessen,	McKeen,	Vaillancourt,
Duff,	Hurtubise,	McLean,	Veniot,
Dupuis,	Hushion,	Moraud,	Vien,
Euler,	King,	Murdock,	White.
Fafard,	Lacasse,	Nicol,	Wilson.
Fallis,	Lambert,	Paterson,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (338), intitulé: "Loi concernant les impôts sur le revenu", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à une période ultérieure de la présente séance.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Transports et communications, présente le rapport suivant de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 24 juin 1948.

Le comité permanent des Transports et communications, auquel a été déféré le Bill (E), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite *"The Toronto, Hamilton and Buffalo Company"* et la *Canadian National Railway Company"*, a, pour obtempérer à l'Ordre de renvoi du 29 janvier 1948, examiné ledit bill, et a l'honneur d'en faire rapport comme suit:

Demande ayant été produite qu'il soit permis de retirer ce bill, le comité recommande que l'autorisation nécessaire soit accordée en conséquence.

Le tout respectueusement soumis.

SALTER A. HAYDEN,
Président suppléant.

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (344), intitulé: "Loi modifiant la Loi du dimanche", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (337), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Code criminel", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le rapport suivant de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 24 juin 1948.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail a l'honneur de faire rapport, comme suit:

En vertu de l'Ordre de renvoi du 3 février 1948, votre comité avait reçu pouvoir et instructions d'étudier la Loi de l'Immigration (S.R.C. chapitre 93, ainsi que ses amendements), son application et son mode d'administration, ainsi que les circonstances et les conditions qui s'y rapportent, y compris:

a) l'opportunité d'admettre des immigrants au Canada,

b) le genre d'immigrants qu'il faudrait préférer, ainsi que l'origine, la formation et les autres qualités de ces immigrants,

c) le nombre d'immigrants susceptibles de venir au Canada,

d) les moyens, les ressources et les aptitudes du Canada relativement à l'absorption, à l'emploi et au soutien de ces immigrants, et

e) les termes et conditions convenables sous lesquels ces immigrants doivent être admis.

Conformément à cet Ordre de renvoi, votre comité a fait enquête sur le sujet général de l'immigration, la loi et les règlements modifiés de temps à autre, la manière dont la loi a été appliquée, ainsi que sur les progrès que le Canada a réalisés l'an dernier et les années précédentes en ce qui concerne les besoins auxquels il devait satisfaire et les obligations qu'il devait remplir. Au cours de son enquête votre comité a entendu, aux dates suivantes, les témoignages des organismes et des personnes ci-dessous mentionnées.

Les témoins qui se sont fait entendre au comité permanent de l'Immigration et du travail, au cours de la session de 1947, sont les suivants:

Les témoins suivants ont comparu devant le comité de l'Immigration et du travail, au cours de la session 1947-1948:

29 janvier 1948; 4 février 1948:

Dr H. L. Keenleyside, sous-ministre, ministère des Mines et des ressources.
M. James Colley, représentant permanent, Comité inter-gouvernemental des réfugiés.
Mme Jean Henshaw, ex-directrice et surveillante des camps de réfugiés en Allemagne.

11 février 1948:

L'honorable Humphrey Mitchell, C.P., M.P., ministre du Travail.
M. A. MacNamara, sous-ministre, ministère du Travail.
M. William Van Ark, Toronto, Ontario, ex-directeur du camp de groupements I.R.O. en Europe.

18 février 1948:

Capitaine E. S. Brand, Ottawa, Ontario, conseil temporaire du transport, division de l'Immigration, ministère des Mines et des ressources.
M. R. G. Riddell, chef de la division des Nations Unies, ministère des Affaires extérieures.
M. Leslie G. Chance, chef de la division consulaire, ministère des Affaires extérieures.
M. A. A. Day, division des Nations Unies, ministère des Affaires extérieures.

10 mars 1948:

M. Irving Himel, Toronto, Ontario, avocat-conseil du comité pour l'abrogation de la Loi concernant l'immigration chinoise.

Dr A. E. Armstrong, Toronto, Ontario, président conjoint du comité pour l'abrogation de la Loi concernant l'immigration chinoise.

Rév. Père Beal, Toronto, Ontario, président conjoint du comité pour l'abrogation de la Loi concernant l'immigration chinoise.

M. A. R. Mosher, C.B.E., président du Congrès canadien du travail.

Dr S. K. Ngai, Toronto, Ontario, président conjoint du comité pour l'abrogation de la Loi concernant l'immigration chinoise.

17 mars 1948:

M. Max Lerner, London, Ontario.

28 avril 1948:

M. A. L. Jolliffe, directeur de l'immigration, ministère des Mines et des ressources.

Mme A. K. Hugessen, représentante du Comité national canadien des réfugiés au Comité des nouveaux Canadiens à Montréal.

2, 9 et 15 juin 1948:

Dr H. L. Keenleyside, sous-ministre, ministère des Mines et des ressources.

M. Frank Foulds, directeur de la division de la citoyenneté, Secrétariat d'Etat.

RÉSUMÉ DES TÉMOIGNAGES PRODUITS EN COMITÉ

29 janvier au 15 juin 1948

Division de l'immigration

Les rapports du Dr Keenleyside du 29 janvier et du 15 juin, ainsi que les états statistiques déposés par M. Jolliffe, le 28 avril, indiquent une augmentation sensible du nombre d'immigrants admis au Canada. A divers autres égards, la situation générale concernant l'immigration s'est grandement améliorée.

En vertu des arrêtés ministériels en date du 5 juin, 18 juillet, 1er octobre 1947 et de l'arrêté ministériel C.P. 1628, en date du 22 avril 1948, un total de 30,000 personnes déplacées ont été agréées. Ce chiffre ne comprend pas les personnes qui viennent à titre de parents rapprochés. Les règlements permettant l'entrée de sujets britanniques du Royaume-Uni, et des Dominions ainsi que de citoyens des Etats-Unis continuent d'opérer.

Au cours de l'année financière 1947-1948 environ 80,000 immigrants ont été admis, soit une augmentation de 13,000 sur l'année 1946-1947. De ces 80,000, 45,000 provenaient des Iles Britanniques, et 14,000 étaient des personnes déplacées. Durant les quatre premiers mois de 1947, on a admis 10,900 immigrants, alors que pour la même période de 1948, ce chiffre s'établissait à 32,500.

On a reçu 31,700 demandes concernant des parents en Allemagne, en Autriche et en Italie, c'est-à-dire concernant des parents de personnes déplacées. 25,600 demandes ont été approuvées et environ 8,000 parents sont déjà arrivés au pays.

TRANSPORT

Les facilités de transport ont été plus favorables que prévu. Les navires naviguant des Iles britanniques au Canada fournissent présentement une accommodation quatre fois supérieure à celle de l'année dernière. Le gouvernement du Dominion a récemment conclu un accord avec Air-Canada aux fins de pourvoir au transport aérien de 10,000 personnes avant la fin du mois de mars 1949, au taux uniforme de-£72. L'I. R. O. s'occupe du transport des personnes déplacées, et le *Beaverbrae,* ancien navire allemand converti, transporte environ 770 parents de Canadiens une fois par trois ou quatre semaines.

EXAMEN

Au cours de l'année, la division de l'Immigration a établi à Heidelberg un bureau qui sert de quartier-général pour son travail dans les territoires occupés. Le nombre d'équipes d'immigration qui opèrent dans ces zônes a été porté de six à huit, et une neuvième équipe ambulante visitera d'autres pays afin d'y examiner ceux qui font des demandes d'immigration. L'équipe visitera probablement en premier lieu la Suède afin de faire enquête sur les Esthoniens et autres réfugiés baltes.

On a ouvert un bureau d'immigration à Rome. En vertu de C.P. 4850, les gens de la Finlande, de l'Italie, de la Hongrie et de la Roumanie, pour fins d'immigration, ne sont plus considérés comme citoyens de pays ennemis.

LOI DE L'IMMIGRATION—DÉPORTATION

La Loi de l'Immigration a été modifiée de temps à autre, mais il n'y a été apporté aucun changement fondamental depuis qu'elle a été adoptée en 1910. Un débat sur la procédure concernant la déportation a démontré que la Loi n'est plus conforme aux développements du traitement scientifique des maladies nerveuses et de la tuberculose.

Une personne, autre qu'un citoyen canadien ou une personne ayant domicile, peut être déportée si elle est entrée au Canada illégalement, ou si elle a été confinée à une prison, à un pénitencier ou à une institution mentale. On a cité des cas de personnes qui avaient subi l'examen médical pour entrer au Canada, et qui souffraient de troubles temporaires nerveux ou mentaux. Dès qu'elles se rétablissent, elles sont sujettes à être déportées. Bien que le ministre puisse retarder l'action, et bien qu'il le fasse souvent pour fins d'humanité, si la personne intéréressée ne devient pas charge publique, la personne en question ne peut jamais obtenir résidence permanente et devenir citoyen. Certains réfugiés ont été découragés par l'inquiétude et l'incertitude.

Il a été proposé que le comité recommande que la Loi soit étudiée et que l'on porte spécialement attention à l'opportunité d'accorder au ministre des pouvoirs d'appel plus étendus, et que la Loi soit modifiée de façon à pourvoir à la reprise en considération d'un ordre de déportation après un délai de cinq ou dix années.

CHINOIS

On a recommandé de demander l'abrogation de l'arrêté C.P. 2115, de façon que les personnes mariées et descendant de Chinois, résidant au Canada, puissent être autorisées à faire venir leurs épouses et leurs enfants dans ce pays. Les résidents canadiens et qui sont originaires d'Europe, de l'Amérique du Sud ou des Etats-Unis peuvent faire venir leurs familles; mais les gens de race asiatique doivent être citoyens pour bénéficier du même privilège. Cette différence de traitement est contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et répugne à l'objectif déclaré du Premier Ministre (27 janvier 1947) de supprimer toutes les différences de traitement envers les Chinois à cause de leur race. La religion et le bien-être social condamnent en principe la séparation des familles.

Proposé par l'honorable sénateur Murdock—appuyé par l'honorable sénateur Bouchard, et unanimement résolu: "Que cette recommandation soit adoptée".

MINISTÈRE DU TRAVAIL

Le Département du Travail, à cause des facilités que lui procure le Service national de l'Embauchage et la coopération possible des comités fédéraux et provinciaux du travail de ferme, a été invité à jouer un rôle actif dans le placement des immigrés.

Le premier groupe placé a été celui de 4,527 anciens combattants polonais—dont 4,425 sont encore sur des fermes. Lorsque le gouvernement fédéral a approuvé l'admission de personnes déplacées pour être employées, le Département du Travail a été invité à les aider également en les plaçant et en suivant leurs occupations. Les employeurs canadiens font connaître leurs besoins au Département du Travail. Après approbation des bureaux fédéraux de l'Immigration (comité du Travail), les personnes déplacées sont choisies d'après leur compétence, examinées par des fonctionnaires de l'Immigration, puis amenées au Canada par entente avec l'Organisation Internationale des Réfugiés.

Depuis le moment de leur arrivée, ils tombent sous la surveillance du Département du Travail. A la fin d'avril, les groupes suivants étaient arrivés au Canada:

Ouvriers forestiers	3500
Domestiques	2300
Ouvriers de ferme	113
Ouvriers textiles	207
Ouvriers en confection de vêtements et les personnes à leur charge	1700
Mineurs	1500
Ouvriers de fonderie	330
Ouvriers de chemin de fer	1500
Ouvriers en hydraulique	1000
Ouvriers en construction	102

Le placement des femmes comme domestiques a particulièrement réussi. L'honorable M. Mitchell a dit que les ouvriers immigrés n'ont causé aucune difficulté; et le comité a reçu des lettres d'employeurs déclarant que ces ouvriers s'adaptent fort bien et donnent satisfaction.

CITOYENNETÉ CANADIENNE

Cette Division du Ministère du Secrétaire d'Etat coopère avec le gouvernement et les agences privées pour faciliter l'assimilation des Immigrants. Le procédé d'assimilation est graduel. Les nouveaux venus ne peuvent pas devenir immédiatement des citoyens canadiens; mais si on les aide à comprendre, ils nourriront de plus en plus un sentiment d'affection et de loyauté pour leur nouvelle patrie.

L'Immigrant doit d'abord apprendre à parler l'une de nos deux langues. Il doit avoir la conscience qu'il lui est loisible de manifester son désir de devenir un citoyen canadien en faisant une déclaration de son intention aussitôt qu'il le juge à propos.

C'est après ces deux stages, et avant qu'il fasse une demande de naturalisation, que l'Immigrant doit recevoir des leçons d'histoire, de géographie, de gouvernement et d'autres institutions du Canada. Les immigrants du Royaume-Uni doivent aussi faire ce stage parce que—bien qu'ils connaissent le langage et comprennent les institutions démocratiques—ils ne connaissent pas le Canada. Ils veulent aussi éprouver le sentiment qu'ils y appartiennent.

En parcourant ces trois stages, l'immigrant a besoin d'aide; et l'attitude des Canadiens influence le progrès de l'assimilation. La plupart des Canadiens manifestent sincèrement un bon vouloir; et plusieurs organisations privées sont

prêtes à aider. Une coordination plus étroite des services fédéraux intéressés est cependant nécessaire afin de déterminer clairement les fonctions des agences publiques et privées dont la coopération est considérable.

Un comité inter-départemental de coordination pourrait donc être institué avec des représentants de la Division de l'Immigration, du Département du Travail, du Département des Affaires extérieures, du Département de la Santé et du Bien-être, et de la Division de la Citoyenneté. On a fait mention des cours de langues auxquels pourvoient les gouvernements provinciaux.

Les membres du comité ont été avisés de l'éventualité de la déplorable influence que les immigrants peuvent subir de la part de gens parlant leur langue. On a proposé la nomination de quelques conseillers voyageurs, à titre temporaire, qui parlent la langue des immigrés. Ces conseillers donneraient des avis et des renseignements aux immigrants, et les dirigeraient sur l'agence capable de répondre à leurs besoins particuliers.

Organisation internationale des Réfugiés

L'Organisation internationale des Réfugiés (*International Refugee Organization*) a soin d'un million et demi de personnes déplacées. On doit pourvoir au rétablissement de 800,000 d'entre elles. Ce sont d'anciens citoyens de la Pologne, de la Russie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, et des Etats baltiques, qui ne désirent pas retourner dans leur pays d'origine. L'I.R.O. s'est prononcée contre le rapatriement forcé, ce qui impose aux nations membres de cette organisation l'obligation internationale et humanitaire d'accueillir les personnes déplacées. Le Canada est membre de cette organisation et, par conséquent, en partage les responsabilités et les dépenses. Il n'en coûtera pas beaucoup plus de rétablir un homme que de le tenir dans un camp de personnes déplacées durant une année; mais l'entretien est une dépense persistante.

L'Organisation internationale des Réfugiés opère actuellement très difficilement à cause de ses ressources restreintes. Le Canada a contribué $3,600,000 à un budget de $117 millions. Bien que la contribution du Canada (un total de $5 millions pour l'année se terminant au 1er juillet 1948) soit relativement bonne, le comité estime que le total est lamentablement bas et gêne les opérations de la Commission Préparatoire de l'Organisation internationale des Réfugiés.

Appel de la Suède aux Estoniens

Lorsque, en 1940, les Russes occupèrent les pays baltiques, la propriété privée fut confisquée et 320,000 personnes furent déportées en Russie. Au cours de l'automne de 1944, lorsque le front russe se rapprocha pour la deuxième fois des Etats baltiques, un fort mouvement d'évacuation se produisit chez un très grand nombre de citoyens qui trouvèrent les moyens de fuir. Plusieurs arrivèrent en Suède où ils se trouvent aujourd'hui dans une situation moins favorable que ceux qui sont restés en territoire occupé.

Les réfugiés baltes en Suède ne sont pas officiellement des personnes déplacées et sont par conséquent exclus des plans d'immigration de l'Organisation internationale des Réfugiés. Ils ont pourtant souffert à cause de leur opposition au totalitarisme et ils répugnent à retourner dans des pays dominés par les Russes. Les réfugiés baltes en Suède comprennent d'excellents ouvriers en construction, en industrie textile et métallurgique, des experts dans l'élevage de la volaille, dans l'industrie laitière, en horticulture et en apiculture.

Un rapport subséquent du Dr Keenleyside indique que la Division de l'Immigration étudie favorablement cette requête.

RECOMMANDATIONS

1. Continuer à étendre les opérations de la Division de l'Immigration et à les rendre plus actives, en y comprenant:

L'étude des règlements concernant la déportation;

L'abrogation de l'arrêté C.P. 2115—qui restreint les familles chinoises;

L'admission des Estoniens venant de Suède.

2. Organiser un comité de coordination comprenant des représentants de l'Immigration, du Travail, de la Santé et du Bien-être, et de la Citoyenneté.

3. Admettre une plus grande diversité d'ouvriers techniques et d'experts de grande expérience dans les camps de personnes déplacées.

4. Renforcer les opérations de la Division de la Citoyenneté, particulièrement en ce qui concerne l'approvisionnement de matériel nécessaire à l'enseignement et le travail de liaison.

5. Faire en sorte que de promptes et généreuses contributions soient versées à l'Organisation internationale des Réfugiés.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, présente le rapport suivant de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 24 juin 1948.

Le comité permanent des Finances, auquel ont été déférés les amendements apportés par ce comité au Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", a, pour obtempérer à l'Ordre de renvoi du 17 juin 1948, étudié davantage lesdits amendements, et il a maintenant l'honneur d'en faire rapport comme suit:

1. Votre comité recommande qu'il lui soit permis de retirer lesdits amendements.

2. Votre comité recommande que le bill soit modifié comme suit:

(1) *Page 5, lignes 40, 41 et 42.*—Retrancher:
"et par le retranchement des mots "sept pour cent l'an" chaque fois qu'ils y apparaissent et leur remplacement par les mots "huit pour cent l'an"."

(2) *Page 6, ligne 45.*—Au mot "deux" substituer "un".

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président.

Ledit rapport est agréé, et
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Crerar, du comité permanent des Ressources naturelles, auquel a été déféré le Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Sur motion de l'honorable sénateur Hayden, il est
Ordonné: Que les taxes parlementaires versées en rapport avec le Bill (E), intitulé: "Loi concernant la compagnie dite *The Toronto, Hamilton and Buffalo Company* et la *Canadian National Railway Company*", soient remboursées à la *The Toronto, Hamilton and Buffalo Company,* moins les frais d'impression et de traduction.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite" il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (229), intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (393), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du quatrième rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la Loi des Indiens, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (394), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Euler, qu'il soit

Résolu,—Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord international sur le blé, ouvert à la signature, à Washington, le 6 mars 1948, et que le Sénat approuve cet Accord.

Après plus ample débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (338), intitulé: "Loi concernant les impôts sur le revenu", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et
Déféré au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

No 65

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 25 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Beauregard,	Haig,	McDonald	St-Père,
Bishop,	Horner,	(Shediac),	Sinclair,
Calder,	Howard,	McDonald	Stevenson,
Crerar,	Howden,	(Kings),	Taylor,
Davies,	Hugessen,	McKeen,	Turgeon,
Dessureault,	Hushion,	McLean,	Vaillancourt,
Duff,	King,	Moraud,	Veniot,
Dupuis,	Lacasse,	Murdock,	Vien,
Fallis,	Lambert,	Paterson,	White,
Ferland,	Macdonald	Robertson,	Wilson.
Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message par lequel elle retourne le Bill (330), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu",

Et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés à ce bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (395), intitulé: "Loi sur la convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et la Nouvelle-Zélande, signée à Ottawa, Canada, le douzième jour de mars 1948", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Gouin, du comité spécial mixte des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, présente le second et dernier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 25 juin 1948.

Le comité spécial mixte des Droits de l'homme et des libertés fondamentales a l'honneur de présenter son second et dernier rapport.

A titre de mesure préalable à son enquête, votre comité a divisé une partie de son ordre de renvoi du 18 février 1948 en trois sections, savoir:

a) Etudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que la meilleure façon de remplir les obligations qu'ont acceptées tous les membres des Nations Unies;

Et, en particulier, étant donné les dispositions de la Charte des Nations Unies et l'établissement, par le Conseil économique et social des Nations Unies, d'une commission des droits de l'homme;

b) L'état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada;

c) Et, le cas échéant, les mesures à prendre ou à recommander pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

et a décidé d'examiner d'abord les sections *a*) et *c*), et de revenir ensuite à la section *b*).

En ce qui concerne la section *a*), votre comité a immédiatement abordé l'étude du projet de Déclaration internationale des droits de l'homme transmis au gouvernement par le Secrétaire général des Nations Unies.

Tout en n'imposant aux Etats aucune obligation juridique, ce document, étant une déclaration de principe, tendra à influencer le cours de la législation des Etats qui se considèrent comme moralement liés par ses dispositions, et favorisera, par conséquent, les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Comme le projet de déclaration a subi des modifications au cours de réunions récentes de certains organismes des Nations Unies, votre comité a décidé de ne pas chercher à préparer un nouveau projet, mais de faire une étude critique des principes énoncés dans le projet actuel et des commentaires formulés par les autres gouvernements.

Votre comité estime que la Déclaration aurait plus d'efficacité si elle était exprimée d'une manière plus brève et plus précise. Comme il n'est nullement certain qu'un projet spécial préparé par votre comité soit accepté par les Nations Unies, votre comité ne propose aucune revision particulière du projet soumis, mais recommande que le gouvernement tienne compte, en présentant ses vues aux Nations Unies, des opinions exprimées par les membres de votre comité dans les procès-verbaux et témoignages.

En ce qui concerne la section *c*), votre comité a invité les groupements et organismes qui en avaient manifesté le désir, à lui exposer leurs vues par écrit. Votre comité a reçu des mémoires des organismes suivants:

a) Congrès juif du Canada;
b) Témoins de Jéhovah;
c) *Civil Rights Union*, Toronto;
d) *Canadian Daily Newspapers Association*;
e) Organismes représentant les Chinois au Canada;
f) Comité pour une déclaration des droits, Toronto.

Par suite de ces expressions d'opinions, votre comité a étudié la question de la promulgation d'une déclaration des droits pour le Canada.

Quoique les exposés présentés n'aient pas tous recommandé une déclaration des droits pour le Canada, ceux qui contenaient une telle recommandation favorisaient la promulgation d'une déclaration des droits par l'amendement de la constitution plutôt que par un statut du Parlement fédéral.

A la demande du comité, le sous-ministre de la Justice a parlé des effets qu'aurait la promulgation d'une déclaration des droits (1) par un statut du Parlement fédéral et (2) par un amendement à la constitution. Il a traité en particulier de ses effets sur la législation provinciale et fédérale actuelle et à venir, sur le droit commun, la souveraineté du Parlement et les prérogatives de la Couronne.

Votre comité est d'avis qu'il serait peu sage d'essayer de promulguer une déclaration des droits au Canada par un statut du Parlement fédéral pour les raisons suivantes, entre autres.

Le pouvoir requis pour que le Parlement fédéral édicte une telle loi est contesté. On en voit la preuve dans les lettres reçues des procureurs généraux des provinces et des doyens de certaines écoles de droit en réponse à l'invitation que le comité leur avait faite d'exprimer leur opinion sur les pouvoirs du Parlement d'édicter une déclaration des droits de l'homme applicable au Canada entier.

La détermination de l'étendue des pouvoirs du gouvernement fédéral par le renvoi de certaines questions à la Cour suprême du Canada a été proposée, mais ces questions, en plus de présenter de sérieuses difficultés de rédaction, feraient certainement naître une controverse juridique et constitutionnelle avec les provinces, qui pourrait aller loin.

En dépit de ce fait, le renvoi de ces questions serait désirable si les réponses pouvaient être considérées comme fixant la loi et si un statut fédéral, fondé sur ces réponses, constituait une garantie constitutionnelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cependant, les réponses n'auraient pas le même effet obligatoire qu'une décision dans une cause en litige découlant de faits particuliers. De plus, une loi fédérale mise en vigueur sur la base des réponses à ces questions, ne constituerait aucune garantie constitutionnelle des droits, parce qu'elle pourrait à tout moment être modifiée ou abrogée par le Parlement. Tant qu'elle ne serait pas amendée ou abrogée, cette loi lierait les législatures provinciales (dans la mesure où elle serait constitutionnelle) mais non pas le Parlement fédéral, puisque les lois ultérieures du Parlement fédéral, qui seraient incompatibles avec ses dispositions, pourraient quand même entrer en vigueur.

C'est probablement pour ces raisons que les mémoires présentés à votre Comité en vue d'appuyer une déclaration des droits, proposent de recourir à un amendement de la constitution plutôt qu'à un statut fédéral. Par conséquent, votre comité ne peut pas recommander que le gouvernement prenne en considération favorable la promulgation d'une déclaration des droits sous la forme d'un statut fédéral.

Attendu que les décisions de la Cour suprême du Canada dans des causes particulières seraient beaucoup plus satisfaisantes que dans les renvois d'ordre général destinés à délimiter les pouvoirs du Parlement et des législatures, votre comité s'est demandé s'il ne serait pas bon d'étendre la juridiction de la Cour suprême du Canada de telle sorte que ce tribunal puisse permettre d'en appeler des points de droits dans les cas où cela est présentement impossible. Votre comité est d'avis que le gouvernement devrait étudier cette demande d'extension, et il en fait la recommandation.

Comme le temps pressait, votre comité n'a pas pu inviter ceux qui lui ont envoyé des mémoires à venir défendre leurs opinions de vive voix. Si ceux qui ont présenté le projet de loi modifiant l'Acte de l'Amérique britannique du Nord avaient été présents, ils auraient peut-être pu répondre à quelques-unes des nombreuses questions, ou même à toutes, qui se sont posées aux membres de votre comité au sujet des conséquences qu'entraînerait l'incorporation de ce projet de loi dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Toutefois, d'après le témoignage du sous-ministre de la Justice, il semble que ces conséquences sont si incertaines et peuvent, dans quelques cas du moins, être si indésirables, que votre comité ne serait pas justifié de recommander, sans une étude prolongée, l'adoption de recommandations telles que celles qui sont contenues dans le mémoire du comité pour une déclaration des droits.

Votre comité recommande qu'en étudiant davantage la promulgation d'une déclaration des droits sous forme d'amendement à la constitution, le gouvernement ne se borne pas à prendre en sérieuse considération les mémoires présentés au comité, le témoignage du sous-ministre de la Justice et les commentaires des députés, tels qu'ils figurent au compte rendu, mais qu'il obtienne aussi l'aide des fonctionnaires du ministère de la Justice ou d'un comité interministériel, ainsi que les autres opinions d'experts qu'il pourra juger nécessaires.

En présentant ce rapport, votre comité veut exprimer sa conviction que les Canadiens jouissent de droits civils et de libertés à un degré qui n'est surpassé nulle part ailleurs. Il est incontestable qu'ils doivent être maintenus. Mais tenter de définir ces droits et ces libertés en termes statutaires constitue une tâche qui ne doit pas être entreprise à la légère. Les difficultés qu'éprouvent depuis si longtemps les Nations Unies à s'entendre sur la rédaction d'une déclaration internationale des droits le démontrent bien. Cependant, on en comprend bien le sens en général. Ces droits et ces libertés existent, on en jouit et ils doivent être conservés.

On peut attirer l'attention sur les circonstances dans lesquelles les droits fondamentaux sont censés avoir été restreints. Il est désirable que de telles circonstances fassent l'objet d'un examen critique et sérieux, car elles invitent le gouvernement et le Parlement du jour à scruter la façon dont le Canada a maintenu les droits civils et les libertés de son peuple. Si les imperfections qui se manifestent, sont reconnues et corrigées, il y a progrès dans le sens de la pleine réalisation de l'idéal d'observation générale des droits de l'homme et des libertés fondamentales envisagés pour tous dans la Charte des Nations Unies.

Le respect et l'observation de ces droits et de ces libertés dépendent effectivement des vues, de la volonté et de l'esprit du peuple. On peut en dire long

pour montrer qu'il est indésirable d'entreprendre de définir ces droits et ces libertés avant que l'opinion publique soit solidement formée quant à leur nature. Or, votre comité n'est pas convaincu que l'opinion publique au Canada a évolué suffisamment à cet égard. La question demande à être débattue davantage avant qu'il y ait lieu de procéder à la définition des droits et des libertés à sauvegarder.

Quelles que soient, d'autre part, les mesures préconisées par voie statutaire ou autre pour le maintien des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les Canadiens ne devront jamais oublier qu'en définitive la seule garantie efficace de ces droits et de ces libertés se trouve dans le peuple lui-même, aussi bien que dans une opinion publique ferme et pratique.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages de votre comité est annexé au présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.

L. M. GOUIN,
Président, section du Sénat.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été déféré le Bill (338), intitulé: "Loi concernant les impôts sur le revenu", rapporte que le comité, après avoir étudié ledit bill, l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 4, ligne 34.*—Après le mot "l'occasion", insérer "de la réduction de capital,".
2. *Page 6, ligne 44.*—Après le mot "article", insérer "à l'exception du paragraphe (6)".
3. *Page 85, ligne 16.*—Au mot "preuve", substituer "témoignages".
4. *Page 85, ligne 28.*—Au mot "preuve", substituer "témoignages".
5. *Page 85, ligne 39.*—Au mot "preuve", substituer "témoignages".
6. *Page 85, ligne 49.*—Au mot "preuve", substituer "témoignages".
7. *Page 86, ligne 17.*—Au mot "preuve", substituer "témoignages".
8. *Page 86, ligne 19.*—Aux mots "Lorsqu'une preuve est fournie", substituer "Lorsqu'un témoignage est fourni".

Lesdits amendements sont agréés.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie du rapport annuel de la Commission du service civil du Canada pour l'année civile terminée le 31 décembre 1947.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du quatrième rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la Loi des Indiens, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du comité permanent de l'Immigration et du travail.

L'honorable sénateur Wilson propose que ledit rapport soit agréé.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 66

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Samedi 26 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Horner,	Marcotte,	Robertson,
Beauregard,	Howard,	McDonald	Robinson,
Bishop,	Hugessen,	(Kings),	Roebuck,
Davies,	Hushion,	McKeen,	St-Père,
Duff,	King,	Moraud,	Sinclair,
Dupuis,	Lacasse,	Murdock,	Stevenson,
Fallis,	Lambert,	Paterson,	White,
Gouin,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (K-11), intitulé: "Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (338), intitulé: "Loi concernant les impôts sur le revenu",

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a agréé les amendements que le Sénat a apportés audit bill, sans autre modification.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (396), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.
Ledit bill est alors lu la deuxième et la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté.
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (397), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'urgence sur la conservation des devises", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.
Ledit bill est alors lu la deuxième et la troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté.
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport de la délégation canadienne à la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information, tenue à Genève, du 23 mars au 21 avril 1948. (Versions anglaise et française).

Sur motion de l'honorable sénateur Aseltine, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées à l'égard de la pétition de Diana Eve Whittall Beurling, demandant l'adoption d'un bill de divorce, soient remboursées à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de l'honorable sénateur Aseltine, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées à l'égard de la pétition de Aldoria Rodier dit St. Martin, demandant l'adoption d'un bill de divorce, soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de l'honorable sénateur Aseltine, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées à l'égard de la pétition de Pierre Béhocaray, demandant l'adoption d'un bill de divorce, soient remboursées au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du quatrième rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la Loi des Indiens, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (395), intitulé: "Loi sur la convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et la Nouvelle-Zélande et signée à Ottawa, Canada, le douzième jour de mars 1948", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du second et dernier rapport du comité spécial mixte sur les Droits de l'homme et les libertés fondamentales.

L'honorable sénateur Gouin propose que ledit rapport soit adopté.

Après débat, il est
Ordonné: Que la suite du débat soit ajournée à demain.

Comme il est six heures, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

8 p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est
Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 67

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 28 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Horner,	McKeen,	Stevenson,
Bishop,	Hurtubise,	Murdock,	Taylor,
Dupuis,	King,	Paterson,	Turgeon,
Fafard,	Lacasse,	Robertson,	Veniot,
Fallis,	Lambert,	St-Père,	Wilson.
Gouin,	Marcotte,		

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies des Règlements concernant les pensions de vieillesse, établis et édictés en vertu de l'arrêté ministériel C.P. 1860, en date du 29 avril 1948, sous l'autorité de la Loi des pensions de vieillesse, chapitre 156 des Statuts revisés du Canada, 1927. (Versions anglaise et française.)

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Paterson, propose qu'il soit

Résolu: Que cette Chambre est d'avis:

(1) Que les besoins d'une Capitale nationale comportent, à l'occasion, des aménagements dont la portée dépasse les améliorations municipales requises ordinairement dans d'autres villes; et

(2) Que l'aménagement d'une Capitale nationale constitue, au moins en partie, une responsabilité nationale, étant donné que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord désigne Ottawa comme étant la Capitale du Canada;

(3) Que la mise à exécution des améliorations projetées exige un énoncé précis du dessein d'entreprendre les aménagements nécessaires de façon à en assurer la continuité; et

(4) Qu'il est opportun que tous les aménagements de la Capitale se fassent suivant un plan approuvé qui tienne compte de la situation de la ville d'Ottawa comme Capitale nationale à l'heure actuelle, et de ses besoins probables comme Capitale du Canada au cours des années à venir;

(5) Qu'il soit établi, au Fonds du revenu consolidé, un compte spécial, connu sous le nom de Fonds de la Capitale nationale, auquel pourront être versées annuellement, pendant une période d'années, les sommes votées par le Parlement et requises de temps à autre pour défrayer le coût des entreprises qui pourront être recommandées par la Commission du district fédéral et approuvées par le gouverneur en conseil en vue de l'aménagement de la Capitale nationale et de la région avoisinante, conformément audit plan;

(6) Qu'il est opportun que les travaux nécessaires à cette fin soient sous la surveillance de la Commission du district fédéral, et distincts de ses opérations ordinaires;

(7) Que les dépenses affectées à ces fins soient subordonnées à la coopération effective de la ville d'Ottawa et des autres municipalités sises dans les limites du district de la Capitale nationale.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du quatrième rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la Loi des Indiens.

L'honorable sénateur Taylor propose que ledit rapport soit adopté.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion visant l'agrément du second et dernier rapport du comité mixte spécial des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Comme il est six heures, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à neuf heures.

Neuf heures du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne.

No 68

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 29 juin 1948

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Ferland,	Marcotte,	Stevenson,
Bishop,	Gouin,	McKeen,	Turgeon,
Dessureault,	Hayden,	Murdock,	Vaillancourt,
Dupuis,	Horner,	Paterson,	Veniot,
Fafard,	King,	Robertson,	Wilson.
Fallis,	Lambert,	St-Père,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel de la division des allocations familiales du ministère de la Santé nationale et du bien-être social pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (versions anglaise et française).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en agrément au second et dernier rapport du Comité spécial mixte des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

L'honorable sénateur Aseltine propose que ledit rapport ne soit pas maintenant adopté, mais qu'il demeure déposé sur la Table.

Etant posée la question sur la motion en amendement,
Elle est résolue par l'affirmative, et
Ordonné en conséquence.

Comme il est six heures, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à neuf heures.

9 heures p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain, à onze heures de la matinée.

Le Sénat s'ajourne.

No 69

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 30 juin 1948

Onze heures de la matinée.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Bishop,	Gouin,	Marcotte,	Stevenson,
Davies,	Hardy,	Murdock,	Turgeon,
Dessureault,	King,	Paterson,	Vaillancourt,
Fafard,	Lacasse,	Robertson,	Veniot,
Fallis,	Lambert,	St-Père,	White,
Ferland,			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la table:
Rapport annuel de l'Office de soutien des prix agricoles pour l'année 1947-48.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-11), intitulé: "Loi concernant la faillite", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, y compris le protocole d'application provisoire, joint à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, tenue à Genève du 10 avril au 30 octobre 1947, ainsi que les accords complémentaires du 30 octobre 1947 entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique et entre le Canada et le Royaume-Uni; et que la Chambre approuve ces accords, sous réserve de la mesure législative requise afin de mettre leurs dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp:

Qu'il importe que le Parlement approuve l'Accord complémentaire du 30 octobre 1947 entre le Canada et le Royaume-Uni afférent à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et que le Sénat approuve ledit accord, sous réserve des mesures législatives requises afin de mettre ces dispositions à exécution.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Comme il est une heure, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à trois heures.

Trois heures de l'après-midi.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Cinq heures de l'après-midi.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes transmet des messages par lesquels elle retourne les bills suivants,

Et aux fins d'informer le Sénat qu'elle a adopté lesdits bills, sans amendement:

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joyce West Shannon".
Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Cecilia Anne Magniac Bailey".
Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Valerie Jean Lewis Samson".
Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à William Neville Buckingham".
Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Elsie Dunan Currie".
Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Catherine Holder".
Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Amy Peate Taylor".
Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Elliott Mitchell".
Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Craig Carmichael Nicholson".
Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Emily Brown".
Bill (A-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Ruth Grimble Campbell".
Bill (B-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond Massé".
Bill (C-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Mary Day Duffy".
Bill (D-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Dunn".
Bill (E-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Rena Victoria Rabin Wolfe".
Bill (F-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederik Smith".
Bill (G-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Thomas Wright".
Bill (H-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Antoinette Aubut dit Cimon Charron".
Bill (I-1), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arnold Wells".
Bill (J-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Magdelena Kleiziute Testart".
Bill (K-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Shirley Elizabeth Hart Layton".
Bill (L-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Morgan Neilson".
Bill (M-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Elerik Montgomery Barton".
Bill (N-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Adelaide Margaret Munn Bain".
Bill (O-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Beulah Russell Denenfeld".
Bill (P-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Salomon Starr".
Bill (Q-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Krause Suffrin".
Bill (R-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Fullarton Craig Walker".
Bill (S-1), intitulé: "Loi pour faire droit à William Hesketh".
Bill (T-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Alice Smith Bennett".
Bill (U-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendoline Elizabeth Hunt Edmund".
Bill (V-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Reta Mabel Welch Gilbert".
Bill (W-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Shrimer Schanker".
Bill (X-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Stratton Stuart".
Bill (Y-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Hellmut Hans Karl Pokorny".
Bill (Z-1), intitulé: "Loi pour faire droit à Bella Wine Rapps".
Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winifred Anthony Leith".
Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Alden Anderson".
Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Leighton Pawson Milligan".
Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Josephine Ruth Girard Rosenberg".
Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Marcelle Pettitt Reeve".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Yvette-Françoise Bayard Savard".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Simon Boily Whitelaw".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Coker".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarence William Henry Hodgson".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera May Paulson Ward".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ethel Attwood McVicar".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry George Halsey".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à George Crosby-Wilson Gray".

Bill (O-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph David Ernest Paul Maysenhoelder".

Bill (P-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Macdonald Heale Daniluk".

Bill (Q-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Grincill Barnet Jones".

Bill (R-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Katherine Margolis Bird".

Bill (S-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Cecilia Maud Wood Marshall".

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Doris Haggerty Goodier".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Joyce Knowles Ledoux".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Ernest Beadie".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Davie Park Parr".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne Crète Benoît".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Cummings Menzies Carlin".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Goldenberg Schulman".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clarice Jean Field Campbell".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Claire Williscroft Bovard".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Saul Jack Costin".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Shore Bernstein".

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Saul Ettinger".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lloyd Arthur Davies".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Keeley".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Albina-Ethel Dubois Howick".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ignaty (Ignace) Sokolovsky".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Grace Hanley Huggenberger".

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Wolfovitch Zloty, autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Lightstone Marcus".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lea Alvina Mary Boulay Orr".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Lapierre".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgette Ruth Côté Geller".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Ellwood Blackburn".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Elisabeth Horseman Charters".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Ann Older Verrier".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Martha Kokojackuk Waugh".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Mark Farley".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Lela May Begley Hall".
Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Isaacs Katz".
Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Delilah May Jacobs Button".
Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Shkurnik Gilbert".
Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Goldie Tessler Wise".
Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Martha Norman McCairns".
Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Rita Kendall O'Donahoe".
Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Mae McLean Cole".
Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Gertrude Parkes McMillan".
Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Petrides Prysky".
Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean MacDonald Di Falco".
Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Betty Yossem Edelstein".
Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard Carlton Matthews".
Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à St. Kilda McKay McLean Anderson".
Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Polistuck Levac".
Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleen Rose Gray Lawson".
Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Kimelfild Solomon".
Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Merrill Fuller".
Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth".
Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Charles Parr".
Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Birch Drimer".
Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elinore Oakes Forgues".
Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Gwozdecka Carter".
Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Woodall".
Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Onfroy Pilon".
Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma May Heggie May".
Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Molly Renetta Fry Bist".
Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Patricia Potter Parker".
Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen May Smith Saunders".
Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Duncan Girard".
Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Sylvia Jones Bowen".
Bill (A-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Eugène-Ernest Bourbonnais".
Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Frances Batten Gzowski".
Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Nellie Kon Ballantyne".
Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Théophile Gobeille".
Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mary Cowper Preston".
Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Grace Borland Langton".
Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethelwyn Lillian Flynn Budd".
Bill (L-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Winston Savage".
Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Frances Mary Liddle McClelland".
Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Landes Clopoff".
Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Desautels Dooney".
Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à William Roydon Slator".
Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Eva Thibodeau Buelow".
Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Sleno Staines".

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Hume Munro Auburn".
Bill (Y-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilles Hénault".
Bill (Z-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Gordon Jakeman".
Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen McKeown Stevenson".
Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Mary Gallant Currie".
Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Frances Marks Buchanan".
Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Leona Selma Cutway Hall".
Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Avery Patricia Gill Reinhold".
Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Poppy Catherine Hayakawa Smith".
Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Dolores Margaret Paul Warner".
Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Bernstein Levee".
Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileen Sophie McNamara Sepchuk".
Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rowan Young Conway".
Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Margaret Tweddell Cartmel".
Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Audrey Meyer Holton".
Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Chester Adam Hart".
Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Cécile Gagnon Lescadres".
Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Reinhardt Lewis".
Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ersilia Pace Imonti".
Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Rose Noel Steele".
Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Saltzman Rashkovan".
Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Malfara Romanelli".
Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Clyde Peachey".
Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Harriet Dodd McLachlan Cummings".
Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Smith Curtis".
Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jacqueline Louise Waddington Skinner".
Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à George Malouf".
Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonja Anna Margaret van der Walde Brown".
Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Edward Welsh".
Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Mitchell".
Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Williams Lodge".
Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Albert-Aldée Léveillée".
Bill (K-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Ella Margaret McLaughlin Baisley".
Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker".
Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Joanna Wright Farrell".
Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Patricia Jones Gavey".
Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Selma Rattner Fridhandler".
Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucien Ménard".
Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sheila Trench Thomson Ellis".
Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandre Hébert".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Greenblatt Pliss".
Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Sonnie Levitt Shereck".
Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à James Young".
Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Violet Camp Mace".
Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Adah Elizabeth Jeffries Heinz".
Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Findlay Turner Rollo".
Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Dagmar Dahl".
Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Evelyn White Marshall".
Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathryn Mae Richardson Rowe".
Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Dawson Jamieson Turnbull McKay".
Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Elizabeth Dunn Vézina".
Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Craig Blair".
Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Henry Kennell".
Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Frances Pratt Fiddes".
Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Zeiger Rudenko".
Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Harris".
Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Booth Morrison McCormick".
Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Naomi Evelyn Masterangelo Rosenstein".
Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Lauder Rutledge".
Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry George Chartier".
Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Russell Stone".
Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mathilda Welter Jackson".
Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Thomson Mowat".
Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Hrychuk Fleury".
Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Kathleen Burnie Beebe".
Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jenny Muriel Pressley Scott".
Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Pappas Gigantes, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes".
Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Gilbert Brinton Campbell".
Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen McGregor Hanley".
Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Yudit Mary de Bartok Richardson".
Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Abraham Schechter".
Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Caroline Alice Woods Mayhew".
Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Giana Stephen Cantlie Lyman".
Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à James Gustov Reed".
Bill (B-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Ruth Maitland Harley".
Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Daisy Elizabeth May Fishlock Wallis".
Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Agnes Dorothy Cunningham McLarnon".
Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeannette Ore Paige".
Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Reva James Nathanson".
Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gerald Roderick Bartlett".

Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Jardine Palmer Petrie".

Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Maisie Wingham Carphin".

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Béatrice-Gertrude Corbin Simand".

Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret McCallum Cameron Baird Brine".

Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leila May Willett Ascah".

Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Ulric-Stanislas Caron".

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Walker".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Jeanne Leslie".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha (Brana) Hindes Ramer".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Gertrude Hinks Fairhurst".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Marder Berman".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maud Thayer Gunn".

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Chiarella".

Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Merle Allene Dalton".

Bill (X-9), intitulé: "Loi pour faire droit à George Nestor Cloutier".

Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rufina Olga Soltysik Leshchynski".

Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhea Lillian Appel Ostroff".

Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Elizabeth Tucker Shaw".

Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Libby Raikles Lerner".

Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Catherine McCabe Sowerby".

Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Morrell".

Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily White Borgan".

Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à James Donald Bacon".

Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Laurel Gwendolyn Wilband Walsh".

Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Eileen Rendle Nadler".

Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Alice Tucker Vincent".

Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Beryl Fryer".

Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite Pichette Sanzone".

Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Edward Sherman".

Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Léopold-Joffre Viau".

Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Olga Timofy Ewaschuk".

Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Leie Snideman Tuchsneider, autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider".

Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à William Francis Dunphy".

Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Hoare Dubeau".

Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jennie Leibovitch Margolese".

Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Hugh Cyril Harvey".

Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Yuile".

Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Mae Ruth Johnson Menaker".

Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à John Clayton Sturgeon".

Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Deborah Townsend Hawker".

Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Rae Bellam Baron".
Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ewing Jackson".
Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Turnidge Burns Turner".
Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy June Wilson Weedmark".
Bill (C-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Kate Henny Wacker Prengel."
Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeannette Racine Garneau".
Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Gwendolyn Goode Buttress".
Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Victoria Lewis White".
Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Madge Reynard Lambton".
Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Cornelia Barendrecht Nickel".
Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Charbonneau".
Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Samuel Lankszner".
Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Maude Victoria Giles Findlay".
Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à George Elias Heydenreich".
Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Guiseppina Cannuli Catalfamo".
Bill (S-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Laurie Willett Allan".
Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Leon Schechter".
Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Evelyn Tutill Bobinsky".
Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Una Mary Phillips Slavin".
Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Laidley Lawrie Burke".
Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Kenworthy".
Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Leibof Kaufman".
Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Clarence Simkin".
Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Emily Ford Salmon".
Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Herbert John Louth".
Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Potts".
Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Wright Williamson".
Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Goldman Adelstein".
Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à George Cohen".
Bill (I-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Katharine Lillian Cornish Mullin".
Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Orville Lester Bennett".
Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à May Holmes Martin".
Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgette Mathieu".
Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Odella Sweet Elliott".
Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert-Charles Delafosse".
Bill (O-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Adelaide Jardine McDonald".
Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith McLachlan Ward".
Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Lamothe Paquin".
Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Iris Lobar Kinnon".
Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne Obodofsky Newton".
Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Sidilkofsky".

Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhoda Marjorie Beacom Sadler".

Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Becky Herscovitch Moscovitch".

Bill (W-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Conrick Pelley".

Bill (X-12), intitulé: "Loi pour faire droit à William Bryan Hazel".

Bill (Y-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Victorien Tremblay".

La Chambre des Communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner les témoignages, etc., rendus devant le Comité permanent des Divorces, auquel ont été déférées les pétitions sur lesquelles ont été fondés les bills de Divorces ci-dessus mentionnés.

Comme il est six heures, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à 7.45 p.m.

7.45 p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable Président lit alors ladite communication comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL, CANADA

OTTAWA, le 30 juin 1948.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le mercredi 30 juin, à 9 h. 30 du soir, en vue de proroger la présente session du Parlement.

Veuillez agréer,
Monsieur,
l'assurance de ma haute considération,

J. F. DELAUTE,
Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'Honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des Communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill(399), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit Bill est lu les première, deuxième et troisième fois.
Etant posée la question de savoir si ce Bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce Bill.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, le très honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que—

"C'est le désir du très honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit comme suit les titres des bills à sanctionner:

Loi concernant La Compagnie de Téléphone Bell du Canada.
Loi concernant la société dite la *"Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada"*.
Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Vétérinaires.
Loi constituant en corporation l'Association Canadienne des Optométristes.
Loi concernant la *"Canadian Marconi Company"*.
Loi concernant la Société de bienfaisance slovaque du Canada.
Loi constituant en corporation la Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique.
Loi constituant en corporation la *"Rinker Finance Corporation"*.
Loi constituant en corporation la compagnie dite *"Canadian Co-Operative Processors Limited"*.
Loi concernant le Bureau fédéral de la statistique.
Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada.
Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal.
Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation.
Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges.
Loi constituant en corporation la Nationale, Compagnie d'assurance Incendie et Risques divers.

Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses).
Loi modifiant la Loi des compagnies de prêt.
Loi concernant l'asséchement et la mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard.
Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux.
Loi modifiant la Loi des titres de biens-fonds.
Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.
Loi modifiant la Loi du Yukon.
Loi modifiant la Loi de la Commission du tarif.
Loi pourvoyant à l'exécution des traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande.
Loi modifiant la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec.
Loi concernant la fourniture d'énergie électrique dans les territoires du Nord-Ouest.
Loi modifiant la Loi des chemins de fer, la Loi de la cour de l'Echiquier et la Loi de 1946 sur les juges.
Loi modifiant la Loi de la marine marchande du Canada, 1934.
Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934.
Loi modifiant le Tarif des douanes.
Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon.
Loi modifiant la Loi des ressources naturelles de la Saskatchewan.
Loi modifiant la Loi des compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, et la Loi des compagnies d'assurance étrangère, 1932.
Loi modifiant la Loi des banques d'épargne de Québec.
Loi concernant les Statuts revisés du Canada.
Loi modifiant la Loi sur l'assurance des anciens combattants.
Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants.
Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1948, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.
Loi modifiant la Loi de 1946 sur les allocations aux anciens combattants.
Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon.
Loi tendant à l'examen, à la conciliation et au règlement des différends du travail.
Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938.
Loi modifiant la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique.
Loi modifiant la Loi des traitements.
Loi modifiant la Loi des douanes.
Loi modifiant le Code criminel.
Loi modifiant la Loi du dimanche.
Loi modifiant la Loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles.
Loi modifiant la Loi sur les pensions et allocations de guerre pour les civils.
Loi modifiant la Loi du ministère de la Défense nationale.
Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.
Loi modifiant la Loi des ressources naturelles du Manitoba.
Loi sur la convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et la Nouvelle-Zélande et signée à Ottawa, Canada, le douzième jour de mars 1948.
Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes.
Loi modifiant la Loi d'urgence sur la conservation des devises.
Loi concernant les impôts sur le revenu.
Loi pour faire droit à Florence Joyce West Shannon.
Loi pour faire droit à Alice Cecilia Anne Magniac Bailey.

Loi pour faire droit à Valerie Jean Lewis Samson.
Loi pour faire droit à William Neville Buckingham.
Loi pour faire droit à Marguerite Elsie Dunan Currie
Loi pour faire droit à Ellen Catherine Holder.
Loi pour faire droit à Doris Amy Peate Taylor.
Loi pour faire droit à Kenneth Elliott Mitchell.
Loi pour faire droit à Margaret Craig Carmichael Nicholson.
Loi pour faire droit à Hilda Emily Brown.
Loi pour faire droit à Joan Ruth Grimble Campbell.
Loi pour faire droit à Raymond Massé.
Loi pour faire droit à Barbara Mary Day Duffy.
Loi pour faire droit à Joseph Dunn.
Loi pour faire droit à Rena Victoria Rabin Wolfe.
Loi pour faire droit à Frederik Smith.
Loi pour faire droit à William Thomas Wright.
Loi pour faire droit à Marie-Antoinette Aubut dit Cimon Charron.
Loi pour faire droit à James Arnold Wells.
Loi pour faire droit à Magdalena Kleiziute Testart.
Loi pour faire droit à Hazel Shirley Elizabeth Hart Layton.
Loi pour faire droit à Irene Morgan Neilson.
Loi pour faire droit à Elerik Montgomery Barton.
Loi pour faire droit à Adelaide Margaret Munn Bain.
Loi pour faire droit à Gwendolyn Beulah Russell Denenfeld.
Loi pour faire droit à Miriam Salomon Starr.
Loi pour faire droit à Laura Krause Suffrin.
Loi pour faire droit à Jean Fullarton Craig Walker.
Loi pour faire droit à William Hesketh.
Loi pour faire droit à Janet Alice Smith Bennett.
Loi pour faire droit à Gwendoline Elizabeth Hunt Edmund.
Loi pour faire droit à Reta Mabel Welch Gilbert.
Loi pour faire droit à Leah Shrimer Shanker.
Loi pour faire droit à Doris Mary Stratton Stuart.
Loi pour faire droit à Hellmut Hans Karl Pokorny.
Loi pour faire droit à Bella Wine Rapps.
Loi pour faire droit à Winifred Anthony Leith.
Loi pour faire droit à Eugene Alden Anderson.
Loi pour faire droit à Shirley Leighton Pawson Milligan.
Loi pour faire droit à Mary Josephine Ruth Girard Rosenberg.
Loi pour faire droit à Leah Marcelle Pettitt Reeve.
Loi pour faire droit à Marie-Yvette-Françoise Bayard Savard.
Loi pour faire droit à Simone Boily Whitelaw.
Loi pour faire droit à Ernest Alfred Coker.
Loi pour faire droit à Clarence William Henry Hodgson.
Loi pour faire droit à Vera May Paulson Ward.
Loi pour faire droit à Ruth Ethel Attwood McVicar.
Loi pour faire droit à Henry George Halsey.
Loi pour faire droit à George Crosby-Wilson Gray.
Loi pour faire droit à Joseph David Ernest Paul Maysenhoelder.
Loi pour faire droit à Myrtle Macdonald Heale Daniluk.
Loi pour faire droit à Robert Grincill Barnet Jones.
Loi pour faire droit à Gertrude Katherine Margolis Bird.
Loi pour faire droit à Cecilia Maud Wood Marshall.
Loi pour faire droit à Beatrice Doris Haggerty Goodier.
Loi pour faire droit à Joyce Knowles Ledoux.
Loi pour faire droit à Robert Ernest Beadie.

Loi pour faire droit à Grave Davie Park Parr.
Loi pour faire droit à Jeanne Crête Benoît.
Loi pour faire droit à Sarah Cummings Menzies Carlin.
Loi pour faire droit à Annie Goldenberg Schulman.
Loi pour faire droit à Clarice Jean Field Campbell.
Loi pour faire droit à Georgina Claire Williscroft Bovard.
Loi pour faire droit à Saul Jack Costin.
Loi pour faire droit à Mary Shore Bernstein.
Loi pour faire droit à Sault Ettinger.
Loi pour faire droit à Lloyd Arthur Davies.
Loi pour faire droit à Alfred Keely.
Loi pour faire droit à Marie Albina Ethel Dubois Howick.
Loi pour faire droit à Ignaty (Ignas) Sokolovsky.
Loi pour faire droit à Laura Grace Hanley Huggenberger.
Loi pour faire droit à Eva Wolfovitch Zloty, autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold.
Loi pour faire droit à Sheila Lightstone Marcus.
Loi pour faire droit à Lea Alvina Mary Boulay Orr.
Loi pour faire droit à Armand Lapierre.
Loi pour faire droit à Georgette-Ruth Côté Geller.
Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Ellwood Blackburn.
Loi pour faire droit à Annie Elizabeth Horseman Charters.
Loi pour faire droit à Sarah Ann Older Verrier.
Loi pour faire droit à Anna Martha Kokojackuk Waugh.
Loi pour faire droit à Elsie Mark Farley.
Loi pour faire droit à Lela May Begley Hall.
Loi pour faire droit à Marguerite Isaacs Katz.
Loi pour faire droit à Delilah May Jacobs Button.
Loi pour faire droit à Ruth Shkurnik Gilbert.
Loi pour faire droit à Goldie Tessler Wise.
Loi pour faire droit à Martha Norman McCairns.
Loi pour faire droit à Marion Rita Kendall O'Donahoe.
Loi pour faire droit à Gertrude Mae McLean Cole.
Loi pour faire droit à Freda Gertrude Parkes McMillan.
Loi pour faire droit à Alma Petrides Prysky.
Loi pour faire droit à Jean MacDonald Di Falco.
Loi pour faire droit à Betty Yossem Edelstein.
Loi pour faire droit à Leonard Carlton Matthews.
Loi pour faire droit à St. Kilda McKay McLean Anderson.
Loi pour faire droit à Nellie Polistuck Levac.
Loi pour faire droit à Eleen Rose Gray Lawson.
Loi pour faire droit à Frieda Kimelfild Solomon.
Loi pour faire droit à Gordon Merrill Fuller.
Loi pour faire droit à Phyllis Joyce Bradfield Ainsworth.
Loi pour faire droit à Michael Charles Parr.
Loi pour faire droit à Edna Birch Drimer.
Loi pour faire droit à Elinore Oakes Forgues.
Loi pour faire droit à Mary Gwozdecka Carter.
Loi pour faire droit à Ralph Woodall.
Loi pour faire droit à Joseph-Onfroy Pilon.
Loi pour faire droit à Thelma May Heggie May.
Loi pour faire droit à Molly Renetta Fry Bist.
Loi pour faire droit à Patricia Potter Parker.
Loi pour faire droit à Helen May Smith Saunders.
Loi pour faire droit à Jean Duncan Girard.

Loi pour faire droit à Evelyn Sylvia Jones Bowen.
Loi pour faire droit à Joseph-Eugène-Ernest Bourbonnais.
Loi pour faire droit à Mildred Frances Batten Gzowski.
Loi pour faire droit à Irene Nellie Kon Ballantyne.
Loi pour faire droit à Théophile Gobeille.
Loi pour faire droit à Violet Mary Cowper Preston.
Loi pour faire droit à Virginia Grace Borland Langton.
Loi pour faire droit à Ethelwyn Lillian Flynn Budd.
Loi pour faire droit à Alfred Winston Savage.
Loi pour faire droit à Elizabeth Francis Mary Liddle McClelland.
Loi pour faire droit à Rose Landes Clopoff.
Loi pour faire droit à Micheline Desautels Dooney.
Loi pour faire droit à William Roydon Slator.
Loi pour faire droit à Marie-Eva Thibodeau Buelow.
Loi pour faire droit à Marguerite Sleno Staines.
Loi pour faire droit à Jean Hume Munro Auburn.
Loi pour faire droit à Gilles Hénault.
Loi pour faire droit à Edward Gordon Jakeman.
Loi pour faire droit à Kathlen McKeown Stevenson.
Loi pour faire droit à Alice Mary Gallant Currie.
Loi pour faire droit à Muriel Frances Marks Buchanan.
Loi pour faire droit à Leona Selma Cutway Hall.
Loi pour faire droit à Avery Patricia Gill Reinhold.
Loi pour faire droit à Poppy Catherine Hayakawa Smith.
Loi pour faire droit à Dolores Margaret Paul Warner.
Loi pour faire droit à Norma Bernstein Levee.
Loi pour faire droit à Eileen Sophie McNamara Sepchuk.
Loi pour faire droit à Mary Rowan Young Conway.
Loi pour faire droit à Ethel Margaret Tweddell Cartmel.
Loi pour faire droit à Winnifred Audrey Meyer Holton.
Loi pour faire droit à Chester Adam Hart.
Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Cécile Gagnon Lescadres.
Loi pour faire droit à Samuel Reinhardt Lewis.
Loi pour faire droit à Ersilia Pace Imonti.
Loi pour faire droit à Helen Rose Noel Steele.
Loi pour faire droit à Edith Saltzman Rashkovan.
Loi pour faire droit à Ida Malfara Romanelli.
Loi pour faire droit à Francis Clyde Peachey.
Loi pour faire droit à Harriet Dodd McLachlan Cummings.
Loi pour faire droit à Phyllis Smith Curtis.
Loi pour faire droit à Jacqueline Louise Waddington Skinner.
Loi pour faire droit à George Malouf.
Loi pour faire droit à Sonja Anna Margaret van der Walde Brown.
Loi pour faire droit à Richard Edward Welsh.
Loi pour faire droit à Violet Maude Mitchell.
Loi pour faire droit à Elsie Williams Lodge.
Loi pour faire droit à Joseph-Albert-Aldée Léveillée.
Loi pour faire droit à Ella Margaret McLaughlin Baisley.
Loi pour faire droit à Mavis Aurelia Leney Ogilvie Walker.
Loi pour faire droit à Joanna Wright Farrell.
Loi pour faire droit à Margaret Patricia Jones Gavey.
Loi pour faire droit à Selma Rattner Fridhandler.
Loi pour faire droit à Lucien Ménard.
Loi pour faire droit à Sheila Trench Thomson Ellis.
Loi pour faire droit à Alexandre Hébert.

Loi pour faire droit à Anne Greenblatt Pliss.
Loi pour faire droit à Sonnie Levitt Shereck.
Loi pour faire droit à James Young.
Loi pour faire droit à Hazel Violet Camp Mace.
Loi pour faire droit à Adah Elizabeth Jeffries Heinz.
Loi pour faire droit à Mabel Findlay Turner Rollo.
Loi pour faire droit à Anna Dagmar Dahl.
Loi pour faire droit à Florence Evelyn White Marshall.
Loi pour faire droit à Kathryn Mae Richardson Rowe.
Loi pour faire droit à Margaret Dawson Jamieson Turnbull McKay.
Loi pour faire droit à Margaret Elizabeth Dunn Vézina.
Loi pour faire droit à Elizabeth Craig Blair.
Loi pour faire droit à Charles Henry Kennell.
Loi pour faire droit à Muriel Frances Pratt Fiddes.
Loi pour faire droit à Leah Zeiger Rudenko.
Loi pour faire droit à Ruth Harris.
Loi pour faire droit à Eva Booth Morrison McCormick.
Loi pour faire droit à Naomi Evelyn Masterangelo Rosenstein.
Loi pour faire droit à Jean Lauder Rutledge.
Loi pour faire droit à Henry George Chartier.
Loi pour faire droit à Francis Russell Stone.
Loi pour faire droit à Mathilda Welter Jackson.
Loi pour faire droit à Joseph Thomson Mowat.
Loi pour faire droit à Mary Hrychuk Fleury.
Loi pour faire droit à Anna Kathleen Burnie Beebe.
Loi pour faire droit à Jenny Muriel Pressley Scott.
Loi pour faire droit à Mary Pappas Gigantes, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes.
Loi pour faire droit à Gilbert Brinton Campbell.
Loi pour faire droit à Helen McGregor Hanley.
Loi pour faire droit à Yudit Mary de Bartok Richardson.
Loi pour faire droit à Abraham Schechter.
Loi pour faire droit à Caroline Alice Woods Mayhew.
Loi pour faire droit à Giana Stephen Cantlie Lyman.
Loi pour faire droit à James Gustov Reed.
Loi pour faire droit à Elizabeth Ruth Maitland Harley.
Loi pour faire droit à Daisy Elizabeth May Fishlock Wallis.
Loi pour faire droit à Gertrude Agnes Dorothy Cunningham McLarnon.
Loi pour faire droit à Jeannette Ore Paige.
Loi pour faire droit à Reva James Nathanson.
Loi pour faire droit à Gerald Roderick Bartlett.
Loi pour faire droit à Dorothy Jardine Palmer Petrie.
Loi pour faire droit à Nellie Maisie Wingham Carphin.
Loi pour faire droit à Béatrice-Gertrude Corbin Simand.
Loi pour faire droit à Margaret McCallum Cameron Baird Brine.
Loi pour faire droit à Leila May Willett Ascah.
Loi pour faire droit à Joseph-Ulric-Stanislas Caron.
Loi pour faire droit à Edith Elizabeth Walker.
Loi pour faire droit à Yvonne-Jeanne Leslie.
Loi pour faire droit à Bertha (Brana) Hindes Ramer.
Loi pour faire droit à Ellen Gertrude Hinks Fairhurst.
Loi pour faire droit à Shirley Marder Berman.
Loi pour faire droit à Vera Maud Thayer Gunn.
Loi pour faire droit à Joseph Chiarella.
Loi pour faire droit à Merle Allene Dalton.

Loi pour faire droit à George Nestor Cloutier.
Loi pour faire droit à Rufina Olga Soltysik Leshchynski.
Loi pour faire droit à Rhea Lillian Appel Ostroff.
Loi pour faire droit à Alice Elizabeth Tucker Shaw.
Loi pour faire droit à Libby Raikles Lerner.
Loi pour faire droit à Beatrice Catherine McCabe Sowerby.
Loi pour faire droit à John Morrell.
Loi pour faire droit à Lily White Borgan.
Loi pour faire droit à James Donald Bacon.
Loi pour faire droit à Laurel Gwendolyn Wilband Walsh.
Loi pour faire droit à Lillian Eileen Rendle Nadler.
Loi pour faire droit à Claire Alice Tucker Vincent.
Loi pour faire droit à Audrey Beryl Fryer.
Loi pour faire droit à Marguerite Pichette Sanzone.
Loi pour faire droit à Frederick Edward Sherman.
Loi pour faire droit à Joseph-Léopold-Joffre Viau.
Loi pour faire droit à Olga Timofy Ewaschuk.
Loi pour faire droit à Leie Snideman Tuchsneider, autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider.
Loi pour faire droit à William Francis Dunphy.
Loi pour faire droit à Alice Hoare Dubeau.
Loi pour faire droit à Jennie Leibovitch Margolese.
Loi pour faire droit à Hugh Cyril Harvey.
Loi pour faire droit à Barbara Yuile.
Loi pour faire droit à Violet Mae Ruth Johnson Menaker.
Loi pour faire droit à John Clayton Sturgeon.
Loi pour faire droit à Alice Deborah Townsend Hawker.
Loi pour faire droit à Rae Bellam Baron.
Loi pour faire droit à David Ewing Jackson.
Loi pour faire droit à Olive Turnidge Burns Turner.
Loi pour faire droit à Dorothy June Wilson Weedmark.
Loi pour faire droit à Kate Henny Wacker Prengel.
Loi pour faire droit à Jeannette Racine Garneau.
Loi pour faire droit à Gladys Gwendolyn Goode Buttress.
Loi pour faire droit à Gladys Victoria Lewis White.
Loi pour faire droit à Madge Reynard Lambton.
Loi pour faire droit à Cornelia Barendrecht Nickel.
Loi pour faire droit à Paul Charbonneau.
Loi pour faire droit à Samuel Lankszner.
Loi pour faire droit à Audrey Maude Victoria Giles Findlay.
Loi pour faire droit à George Elias Heydenreich.
Loi pour faire droit à Guiseppina Cannuli Catalfamo.
Loi pour faire droit à Ann Laurie Willett Allan.
Loi pour faire droit à Leon Schechter.
Loi pour faire droit à Beatrice Evelyn Tutill Bobinsky.
Loi pour faire droit à Una Mary Phillips Slavin.
Loi pour faire droit à Margaret Laidley Lawrie Burke.
Loi pour faire droit à Albert Kenworthy.
Loi pour faire droit à Esther Leibof Kaufman.
Loi pour faire droit à Harold Clarence Simkin.
Loi pour faire droit à Winnifred Emily Ford Salmon.
Loi pour faire droit à Arthur Herbert John Louth.
Loi pour faire droit à Frank Potts.
Loi pour faire droit à Kenneth Wright Williamson.

Loi pour faire droit à Ida Goldman Adelstein.
Loi pour faire droit à George Cohen.
Loi pour faire droit à Katharine Lillian Cornish Mullin.
Loi pour faire droit à Orville Lester Bennett.
Loi pour faire droit à May Holmes Martin.
Loi pour faire droit à Georgette Mathieu.
Loi pour faire droit à Gladys Odella Sweet Elliott.
Loi pour faire droit à Robert-Charles Delafosse.
Loi pour faire droit à Adelaide Jardine McDonald.
Loi pour faire droit à Edith McLachlan Ward.
Loi pour faire droit à Eva Lamothe Paquin.
Loi pour faire droit à Elizabeth Iris Lobar Kinnon.
Loi pour faire droit à Jeanne Obodofsky Newton.
Loi pour faire droit à Philip Sidilkofsky.
Loi pour faire droit à Rhoda Marjorie Beacon Sadler.
Loi pour faire droit à Becky Herscovitch Moscovitch.
Loi pour faire droit à Veronica Conrick Pelley.
Loi pour faire droit à William Bryan Hazel.
Loi pour faire droit à Victorien Tremblay.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole au très honorable Député du Gouverneur général comme suit:

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949".

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill".

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill".

Après quoi il a plu au très honorable Député du Gouverneur général de clore la Quatrième Session du Vingtième Parlement du Dominion du Canada par le discours suivant:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

La situation internationale demeure inquiétante. Au lieu de la collaboration plus étroite qu'on prévoyait entre tous les pays, la scission s'accentue entre

certaines nations de l'Europe orientale et des nations du monde occidental. La conscience du danger a conduit les peuples libres à constituer et à favoriser des groupements régionaux afin d'assurer conjointement leur sécurité et leur bien-être. Le Canada a continué à l'occasion de seconder l'affermissement d'une organisation efficace en vue de la paix et de la sécurité internationales. Mes Ministres ont signifié bien clairement l'intention de notre pays d'aider au maintien d'une puissance supérieure pour la cause de la sauvegarde de la liberté.

Le retard qu'a subi la reprise de la production en Europe et en Asie a eu pour conséquence une demande sans précédent des produits de l'hémisphère occidental. Cette demande a eu un effet inflationnaire sur les prix mondiaux, qui, à leur tour, ont fait monter les prix sur le marché domestique. L'effet de cette tendance sur le coût de la vie inquiète de plus en plus les consommateurs.

Bien que la pénurie de vivres et d'autres approvisionnements destinés à répondre à la demande tant à l'étranger que chez nous ait occasionné une hausse des prix, la production canadienne en vue de satisfaire cette demande a porté l'embauchage et la prospérité à des niveaux sans précédent.

Mes Ministres estiment que la réglementation généralisée des prix, tellement nécessaire en temps de guerre, se révélerait nuisible si on la maintenait indéfiniment en temps de paix. Les régies imposées par la guerre ont donc été graduellement abolies. Afin de résister à la poussée d'inflation, on en a conservé un certain nombre durant l'actuelle période de transition.

Les deux Chambre du Parlement ont longuement débattu les divers aspects de la question des prix et du coût de la vie. Cette question a fait l'objet d'une enquête approfondie de la part d'un comité spécial de la Chambre des communes. L'enquête a contribué à restreindre la hausse non motivée des prix. Le rapport du comité mérite de retenir l'attention du grand public. Le Gouvernement examinera très soigneusement les vues qu'il renferme.

Comme les clients du Canada en Europe ne pouvaient payer leurs importations, notre réserve de dollars des Etats-Unis s'est épuisée de façon grave en 1947. En vue de parer à la situation critique qu'a provoquée la pénurie de dollars américains requis pour acquitter le volume beaucoup plus considérable de nos importations en provenance des Etats-Unis, il a fallu imposer provisoirement à notre commerce des restrictions rigoureuses et impopulaires. Vous vous souvenez que l'étude des mesures destinées à cette fin a exigé la convocation des Chambres au début de décembre. Le débat relatif à ces mesures a occupé une grande partie des premiers mois de la session.

Il est réconfortant de constater que les mesures prises ont contribué, non seulement à enrayer l'épuisement de notre réserve de dollars des Etats-Unis, mais à la reconstituer. La mise en vigueur, par les Etats-Unis, du Programme de relèvement de l'Europe concourra sensiblement à la même fin. Les restrictions disparaîtront à mesure que nos réserves augmenteront et que notre commerce retrouvera un meilleur équilibre. Toutefois, la solution durable de nos problèmes dans le domaine du change dépend du relèvement du commerce mondial.

Bien que vous ayez consacré une bonne partie de votre temps à l'examen de problèmes économiques et financiers découlant presque exclusivement de la situation anormale qui règne dans le monde, vous avez eu soin d'accorder le temps et l'attention nécessaires aux questions dont s'occupe le Parlement en temps ordinaire.

Entre autres mesures relatives à l'agriculture, vous avez approuvé un accord international sur le blé. On a relevé le prix minimum du blé et d'autres produits agricoles. La période prévue pour le soutien des prix agricoles a été prorogée. Des dispositions ont été prises en vue de l'assainissement de terrains marécageux des Provinces maritimes.

Dans le domaine de l'immigration, on a accéléré le mouvement d'immigrants désirables du Royaume-Uni et de l'Europe occidentale aussi bien que des camps

de personnes déplacées. Un grand nombre de proches parents de personnes habitant au Canada ont été admis et des mesures ont été prises pour hâter l'entrée d'un certain nombre d'autres.

Dans le domaine des relations industrielles, on a adopté des mesures législatives portant sur l'examen, la conciliation et le règlement des différends, dans les industries soumises à la compétence du Parlement. Nous espérons que ces mesures serviront de modèle à toutes celles qu'on pourrait adopter, par tout le Canada, relativement aux différends industriels. On a pourvu au versement de prestations plus généreuses sous l'empire de la Loi sur l'assurance-chômage. La portée de la Loi sur la coordination de la formation professionnelle a été élargie.

Pour ce qui est des affaires des anciens combattants et des personnes à leur charge, un comité spécial de la Chambre des communes a fait une étude approfondie des lois existantes et des sujets connexes. La Charte des anciens combattants a été modifiée à la lumière de l'expérience des trois dernières années. La pension des ex-militaires invalides a été relevée, de même que celle des ayants droit. On a accordé des allocations plus importantes aux ex-militaires mariés qui suivent des cours de formation. On a élargi la portée d'autres prestations versées aux anciens combattants.

Le bien-être des Indiens a fait l'objet d'une sérieuse étude de la part d'un comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes. Ce comité a poursuivi et terminé l'examen de la Loi des Indiens commencé en 1946.

Quant au problème du logement, il y a lieu de noter que plus de maisons ont été construites en 1947 qu'en toute autre année jusque-là. La Loi nationale sur le logement a reçu des modifications destinées à faciliter la solution du problème que constitue la pénurie de maisons de location. Les logis en nombre important fournis aux militaires et à leurs familles ajoutent sensiblement au total des logements disponibles.

Un progrès des plus significatifs dans la réalisation de la politique du Gouvernement, tendant à établir un minimum national de sécurité sociale et de bien-être humain, a été l'élaboration, au cours de la présente session, d'un programme de santé national. On a prévu des crédits généreux en vue de subventions annuelles qui seront versées aux provinces, pendant un certain nombre d'années, en vue d'aider à l'établissement de plans en matière de santé et au perfectionnement des services de santé existants aussi bien à la campagne qu'à la ville. Ces subventions auront pour effet immédiat et salutaire d'assurer l'augmentation si nécessaire des services d'hospitalisation par tout le pays. Elles aideront aussi à la prévention et au traitement des maladies. Ces subventions constituent d'ailleurs la condition première et essentielle de la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-santé.

Au nombre des mesures importantes adoptées au cours de la session, il y a les bills visant la Loi de la marine marchande au Canada, la Commission des transports, la Loi des élections fédérales, la revision et la simplification de la Loi de l'impôt sur le revenu, le Code criminel et la réforme des prisons, l'établissement d'un régime de pension perfectionné à l'égard de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, et la création d'une Commission d'énergie électrique dans les territoires du Nord-Ouest.

Membres de la Chambre des communes,

Je vous remercie d'avoir pourvu à tous les services essentiels.

Il vous sera agréable qu'un excédent sans précédent des recettes sur les dépenses ait permis d'importantes réductions tant de la dette nationale que des impôts. La taxe de vente sur presque toutes les catégories de produits alimentaires a été supprimée. Les personnes de plus de 65 ans jouissent d'une nouvelle exonération au chapitre de l'impôt sur le revenu. Les successions dont le montant va jusqu'à $50,000 ont été affranchies des droits successoraux fédéraux.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Le 1er juillet, le ministère des Postes inaugurera, au tarif ordinaire de première classe, un service de courrier aérien qui, pour ce qui est de la livraison des lettres, réduira à moins de vingt-quatre heures, dans les conditions normales, la distance qui sépare une extrémité du Canada de l'autre.

Ainsi que vous le savez, les inondations récentes survenues dans la vallée du Fraser, en Colombie-Britannique, constituent un désastre d'envergure nationale. Pour faire face à la situation effroyable ainsi créée, le gouvernement fédéral et les autorités provinciales et locales ont fait preuve de la plus étroite collaboration. Je tiens à dire combien j'apprécie les promptes et efficaces mesures prises par l'armée, les autorités civiles et les citoyens de la province en face de cette situation critique. Je tiens également à vous remercier des dispositions financières que vous avez adoptées pour aider à l'œuvre de secours et de rétablissement ainsi qu'aux travaux pratiques de réparation des digues.

L'approbation que les deux Chambres du Parlement ont accordée au plan d'aménagement de la capitale nationale et les dispositions que vous avez prises en vue des améliorations requises aideront à assurer la continuité de l'aménagement de la capitale nationale en conformité d'un projet qui tient compte de sa position actuelle et de ses besoins probables dans les années à venir.

En ce moment, aucune nation de l'univers n'est plus fortunée que la nôtre; en outre, le Canada n'a jamais joui d'un plus grand prestige aux yeux des autres pays. Puisse la Divine Providence continuer de bénir la nation et de guider toutes les délibérations du Parlement canadien.

L'honorable Président du Sénat dit alors:

Honorables Membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

C'est le désir et le plaisir du très honorable Député du Gouverneur général que ce Parlement soit prorogé jusqu'au neuvième jour d'août prochain, pour être tenu en ce lieu; et ce Parlement, en conséquence, est prorogé au neuvième jour d'août prochain.

INDEX

DU

QUATRE-VINGT-NEUVIÈME VOLUME

11-12 GEORGE VI, A.D. 1947-1948

ABRÉVIATIONS

1re—Signifie lu la première fois.
2e—Signifie lu la deuxième fois.
3e—Signifie lu la troisième fois.
Coms.—Signifie Chambre des communes.
C.P.—Signifie Comité plénier de la Chambre.
Renvoi B.C.—Signifie déféré au comité permanent des Banques et du commerce.
Renvoi B.P.—Signifie déféré au comité permanent des Bills d'intérêt privé.
Renvoi T.C.—Signifie déféré au comité permanent des Transports et communications.
S.R.—Signifie sanction royale.
Ch.—Signifie chapitre.

A

Accise, 1934. Loi de l'—(*Modification*):
Bill (228)—1re, 374. 2e et renvoi au comité permanent des Finances, 383. Rapport avec amendement, amendement agréé, 411. 3e, 423. Acceptation de l'amendement du Sénat par Coms., 434. S.R., 540. Ch. 49.

Accise. Loi sur la taxe d'—(*Modification*):
Bill (172)—1re, 2e et 3e, 229. S.R., 231. Ch. 8.
Bill (332)—1re, 374. 2e et renvoi au comité permanent des Finances, 383. Rapport et 3e, 411-412. S.R., 540. Ch. 50.

Accord international sur le blé:
Résolution—débat et ajournement, 496. Adoption, 508.

Accord provisoire relatif aux phoques à fourrure. Loi sur l':
Bill (L)—1re, 66. 2e ajournée, 84. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 92. Rapport et 3e, 118. Adoption par Coms., 272. S.R., 355. Ch. 21.

Adelstein, Ida Goldman—(*Divorce*):
Pétition, 58. Rapport, 401. Adoption, 414.
Bill (G-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537. Message, 538. S.R., 546. Ch. 92.

Adresses:
A Son Excellence le Gouverneur général:
Afin de lui offrir les humbles remerciements du Sénat pour son gracieux discours devant les deux Chambres à l'ouverture de la session:
Motion—débats et ajournements, 12, 18, 39, 42, 47, 57, 67, 70, 83, 100, 146. Débats ajournés, 30, 36, 51, 91, 113, 124, 135, 153, 164.
Réponse à l'Adresse adoptée et Ordre de présenter, 169.
Prière à l'effet de continuer en vigueur jusqu'au 31 mars 1948 la Loi des pouvoirs transitoires dans les circonstances critiques, 1947:
Motion—débat et adoption, 35.
Prière à l'effet de continuer en vigueur jusqu'au 31 mars 1948 la Loi des produits agricoles:
Motion—débat et adoption, 35.
A Leurs Majestés le Roi et la Reine:
A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de leur mariage, 260.
Accusé de réception par Sa Majesté le Roi, 275.

Agnoli, Ermenegildo—(*Divorce*):
Pétition, 159.

Agriculture des Prairies. Loi de 1939 sur l'assistance à l'—(*Modification*):
Bill (204)—1re, 260. 2e ajournée, 276. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 284. Rapport et 3e, 319. S.R., 355. Ch. 24.

Ainsworth, Phyllis Joyce Bradfield—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 141-142. Adoption, 155.
Bill (N-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 93.

Ajournements prolongés du Sénat:
Du 19 décembre 1947 au 27 janvier 1948. Motion, 51.
Du 19 février au 8 mars 1948. Motion, 171.
Du 24 mars au 19 avril 1948. Motion, 230.
Du 14 mai au 1er juin 1948. Motion, 354.

Allan, Ann Laurie Willett—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 380. Adoption, 393.
Bill (S-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 94.

Anciens combattants. Loi sur la réadaptation des—(*Modification*):
Bill (200)—1re, 416. 2e et renvoi B. et C., 431. Rapport et 3e, 483. S.R., 540. Ch. 73.

Anciens combattants. Loi de 1946 sur les allocations aux—(*Modification*):
Bill (196)—1re, 416. 8e et renvoi B.C., 431. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 483. Agrément des amendements du Sénat par Coms., 494. S.R., 540. Ch. 74.

Anciens combattants. Loi sur l'assurance des—(*Modification*):
Bill (G)—1re, 56. 2e ajournée, 71, 84. 2e et renvoi B.C., 92. Rapport avec amendements, 129. Amendements agréés, 147. 3e, 153. Adoption par Coms., avec amendements, 416-417. Amendements des Coms. déférés à B.C. Rapport—Amendements des Coms. agréés, 484. S.R., 540. Ch. 72.

Anderson, Eugene Alden—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 97. Adoption, 115.
Bill (B-2)—1re, 123. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531. Message, 538. S.R., 541. Ch. 95.

Anderson, St. Kilda McKay McLean—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 134. Adoption, 148.
Bill (I-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 96.

Arrêtés en conseil:
Déposés sur la Table—*Voir*: Rapports, arrêtés en conseil et autres documents déposés sur la Table.

Ascah, Leila May Willett—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 294. Adoption, 306.
Bill (L-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 97.

Asséchement et mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard. Loi concernant l':
Bill (328)—1re, 360. 2e ajournée, 364. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 368. Rapport et 3e, 386-387. S.R., 540. Ch. 61.

Association canadienne des Optométristes—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 105. Lecture, 128. Rapport, 140.
Bill (C-5)—1re, 175. 2e et renvoi, B.P., 186. Rapport avec amendements, amendements agréés, 211. 3e, 219. Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 82.

Association canadienne des Vétérinaires—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 140. Lecture, 159. Rapport, 168.
Bill (B-5)—1re, 175. 2e et renvoi B.P., 185. Rapport et 3e, 210. Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 87.

Assurance-chômage. Loi de l'—(*Modification*):
Bill (203)—1re, 288. 2e et renvoi au comité permanent de l'Immigration et du travail, 298. Rapport et 3e, 335. S.R., 355. Ch. 29.

Assurance des crédits à l'exportation. Loi sur l'—(*Modification*):
Bill (197)—1re, 234. 2e et renvoi B.C., 243. Rapport et 3e, 253. S.R., 355. Ch. 17.

Attaques à l'intégrité d'hommes publics:
Attention du Sénat appelée sur certaines.—Débat, 207; débat ajourné, 213, 220, 224. Motion rejetée, 228.

Auburn, Jean Hume Munro—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 195. Adoption, 202.
Bill (X-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 98.

B

Bacon, James Donald—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 310. Adoption, 320.
Bill (F-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 99.

Bailey, Alice Cecilia Anne Magniac—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 76. Adoption, 93.
Bill (R)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 540. Ch. 100.

Bain, Adelaide Margaret—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 87. Adoption, 101.
Bill (N-1)—1re, 112. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 101.

Bailey, Ella Margaret McLaughlin—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 240. Adoption, 250.
Bill (K-7)—1re, 255. 2e, 269. 3e, 274. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 102.

Ballantyne, Irene Nellie Kon—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 160. Adoption, 171.
Bill (G-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 103.

Banques d'épargne de Québec. Loi des—(*Modification*):
Bill (Y-11)—1re, 403. 2e et renvoi B.C., 413. Rapport et 3e, 418. Adoption par Coms., 489. S.R., 540. Ch. 65.

Baron, Rae Bellam—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 338. Adoption, 348.
Bill (Y-10)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 104.

Bartlett, Gerald Roderick—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 290. Adoption, 299.
Bill (G-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 105.

Barton, Elerick Montgomery—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 82. Adoption, 93.
Bill (M-1)—1re, 99. 2e et 3e, 115. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 106.

Beadie, Robert Ernest—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 109. Adoption, 126.
Bill (V-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 107.

Beatty, Phyllis Lilian Buck—(*Divorce*):
Pétition, 179.

Beebe, Anna Kathleen Burnie—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 279. Adoption, 292.
Bill (R-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 108.

Behocaray, Pierre—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 411. Adoption, 425.
Bill (Z-12)—1re, 2e et 3e, 429. (Non adopté par Communes.) Motion—
Remboursement des taxes parlementaires, 519.

Bennett, Janet Alice Smith—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 89. Adoption, 101.
Bill (T-1)—1re, 113. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. Ch. 109.

Bennett, Orville Lester—(*Divorce*):
Pétition, 180. Rapport, 402. Adoption, 414.
Bill (J-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 110.

Benoit, Jeanne Crète—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 110. Adoption, 126.
Bill (X-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 113.

Berman, Shirley Marder—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 296. Adoption, 306.
Bill (R-9)—1re, 306. 2e, 313. 3e, 320. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 112.

Bernstein, Mary Shore—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 111-112. Adoption, 126.
Bill (D-3)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 113.

Beurling, Diana Eve Whittall—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 162. Adoption, 171.
Bill (N-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. (Bill retiré aux Communes.) Motion—
Remboursement des taxes parlementaires, 518.

Bibliothèque du Parlement:
Voir: Comités (*Mixtes*).

Bird Gertrude Katherine Margolis—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 108. Adoption, 126.
Bill (R-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 114.

Bist, Molly Renetta Fry—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 150. Adoption, 166.
Bill (V-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 115.

Blackburn, Mary Elizabeth Ellwood—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 122. Adoption, 137.
Bill (P-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 116.

Blair, Elizabeth Craig—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 263. Adoption, 276.
Bill (E-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 117.

Blé. Accord international sur le:
Résolution—Débat et ajournement, 496. Adoption, 508.

Bobinsky, Beatrice Evelyn Tutill—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 380. Adoption, 393.
Bill (U-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 118.

Borgan, Lily White—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 309-310. Adoption, 320.
Bill (E-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 119.

Bourbonnais, Joseph Eugène Ernest—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 152. Adoption, 166.
Bill (A-5)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 120.

Bourne, Rita Louise Windsor—(*Divorce*):
Pétition, 158.

Bovard, Georgina Claire Williscroft—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 111. Adoption, 126.
Bill (B-3)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 121.

Bowen, Evelyn Sylvia Jones—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 151-152. Adoption, 166.
Bill (Z-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 122.

Bragger, Mae (Maria) Harper—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 193. Adoption, 202. (Pétition retirée.)

Brine, Margaret McCallum Cameron Baird—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 294. Adoption, 306.
Bill (K-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 123.

Brown, Hilda Emily—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 78. Adoption, 93.
Bill (Z)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 124.

Brown, Sonja Anna Margaret van der Walde—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 218. Adoption, 224.
Bill (Z-6)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 125.

Buchanan, Muriel Frances Marks—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 196-197. Adoption, 202.
Bill (C-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 126.

Buckingham, William Neville—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 76. Adoption, 93.
Bill (T)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 127.

Budd, Ethelwyn Lillian Flynn—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 161. Adoption, 171.
Bill (K-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 128.

Buelow, Marie Eva Thibodeau—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 194-195. Adoption, 202.
Bill (V-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 129.

Bullock, Agnes Mary Binnie—(*Divorce*):
Pétition, 63.

Bureau fédéral de la statistique. Loi concernant le—(*Modification*):
Bill (T-9)—1re, 305. 2e ajournée, 321-331. 2e et renvoi B.C., 335. Rapport avec amendements, amendements agréés et 3e, 347. Adoption par Coms., 373. S.R., 539. Ch. 45.

Burke, Margaret Laidley Lawrie—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 381. Adoption, 393.
Bill (W-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 130.

Button, Delilah May Jacobs—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 130-131. Adoption, 148.
Bill (X-3)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 131.

Buttress, Gladys Gwendolyn Goode—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 340. Adoption, 348.
Bill (E-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 132.

C

Campbell, Clarice Jean Field—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 111. Adoption, 126.
Bill (A-3)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 133.

Campbell, Gilbert Brinton—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 279-280. Adoption, 292.
Bill (U-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 544. Ch. 134.

Campbell, Joan Ruth Grimble—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 78. Adoption, 93.
Bill (A-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531. Message, 538. S.R., 541. Ch. 135.

Canada et la Nouvelle-Zélande, 1948. Loi sur la Convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le:
Bill (395)—1re, 512. 2e et 3e, 519. S.R., 540. Ch. 34.

Canadian Co-Operative Processors Limited—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 140. Lecture, 159. Rapport, 178.
Bill (P-5)—1re, 180. 2e ajournée, 189. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 200. Rapport avec amendements, 252-253. Amendements agréés et 3e, 269. Adoption par Coms., 373. S.R., 539. Ch. 83.

Canadian Marconi Company. Loi concernant la:
Pétition, 158. Lecture, 174. Rapport, 178.
Bill (Q-5)—1re, 181. 2e ajournée, 189. 2e et renvoi T.C., 200. Rapport et 3e, 242. Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 85.

Capitale nationale:
Résolution, 522.

Carlin, Sarah Cummings Menzies—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 110. Adoption, 126.
Bill (Y-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532. Message, 538. S.R., 542. Ch. 136.

Carlson, Olive Eva LaBeau—(*Divorce*):
Pétition, 62.

Caron, Joseph Ulric Stanislas—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 295. Adoption, 306.
Bill (M-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 137.

Carphin, Nellie Maisie Wingham—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 291. Adoption, 299.
Bill (I-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 138.

Carter, Mary Gwozdecka—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 143. Adoption, 155.
Bill (R-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 139.

Cartmel, Ethel Margaret Tweddell—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 199. Adoption, 202.
Bill (K-6)—1re, 207. 2e et 3e, 213. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 140.

Catafalmo, Guiseppina Cannuli—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 379. Adoption, 393.
Bill (R-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 141.

Champs de bataille de Québec. Loi concernant les—(*Modifications*):
Bill (339)—1re, 398. 2e, 413. 3e, 422. S.R., 540. Ch. 62.

Charbonneau, Paul—(*Divorce*):
Pétition, 180. Rapport, 360. Adoption, 365.
Bill (M-11)—1re, 365. 2e et 3e, 369. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 142.

Charron, Marie Antoinette Audit dit Cimon—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 80. Adoption, 93.
Bill (H-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 143.

Charters, Annie Elisabeth Horseman—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 121. Adoption, 137.
Bill (Q-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 144.

Chartier, Henry George—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 273. Adoption, 285.
Bill (M-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 145.

Chemins de fer Nationaux du Canada, 1948—(*Financement et garantie*):
Bill (346)—1re, 416. 2e et renvoi B.C., 432. Rapport et 3e, 483-484. S.R., 540. Ch. 37.

Chemins de fer, la Loi de la Cour de l'Echiquier et la Loi de 1946 sur les Juges—(*Modification*):
Bill (347)—1re, 347. 2e et 3e, 432. S.R., 540. Ch. 66.

Chemins de fer. Loi concernant les:
Bill présenté *pro forma* et lu la première fois, 5.

Chemins de fer. Loi des—(*Modification*):
Bill (201)—1re, 246. 2e et renvoi T.C., 257. Rapport et 3e, 456. S.R., 355. Ch. 27.

Chiarella, Joseph—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 302. Adoption, 313.
Bill (V-9)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 146.

Clopoff, Rose Landes—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 194. Adoption, 202.
Bill (S-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 147.

Cloutier, George Nestor—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 302. Adoption, 313.
Bill (X-9)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 148.

Cobham, Christopher Edmond—(*Divorce*):
Pétition, 63.

Cohen, George—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 401-402. Adoption, 414.
Bill (H-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 149.

Coker, Ernest Alfred—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 105-106. Adoption, 126.
Bill (I-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 150.

Cole, Gertrude Mae McLean—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 132. Adoption, 148.
Bill (C-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 151.

Comités—(*Mixtes*):
Droits de l'homme et libertés fondamentales—
Motion—Qu'il est opportun de former un Comité mixte pour étudier la question des, et de nommer des sénateurs pour en faire partie, 163-164.
Message des Communes demandant que le Sénat s'y joigne aux fins de former un Comité mixte, nommant sénateurs pour en faire partie, et message aux Communes, 244.
Premier rapport—Impression des délibérations; permission de siéger durant les séances et les ajournements du Sénat, Quorum—Adoption, 281.
Second rapport—Autorisation d'appeler personnes et de faire quérir dossiers, documents, etc.—Adoption, 319.
Second et rapport final, 512-515. Motion pour agrément du rapport—débat et ajournement, 520. Ajournement, 523. Reprise du débat sur motion visant à l'agrément; motion en amendement, que ce rapport ne soit pas maintenant agréé mais qu'il demeure sur la Table—Adoption, 526.

Loi des Indiens—Chapitre 98, S.R.C. 1927, et modifications y apportées—
Message des Communes demandant la création d'un Comité mixte pour l'étude de la, etc., 104-105.
Considération du message; motion que le Sénat s'unisse aux Communes pour la création d'un comité mixte, etc.; nomination de sénateurs pour y participer, et message aux Communes,—Adoption, 125-126.
Premier rapport—Quorum et permission de siéger durant les séances et les ajournements du Sénat, 168.
Deuxième rapport—Recommandant que le comité soit autorisé à retenir les services d'un conseiller juridique—Adoption, 175.
Troisième rapport—Recommandant que certains privilèges de suffrage soient accordés aux Indiens.—Déposé sur la Table, 342.
Quatrième rapport, 484-488. Considération différée, 508, 516, 519. Rapport agréé, 523.

Comités—(*Mixtes*)—*Fin*

Bibliothèque du Parlement—
Rapport des bibliothécaires, 6.
Liste des sénateurs choisis, 14.
Message aux Coms. (Liste des noms), 17.
Message des Coms. (Liste des noms), 74.
Rapport de la Commission du Service civil concernant certains changements à la rémunération de certains membres du personnel déféré au Comité, 308-309.
Premier rapport, 396-398. Adoption, 413.

Impressions du Parlement—
Liste des sénateurs choisis, 14.
Message aux Coms. (Liste des noms), 17.
Premier rapport (Relativement à documents ayant trait à l'Expédition à Hong-Kong de l'armée canadienne—Adoption, 282.
Second rapport—Documents parlementaires—Adoption, 435-477.

Restaurant—
Liste des sénateurs choisis, 14.
Message aux Coms. (Liste des noms), 17.
Message des Coms. (Liste des noms), 74.

Comités—(*Permanents*):

Banques et commerce—
Liste des sénateurs choisis, 20.
Premier rapport (Quorum), 39.
Motion—Ajouter nom de l'honorable sénateur Beaubien (*Provencher*) à la liste des sénateurs faisant partie du comité, 184-185.

Bills d'intérêt privé—
Liste des sénateurs choisis, 15.
Premier rapport (Quorum), 163.

Débats et comptes rendus—
Liste des sénateurs choisis, 15.
Premier rapport (Quorum), 38.

Divorces—
Liste des sénateurs choisis, 15.
Premier rapport (Quorum); permission de siéger durant ajournements et durant séances du Sénat, et autorisation d'élire un Président adjoint, 28.
Rapports au sujet de la prolongation du temps fixé pour la réception des pétitions, 75, 223.
312ième et rapport final—Débat et ajournement, 418-419. Ordre de déposer sur la Table, 491.
Rapport du Conseiller juridique du Sénat relativement à la substance du rapport final du comité présenté au Sénat le 9 juillet 1947, 419-422.

Edifices et terrains publics—
Liste des sénateurs choisis, 16.
Premier rapport (Quorum), 29.
Motion—Que le comité soit autorisé à s'enquérir et à faire rapport sur le système de ventilation, de chauffage et de climatisation de la salle du Sénat, etc.—Adoptée, 99.
Motion—Que le comité soit autorisé à s'enquérir au sujet du "Plan Gréber" relativement aux villes d'Ottawa et de Hull, 223. Rapport déposé sur la Table, 254-255.

Comités—(*Permanents*)—*Suite*

Finances—

Liste des sénateurs choisis, 15.

Premier rapport (Quorum), 28.

Motion et Ordre—Que le comité soit autorisé à examiner les dépenses proposées par les estimés déposés devant le Parlement, et par autre législation qui a été ou qui peut être prise en considération au cours de la session, 337.

Immigration et travail—

Liste des sénateurs choisis, 16.

Premier rapport (Quorum), 26.

Motion—Que le comité soit autorisé et chargé d'étudier la Loi d'Immigration, chapitre 93, S.R.C., et amendements y apportés; son application et son mode d'administration, etc.; que le comité fasse rapport de ses conclusions au Sénat, et qu'il soit autorisé à convoquer témoins et à faire produire documents et dossiers—Débat et adoption, 82.

Deuxième rapport—Impression des délibérations, etc.—Adoption, 87.

Motion d'ajouter le nom de l'honorable sénateur Turgeon à la liste des sénateurs formant ce comité, 184.

Rapport final, 501-506. Agréé, 516.

Ordres permanents—

Liste des sénateurs choisis, 14.

Autorisation de convoquer personnes et faire produire documents et dossiers, quand nécessaires,—Motion, 16.

Premier rapport (Quorum), 29.

Deuxième rapport (Prolongation du temps fixé pour la réception de pétitions), 70.

Régie interne et dépenses imprévues—

Liste des sénateurs choisis, 15.

Premier rapport (Quorum), 27.

Rapport de la Commission du Service civil concernant changements dans les rémunérations de certains membres du personnel du Sénat —Renvoi au comité, 316-318.

Rapport supplémentaire de la Commission du Service civil concernant changements dans les rémunérations, etc.—Renvoi au comité, 324-325.

Deuxième rapport—Recommandant l'acceptation des rapports de la Commission du Service civil et présentant des recommandations additionnelles relativement à la rémunération pour certaines positions—Adopté, 334-335.

Rapport supplémentaire de la Commission du Service civil concernant changements dans la rémunération de certaines positions, etc.—Renvoi au comité, 372-373.

Troisième rapport—Recommandant l'acceptation du rapport de la Commission du Service civil, 387.

Quatrième rapport—Insistant sur recommandations antérieures concernant rémunérations attachées à certaines positions, etc., 387-388.

Cinquième rapport—Recommandant augmentation du taux de salaires attribués à certains membres temporaires du personnel du Sénat—Adoption, 388-389.

Sixième rapport—Recommandant que le plan d'organisation du Sénat soit modifié—Adoption, 389.

Comités—(*Permanents*)—*Suite*

Régie interne et dépenses imprévues—Fin

Deux rapports additionnels de la Commission du Service civil concernant changements dans rémunérations de certains membres du personnel du Sénat—Renvoi au comité, 482-483.

Septième rapport—Concernant comptes et pièces justificatives du Greffier du Sénat—Adoption, 494-495.

Huitième rapport—Fourniture de papeterie, etc.—Adoption, 495.

Neuvième rapport—Recommandant l'approbation des rapports de la Commission du Service civil—Adoption, 495.

Dixième rapport—Recommandant augmentations de salaires attribués à certains membres temporaires du personnel du Sénat—Adoption, 496.

Relations commerciales du Canada—

Liste des sénateurs choisis, 16.

Substance de la Résolution concernant Accord sur les tarifs douaniers et le commerce (Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'embauchage) déférée au comité, 35.

Premier rapport (Quorum), 38.

Deuxième rapport—(Impression des témoignages)—Adoption, 39.

Motion visant à ajouter le nom de l'honorable sénateur Crerar à la liste des sénateurs formant ce comité, 47.

Relations extérieures du Canada—

Liste des sénateurs choisis, 15.

Premier rapport (Quorum), 27.

Ressources naturelles—

Liste des sénateurs choisis, 15.

Premier rapport (Quorum), 26.

Motion visant à ajouter le nom de l'honorable sénateur Haig à la liste des sénateurs formant ce comité, 488.

Santé publique et bien-être social—

Liste des sénateurs choisis, 16.

Premier rapport (Quorum), 29.

Sélection—(*Pour nommer sénateurs*)—

Formation du comité, 11.

Premier rapport (Sénateurs choisis), 14-16.

Formation des comités—Motion, 16.

Service civil. Administration du—

Liste des sénateurs choisis, 16.

Premier rapport (Quorum), 38.

Tourisme—

Liste des sénateurs choisis, 15.

Premier rapport (Quorum), 86.

Deuxième rapport—Autorisation de faire enquête et rapport sur les opérations des diverses agences intéressées au développement du tourisme en Canada, etc.—Adoption, 96.

Troisième rapport—Impression des délibérations—Adoption, 210.

Transports et communications—

Liste des sénateurs choisis, 14.

Premier rapport (Quorum), 26.

Comités—(*Permanents*)—*Fin*
Transports et communications—Fin
Motion visant à ajouter le nom des honorables sénateurs Beaubien (*Provencher*), Howard et Vien à la liste des sénateurs faisant partie de ce comité, 184.
Motion visant à ajouter le nom de l'honorable sénateur Campbell à la liste des sénateurs faisant partie de ce comité, 297.
Us et coutumes du Sénat et privilèges du Parlement—5.

Commissaires du havre de New Westminster, 1948, en vue du remboursement d'obligations financières arrivant à échéance. Loi sur les:
Bill (148)—1re et 2e, 210. 3e, 219. S.R., 231. Ch. 10.

Commissaires du havre de North Fraser. Loi des—(*Modification*):
Bill (E-7)—1re, 236. 2e ajournée, 244. 2e, 249. 3e, 256. Adoption par Coms., 346. S.R., 355. Ch. 19.

Commission canadienne du blé. Loi sur la—(*Modification*):
Bill (135)—1re, 216. Motion comportant annulation de l'Ordre de remettre la deuxième lecture à une date future—Adoption. Motion à l'effet que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois est adoptée, sur division. 2e et renvoi B.C., 223. Rapport avec un amendement; amendement rejeté sur division; 3e, 226-227. S.R., 231. Ch. 4.

Commission du tarif. Loi de la—(*Modification*):
Bill (345)—1re, 416. 2e et 3e, 431. S.R., 540. Ch. 70.

Communes:
Présence à la salle du Sénat:
Ouverture du Parlement, 2.
Sanctions des bills, 231-232, 355-356, 539-546.

Compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, 1932, ainsi que la Loi des Compagnies d'assurance étrangères, 1932. Loi concernant les—(*Modification*):
Bill (N-11)—1re, 390. 2e et renvoi, B.C., 404. Rapport et 3e, 418. Adoption par Coms., 489. S.R., 540. Ch. 36.

Compagnie de Fidéicommis Orientale (The Eastern Trust Company). Loi concernant la:
Pétition, 34. Lecture, 42. Rapport, 60.
Bill (N)—1re, 82. 2e et renvoi B.C., 93. Rapport et 3e, 129-130. Adoption par Coms., 192. S.R., 231. Ch. 88.

Compagnies de prêt. Loi des—(*Modification*):
Bill (F)—1re, 56. 2e ajournée, 71, 84, 92, 101, 114, 125, 136, 147, 154, 163, 170, 176, 181, 185, 188, 200, 202, 208. 2e et renvoi B.C., 212. Rapport avec amendements, 264-267. Étude des amendements ajournée, 276. Amendements agréés et 3e, 284. Adoption par Coms., avec amendements, 378. Amendements des Coms. agréés, 392. S.R., 540. Ch. 57.

Compagnie de Téléphone Bell du Canada. Loi concernant la:
Pétition, 8. Lecture, 26. Rapport, 34.
Bill (C)—1re, 42. 2e et renvoi B.C., 51. Rapport avec amendements, 64-65. Amendements agréés et 3e, 72. Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 81.

Comptes et pièces justificatives du Greffier du Sénat:
Déférés au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues. 234. Rapport, 495.

Conservation des ressources du Canada en devises étrangères. Loi sur les mesures d'urgence pour la:
Bill (3)—1re, 174. Motion pour 2e, débat et ajournement, 181. 2e, sur division, et renvoi B.C., 185. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 222. Agrément par Coms. des amendements apportés par le Sénat, 230. S.R., 231. Ch. 7.

Conservation des devises. Loi sur la—(*Modification*):
Bill (397)—1re, 2e et 3e, 518. S.R., 540. Ch. 48.

Contrats de transport postal. Loi sur les payements supplémentaires applicables à des—(*Modification*):
Bill (313)—1re, 360. 2e ajournée, 364. 2e, 368. 3e, 375. S.R., 539. Ch. 59.

Contrôle des changes. Loi sur le—(*Modification*):
Bill (396)—1re, 2e et 3e, 518. S.R., 540. Ch. 51.

Convention internationale pour la règlementation de la pêche à la baleine:
Résolution, 135.

Conway, Mary Rowan Young—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 198-199. Adoption, 202.
Bill (J-6)—1re, 207. 2e et 3e, 213. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 152.

Corber, Jack William—(*Divorce*):
Pétition, 226.

Costin, Saul Jack—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 111. Adoption, 126.
Bill (C-3)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532. Message, 538. S.R., 542. Ch. 153.

Code criminel—(*Modification*):
Bill (337)—1re, 413. 2e et renvoi B.C., 425. Rapport et 3e, 500. S.R., 540. Ch. 39.

Code criminel (Réunions de courses)—(*Modification*):
Bill (J-11)—1re, 361. 2e, 364. 3e, 368. Adoption par Coms., 386. S.R., 540. Ch. 40.

Crédits pour service public:
Voir: *Subsides. Loi des.*

Cummings, Harriet Dodd McLachlan—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 216-217. Adoption, 224.
Bill (V-6)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 154.

Currie, Alice Mary Gallant—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 196. Adoption, 202.
Bill (B-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 155.

Currie, Marguerite Elsie Dunan—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 77. Adoption, 93.
Bill (U)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 156.

Curtis, Phyllis Smith—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 217. Adoption, 224.
Bill (W-6)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 157.

D

Dahl, Anna Dagmar—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 261. Adoption, 276.
Bill (Z-7)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 158.

Dalton, Merle Allene—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 302. Adoption, 313.
Bill (W-9)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 159.

Daniluk, Myrtle Macdonald Heale—(*Annulation de mariage*):
Pétition, 20. Rapport, 107-108. Adoption, 126.
Bill (P-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 160.

Davies, Lloyd Arthur—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 112. Adoption, 126.
Bill (F-3)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 161.

Défense nationale. Loi du ministère de la—(*Modification*):
Bill (394)—1re, 494. 2e et 3e, 508. S.R., 540. Ch. 43.

Delafosse, Robert Charles—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 407. Adoption, 425.
Bill (N-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 162.

Denenfeld, Gwendolyn Beulah Russell—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 87. Adoption, 101.
Bill (O-1)—1re, 112. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 163.

Di Falco, Jean MacDonald—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 133. Adoption, 148.
Bill (F-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 164.

Différends du travail. Loi tendant à l'examen, à la conciliation et au règlement des:
Bill (195)—1re, 434. 2e et renvoi au comité permanent de l'Immigration et du travail, 479. Rapport et 3e, 496. S.R., 540. Ch. 54.

Dimanche. Loi du—(*Modification*):
Bill (344)—1re, 428. 2e, 478. Motion pour 3e; motion retirée et bill déféré à B.C., 489. Rapport et 3e, 500. S.R., 540. Ch. 58.

Discours du Trône:
Ouverture du Parlement, 2-4.
Copie remise au Président et Ordre de prise en considération, 5. Etude; Motion pour Adresse en réponse, débat et ajournement, 12. Débats subséquents et ajournements, 18, 39, 42, 47, 57, 67, 70, 83. Réponse à l'Adresse adoptée et ordre de présenter à Son Excellence le Gouverneur général, 169.
Accusé de réception de l'Adresse par Son Excellence le Gouverneur général, 204.
Prorogation du Parlement, 546-549.

Divisions:
Commission canadienne du blé, 1935. Loi sur la:
Sur amendement effectué par le comité permanent des Banques et du commerce, 227.
Loi de l'industrie laitière (*Modification*):
Sur motion portant 2e lecture, 312.

Divorces:
Rapport du Conseil juridique du Sénat relativement au sujet du rapport final du Comité présenté au Sénat le 9 juillet 1947, 419-422.

Douanes. Loi des—(*Modification*):
Bill (229)—1re, 489. 2e ajournée, 498. 2e et 3e, 508. S.R., 540. Ch. 41.

Douanes. Loi du tarif des—(*Modification*):
Bill (173)—1re, 2e et 3e, 229-230. S.R., 231. Ch. 6.
Bill (333)—1re, 387. 2e et renvoi au comité permanent des Finances, 404. Rapport et 3e, 417. S.R., 540. Ch. 42.

Dooney, Micheline Desautels—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 194. Adoption, 202.
Bill (T-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 543. Ch. 165.

Drimer, Edna Birch—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 142. Adoption, 155.
Bill (P-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 170.

Droits de l'homme et libertés fondamentales:
Voir: Comités (Mixtes).

Droits successoraux. Loi fédérale sur les—(*Modification*):
Bill (331)—1re, 374. 2e ajournée, 383. 2e et 3e, 392. S.R., 540. Ch. 47.

Dubeau, Alice Hoare—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 327. Adoption, 336.
Bill (R-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 166.

Duffy, Barbara Mary Day—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 79. Adoption, 93.
Bill (C-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 167.

Dunn, Joseph—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 79. Adoption, 93.
Bill (D-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 168.

Dunphy, William Francis—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 327. Adoption, 336.
Bill (Q-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 169.

E

Edelstein, Betty Yossem—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 133. Adoption, 148.
Bill (G-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 171.

Edmund, Gwendoline Elizabeth Hunt—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 89. Adoption, 101.
Bill (U-1)—1re, 113. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 172.

Edney, Edith Irene Shaw—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 193. Adoption, 202. (Pétition retirée.)

Elections fédérales, 1938. Loi des—(*Modification*):
Bill (331)—1re, 374. 2e ajournée, 383. 2e et 3e, 392. S.R., 540. Ch. 47.

Elliott, Gladys Odella Sweet—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 406. Adoption, 425.
Bill (M-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 173.

Ellis, Sheila Trench Thomson—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 246-247. Adoption, 257.
Bill (Q-7)—1re, 267. 2e, 276. 3e, 283. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 174.

Epizooties. Loi des—(*Modification*):
Bill (D-5)—1re, 175. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 186. Rapport et 3e, 210. Adoption par Coms., 240. S.R., 355. Ch. 11.

Estimés et autre législation financière:
Le comité permanent des Finances est autorisé à examiner les dépenses proposées par les—Motion, 375.

Ettinger, Saul—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 112. Adoption, 126.
Bill (E-3)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 175.

Ewaschuk, Olga Timofy—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 326. Adoption, 336.
Bill (O-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 176.

Ewens, William Stanley—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 409-410. Adoption, 425. (Non accordé.)

F

Faillite. Loi concernant la:
Bill (I-11)—1re, 362. 28e ajournée de séance en séance jusqu'à la fin de la session.

Fairhurst, Ellen Gertrude Hinks—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 296. Adoption, 306.
Bill (Q-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 177.

Farley, Elsie Mark—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 123. Adoption, 137.
Bill (T-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 178.

Farrell, Joanna Wright—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 241. Adoption, 250.
Bill (M-7)—1re, 255. 2e, 269. 3e, 274. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 179.

Fiddes, Muriel Frances Pratt—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 263. Adoption, 276.
Bill (G-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 180.

Findlay, Audrey Maude Victoria Giles—(*Divorce*):
Pétition, 180. Rapport, 379. Adoption, 393.
Bill (P-11)—1re, 402. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 181.

Fisher, Mona Leah Vineberg—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 34. (Pétition retirée.)

Fleury, Mary Hrychuk—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 278. Adoption, 292.
Bill (Q-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 182.

Forces hydrauliques du Canada. Loi des—(*Modification*):
Bill (P)—1re, 91. 2e, 101. 3e, 113. Adoption par Coms., 288. S.R., 355. Ch. 14.

Forgues, Elinore Oakes—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 142-143. Adoption, 155.
Bill (Q-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 183.

Formation professionnelle. Loi de 1942 sur la coordination de la—(*Modification*):
Bill (202)—1re, 246. 2e ajournée, 257, 269, 275. 2e et renvoi au comité permanent de l'Immigration et du travail, 292. Rapport et 3e, 311. S.R., 355. Ch. 30.

Franklyn, Albert—(*Divorce*):
Pétition, 21.

Fridhandler, Selma Rattner—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 241. Adoption, 250.
Bill (O-7)—1re, 255. 2e, 269. 3e, 274. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 184.

Fryer, Audrey Beryl—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 311. Adoption, 320.
Bill (J-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 545. Ch. 185.

Fuller, Gordon Merrill—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 141. Adoption, 155.
Bill (M-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 186.

G

Garneau, Jeannette Racine—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 340. Adoption, 348.
Bill (D-11)—1re et 2e, 349. 3e, 535. Adoption par Coms., 537. Message, 538. S.R., 545. Ch. 187.

Gavey, Margaret Patricia Jones—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 241. Adoption, 250.
Bill (N-7)—1re, 255. 2e, 269. 3e, 274. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 188.

Geller, Georgette Ruth Cote—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 121. Adoption, 137.
Bill (O-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532. Message, 538. S.R., 542. Ch. 189.

Gigantes, Mary Pappas (Autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes)—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 279. Adoption, 292.
Bill (T-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 544. Ch. 190.

Gilbert, Reta Mabel Welch—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 89-90. Adoption, 101.
Bill (V-1)—1re, 113. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 191.

Gilbert, Ruth Shkurnik—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 131. Adoption, 148.
Bill (Y-3)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 192.

Girard, Jean Duncan—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 151. Adoption, 166.
Bill (Y-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 193.

Gobeille, Théophile—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 160. Adoption, 171.
Bill (H-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 194.

Goodier, Beatrice Doris Haggerty—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 109. Adoption, 126.
Bill (T-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 195.

Gouverneur général:
Ouverture du Parlement, 2-5.

Gouverneur général. Secrétaire du:
Communications de, concernant:
Ouverture du Parlement, 2.
Sanctions des bills, 229, 352.
Prorogation du Parlement, 538.

Gouverneur général. Député du:
Sanctions des bills, 231-232, 355-356, 539-546.
Prorogation du Parlement, 539-549.

Gowans, Allan—(*Divorce*):
Pétition, 179.

Gray, George Crosby Wilson—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 107. Adoption, 126.
Bill (N-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 196.

Greffier du Sénat:
Nouveaux sénateurs:
Lecture de la commission nommant, et assermentation des, 54-55.
Comptes et pièces justificatives, 234, 495.
Sanctions des bills, 231-232, 355-356, 539-546.

Guilbault, Emilien—(*Divorce*):
Pétition, 23.

Gunn, Vera Maude Thayer—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 296. Adoption, 306.
Bill (S-9)—1re, 306. 2e, 313. 3e, 320. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 197.

Gzowski, Mildred Frances Batten—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 159-160. Adoption, 171.
Bill (F-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 198.

H

Habitation. Loi de 1944 sur l'—(*Modification*):
Bill (280)—1re, 360. 2e et renvoi B.C., 364. Rapport et 3e, 378. S.R., 539.
Ch. 63.

Hall, Lela May Begley—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 130. Adoption, 148.
Bill (V-3)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 199.

Hall, Leona Selma Cutway—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 197. Adoption, 202.
Bill (D-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 200.

Halsey, Henry George—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 107. Adoption, 126.
Bill (M-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 201.

Hanley, Helen McGregor—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 280. Adoption, 292.
Bill (V-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 202.

Harley, Elizabeth Ruth Maitland—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 289. Adoption, 299.
Bill (B-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 203.

Harris, Ruth—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 272. Adoption, 285.
Bill (I-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 204.

Hart, Chester Adam—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 204. Adoption, 213.
Bill (M-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 205.

Harvey, Hugh Cyril—(*Divorce*):
Pétition, 226. Rapport, 327-328. Adoption, 336.
Bill (T-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 206.

Hawker, Alice Deborah Townsend—(*Divorce*):
Pétition, 226. Rapport, 338. Adoption, 348.
Bill (X-10)—1re et 2e, 349. 3e, 352. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 207.

Hazel, William Bryan—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 410. Adoption, 425.
Bill (X-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 538.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 208.

Hébert, Alexandre—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 247. Adoption, 257.
Bill (R-7)—1re, 268. 2e, 276. 3e, 283. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 209.

Heinz, Adah Elizabeth Jeffries—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 260-261. Adoption, 276.
Bill (X-7)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 210.

Hénault, Gilles—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 195. Adoption, 202.
Bill (Y-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 211.

Hesketh, William—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 195. Adoption, 202.
Bill (S-1)—1re, 112. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 212.

Heydenreich, George Elias—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 379. Adoption, 393.
Bill (Q-11)—1re, 402. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 213.

Hodgson, Clarence William Henry—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 106. Adoption, 126.
Bill (J-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 214.

Holder, Ellen Catherine—(*Divorce*):
Bill (V)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 215.

Holton, Winnifred Audrey Meyer—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 204. Adoption, 213.
Bill (L-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 216.

Howick, Marie Albina Ethel Dubois—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 119. Adoption, 137.
Bill (H-3)—1re, 143. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 217.

Huggenberger, Laura Grace Hanley—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 120. Adoption, 137.
Bill (J-3)—1re, 143. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532. Message, 538. S.R., 542. Ch. 218.

I

Immigration et des amendements y apportés. Loi de l':
Voir: Comités (*Permanents*)—*Immigration et travail.*

Imonti, Ersilia Pace—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 205. Adoption, 213.
Bill (P-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 219.

Impôt de guerre sur le revenu. Loi de l'—(*Modification*):
Bill (330)—1re, 374. 2e et renvoi au comité permanent des Finances, 383. Rapport avec amendements, 412. Etude des amendements ajournée, 423. Motion visant à l'agrément de ces amendements; motion que ces amendements ne soient pas agréés mais qu'ils soient de nouveau déférés au comité permanent des Finances pour plus ample étude, 430. Rapport—Demandant permission de retirer les amendements originaux et proposant deux nouveaux amendements, qui est consentie. 3e, tel que modifié, 506. Agrément des Communes aux amendements soumis par le Sénat, 512. S.R., 540. Ch. 53.

Impôts sur le revenu. Loi concernant les—(*Modification*):
Bill (338)—1re, 500. 2e et renvoi B.C., 509. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 515. Agrément par Communes des amendements apportés par le Sénat, 518. S.R., 540. Ch. 52.

Indemnités de service de guerre. Loi de 1944 sur les—(*Modification*):
Bill (H)—1re, 56. 2e ajournée, 72, 84. 2e et renvoi B.C., 92. Rapport et 3e, 128. Adoption par Coms., avec un amendement, 243. Amendement déféré à B.C., 243. Rapport—Amendement apporté par Communes agréé, 254. S.R., 355. Ch. 31.

Indiens et son administration. Loi des:
Voir: Comités (*Mixtes*).

Industrie laitière. Loi de l'—(*Modification*):
Bill (B)—1re, 12. 2e ajournée, 18, 30, 36, 39, 42, 47, 51, 57, 67, 71, 83, 91, 100, 114, 124, 135, 147, 153. Motion visant à 2e, débat et ajournement, 164. Suite du débat ajournée, 169, 175, 181, 185, 188, 200, 202, 208, 211, 219, 223, 227, 237. Motion pour 2e discutée de nouveau, 243, 249. Débat ajourné 255, 268. Reprise du débat, motion pour ajournement du débat rejetée. Suite du débat et ajournement, 283. Suite du débat, 293. Débat ajourné, 298. Suite du débat, 306. Suite du débat et motion portant 2e rejetée, sur division, 312.

Industrie laitière:
Proposition d'en référer à la Cour suprême. Débat sur la motion et ajournement, 382. Suite du débat et acceptation de la motion susdite, 393.

J

Jackson, David Ewing—(*Divorce*):
Pétition, 180. Rapport, 339. Adoption, 348.
Bill (Z-10)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 220.

Jackson, Mathilda Welter—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 278. Adoption, 292.
Bill (O-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 221.

Jackson, William—(*Divorce*):
Pétition, 22.

Johnson, Grace Elsie Mills—(*Divorce*):
Pétition, 179.

Jakeman, Edward Gordon—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 196. Adoption, 202.
Bill (Z-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 222.

Jones, Robert Grincill Barnet—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 108. Adoption, 126.
Bill (Q-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 223.

Juges. Loi de 1946 sur les—(*Modification*):
Bill (329)—1re, 374. 2e et 3e, 383. S.R., 539. Ch. 55.

K

Katz, Marguerite Isaacs—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 130. Adoption, 148.
Bill (W-3)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 224.

Kaufman, Esther Leibof—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 399. Adoption, 414.
Bill (A-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 225.

Keeley, Alfred—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 119. Adoption, 137.
Bill (G-3)—1re, 143. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 226.

Kennell, Charles Henry—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 263. Adoption, 276.
Bill (F-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 227.

Kenworthy, Albert—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 381. Adoption, 393.
Bill (X-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 228.

Kinnon, Elizabeth Iris Lobar—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 408. Adoption, 425.
Bill (R-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 229.

Kinnon, Ida Ker Davies—(*Divorce*):
Pétition, 179.

Kupchik, Samuel—(*Divorce*):
Pétition, 25.

L

Lambton, Madge Reynard—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 341. Adoption, 348.
Bill (G-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 230.

Langton, Virginia Grace Borland—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 161. Adoption, 171.
Bill (J-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 231.

Lankszner, Samuel—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 378-379. Adoption, 393.
Bill (O-11)—1re, 402. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 232.

Lapierre, Armand—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 121. Adoption, 137.
Bill (N-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 233.

Lawson, Eleen Rose Gray—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 141. Adoption, 155.
Bill (K-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 234.

Layton, Hazel Shirley Elizabeth Hart—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 81. Adoption, 93.
Bill (K-1)—1re, 99. 2e et 3e, 115. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 235.

Ledoux, Joyce Knowles—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 109. Adoption, 126.
Bill (U-2)—1re et 2e, 134. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 236.

Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 236. Lecture, 246. Rapport, 252.
Bill (V-7)—1re, 268. 2e et renvoi B.P., 284. Rapport avec amendements, 320. Amendements agréés et 3e, 331-332. Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 84.
Motion—Remboursement des taxes parlementaires, 347.

Leith, Winifred Anthony—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 97. Adoption, 115.
Bill (A-2)—1re, 123. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531. Message, 538. S.R., 541. Ch. 237.

Lerner, Libby Raikes—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 303-304. Adoption, 313.
Bill (B-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 545. Ch. 238.

Lescadres, Marie Marguerite Cécile Gagnon—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 204-205. Adoption, 213.
Bill (N-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 239.

Leschynski, Rufina Olga Soltysik—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 303. Adoption, 313.
Bill (Y-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536. Message, 538. Ch. 240.

Leslie, Yvonne Jeanne—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 295. Adoption, 306.
Bill (O-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 241.

Levac, Nellie Polistuck—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 140. Adoption, 155.
Bill (J-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 542. Ch. 242.

Levee, Norma Bernstein—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 198. Adoption, 202.
Bill (H-6)—1re, 207. 2e et 3e, 213. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 243.

Léveillée, Joseph Albert Aldée—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 206. Adoption, 213.
Bill (D-7)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 244.

Lewis, Samuel Reihardt—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 205. Adoption, 213.
Bill (O-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 245.

Lippiatt, Ernest Edward—(*Divorce*):
Rapport recommandant que certains exhibits produits au cours de la session de 1947 soient remis au procureur du pétitionnaire, 241. Adoption, 250.

Lodge, Elsie Williams—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 218. Adoption, 224.
Bill (C-7)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 246.
Remboursement des taxes parlementaires—Rapport, 309. Adoption, 322.

Lois adoptées au cours de la session:

LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC

Chap.		Bill No
	Sanctionnées le 24 mars 1948	
1.	Produits agricoles.—Loi des (Modification)	171
2.	Subsides, No 1, 1947-1948.—Loi des	183
3.	Subsides, No 2, 1947-1948.—Loi des (Addition aux crédits supplémentaires)	184
4.	Commission canadienne du blé, 1935.—Loi sur la (Modification)	135
5.	Mesures transitoires.—Loi de 1947 sur le maintien des (Modification)	136
6.	Douanes.—Loi du tarif des (Modification)	173
7.	Conservation des ressources du Canada en devises étrangères.—Loi sur les mesures d'urgence pour la	3
8.	Accise.—Loi de l' (Modification)	172
9.	Prêts destinés aux améliorations agricoles.—Loi de 1944 sur les (Modification)	114
10.	Commissaires du havre de New-Westminster, en vue du remboursement d'obligations financières arrivant à échéance.—Loi de 1948 concernant les	148
	Sanctionnées le 14 mai 1948	
11.	Epizooties.—Loi des (Modification)	D5-149
12.	Subsides, No 3, 1947-1948.—Loi des	299
13.	Vérificateurs pour les chemins de fer Nationaux.—Loi concernant la nomination de	I-10
14.	Forces hydrauliques du Canada.—Loi des (Modification)	P-11
15.	Accroissement des frais de production de l'or.—Loi prévoyant des paiements d'urgence pour aider à couvrir l'	7
16.	Permis d'exportation et d'importation.—Loi sur les (Modification)	U3-138
17.	Assurance des crédits à l'exportation.—Loi sur les (Modification)	197
18.	Parcs nationaux du Canada.—Loi des (Modification)	G7-209
19.	Commissaires du havre de North Fraser.—Loi des (Modification)	E7-208
20.	Territoires du Nord-Ouest.—Loi des (Modification)	D-9
21.	Accord provisoire relatif aux phoques à fourrure, conclu entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique.—Loi sur l'	L-35
22.	*Penny Bank of Ontario* et à l'abrogation de la Loi des caisses de petite économie.—Loi pourvoyant à la liquidation de la	R5-221
23.	Pensions.—Loi des (Modification)	126
24.	Agriculture des Prairies.—Loi de 1939 sur l'assistance à l' (Modification)	204
25.	Rétablissement agricole des Prairies.—Loi sur le (Modification)	282
26.	Prisons et des maisons de correction.—Loi des (Modification)	H7-214
27.	Chemins de fer.—Loi des (Modification)	201
28.	Royale gendarmerie à cheval du Canada.—Loi de la (Modification)	211
29.	Assurance-chômage.—Loi de 1940 sur l' (Modification)	203
30.	Coordination de la formation professionnelle.—Loi de 1942 sur la (Modification)	202
31.	Indemnités de service de guerre.—Loi de 1944 sur les (Modification)	H-47

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC—*Suite*

Chap.		Bill N°
	Sanctionnées le 30 juin 1948	
32.	Soutien des prix agricoles.—Loi de 1944 sur le (Modification)	392
33.	Preuve du Canada.—Loi de la (Modification)	U9-327
34.	Convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et la Nouvelle-Zélande, 1948.—Loi sur la	395
35.	Marine marchande du Canada, 1934.—Loi de la (Modification)	E5-300
36.	Compagnies d'assurance canadienne et britanniques, 1932, et la Loi des compagnies d'assurance étrangères, 1932.—(Modification)	N11-350
37.	Chemins de fer Nationaux du Canada, 1948.—Loi de financement et de garantie sur les	346
38.	Pensions et allocations de guerre pour les civils.—Loi sur les (Modification)	393
39.	Code criminel.—Loi sur le (Modification)	337
40.	Code criminel (Réunions de courses).—Loi sur le (Modification)	J11-335
41.	Douanes.—Loi des (Modification)	229
42.	Douanes.—Loi sur le tarif des (Modification)	333
43.	Ministère de la Défense nationale.—Loi sur le (Modification)	394
44.	Pension spéciale du service diplomatique.—Loi sur la (Modification)	349
45.	Bureau fédéral de la statistique.—Loi concernant le	T9-326
46.	Elections fédérales, 1938.—Loi des (Modification)	198
47.	Droits successoraux.—Loi fédérale sur les (Modification)	331
48.	Conservation des devises.—Loi d'urgence sur la (Modification)	397
49.	Accise, 1934.—Loi de l' (Modification)	228
50.	Accise.—Loi sur la taxe d' (Modification)	332
51.	Contrôle des changes.—Loi sur le (Modification)	396
52.	Impôts sur le revenu.—Loi concernant les	338
53.	Impôt de guerre sur le revenu.—Loi de l' (Modification)	330
54.	Différends du travail.—Loi tendant à l'examen, à la conciliation et au règlement des	195
55.	Juges.—Loi de 1946 sur les (Modification)	329
56.	Titres de bien-fonds.—Loi des (Modification)	I11-334
57.	Compagnies de prêt.—Loi des (Modification)	F-220
58.	Dimanche.—Loi du (Modification)	344
59.	Contrats de transport postal.—Loi sur les paiements supplémentaires applicables à des (Modification)	313
60.	Ressources naturelles du Manitoba.—Loi des (Modification)	K11-398
61.	Asséchement et mise en valeur des terrains marécageux en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile du Prince-Edouard	328
62.	Champs de bataille nationaux de Québec.—Loi concernant les (Modification)	339
63.	Habitation.—Loi nationale de 1944 sur l' (Modification)	280
64.	Fourniture d'énergie électrique dans les Territoires du Nord-Ouest.—Loi concernant la	340
65.	Banques d'épargne de Québec.—Loi des (Modification)	Y11-351
66.	La Loi des chemins de fer, la Loi de la Cour de l'échiquier et la Loi de 1944 sur les juges (Modification)	347
67.	Statuts revisés du Canada.—Loi concernant les	348
68.	Traitements.—Loi des (Modification)	365
69.	Ressources naturelles de la Saskatchewan.—Loi des (Modification)	Z11-364
70.	Commission du tarif.—Loi de la (Modification)	345
71.	Traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande, 1948.—Loi pourvoyant à l'exécution des	248

5856—37½

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC—*Fin*

CHAP.		BILL Nº
72.	Assurance des anciens combattants.—Loi sur l' (Modification).....	G-60
73.	Réadaptation des anciens combattants.—Loi sur la (Modification)....	200
74.	Allocations aux anciens combattants.—Loi de 1946 sur les (Modification)	196
75.	Yukon.—Loi du (Modification).....	341
76.	Extraction de l'or dans le Yukon.—Loi de l' (Modification).....	I7-362
77.	Extraction du quartz dans le Yukon.—Loi de l' (Modification).....	J7-363
78.	Subsides, Nº 4, 1947-1948.—Loi des.....	399

LOIS D'INTÉRÊT PRIVÉ ET LOCAL

SANCTIONNÉES LES 24 MARS ET 30 JUIN 1948

COMPAGNIES D'ASSURANCE

79.	Nationale, Compagnie d'assurance Incendie et Risques divers.—Loi constituant la corporation la—.....	O5-151
80.	*National General Insurance Company.*—Loi constituant en corporation la société dite.....	J-48

AUTRES COMPAGNIES

81.	Compagnie de Téléphone Bell du Canada.—Loi concernant la.....	C-8
82.	Association Canadienne des Optométristes.—Loi constituant en corporation l'	C5-174
83.	*Canadian Co-Operative Processors Limited.*—Loi constituant en corporation la compagnie dite.....	P5-212
84.	Légion canadienne de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique.—Loi constituant en corporation la.....	V7-281
85.	*Canadian Marconia Company.*—Loi concernant la.....	Q5-205
86.	Société de bienfaisance slovaque du Canada.—Loi concernant la.....	T6-210
87.	Association Canadienne des Vétérinaires.—Loi constituant en corporation l'	B5-150
88.	Compagnie de Fidéicommis Orientale (*The Eastern Trust Company*). —Loi concernant la.....	N-49
89.	*Rinker Finance Corporation.*—Loi constituant en corporation la.....	G2-137
90.	*Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada.*—Loi concernant la société dite.....	O-50
91.	*The Trust and Loan Company of Canada.*—Loi concernant la compagnie dite	M-59

DIVORCES

SANCTIONNÉS LE 30 JUIN 1948

92.	Adelstein, Ida Goldman.....	G12-372
93.	Ainsworth, Phyllis Joyce Bradfield.....	N4-120
94.	Allan, Ann Laurie Willett.....	S11-356
95.	Anderson, Eugene Alden.....	B2-54
96.	Anderson, St. Kilda McKay McLean.....	I4-113
97.	Ascah, Leila May Willett.....	L9-272
98.	Auburn, Jean Hume Munro.....	X5-157
—	Aubut, Marie Antoinette (*voir* Charron).....	——
99.	Bacon, James Donald.....	F10-293
100.	Bailey, Alice Cecilia Anne Magniac.....	R-13

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

DIVORCES—*Suite*

CHAP.		BILL Nº
101.	Bain, Adelaide Margaret Munn	N1-36
102.	Baisley, Ella Margaret McLaughlin	K7-215
103.	Ballantyne, Irene Nellie Kon	G5-140
104.	Baron, Rae Bellam	Y10-316
105.	Bartlett, Gerald Roderick	G9-267
106.	Barton, Elerick Montgomery	M1-34
107.	Beadie, Robert Ernest	V2-75
108.	Beebe, Anna Kathleen Burnie	R8-252
109.	Bennett, Janet Alice Smith	T1-42
110.	Bennett, Orville Lester	J12-375
111.	Benoit, Jeanne Crete	X2-77
112.	Berman, Shirley Marder	R9-278
113.	Bernstein, Mary Shore	D3-83
114.	Bird, Gertrude Katherine Margolis	R2-71
115.	Bist, Molly Renetta Fry	V4-129
116.	Blackburn, Mary Elizabeth Ellwood	P3-95
117.	Blair, Elizabeth Craig	E8-238
118.	Bobinsky, Beatrice Evelyn Tutill	U11-358
119.	Borgan, Lily White	E10-292
120.	Bourbonnais, Joseph Eugene Ernest	A5-134
121.	Bovard, Georgina Claire Williscroft	B3-81
122.	Bowen, Evelyn Sylvia Jones	Z4-133
123.	Brine, Margaret McCallum Cameron Baird	K9-271
124.	Brown, Hilda Emily	Z-21
125.	Brown, Sonja Anna Margaret van der Walde	Z6-190
126.	Buchanan, Muriel Frances Marks	C6-162
127.	Buckingham, William Neville	T-15
128.	Budd, Ethelwyn Lillian Flynn	K5-144
129.	Buelow, Marie Eva Thibodeau	V5-155
130.	Burke, Margaret Laidley Lawrie	W11-360
131.	Button, Deliah May Jacobs	X3-102
132.	Buttress, Gladys Gwendolyn Goode	E11-322
133.	Campbell, Clarice Jean Field	A3-80
134.	Campbell, Gilbert Brinton	U8-255
135.	Campbell, Joan Ruth Grimble	A1-22
136.	Carlin, Sarah Cummings Menzies	Y2-78
137.	Caron, Joseph Ulric Stanislas	M9-273
138.	Carphin, Nellie Maisie Wingham	I9-269
139.	Carter, Mary Gwozdecka	R4-124
140.	Cartmel, Ethel Margaret Tweddell	K6-170
141.	Catalfamo, Guiseppina Cannuli	R11-355
142.	Charbonneau, Paul	M11-336
143.	Charron, Marie Antoinette Audit dit Cimon	H1-29
144.	Charters, Annie Elisabeth Horseman	Q3-96
145.	Chartier, Henry George	M8-246
146.	Chiarella, Joseph	V9-283
147.	Clopoff, Rose Landes	S5-152
148.	Cloutier, George Nestor	X9-285
149.	Cohen, George	H12-373
150.	Coker, Ernest Alfred	I2-62
151.	Cole, Gertrude Mae McLean	C4-107
152.	Conway, Mary Rowan Young	J6-169
153.	Costin, Saul Jack	C3-82
154.	Cummings, Harriet Dodd McLachlan	V6-186
155.	Currie, Alice Mary Gallant	B6-161
156.	Currie, Margaret Elsie Dunan	U-16

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

DIVORCES—*Suite*

CHAP.		BILL Nº
157.	Curtis, Phyllis Smith	W6-187
158.	Dahl, Anna Dagmar	Z7-233
159.	Dalton, Merle Allene	W9-284
160.	Daniluk, Myrtle Macdonald Heale	P2-69
161.	Davies, Lloyd Arthur	F3-85
162.	Delafosse, Robert Charles	N12-379
163.	Denenfeld, Gwendolyn Beulah Russell	O1-37
164.	Di Falco, Jean MacDonald	F4-110
165.	Dooney, Micheline Desautels	T5-153
166.	Dubeau, Alice Hoare	R10-308
167.	Duffy, Barbara Mary Day	C1-24
168.	Dunn, Joseph	D1-25
169.	Dunphy, William Francis	Q10-307
170.	Drimer, Edna Birch	P4-122
171.	Edelstein, Betty Yossem	G4-111
172.	Edmund, Gwendoline Elizabeth Hunt	U1-43
173.	Elliott, Gladys Odella Sweet	M12-378
174.	Ellis, Sheila Trench Thomson	Q7-223
175.	Ettinger, Saul	E3-84
176.	Ewaschuk, Olga Timofy	O10-305
177.	Fairhurst, Ellen Gertrude Hinks	Q9-277
178.	Farley, Elsie Mark	T3-99
179.	Farrell, Joanna Wright	M7-217
180.	Fiddes, Muriel Frances Pratt	G8-240
181.	Findlay, Audrey Maude Victoria Giles	P11-353
182.	Fleury, Mary Hrychuk	Q8-251
183.	Forgues, Elinore Oakes	Q4-123
184.	Fridhandler, Selma Rattner	O7-219
185.	Fryer, Audrey Beryl	J10-297
186.	Fuller, Gordon Merrill	M4-119
187.	Garneau, Jeannette Racine	D11-321
188.	Gavey, Margaret Patricia Jones	N7-218
189.	Geller, Georgette Ruth Cote	O3-94
190.	Gigantes, Mary Pappas, autrement connue sous le nom de Maria Papadatos Gigantes	T8-254
191.	Gilbert, Reta Mabel Welch	V1-44
192.	Gilbert, Ruth Shkurnik	Y3-103
193.	Girard, Jean Duncan	Y4-132
194.	Gobeille, Théophile	H5-141
—	Gold, Eva Wolfovitch (*voir* Zloty)	——
195.	Goodier, Beatrice Doris Haggerty	T2-73
196.	Gray, George Crosby-Wilson	N2-67
197.	Gunn, Vera Maud Thayer	S9-279
198.	Gzowski, Mildred Frances Batten	F5-139
199.	Hall, Lela May Begley	V3-100
200.	Hall, Leona Selma Cutway	D6-163
201.	Halsey, Henry George	M2-66
202.	Hanley, Helen McGregor	V8-256
203.	Harley, Elizabeth Ruth Maitland	B9-262
204.	Harris, Ruth	I8-242
205.	Hart, Chester Adam	M6-176
206.	Harvey, Hugh Cyril	X10-310
207.	Hawker, Alice Deborah Townsend	X10-315
208.	Hazel, William Bryan	X12-389
209.	Hébert, Alexandre	R7-224
210.	Heinz, Adah Elizabeth Jeffries	X7-231

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

DIVORCES—*Suite*

CHAP.		BILL Nº
211.	Hénault, Gilles	Y5-158
212.	Hesketh, William	S1-41
213.	Heydenreich, George Elias	Q11-354
214.	Hodgson, Clarence William Henry	J2-63
215.	Holder, Ellen Catherine	V-17
216.	Holton, Winnifred Audrey Meyer	L6-175
217.	Howick, Marie Albina Ethel Dubois	H3-87
218.	Huggenberger, Laura Grace Hanley	J3-89
219.	Imonti, Ersilia Pace	P6-179
220.	Jackson, David Ewing	Z10-317
221.	Jackson, Mathilda Walter	O8-249
222.	Jakeman, Edward Gordon	Z5-159
223.	Jones, Robert Grincill Barnet	Q2-70
224.	Katz, Marguerite Isaacs	W3-101
225.	Kaufman, Esther Leibof	A12-366
226.	Keeley, Alfred	G3-86
227.	Kennell, Charles Henry	F8-239
228.	Kenworthy, Albert	X11-361
229.	Kinnon, Elizabeth Iris Lobar	R12-383
230.	Lambton, Madge Reynard	G11-324
231.	Langton, Virginia Grace Borland	J5-143
232.	Lankszner, Samuel	O11-352
233.	Lapierre, Armand	N3-93
234.	Lawson, Eleen Rose Gray	K4-117
235.	Layton, Hazel Shirley Elizabeth Hart	K1-32
236.	Ledoux, Joyce Knowles	U2-74
237.	Leith, Winnifred Anthony	A2-53
238.	Lerner, Libby Raikles	B10-289
239.	Lescadres, Marie Marguerite Cécile Gagnon	N6-177
240.	Leshchynski, Ruffina Olga Soltysik	Y9-286
241.	Leslie, Yvonne Jeanne	O9-275
242.	Levac, Nellie Polistuck	J4-116
243.	Levee, Norma Bernstein	H6-167
244.	Leveillée, Joseph Albert Aldée	D7-194
245.	Lewis, Samuel Reinhardt	O6-178
246.	Lodge, Elsie Williams	C7-193
247.	Louth, Arthur Herbert John	D12-369
248.	Lyman, Giana Stephen Cantlie	Z8-260
249.	Mace, Hazel Violet Camp	W7-230
250.	Malouf, George	Y6-189
251.	Marcus, Sheila Lightstone	L3-91
252.	Margolese, Jennie Leibovitch	S10-309
253.	Marshall, Cecilia Maud Wood	S2-72
254.	Marshall, Florence Evelyn White	A8-234
255.	Martin, May Holmes	K12-376
256.	Masse, Raymond	B1-23
257.	Mathias, Georgette	L12-377
258.	Matthews, Leonard Carlton	H4-112
259.	May, Thelma May Heggie	U4-128
260.	Mayhew, Caroline Alice Woods	Y8-259
261.	Maysenhoelder, Joseph David Ernest Paul	O2-68
262.	McCairns, Martha Norman	A4-105
263.	McClelland, Elizabeth Frances Mary Liddle	M5-146
264.	McCormick, Eva Booth Morrison	J8-243
265.	McDonald, Adelaide Jardine	O12-380
266.	McKay, Margaret Dawson Jamieson Turnbull	C8-236

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

DIVORCES—*Suite*

CHAP.		BILL Nº
267.	McLarnon, Gertrude Agnes Dorothy Cunningham	D9-264
268.	McMillan, Freda Gertrude Parkes	D4-108
269.	McVicar, Ruth Ethel Attwood	L2-65
270.	Menaker, Violet Mae Ruth Johnson	V10-312
271.	Ménard, Lucien	P7-222
272.	Milligan, Shirley Leighton Pawson	C2-55
273.	Mitchell, Kenneth Elliott	X-19
274.	Mitchell, Violet Maude	B7-192
275.	Morrell, John	D10-291
276.	Moscovitch, Becky Herscovitch	V12-387
277.	Mowat, Joseph Thomson	P8-250
278.	Mullin, Katharine Lillian Cornish	I12-374
279.	Nadler, Lillian Eileen Rendle	H10-295
280.	Nathanson, Reva James	F9-266
281.	Neilson, Irene Morgan	L1-33
282.	Newton, Jeanne Obodofsky	S12-384
283.	Nicholson, Margaret Craig Carmichael	Y-20
284.	Nickel, Cornelia Barendrecht	H11-325
285.	O'Donahoe, Marion Rita Kendall	B4-106
286.	Orr, Lea Alvina Mary Boulay	M3-92
287.	Ostroff, Rhea Lillian Appel	Z9-287
288.	Paige, Jeannette Ore	E9-265
289.	Paquin, Eva Lamothe	Q12-382
290.	Parker, Patricia Potter	W4-130
291.	Parr, Grace Davie Park	W2-76
292.	Parr, Michael Charles	O4-121
293.	Peachey, Francis Clyde	U6-185
294.	Pelley, Veronica Conrick	W12-388
295.	Petrie, Dorothy Jardine Palmer	H9-268
296.	Pilon, Joseph Onfroy	T4-127
297.	Pliss, Anne Greenblatt	S7-225
298.	Pokorny, Hellmut Hans Karl	Y1-51
299.	Potts, Frank	E12-370
300.	Prengel, Kate Henny Wacker	C11-320
301.	Preston, Violet Mary Cowper	I5-142
302.	Prysky, Alma Petrides	E4-109
303.	Ramer, Bertha (Brana) Hindes	P9-276
304.	Rapps, Bella Wine	Z1-52
305.	Rashkovan, Edith Saltzman	R6-181
306.	Reed, James Gustov	A9-261
307.	Reeve, Leah Marcelle Pettit	E2-57
308.	Reinhold, Avery Patricia Gill	E6-164
309.	Richardson, Yudit Mary de Bartok	W8-257
310.	Rollo, Mabel Findlay Turner	Y7-232
311.	Romanelli, Ida Malfara	S6-182
312.	Rosenberg, Mary Josephine Ruth Girard	D2-56
313.	Rosenstein, Naomi Evelyn Masterangelo	K8-244
314.	Rowe, Kathryn Mae Richardson	B8-235
315.	Rudenko, Leah Zeiger	H8-241
316.	Rutledge, Jean Lauder	L8-245
317.	Sadler, Rhoda Marjorie Beacom	U12-386
318.	Salmon, Winnifred Emily Ford	C12-368
319.	Samson, Valerie Jean Lewis	S-14
320.	Sanzone, Marguerite Pichette	L10-302
321.	Saunders, Helen May Smith	X4-131
322.	Savage, Alfred Winston	L5-145

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

DIVORCES—*Suite*

CHAP.		BILL Nº
323.	Savard, Marie Yvette Françoise Bayard	F2-58
324.	Schanker, Leah Shrimer	W1-45
325.	Schechter, Abraham	X8-258
326.	Schechter, Leon	T11-357
—	Schneider, Lilly Schneidman (*voir* Tuchsneider)	——
327.	Schulman, Annie Goldenberg	Z2-79
328.	Scott, Jenny Muriel Pressley	S8-253
329.	Sepchuk, Eileen Sophie McNamara	I6-168
330.	Shannon, Florence Joyce West	Q-12
331.	Shaw, Alice Elizabeth Tucker	A10-288
332.	Shereck, Sonnie Levitt	T7-226
333.	Sherman, Frederick Edward	M10-303
334.	Sidilkofsky, Philip	T12-385
335.	Simand, Beatrice Gertrude Corbin	J9-270
336.	Simkin, Harold Clarence	B12-367
337.	Skinner, Jacqueline Louise Waddington	X6-188
338.	Slator, William Roydon	U5-154
339.	Slavin, Una Mary Phillips	V11-359
340.	Smith, Frederik	F1-27
341.	Smith, Poppy Catherine Hayakawa	F6-165
342.	Sokolovsky, Ignaty (Ignas)	I3-888
343.	Solomon, Freida Kimelfild	L4-118
344.	Sowerby, Beatrice Catherine McCabe	C10-290
345.	Staines, Margaret Sleno	W5-156
346.	Starr, Margaret Salomon	P1-38
347.	Steele, Helen Rose Noel	Q6-180
348.	Stevenson, Kathleen McKeown	A6-160
349.	Stone, Francis Russell	N8-247
350.	Stuart, Doris Mary Stratton	X1-46
351.	Sturgeon, John Clayton	W10-314
352.	Suffrin, Laura Krause	Q1-39
353.	Taylor, Doris Amy Peate	W-18
354.	Testart, Magdelena Kleiziute	J1-31
355.	Tremblay, Victorien	Y12-390
356.	Tuchsneider, Leie Snideman (autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider)	P10-306
357.	Turner, Olive Turnidge Burns	A11-318
358.	Verrier, Sarah Ann Older	R3-97
359.	Vézina, Margaret Elizabeth Dunn	D8-237
360.	Viau, Joseph Léopold Joffre	N10-304
361.	Vincent, Clair Alice Tucker	I10-296
362.	Walker, Edith Elizabeth	N9-274
363.	Walker, Jean Fullarton Craig	R1-40
364.	Walker, Mavis Aurelia Leney Ogilvie	L7-216
365.	Wallis, Daisy Elizabeth May Fishlock	C9-263
366.	Walsh, Laurel Gwendolyn Wilband	G10-294
367.	Ward, Edith McLachlan	P12-381
368.	Ward, Vera May Paulson	K2-64
369.	Warner, Dolores Margaret Paul	G6-166
370.	Waugh, Anna Martha Kokojachuk	S3-98
371.	Weedmark, Dorothy June Wilson	B11-319
372.	Wells, James Arnold	I1-30
373.	Welsh, Richard Edward	A7-191
374.	White, Gladys Victoria Lewis	F11-323
375.	Whitelaw, Simone Boily	H2-61
376.	Williamson, Kenneth Wright	F12-371

Lois adoptées au cours de la session:—*Fin*

DIVORCES—*Fin*

Chap.		Bill No
377.	Wise, Goldie Tessler	Z3-104
378.	Wolfe, Rena Victoria Rabin	E1-26
379.	Woodall, Ralph	S4-125
380.	Wright, William Thomas	G1-28
381.	Young, James	U7-227
382.	Yuile, Barbara	U10-311
383.	Zloty, Eva Wolfovitch (autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold)	K3-90

Louth, Arthur Herbert John—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 400. Adoption, 414.
Bill (D-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 247.

Lummis, Doris Mary Thompson—(*Divorce*):
Pétition, 63.

Lyman, Giana Stephen Cantile—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 288. Adoption, 299.
Bill (Z-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 248.

M

Mace, Hazel Violet Camp—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 260. Adoption, 276.
Bill (W-7)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 249.

MacFarlane, Gladys Catherine McClusky—(*Divorce*):
Pétition, 63.

MacKenzie. Le très hon. Ian Alistair:
Nomination comme sénateur—Certificat, présentation, commission et déclaration de qualité foncière, 54-55.

Malouf, George—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 217. Adoption, 224.
Bill (Y-6)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 250.

Marcus, Sheila Lighstone—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 120. Adoption, 137.
Bill (L-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 251.

Margolese, Jennie Leibovitch—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 327. Adoption, 336.
Bill (S-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 252.

Marine marchande du Canada, 1934. Loi de la—(*Modification*):
Bill (E-5)—1re, 175. 2e ajournée, 186, 189, 200. L'honorable Lionel Chevrier, ministre des Transports, est conduit à un siège dans la salle du Sénat en conformité de la Règle 18A. Motion visant à 2e, débat et ajournement, 202. Ajournement, 208. 2e et renvoi T.C., 212. Rapport avec amendements, 328-331. Etude ajournée, 336. Amendements agréés et 3e, 342. Adoption par Coms., avec amendements, 358-359. Amendements apportés par Coms. déférés à B.C., 364. Rapport sans modification et débat sur motion portant agrément et ajournement, 386. Débat ajourné, 404, 413. Reprise du débat sur la motion portant agrément du rapport; motion à l'effet que ce rapport ne soit pas agréé mais qu'il soit soumis à C.P.,—Adoption. Ce comité modifie le premier amendement des Communes et accepte les deuxième et troisième amendements. Message aux Coms., 423-424. Agrément par Coms., 434. S.R., 540. Ch. 35.

Marshall, Cecilia Maud Wood—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 108. Adoption, 126.
Bill (S-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532. Message, 538. S.R., 541. Ch. 253.

Marshall, Florence Evelyn White—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 261-262. Adoption, 276.
Bill (A-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 544. Ch. 254.

Martin, May Holmes—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 406. Adoption, 425.
Bill (K-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537. Message, 538. S.R., 546. Ch. 255.

Masse, Raymond—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 79. Adoption, 93.
Bill (B-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531. Message, 538. S.R., 541. Ch. 256.

Mathias, Georgette—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 406. Adoption, 425.
Bill (L-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537. Message, 538. S.R., 546. Ch. 257.

Matthews, Leonard Carlton—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 133. Adoption, 148.
Bill (H-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 258.

May, Thelma May Heggie—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 150. Adoption, 166.
Bill (U-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533. Message, 538. S.R., 542. Ch. 259.

Mayhew, Caroline Alice Woods—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 281. Adoption, 292.
Bill (Y-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 544. Ch. 260.

Maysenhoelder, Joseph David Ernest Paul—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 107. Adoption, 126.
Bill (O-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 261.

McCairns, Martha Norman—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 131. Adoption, 148.
Bill (A-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 262.

McClelland, Elizabeth Frances Mary Liddle—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 162. Adoption, 171.
Bill (M-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 263.

McCormick, Eva Booth Morrison—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 272-273. Adoption, 285.
Bill (J-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 264.

McDonald, Adelaide Jardine—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 407. Adoption, 425.
Bill (O-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 265.

McKay, Margaret Dawson Jamieson Turnbull—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 262. Adoption, 276.
Bill (C-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 266.

McLarnon, Gertrude Agnes Dorothy Cunningham—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 289. Adoption, 299.
Bill (D-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 267.

McMillan, Freda Gertrude Parkes—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 132. Adoption, 148.
Bill (D-4)—1re, 132. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 542.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 268.

McVicar, Ruth Ethel Attwood—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 106. Adoption, 126.
Bill (L-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 269.

Menaker, Violet Mae Ruth Johnson—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 328. Adoption, 336.
Bill (V-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 270.

Ménard, Lucien—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 246. Adoption, 257.
Bill (P-7)—1re, 267. 2e, 276. 3e, 283. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 271.

Meredith, Violette de Lisle—(*Divorce*):
Pétition, 63.

Messages des Communes:
Comité mixte aux fins d'étudier la question des Droits de l'homme et des libertés fondamentales: demande au Sénat de se joindre aux Communes pour la création du, etc., 235-236.
Comité mixte relatif à la Loi des Indiens: demandant la formation d'un, etc., 104-105.
Comités mixtes: Bibliothèque du Parlement et Restaurant.
Nomination des membres, 74.
Témoignages—Bills de Divorces:
Retour au Sénat des témoignages soumis avec bills de Divorces, 538.

Messages aux Communes:
Comité mixte aux fins d'étudier la question des Droits de l'homme et des libertés fondamentales: le Sénat accepte de se joindre aux Communes, etc., 244.
Comité mixte relatif à la Loi des Indiens: le Sénat se joint aux Communes, etc., 125-126.
Comités mixtes: Bibliothèque du Parlement et Restaurant: Nomination des membres, 17.

Mesures transitoires dans des circonstances critiques, 1947. Loi sur le maintien des:
Adresse à Son Excellence le Gouverneur général à l'effet de maintenir en vigueur jusqu'au 31 mars 1949 la Loi des pouvoirs transitoires dans les circonstances critiques, 1947. Motion, débat et adoption, 35.
Bill (136)—1re, 2e et renvoi à B.C., 216. Rapport et 3e, 222. S.R., 231. Ch. 5.

Metsos, Agnes Mathieson—(*Divorce*):
Pétition, 178.

Milligan, Shirley Leighton Pawson—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 97. Adoption, 115.
Bill (C-2)—1re, 123. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 272.

Mitchell, Kenneth Elliott—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 77-78. Adoption, 93.
Bill (X)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 273.

Mitchell, Violet Maude—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 218. Adoption, 224.
Bill (B-7)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 274.

Morrell, John—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 304. Adoption, 313.
Bill (D-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 275.

Morrison, Olive Frances Harper—(*Divorce*):
Pétition, 24.

Moscovitch, Becky Herscovitch—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 409. Adoption, 425.
Bill (V-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 538.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 276.

Motions:
Accord international sur le blé, 496, 508.
Capitale nationale, 522.
Comités permanents:
Ajouter noms de sénateurs à la liste des membres de certains comités, 47, 164, 184, 297, 488.
Conventions internationales pour la réglementation de la pêche à la baleine, 135.
Droits de l'homme et libertés fondamentales:
Nomination d'un comité mixte pour étudier la question des, 163-164.
Estimés et autre législation financière:
Le comité permanent des Finances est autorisé à étudier les dépenses proposées par, 375.
Estimés—Renvoi au comité permanent des Finances, 384.
Immigration et amendements y apportés. Loi de l'—
Que le comité permanent de l'Immigration et du travail soit autorisé, etc., 87.
Indiens et amendements y apportés. Loi des:
Le Sénat se joint aux Communes pour former comité mixte, etc., 125-126.
Industrie laitière. Loi de l'—
Proposition de soumettre à la Cour suprême, 382, 393.
Mesures transitoires dans les circonstances critiques, 1947. Loi sur le maintien des:
Adresse à Son Excellence le Gouverneur général à l'effet de maintenir en vigueur cette loi jusqu'au 31 mars 1948, 35.
"Plan Gréber"—Cités d'Ottawa et de Hull:
Que le comité permanent des Edifices et terrains publics soit autorisé à faire l'étude du, 254-255.
Produits agricoles: Loi sur les:
Adresse à Son Excellence le Gouverneur général à l'effet de continuer cette loi en vigueur jusqu'au 31 mars 1948, 50.
Salle du Sénat—Système de ventilation, chauffage et climatisation de la:
Que le comité permanent des Edifices et terrains publics soit autorisé à faire l'étude de, 99.
Santoire, Joseph Edmond Gérard:
Remise de certaines pièces concernant Bill de Divorce, 28.
Séances d'urgence du Sénat, 199.
Suspension de certaines Règles, 227, 391.
Tarifs douaniers et le commerce. Accord général sur les:
Approbation de, 30.
Déférer le sujet au comité permanent des Relations commerciales du Canada, 35.
Partage de la résolution initiale en deux motions distinctes, 256.
(*Voir aussi*: "Tarifs et commerce", indexés.)

Mowat, Joseph Thomson—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 278. Adoption, 292.
Bill (P-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 277.

Mullin, Katharine Lillian Cornish—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 402. Adoption, 414.
Bill (I-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 278.

N

Nadler, Lillian Eileen Rendle—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 310-311. Adoption, 320.
Bill (H-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 279.

"National General Insurance Company"—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 38. Lecture, 47. Rapport, 60.
Bill (J)—1re, 66. 2e et renvoi B.C., 72. Rapport et 3e, 129.
Adoption par Coms., 192. S.R., 231. Ch. 80.

Nationale, Compagnie d'assurance—Incendie et risques divers—
(*Constitution en corporation*):
Pétition, 158. Lecture, 174. Rapport, 178.
Bill (O-5)—1re, 180. 2e et renvoi B.P., 189. Rapport et 3e, 211. Adoption par Coms., avec amendements, 373. Amendements apportés par Coms., acceptés, 383. S.R., 539. Ch. 79.

Nathanson, Reva James—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 290. Adoption, 299.
Bill (F-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 280.

Neilson, Irene Morgan—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 81. Adoption, 93.
Bill (L-1)—1re, 99. 2e et 3e, 115. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 281.

Newton, Jeanne Obodofsky—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 408. Adoption, 425.
Bill (S-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 282.

Nicholson, Margaret Craig Carmichael—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 78. Adoption, 93.
Bill (Y)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 283.

Nickel, Cornelia Barendrecht—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 341. Adoption, 348.
Bill (H-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 284.

O

O'Donahoe, Marion Rita Kendall—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 132. Adoption, 148.
Bill (B-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 285.

Orr, Lea Alvina Mary Boulay—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 121. Adoption, 137.
Bill (M-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 286.

Ostroff, Rhea Lillian Appel—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 303. Adoption, 313.
Bill (Z-9)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 287.

Ouverture du Parlement:
Communication du Secrétaire du Gouverneur général concernant, 2.
Son Excellence le Gouverneur général ouvre la session, 2-5.

P

Page, Lillian Helena Cross—(*Divorce*):
Pétition, 226.

Paige, Jeannette Ore—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 289-290. Adoption, 299.
Bill (E-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 288.

Paquin, Eva Lamothe—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 408. Adoption, 425.
Bill (Q-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 289.

Parcs nationaux. Loi des—(*Modification*):
Bill (G-7)—1re, 237. 2e ajournée, 244. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 250. Rapport et 3e, 253. Adoption par Coms., 334. S.R., 355. Ch. 18.

Parker, Patricia Potter—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 151. Adoption, 166.
Bill (W-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 290.

Parr, Grace Davie Park—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 109. Adoption, 126.
Bill (W-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 291.

Parr, Michael Charles—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 142. Adoption, 155.
Bill (O-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 292.

Peachey, Francis Clyde—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 16. Adoption, 224.
Bill (U-6)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 293.

Pelley, Veronica Conrick—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 410. Adoption, 425.
Bill (W-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 538.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 294.

"Penny Bank of Ontario" et à l'abrogation de la Loi des Caisses de petite économie. Loi pourvoyant à la liquidation de la:
Bill (R-5)—1re, 199. 2e ajournée, 208. 2e et renvoi B.C., 212. Rapport avec amendements et amendements agréés, 253-254. 3e ajournée, 268. 3e, 282. Adoption par Coms., 354. S.R., 355. Ch. 22.

Pensions. Loi des—(*Modification*):
Bill (126)—1re, 346. 2e, 349. 3e, 353. S.R., 355. Ch. 23.

Pensions et allocations de guerre pour les civils. Loi sur les—(*Modification*):
Bill (393)—1re, 489. 2e ajournée, 498. 2e et 3e, 508. S.R., 540. Ch. 38.

Pension spéciale du service diplomatique. Loi sur la—(*Modification*):
Bill (349)—1re, 434. 2e, 489. 3e, 496. S.R., 540. Ch. 44.

"People's Fraternal Order"—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 34. Lecture, 42. Rapport, 60.
Bill (K)—1re, 66. 2e ajournée, 84, 92, 101. 2e et renvoi B.P., 114. Rapport avec amendements, 163. Amendements agréés et 3e, 170. (Pas de retour du bill par Communes.)

Permis d'exportation et d'importation. Loi sur les—(*Modification*):
Bill (U-3)—1re, 145. 2e ajournée, 154. 2e, sur division, et renvoi B.C., 165. Rapport avec amendements, 184. Amendements agréés et 3e, 188. Adoption par Coms., avec amendements, 234-235. Amendements déférés à B.C., 243. Rapport et acceptation des amendements apportés par Communes, 254. S.R., 355. Ch. 16.

Personnel du Sénat:
Voir: Comités (*Permanents*)—*Régie interne et dépenses imprévues.*

Petrie, Dorothy Jardine Palmer—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 290. Adoption, 299.
Bill (H-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 295.

Pilon, Joseph Onfroy—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 150. Adoption, 166.
Bill (T-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 296.

"Plan Gréber"—Cités d'Ottawa et de Hull:
Motion visant à autoriser le comité permanent des Edifices et terrains publics de s'enquérir au sujet du, 223. Rapport déposé sur la Table, 254-255.

Pliss, Anne Greenblatt—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 247. Adoption, 257.
Bill (S-7)—1re, 268. 2e, 276. 3e, 283. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 297.

Pokorny, Hellmut Hans Karl—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 96. Adoption, 115.
Bill (Y-1)—1re, 123. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 298.

Ports et havres au Canada:
Réponse à un Ordre du Sénat, 17-18.

Potts, Frank—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 400-401. Adoption, 414.
Bill (E-12)—1re, 422. 2e et 3e, 530. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 299.

Prengel, Kate Henny Wacker—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 339-340. Adoption, 348.
Bill (C-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 300.

Président du Sénat:
Le Greffier informe le Sénat de l'absence inévitable du Président, 104, 174.

Preston, Violet Mary Cowper—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 160-161. Adoption, 171.
Bill (I-15)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 301.

Prêts destinés aux améliorations agricoles, 1944. Loi sur les—(*Modification*):
Bill (114)—1re, 174. 2e, 181. 3e, 185. S.R., 230. Ch. 9.

Preuve du Canada. Loi de la—(*Modification*):
Bill (U-9)—1re, 312. Motion pour 2e, débat et ajournement, 331. Renvoi B.C., 336. Rapport avec amendements. Amendements agréés et 3e, 346. Adoption par Coms., 373. S.T., 539. Ch. 33.

Prisons et des maisons de correction. Loi des—(*Modification*):
Bill (H-7)—1re, 242. 2e ajournée, 250. 2e, 257. 3e, 268. Adoption par Coms., 534. S.R., 355. Ch. 26.

Produits agricoles. Loi des:
Adresse à Son Excellence le Gouverneur général à l'effet de maintenir en vigueur cette loi jusqu'au 31 mars 1948: Motion, débat et adoption, 50.
Bill (171)—1re, 2e et 3e, 226. S.R., 231. Ch. 1.

Prix agricoles. Loi de 1944 sur le soutien des—(*Modification*):
Bill (393)—1re, 490. 2e ajournée, 498. 2e et 3e, 508. S.R., 540. Ch. 32.

Prorogation du Parlement: 549.

Prysky, Alma Patrides—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 132-133. Adoption, 148.
Bill (E-4)—1re, 152. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 302.

R

Ramer, Bertha (Brana) Hindes—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 295-296. Adoption, 306.
Bill (P-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 303.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:
Aéronautique. Loi de l'—Arrêté en conseil modifiant les Règlements sur l'aviation, 1938, 361.
Affaires extérieures. Secrétaire d'Etat aux—Rapport 1947, 237, 361.
Agriculture des Prairies. Loi sur l'assistance à l'—Rapport sur les opérations de, pour l'année-récolte 1946-1947, 124.
Agriculture des Prairies. Loi sur le rétablissement de l'—Rapport sur les opérations de, 1947, 124.
Agriculture. Ministère de l'—. Rapport 1947, 10.
Anciens combattants. Ministère des Affaires des:
Arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de, 8.
Rapport, 1947, 66.
Règlements effectués en vertu de, 66, 163.
Anciens combattants. Loi d'assurance des—Rapport annuel, 1948, 389.
Anciens combattants. Loi sur les terres destinées aux, 1942:
Arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de, 8.
Etat financier, 1947, 8.
Règlements édictés en vertu de, 163.
Archives publiques. Département des, 175.
Armée canadienne—Ordonnances et Règlements, 11, 55, 175, 237, 305, 361, 403, 489.
Assurance-chômage, 1940. Loi de l'—Règlements édictés en vertu des dispositions de, 8, 56, 90, 175, 199, 237, 305, 361.
Assurance-chômage. Commission de l'—Rapport, 1947, 56.
Aviation civile internationale.—Protocole relatif à un amendement à l'—145.
Banque internationale pour reconstruction et développement.—Arrêté en conseil nommant Robert Broughton Bryce comme gouverneur remplaçant, 10.
Brevets. Commissaire des,—Rapport, 1947, 10.
Brevets ayant appartenu à des Allemands.—Acte final de la Conférence sur les, 9.
Canada-Australie.—Accord commercial concernant les droits de douane sur les oranges, 8.
Canada-Belgique.—Echange de notes faisant suite à un Accord financier, 144.
Canada-Chine.—Accord financier supplémentaire, 144.
Canada-Etats-Unis d'Amérique:
Echange de notes supplémentaire.—Disposition du projet Canol, 8.
Echange de notes relatif à la disposition de surplus de propriétés, 9.
Echange de notes comportant un arrangement provisoire concernant les appareils radiophoniques mobiles de terre, 145.
Echange de notes entre l'honorable Ray Atherton, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, et l'honorable Brooke Claxton, Secrétaire intérimaire aux Affaires extérieures, relativement à la Déclaration de Hyde-Park du 20 avril 1941, 207.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:— *Suite*

Canada-Etats-Unis d'Amérique—*Fin*

Echange de notes constituant un accord concernant l'exploitation et l'entretien du système de communication des lignes terrestres entre Edmonton, Alberta, et Fairbanks, Alaska, 237.

Echange de notes concernant des mesures d'hygiène dans les industries de crustacés et certaines questions connexes, 321.

Canada-France.—Accord sur indemnisation pour dommages de guerre, 145.

Canada-Grèce.—Echange de notes constituant un *modus vivendi* commercial entre les deux pays, 145.

Canada-Irlande.—Accord pour services aériens, 144.

Canada-Portugal.—Accord pour services aériens, 144.

Canada-Pays-Bas:

Echange de notes concernant indemnisation pour dommages de guerre, 9.

Accord financier supplémentaire, 144.

Canada-Royaume-Uni—Accord concernant l'établissement de communications aériennes entre le territoire du Canada et les territoires du Royaume-Uni dans l'Atlantique-Ouest et les régions des Caraïbes, 144.

Canada-Suède—Accord pour services aériens, 144.

Canada-Union sud-africaine—Echange de notes modifiant accord commercial relatif à l'importation en Canada de laine, 144.

Canada-Venezuela—Echange de notes renouvelant et modifiant le *modus vivendi* entre les deux pays ,144.

Canadian National (West Indies) Steamships, Limited:

Rapport, 1947, 237.

Rapport des vérificateurs, 243.

Canol, Projet.—Echange de notes supplémentaires entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique concernant la disposition du, 8.

Chemins de fer Nationaux du Canada:

Rapport, 1947, 237.

Rapport des vérificateurs, 243.

Chemins de fer Nationaux du Canada (Trust des Titres).—Rapport, 1947, 237.

Commerce avec l'ennemi (Loi des pouvoirs transitoires)—Rapport général couvrant les opérations du séquestre en vertu de, 1947, 227.

Commission de l'énergie atomique.—Deuxième rapport au Conseil de sécurité des Nations-Unies, 9.

Commission du Service civil.—Rapport, 1947, 515.

Commission de l'Extrême-Orient.—Rapport du Secrétaire général des Nations-Unies sur les opérations de la, 9.

Conférence internationale du Travail (Trentième réunion).—Conventions et recommandations adoptées par, ainsi que l'arrêté en conseil s'y rapportant, 145.

Conférence internationale relative à la pêche de la baleine. Lois concernant, 9.

Contrôle des changes étrangers:

Arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi du, 9, 10.

Copie des notes explicatives sur les restrictions relatives à l'importation, 10.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:—*Suite*

Contrôle des changes étrangers—*Fin*

Copie d'un précis relatif aux mesures de taxation proposées aux fins de donner suite au programme de restrictions sur l'importation, 10.

Copie des règlements sur les voyages effectués par résidants Canadiens, 10.

Copie des notes explicatives sur les restrictions de voyages, 10.

Convention inter-américaine de la télécommunication, 145.

Convention internationale de la télécommunication et documents connexes, 145.

Coopératives des produits agricoles.—Loi de 1939 sur les—Rapport des accords adoptés en vertu de la, 10.

Corporation de l'assurance des crédits à l'exportation.—Rapport relatif à la, 1947, 153, 242.

Corps d'aviation royal canadien.—Ordonnances et Règlements, 11, 55, 175, 237, 305, 361.

Déclaration des droits canadiens—Copies de la correspondance avec les Procureurs généraux des provinces et Doyens d'écoles de droit relativement à leurs vues et opinions sur la question de s'assurer si le Parlement du Canada possède le pouvoir d'adopter une loi d'ensemble sur les, 163.

Défense nationale. Ministère de la—Rapport, 1947, 11.

Dettes dues à la Couronne. Loi concernant certaines.—Liste des répartitions et ajustements des grains de semence, de fourrage et dettes pour assistance, 11.

Estimés:

Supplémentaires (additionnels) pour l'année terminée le 31 mars 1948, 381.

Année financière terminée le 31 mars 1949, 381.

Exportation et importation. Loi sur les—Rapport concernant les opérations de, 1947, 153, 242.

Formation professionnelle. Directeur de la:

Rapport (Français), 1947, 56.

Rapport (Anglais), 1948, 361.

Finlande. Accord d'armistice avec la—Protocole supplémentaire à celui de Moscou du 8 octobre 1944, 145.

Gouverneur général du Canada.—Copies de lettres patentes constituant l'office de, etc., 10.

Hygiène dans les chantiers publics. Loi du ministère de l'—Arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de, 352.

Immigration. Loi de l'—Relevé des permis émis sous l'empire de l'article 4, 66.

Imprimerie et papeterie publiques. Département de, 82.

Indiens. Loi des:

Liste des avances pour assistance aux Indiens, 11.

Liste des Indiens affranchis, 1948, 237.

Ventes et baux annulés en vertu de l'article 94B, 17.

Institut international d'agriculture—Protocole pour l'abolition de et le transfert de ses fonctions à l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 9.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:— *Suite*

Lignes aériennes Trans-Canada:
Rapport, 1947, 243.
Rapport des vérificateurs, 243.

Marine marchande du Canada (Marins malades). Loi de la—Relevé des recettes et des dépenses, 1948, 352.

Marine royale canadienne.—Ordonnances et règlements, 11, 55, 175, 237, 305, 361, 403.

Mesures transitoires (Prolongation). Loi de 1947 sur les—Arrêté en conseil adopté en vertu de, 219.

Nations Unies:
Archives officielles de la deuxième session de l'Assemblée Générale—Supplément N° 1: Rapport annuel du Secrétaire-général sur le travail de l'Organisation, 9.
Rapport du Conseil de Sécurité à l'Assemblée Générale, 16 juillet 1946 à 16 juillet 1947, 9.
Rapport de la cinquième session du Conseil économique et social à la deuxième session de l'Assemblée Générale, 9.
Deuxième rapport de la Commission d'énergie atomique au Conseil de Sécurité, 9.
Rapport du Secrétaire-général sur les opérations de la Commission d'Extrême-Orient, 9.
Protocole pour la dissolution de l'Institut international de l'Agriculture et transfert de ses fonctions à l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 9.
Rapport sur la deuxième session de l'Assemblée Générale, 381.
Rapport de l'Assemblée Générale de la Commission spéciale sur la Palestine, Volumes I, II, III, IV, 10.
Rapport de la Délégation canadienne à la Conférence des Nations Unies sur la liberté d'information, 518.

Nations Unies. Conférence sur le commerce et l'embauchage:
Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire, ainsi que documents qui s'y rapportent, 9.
Accords généraux sur les Tarifs douaniers et le commerce, 9.
Nomenclature des concessions tarifaires, Volumes II, III et IV, 9.
Copie d'une émission radiophonque par l'honorable Douglas Abbott concernant accords commerciaux, 9.

Navires-stations météorologiques de l'Atlantique du Nord—Accord international, 8.

Office du soutien des prix agricoles.—Rapport, 1947-1948, 530.

Office national du film du Canada.—Rapport, 1947, 55.

Oiseaux migrateurs.—Conventon concernant la Loi des.—Arrêtés en conseil pris en vertu des dispositions de, 11, 268.

Palestine. Comité spécial sur la Palestine.—Rapport de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la, 10.

Pensions militaires—Relevé des pensions, etc., 1947, 10.

Pensions de vieillesse et Pensions pour les personnes aveugles:
Rapport sur l'administration des, 1947, 11.
Règlements établis et édictés en vertu des dispositions d'arrêtés en conseil, 522.

Privilèges et immunités (Nations Unies). Loi sur les—Arrêté en conseil concernant les, 55.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:—
—Fin

Réserves forestières et sur les parcs. Loi sur les—Arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de, 11.

Revenu national. Ministère du.—Rapport, 1947, 11.

Santé nationale et bien-être social.—Règlements, 352.

Santé nationale et bien-être social. Ministère de la:
Rapport, 1947, 145.
Rapport sur l'aptitude physique. (Division.)

Secrétaire d'Etat du Canada.—Rapport, 1947, 10, 55.

Séquestre (Ordonné par Traité de paix de 1920)—Rapport sur la vérification des livres, 10.

Séquestre, en vertu de la Loi du commerce avec l'ennemi (Mesures Transitoires)—Rapport général couvrant les opérations de l'Office du, 1947, 227.

Service civil. Loi du—Rapport sur les positions exclues de l'application de, 1947, 113.

Société Radio-Canada.—Rapport, 1947, 55.

Soldats. Loi sur les terres destinées aux.—Règlements établis en vertu de, 163.

Spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés. Loi sur les—Règlements édictés en vertu de, 352.

Station islandaise de la chaîne nord-est de Loran—Accord concernant les opérations de, 144.

Stupéfiants.—Protocole modifiant Accords internationaux, Conventions et Protocoles sur les, 9.

Taux de fret:
Copie de l'arrêté en conseil concernant la requête de la Commission de transport de la Chambre de commerce des Provinces maritimes, et représentations pour le compte des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique relativement aux, 248.
Copie de l'arrêté en conseil enjoignant les Commissaires des transports du Canada à instituer une enquête sur les taux de fret en général, 248.

Terre-Neuve:
Rapport sur les réunions des Délégués de la Convention nationale de Terre-Neuve et les représentants du Gouvernement du Canada, 10.
Copies des termes supposés constituer une base équitable et juste en vue de l'union de Terre-Neuve et du Canada, 10.
Copies des réponses à certaines questions soumises au Gouvernement du Canada par le Gouvernement de Terre-Neuve au nom de la Convention nationale de Terre-Neuve, 207.

Terres fédérales. Loi sur les.—Arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de, 11.

Territoires du Nord-Ouest:
Ordonnances émises par le Commissaire en Conseil, 11.
Relevé des permis de boissons alcooliques émis, 66.

Transports. Ministère des—Rapport, 1947, 227.

Travail, Ministère du:
Rapport, 1946 (Français), 8.
Rapport, 1947 (Anglais), 55.
Rapport, 1948 (Anglais), 361.

Yukon. Territoire du—Ordonnances édictées par le Conseil du, 1947, 42.

Rapps, Bella Wine—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 96. Adoption, 115.
Bill (Z-1)—1re, 123. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 304.

Raskkovan, Edith Saltzman—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 206. Adoption, 213.
Bill (R-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. Ch. 305.

Raymond, Robert—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 309. Adoption, 322. (Non accordé.)

Reed, James Gustov—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 288. Adoption, 299.
Bill (A-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 306.

Reeve, Leah Marcelle Pettitt—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 98. Adoption, 115.
Bill (E-12)—1re, 124. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 307.

Règlements du Sénat:
Règles 23, 24 et 63 suspendues pour le reste du mois, 227.
Règles 23, 24 et 63 suspendues pour le reste de la session, 391.

Reid, Laura Hazel Perkins—(*Divorce*):
Pétition, 23.

Reinhold, Avery Patricia Gill—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 197. Adoption, 202.
Bill (E-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 308.

Réponses à Ordres du Sénat—Motions pour et réponses:
Huiles et matières grasses, 390-391.
Ports et havres. Déposés sur la Table, 17-18.

Resources naturelles du Manitoba. Loi des—(*Modification*):
Bill (K-11)—1re, 361. 2e ajournée, 364. Motion pour 2e, débat et ajournement, 368. Ajournement, 375. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 382. Rapport et 3e, sur division, 507. Adoption par Coms., 518. S.R., 540. Ch. 60.

Ressources naturelles de la Saskatchewan. Loi sur les—(*Modification*):
Bill (Z-11)—1re, 403. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 413. Rapport et 3e, 429. Adoption par Coms., 434. S.R., 540. Ch. 69.

Rétablissement agricole des Prairies. Loi sur le—(*Modification*):
Bill (282)—1re et 2e, 352. 3e, 354. S.R., 355. Ch. 25.

Revelle, Samuel John—(*Divorce*):
Pétition, 23.

Richhman, Eva Brolofsky—(*Divorce*):
Pétition, 61.

Richardson, Yudit Mary de Bartok—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 280. Adoption, 292.
Bill (W-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 309.

Rinfret. Le très honorable Thibaudeau (Député gouverneur général):
Sanctions des bills, 231-232, 355-356, 539-540.
Prorogation du Parlement, 539-549.

"Rinker Finances Corporation"—(*Constitution en corporation*):
Pétition, 55. Lecture, 70. Rapport, 118.
Bill (G-2)—1re, 124. 2e et renvoi B.C., 147. Rapport et 3e, 184.
Adoption par Coms., 373. S.R., 539. Ch. 89.

Rollo, Mabel Findlay Turner—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 261. Adoption, 276.
Bill (Y-7)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 310.

Romanelli, Ida Malfara—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 206. Adoption, 213.
Bill (S-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 311.

Rosenberg, Mary Josephine Ruth Girard—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 98. Adoption, 115.
Bill (D-2)—1re, 123. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 312.

Rosenbloom, Blanche Schwartz—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 399. Adoption, 414. (Pétition retirée.)

Rosenstein, Naomi Evelyn Masterangelo—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 273. Adoption, 285.
Bill (K-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 313.

Rowe, Kathryn Mae Richardson—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 262. Adoption, 276.
Bill (B-8)—1re et 2e, 391. 3e, 397. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 314.

Royale Gendarmerie à cheval du Canada. Loi de la—(*Modification*):
Bill (211)—1re, 334. 2e et renvoi B.C., 343. Rapport et 3e, 347. S.R., 355.
Ch. 28.

Rudenko, Leah Zeiger—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 272. Adoption, 285.
Bill (H-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 315.

"Ruthenian Catholic Mission of the Order of Saint Basil the Great in Canada". Loi concernant la société dite:
Pétition, 55. Lecture, 70. Rapport, 74.
Bill (O)—1re, 82. 2e et renvoi B.P., 93. Rapport avec amendement, 118. Amendement agréé et 3e, 136. Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 90.

Rutledge, Jean Lauder—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 273. Adoption, 285.
Bill (L-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535. S.R., 544. Ch. 316.

S

Sadler, Rhoda Marjorie Beacon—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 409. Adoption, 425.
Bill (U-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 538.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 317.

St. Jacques, Joseph Roméo Abraham—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 192-193. Adoption, 202. (Pétition retirée.)

St-Martin, Aldoria Rodier dit—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 318. Adoption, 332.
Bill (K-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. (Non adopté par Coms.).
Motion—Remboursement des taxes parlementaires, 518.

Salle du Sénat—Système de ventilation, chauffage, etc.:
Motion visant à autoriser le comité permanent des Edifices et terrains publics à s'enquérir au sujet de, 99.

Salmon, Winnifred Emily Ford—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 400. Adoption, 414.
Bill (C-12)—1re, 422. 2e et 3e, 520. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 318.

Samson, Valerie Jean Lewis—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 76. Adoption, 93.
Bill (S)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 319.

Sanctions des bills: 231-232, 355-356, 539-546.

Santoire, Joseph Edmond Gérard—(*Divorce*):
Motion visant à la remise de certains exhibits produits relativement à pétition pour obtention de divorce, 28.

Sanzone, Marguerite Pichette—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 325. Adoption, 336.
Bill (L-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 320.

Saunders, Helen May Smith—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 151. Adoption, 166.
Bill (X-4)—1re, 168-169. 2e et 3e, 176. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 321.

Savage, Alfred Winston—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 161. Adoption, 171.
Bill (L-5)—1re, 180. 2e et 3e, 186. Adoption par Coms., 533.
Message, 536. S.R., 543. Ch. 322.

Savard, Marie Yvette Françoise Bayard—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 98. Adoption, 115.
Bill (F-2)—1re, 124. 2e et 3e, 136. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 323.

Séances d'urgence du Sénat:
Motion, 199.

Schanker, Leah Shrimer—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 90. Adoption, 101.
Bill (W-1)—1re, 113. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. Ch. 324.

Schechter, Abraham—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 280-281. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Bill (X-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 325.

Schechter, Leon—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 380. Adoption, 393.
Bill (T-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 326.

Schulman, Annie Goldenberg—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 110. Adoption, 126.
Bill (Z-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 146. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 327.

Scott, Jenny Muriel Pressley—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 279. Adoption, 292.
Bill (S-8)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 544.

Sénateur présenté au cours de la session:
Le très honorable Ian Alistair MacKenzie, 54-55.

Sepchuk, Eileen Sophie McNamara—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 198. Adoption, 202.
Bill (I-6)—1re, 207. 2e et 3e, 213. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 329.

Shannon, Florence Joyce West—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 75-76. Adoption, 93.
Bill (Q)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 540. Ch. 330.

Shaw, Alice Elizabeth Tucker—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 303. Adoption, 313.
Bill (A-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 331.

Shereck, Sonnie Levitt—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 247-248. Adoption, 257.
Bill (T-7)—1re, 268. 2e, 276. 3e, 283. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 332.

Sherman, Frederick Edward—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 325-326. Adoption, 336.
Bill (M-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 333.

Shugar, Jennie Steinberg—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 75. Adoption, 93. (Pétition retirée.)

Sidilkofsky, Philip—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 408-409. Adoption, 425.
Bill (T-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 334.

Simand, Beatrice Gertrude Corbin (*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 294. Adoption, 306.
Bill (J-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 335.

Simkin, Harold Clarence—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 399. Adoption, 414.
Bill (B-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 336.

Skinner, Jacqueline Louise Waddington—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 217. Adoption, 224.
Bill (X-6)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 337.

Slator, William Roydon—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 194. Adoption, 202.
Bill (U-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 338.

Slavin, Una Mary Phillips—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 381. Adoption, 393.
Bill (V-11)—1re, 403. 2e et 3e, 414. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 339.

Smith, Frederick—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 80. Adoption, 93.
Bill (F-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 340.

Smith, Poppy Catherine Hayakawa—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 197. Adoption, 202.
Bill (F-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 341.

Société de bienfaisance slovaque du Canada. Loi concernant la:
Pétition, 180. Lecture, 188. Rapport, 192.
Bill (T-6)—1re, 211. 2e et renvoi B.P., 224. Rapport et 3e, 252.
Adoption par Coms., 358. S.R., 539. Ch. 86.

Sokolovsky, Ignaty (Ignas)—(*Divorce*):
Pétition, 60. Rapport, 119. Adoption, 137.
Bill (I-3)—1re, 143. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 342.

Solomon, Frieda Kimelfild—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 141. Adoption, 155.
Bill (L-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 343.

Sowerby, Beatrice Catherine McCable—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 304. Adoption, 313.
Bill (C-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 344.

Staines, Margaret Sleno—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 195. Adoption, 202.
Bill (W-5)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 345.

Starr, Miriam Salomon—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 88. Adoption, 101.
Bill (P-1)—1re, 112. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 346.

Statuts revisés du Canada. Loi concernant les:
Bill (348)—1re, 428. 2e, 478. 3e, 389. S.R., 540. Ch. 67.

Steele, Helen Rose Noel—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 205. Adoption, 213.
Bill (Q-6)—1re, 213. 2e et 3e, 220. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 347.

Stevenson, Kathleen McKeown—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 196. Adoption, 202.
Bill (A-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 348.

Stone, Francis Russell—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 274. Adoption, 285.
Bill (N-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 349.

Stuart, Doris Mary Stratton—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 90. Adoption, 101.
Bill (X-1)—1re, 113. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 350.

Sturgeon, John Clayton—(*Divorce*):
Pétition, 86. Rapport, 338. Adoption, 348.
Bill (W-10)—1re et 2e, 349. 3e, 352. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 351.

Subsides. Loi des:
N° 1, 1947-1948—Bill 183—1re, 2e et 3e, 230. S.R., 231-232. Ch. 2.
N° 2, 1947-1948—Bill 184—1re, 2e et 3e, 230. S.R., 231-232. Ch. 3.
N° 3, 1947-1948—Bill 299—1re, 349. 2e et 3e, 354. S.R., 356. Ch. 12.
N° 4, 1947-1948—Bill 399—1re, 2e et 3e, 539. S.R., 546. Ch. 78.

Suffrin, Laura Krause—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 88. Adoption, 101.
Bill (Q-1)—1re, 112. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 352.

Sztafirny, Anna Starzynski—(*Divorce*):
Pétition, 180.

T

Tarifs douaniers et le commerce. Accord général sur:
(*Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'embauchage, Genève*).
Motion comportant acceptation.—Débat et ajournement, 30.
Motion visant à déférer au comité permanent des Relations commerciales du Canada la substance de la résolution proposée—Adoption, 35.
Débat sur la motion principale différé d'une séance à l'autre.
Rapport du Comité.—Impression des témoignages, 39.
Rapport du Comité sur la substance.—Déposé sur la Table, 248-249.
Motion principale retirée.—Deux motions présentées par lesquelles la résolution originale est divisée en deux motions distinctes.—Débat et ajournement, 255-256.
Plus ample débat sur les deux motions ajourné de séance en séance jusqu'à la fin de la session.

Tassé, Madeline Florence Ivy Doggett—(*Divorce*):
Pétition, 23.

Taylor, Doris Amy Peate—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 77. Adoption, 93.
Bill (W)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 353.

Territoires du Nord-Ouest. Loi des—(*Modification*):
Bill (D)—1re, 56. 2e ajournée, 71-84. 2e, 92. 3e, 99. Adoption par Coms., 288. S.R., 335. Ch. 20.

Territoires du Nord-Ouest. Loi concernant la fourniture d'énergie électrique dans les:
Bill (340)—1re, 398. 2e, ajournée, 413. 2e et 3e, 424. S.R., 540. Ch. 64.

Testard, Magdelena Kleiziute—(*Divorce*):
Pétition, 24. Rapport, 81. Adoption, 93.
Bill (J-1)—1re, 99. 2e et 3e, 115. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 354.

"The Toronto, Hamilton and Buffalo Railway Company and Canadian National Railway Company". Loi concernant la compagnie dite:
Pétition, 8. Lecture, 26. Rapport, 34.
Bill (E)—1re, 56. 2e et renvoi B.C., 71. Rapport.—Bill retiré, 500.
Motion.—Remboursement des taxes parlementaires, 507.

"The Trust and Loan Company of Canada". Loi concernant:
Pétition, 46. Lecture, 55. Rapport, 60.
Bill (M)—1re, 71. 2e ajournée, 84. 2e et renvoi B.C., 92. Rapport avec amendement, 129. Amendement agréé et 3e, 147. Adoption par Coms., 192. S.R., 231. Ch. 91.

Titres de biens fonds. Loi des —(*Modification*):
Bill (I-11)—1re, 381. 2e ajournée, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 398. S.R., 540. Ch. 56.

Towers, Dora Moore Holland—(*Divorce*):
Pétition, 20.

Traitements. Loi des—(*Modification*):
Bill (365)—1re, 434. 2e ajournée, 490. 2e et 3e, 497. S.R., 540. Ch. 68.

Traités de paix (Italie, Roumanie, Hongrie et Finlande). Loi pourvoyant à l'exécution des:
Bill (248)—1re, 359. 2e et renvoi au comité permanent des Relations extérieures, 364. Rapport et 3e, 417. S.R., 540. Ch. 71.

Tremblay, Victorien—(*Divorce*):
Pétition, 61. Rapport, 410-411. Adoption, 425.
Bill (Y-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 538.
Message, 538. S.R., 546. Ch. 355.

Tuchsneider, Leie Snideman (Autrement connue sous le nom de Lilly Schneidman Schneider)—(*Divorce*):
Pétition, 180. Rapport, 326. Adoption, 336.
Bill (P-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 356.

Turner, Olive Turnidge Burns—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 339. Adoption, 348.
Bll (A-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 357.

U

Us et coutumes du Sénat et privilèges du Parlement:
Comité nommé (avec permission de se réunir dans la Chambre du Sénat, lorsqu'il le jugera nécessaire), 5.

V

Valkonen, Martha Inkeri Eerikainen—(*Divorce*):
Pétition, 179.

Vérificateurs des Chemins de fer Nationaux du Canada. Loi concernant la nomination des:
Bill (I)—1re, 56. 2e ajournée, 84. 2e, 92. 3e, 100. Adoption par Coms., 234. S.R., 355. Ch. 13.

Verrier, Sarah Ann Older—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 122. Adoption, 137.
Bill (R-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532. Message, 538. S.R., 542. Ch. 358.

Vézina, Margaret Elizabeth Dunn—(*Divorce*):
Pétition, 158. Rapport, 262. Adoption, 276.
Bill (D-8)—1re et 2e, 291. 3e, 297. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 544. Ch. 359.

Viau, Joseph Léopold Joffre—(*Divorce*):
Pétition, 64. Rapport, 326. Adoption, 336.
Bill (N-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 360.

Vincent, Clair Alice Tucker—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 311. Adoption, 320.
Bill (I-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 361.

W

Walker, Edith Elizabeth—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 295. Adoption, 306.
Bill (N-9)—1re, 306. 2e, 312. 3e, 320. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 544. Ch. 362.

Walter, Jean Fullerton Craig—(*Divorce*):
Pétition, 23. Rapport, 88. Adoption, 101.
Bill (R-1)—1re, 112. 2e et 3e, 126. Adoption par Coms., 531. Message, 538. S.R., 541. Ch. 363.

Walker, Mavis Aurelia Leney Ogilvie—(*Divorce*):
Pétition, 159. Rapport, 241. Adoption, 250.
Bill (L-7)—1re, 255. 2e, 269. 3e, 274. Adoption par Coms., 534. Message, 538. S.R., 543. Ch. 364.

Wallis, Daisy Elizabeth May Fishlock—(*Divorce*):
Pétition, 178. Rapport, 289. 3e, 305. Adoption par Coms., 535.
Bill (C-9)—1re et 2e, 299. 3e, 305. Adoption par Coms., 535. Message, 538. S.R., 544. Ch. 365.

Walsh, Laurel Gwendolyn Wilband—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 310. Adoption, 320.
Bill (G-10)—1re, 320. 2e et 3e, 332. Adoption par Coms., 536. Message, 538. S.R., 545. Ch. 366.

Ward, Edith McLachlan—(*Divorce*):
Pétition, 226. Rapport, 407. Adoption, 425.
Bill (P-12)—1re, 2e et 3e, 429. Adoption par Coms., 537. Message, 538. S.R., 546. Ch. 367.

Ward, Vera May Paulson—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 106. Adoption, 126.
Bill (K-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 368.

Warner, Dolores Margaret Paul—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 198. Adoption, 202.
Bill (G-6)—1re, 207. 2e et 3e, 212. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 369.

Waugh, Anna Martha Kokojachuk—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 123. Adoption, 137.
Bill (S-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 370.

Weedmark, Dorothy June Wilson—(*Divorce*):
Pétition, 128. Rapport, 339. Adoption, 348.
Bill (B-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 371.

Wells, James Arnold—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 80-81. Adoption, 93.
Bill (I-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 372.

Welsh, Richard Edward—(*Divorce*):
Pétition, 63. Rapport, 218. Adoption, 224.
Bill (A-7)—1re, 224. 2e et 3e, 228. Adoption par Coms., 534.
Message, 538. S.R., 543. Ch. 373.

Western Pipe Lines:
Pétition, 46. Lecture, 55. Rapport, 184.
Bill (F-7)—1re, 236. 2e ajournée, 250, 256. 2e et renvoi T.C., 269. Rapport, 386. (Bill retiré.)
Motion—Remboursement des taxes parlementaires, 429.

White, Gladys Victoria Lewis—(*Divorce*):
Pétition, 62. Rapport, 340-341. Adoption, 348.
Bill (F-11)—1re et 2e, 349. 3e, 353. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 374.

Whitelaw, Simone Boily—(*Divorce*):
Pétition, 25. Rapport, 105. Adoption, 126.
Bill (H-2)—1re et 2e, 134-135. 3e, 145. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 375.

Williams, Thomas Gordon—(*Divorce*):
Pétition, 22.

Williamson, Kenneth Wright—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 401. Adoption, 414.
Bill (F-12)—1re, 422. 2e et 3e, 430. Adoption par Coms., 537.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 376.

Wise, Goldie Tessier—(*Divorce*):
Pétition, 21. Rapport, 131. Adoption, 148.
Bill (Z-3)—1re, 131. 2e et 3e, 165-166. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 377.

Wolfe, Rena Victoria Rabin—(*Divorce*):
Pétiton, 46. Rapport, 79-80. Adoption, 93.
Bill (E-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 378.

Woodall, Ralph—(*Divorce*):
Pétition, 46. Rapport, 143. Adoption, 155.
Bill (S-4)—1re, 162. 2e et 3e, 170. Adoption par Coms., 533.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 379.

Wright, William Thomas—(*Divorce*):
Pétition, 20. Rapport, 80. Adoption, 93.
Bill (G-1)—1re, 99. 2e et 3e, 114. Adoption par Coms., 531.
Message, 538. S.R., 541. Ch. 380.

Y

Young, James—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 248. Adoption, 257.
Bill (U-7)—1re, 268. 2e, 276. 3e, 283. Adoption par Coms., 535.
Message, 538. S.R., 544. Ch. 381.

Yuile, Barbara—(*Divorce*):
Pétition, 179. Rapport, 328. Adoption, 336.
Bill (U-10)—1re, 336. 2e, 343. 3e, 347. Adoption par Coms., 536.
Message, 538. S.R., 545. Ch. 382.

Yukon. Loi du—(*Modification*):
Bill (341)—1re, 399. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 413. Rapport et 3e, 428. S.R., 540. Ch. 75.

Yukon. Loi de l'extraction de l'or dans le—(*Modification*):
Bill (I-7)—1re, 242. 2e ajournée, 250, 257, 269, 275. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 283. Rapport et 3e, 428. Adoption par Coms., 434. S.R., 540. Ch. 76.

Yukon. Loi de l'extraction du quartz dans le—(*Modification*):
Bill (J-7)—1re, 242. 2e ajournée, 250, 257, 269, 275. 2e et renvoi au comité permanent des Ressources naturelles, 283. Adoption par Coms., avec un amendement; amendement agréé et message aux Communes, 494. S.R., 540. Ch. 77.

Z

Zloty, Eva Wolfovitch (Autrement connue sous le nom de Eva Wolfovitch Gold)—(*Divorce*):
Pétition, 22. Rapport, 120. Adoption, 137.
Bill (K-3)—1re, 144. 2e et 3e, 154. Adoption par Coms., 532.
Message, 538. S.R., 542. Ch. 383.

SÉNATEURS DU CANADA

PAR ORDRE D'ANCIENNETÉ

LE 10 DÉCEMBRE 1947

LE PRÉSIDENT, L'HONORABLE JAMES H. KING, C.P.

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
JAMES J. DONNELLY	Bruce-Sud	Pinkerton (Ont.)
CHARLES-PHILIPPE BEAUBIEN	Montarville	Montréal (P.Q.)
THOMAS-JEAN BOURQUE	Richibouctou	Richibouctou (N.-B.)
GERALD VERNER WHITE, C.B.E.	Pembroke	Pembroke (Ont.)
JOHN ANTHONY MCDONALD	Shédiac	Shédiac (N.-B.)
JAMES A. CALDER, C.P.	Saltcoats	Regina (Sask.)
ARTHUR C. HARDY, C.P.	Leeds	Brockville (Ont.)
SIR ALLEN BRISTOL AYLESWORTH, C.P., C.C.M.G.	York-Nord	Toronto (Ont.)
WILLIAM ASHBURY BUCHANAN	Lethbridge	Lethbridge (Alb.)
ARTHUR BLISS COPP, C.P.	Westmorland	Sackville (N.-B.)
JOHN PATRICK MOLLOY	Provencher	Winnipeg (Man.)
DANIEL E. RILEY	High-River	High-River (Alb.)
WILLIAM H. MCGUIRE	York-Est	Toronto (Ont.)
DONAT RAYMOND	de la Vallière	Montréal (P.Q.)
GUSTAVE LACASSE	Essex	Tecumseh (Ont.)
CAIRINE R. WILSON (Mme)	Rockcliffe	Ottawa (Ont.)
JAMES MURDOCK, C.P.	Parkdale	Ottawa (Ont.)
JOHN EWEN SINCLAIR, C.P.	Queen's	Emerald (Î. P.-É.)
JAMES H. KING, C.P., PRÉSIDENT	Kootenay-Est	Victoria (C.-B.)
ARTHUR MARCOTTE	Ponteix	Ponteix (Sask.)
CHARLES COLQUHOUN BALLANTYNE, C.P.	Alma	Montréal (P.Q.)
WILLIAM HENRY DENNIS	Halifax	Halifax (N.-É.)
LUCIEN MORAUD	la Salle	Québec (P.Q.)
RALPH BYRON HORNER	Saskatchewan-Nord	Blaine-Lake (Sask.)
WALTER MORLEY ASELTINE	Saskatchewan-Ouest-Central	Rosetown (Sask.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
FELIX P. QUINN	Bedford-Halifax	Bedford (N.-É.)
JOHN L. P. ROBICHEAU	Digby-Clare	Maxwellton (N.-É.)
JOHN A. MACDONALD, C.P.	Cardigan	Cardigan (Î. P.-É.)
DONALD SUTHERLAND, C.P.	Oxford	Ingersoll (Ont.)
IVA CAMPBELL FALLIS (Mme)	Peterborough	Peterborough (Ont.)
GEORGE B. JONES, C.P.	Royal	Apohaqui (N.-B.)
ANTOINE-J. LÉGER	l'Acadie	Moncton (N.-B.)
HENRY A. MULLINS	Marquette	Winnipeg (Man.)
JOHN T. HAIG	Winnipeg-Sud-Centre	Winnipeg (Man.)
EUGÈNE PAQUET, C.P.	Lauzon	Saint-Romuald (P.Q.)
WILLIAM DUFF	Lunenburg	Lunenburg (N.-É.)
JOHN W. de B. FARRIS	Vancouver-Sud	Vancouver (C.-B.)
ADRIAN K. HUGESSEN	Inkerman	Montréal (P.Q.)
NORMAN P. LAMBERT	Ottawa	Ottawa (Ont.)
J.-FERNAND FAFARD	de la Durantaye	l'Islet (P.Q.)
ARTHUR-LUCIEN BEAUBIEN	Saint-Jean-Baptiste	Saint-Jean-Baptiste (Man.)
JOHN J. STEVENSON	Prince-Albert	Prince-Albert (Sask.)
ARISTIDE BLAIS	Saint-Albert	Edmonton (Alb.)
DONALD MACLENNAN	Margaree-Forks	Port-Hawkesbury (N.-É.)
CHARLES BENJAMIN HOWARD	Wellington	Sherbrooke (P.Q.)
ÉLIE BEAUREGARD	Rougemont	Montréal (P.Q.)
ATHANASE DAVID	Sorel	Montréal (P.Q.)
ÉDOUARD-CHARLES ST-PÈRE	de Lanaudière	Montréal (P.Q.)
SALTER ADRIAN HAYDEN	Toronto	Toronto (Ont.)
NORMAN MCLEOD PATERSON	Thunder-Bay	Fort-William (Ont.)
WILLIAM JAMES HUSHION	Victoria	Westmount (P.Q.)
JOSEPH JAMES DUFFUS	Peterborough-Ouest	Peterborough (Ont.)
WILLIAM DAUM EULER, C.P.	Waterloo	Kitchener (Ont.)
LÉON-MERCIER GOUIN	de Salaberry	Montréal (P.Q.)
THOMAS VIEN, C.P.	de Lorimier	Outremont (P.Q.)
PAMPHILE-RÉAL DUTREMBLAY	Repentigny	Montréal (P.Q.)
WILLIAM RUPERT DAVIES	Kingston	Kingston (Ont.)
JAMES PETER MCINTYRE	Mount-Stewart	Mount-Stewart (Î. P.-É.)
GORDON PETER CAMPBELL	Toronto	Toronto (Ont.)
WISHART MCL. ROBERTSON, C.P.	Shelburne	Halifax (N.-É.)
JOHN FREDERICK JOHNSTON	Saskatchewan-Central	Bladworth (Sask.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
TÉLESPHORE-DAMIEN BOUCHARD	les Laurentides	Saint-Hyacinthe (P.Q.)
ARMAND DAIGLE	Mille-Îles	Montréal (P.Q.)
JOSEPH-ARTHUR LESAGE	Golfe	Québec (P.Q.)
CYRILLE VAILLANCOURT	Kennébec	Lévis (P.Q.)
JACOB NICOL	Bedford	Sherbrooke (P.Q.)
THOMAS ALEXANDER CRERAR, C.P.	Churchill	Winnipeg (Man.)
WILLIAM HORACE TAYLOR	Norfolk	Scotland (Ont.)
FRED WILLIAM GERSHAW	Medicine-Hat	Medicine-Hat (Alb.)
JOHN POWER HOWDEN	Saint-Boniface	Norwood-Grove (Man.)
CHARLES-ÉDOUARD FERLAND	Shawinigan	Joliette (P.Q.)
VINCENT DUPUIS	Rigaud	Longueuil (P.Q.)
CHARLES L. BISHOP	Ottawa	Ottawa (Ont.)
JOHN JAMES KINLEY	Queen's-Lunenburg	Lunenburg (N.-É.)
CLARENCE JOSEPH VENIOT	Gloucester	Bathurst (N.-B.)
ARTHUR WENTWORTH ROEBUCK	Toronto-Trinity	Toronto (Ont.)
JOHN ALEXANDER MCDONALD	King's	Halifax (N.-É.)
ALEXANDER NEIL MCLEAN	Nouveau-Brunswick (Sud)	Saint-Jean (N.-B.)
BREWER W. ROBINSON	Summerside	Summerside (Î. P.-É.)
FREDERICK W. PIRIE	Victoria-Carleton	Grand-Falls (N.-B.)
GEORGE PERCIVAL BURCHILL	Northumberland	South-Nelson (N.-B.)
JEAN-MARIE DESSUREAULT	Stadacona	Québec (P.Q.)
JOSEPH-RAOUL HURTUBISE	Nipissing	Sudbury (Ont.)
PAUL-HENRI BOUFFARD	Grandville	Québec (P.Q.)
JAMES GRAY TURGEON	Cariboo	Vancouver (C.-B.)
STANLEY STEWART MCKEEN	Vancouver	Vancouver (C.-B.)

SÉNATEURS DU CANADA

LISTE ALPHABÉTIQUE

LE 10 DÉCEMBRE 1947

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
ASELTINE, W. M.	Saskatchewan-Ouest-Central	Rosetown (Sask.)
AYLESWORTH, SIR ALLEN, C.P., C.C.M.G.	York-Nord	Toronto (Ont.)
BALLANTYNE, C.C., C.P.	Alma	Montréal (P.Q.)
BEAUBIEN, ARTHUR-LUCIEN	Saint-Jean-Baptiste	Saint-Jean-Baptiste (Man.)
BEAUBIEN, CHARLES-PHILIPPE	Montarville	Montréal (P.Q.)
BEAUREGARD, ÉLIE	Rougemont	Montréal (P.Q.)
BISHOP, CHARLES L.	Ottawa	Ottawa (Ont.)
BLAIS, ARISTIDE	Saint-Albert	Edmonton (Alb.)
BOUCHARD TÉLESPHORE-DAMIEN	les Laurentides	Saint-Hyacinthe (P.Q.)
BOUFFARD, PAUL-HENRI	Grandville	Québec (P.Q.)
BOURQUE, THOMAS-JEAN	Richibouctou	Richibouctou (N.-B.)
BUCHANAN, W. A.	Lethbridge	Lethbridge (Alb.)
BURCHILL, G. P.	Northumberland	South-Nelson (N.-B.)
CALDER, J. A., C.P.	Saltcoats	Regina (Sask.)
CAMPBELL, G. P.	Toronto	Toronto (Ont.)
COPP, A. B., C.P.	Westmorland	Sackville (N.-B.)
CRERAR, T. A., C.P.	Churchill	Winnipeg (Man.)
DAIGLE, ARMAND	Mille-Îles	Montréal (P.Q.)
DAVID, ATHANASE	Sorel	Montréal (P.Q.)
DAVIES, W. R.	Kingston	Kingston (Ont.)
DENNIS, W. H.	Halifax	Halifax (N.-É.)
DESSUREAULT, JEAN-MARIE	Stadacona	Québec (P.Q.)
DONNELLY, J. J.	Bruce-Sud	Pinkerton (Ont.)
DUFF, W.	Lunenburg	Lunenburg (N.-É.)
DUFFUS, J. J.	Peterborough-Ouest	Peterborough (Ont.)
DUPUIS, VINCENT	Rigaud	Longueuil (P.Q.)
DUTREMBLAY, PAMPHILE-RÉAL	Repentigny	Montréal (P.Q.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
EULER, W. D., C.P.	Waterloo	Kitchener (Ont.)
FAFARD, J.-FERNAND	de la Durantaye	l'Islet (P.Q.)
FALLIS, MME IVA CAMPBELL	Peterborough	Peterborough (Ont.)
FARRIS, J. W. de B.	Vancouver-Sud	Vancouver (C.-B.)
FERLAND, CHARLES-ÉDOUARD	Shawinigan	Joliette (P.Q.)
GERSHAW, F. W.	Medicine-Hat	Medicine-Hat (Alb.)
GOUIN, LÉON-MERCIER	de Salaberry	Montréal (P.Q.)
HAIG, J. T.	Winnipeg-Sud-Centre	Winnipeg (Man.
HARDY, A. C., C.P.	Leeds	Brockville (Ont.)
HAYDEN, S. A.	Toronto	Toronto (Ont.)
HORNER, R. B.	Saskatchewan-Nord	Blaine-Lake (Sask.)
HOWARD, C. B.	Wellington	Sherbrooke (P.Q.)
HOWDEN, J. P.	Saint-Boniface	Norwood-Grove (Man.)
HUGESSEN, A. K.	Inkerman	Montréal (P.Q.)
HURTUBISE, JOSEPH-RAOUL	Nipissing	Sudbury (Ont.)
HUSHION, W. J.	Victoria	Westmount (P.Q.)
JOHNSTON, J. F.	Saskatchewan-Central	Bladworth (Sask.)
JONES, G. B., C.P.	Royal	Apohaqui (N.-B.)
KING, J. H., C.P., Président	Kootenay-Est	Victoria (C.-B.)
KINLEY, J. J.	Queen's-Lunenburg	Lunenburg (N.-É.)
LACASSE, GUSTAVE	Essex	Tecumseh (Ont.)
LAMBERT, N. P.	Ottawa	Ottawa (Ont.)
LÉGER, ANTOINE-J.	l'Acadie	Moncton (N.-B.)
LESAGE, JOSEPH-ARTHUR	Golfe	Québec (P.Q.)
MACDONALD, J. A., C.P.	Cardigan	Cardigan (Î. P.-É.)
MACLENNAN, Donald	Margaree-Forks	Port-Hawkesbury (N.-É.)
MARCOTTE, ARTHUR	Ponteix	Ponteix (Sask.)
MCDONALD, J. A.	Shédiac	Shédiac (N.-B.)
MCDONALD, JOHN ALEXANDER	King's	Halifax (N.-É.)
MCGUIRE, W. H.	York-Est	Toronto (Ont.)
MCINTYRE, J. P.	Mount-Stewart	Mount-Stewart (Î. P.-É.)
MCKEEN, S. S.	Vancouver	Vancouver (C.-B.)
MCLEAN, A. N.	Nouveau-Brunswick (Sud)	Saint-Jean (N.-B.)
MOLLOY, J. P.	Provencher	Winnipeg (Man.)
MORAUD, LUCIEN	la Salle	Québec (P.Q.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
MULLINS, H. A.	Marquette	Winnipeg (Man.)
MURDOCK, J., C. P.	Parkdale	Ottawa (Ont.)
NICOL, J.	Bedford	Sherbrooke (P.Q.)
PAQUET, EUGÈNE, C.P.	Lauzon	Saint-Romuald (P.Q.)
PATERSON, N. McL.	Thunder-Bay	Fort-William (Ont.)
PIRIE, F. W.	Victoria-Carleton	Grand-Falls (N.-B.)
QUINN, F. P.	Bedford-Halifax	Bedford (N.-É.)
RAYMOND, DONAT	de la Vallière	Montréal (P.Q.)
RILEY, D. E.	High-River	High-River (Alb.)
ROBERTSON, W. McL., C. P.	Shelburne	Halifax (N.-É.)
ROBICHEAU, J. L. P.	Digby-Clare	Maxwellton (N.-É.)
ROBINSON, B. W.	Summerside	Summerside (Î. P.-É.)
ROEBUCK, A. W.	Toronto-Trinity	Toronto (Ont.)
SINCLAIR, J. E., C. P.	Queen's	Emerald (Î. P.-É.)
STEVENSON, J. J.	Prince-Albert	Prince-Albert (Sask.)
ST-PÈRE, ÉDOUARD-CHARLES	de Lanaudière	Montréal (P.Q.)
SUTHERLAND, D., C. P.	Oxford	Ingersoll (Ont.)
TAYLOR, W. H.	Norfolk	Scotland (Ont.)
TURGEON, J. G.	Cariboo	Vancouver (C.-B.)
VAILLANCOURT, CYRILLE	Kennébec	Lévis (P.Q.)
VENIOT, C. J.	Gloucester	Bathurst (N.-B.)
VIEN, THOMAS, C. P.	de Lorimier	Outremont (P.Q.)
WHITE, G. V., C.B.E.	Pembroke	Pembroke (Ont.)
WILSON, MME Cairine R.	Rockcliffe	Ottawa (Ont.)

SÉNATEURS DU CANADA

PAR PROVINCES

LE 10 DÉCEMBRE 1947

ONTARIO,—24

	SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
	LES HONORABLES	
1	JAMES J. DONNELLY	Pinkerton.
2	GERARD VERNER WHITE, C.B.E.	Pembroke.
3	ARTHUR C. HARDY, C.P.	Brockville.
4	SIR ALLEN BRISTOL AYLESWORTH, C.P., C.C.M.G.	Toronto.
5	WILLIAM H. MCGUIRE	Toronto.
6	GUSTAVE LACASSE	Tecumseh.
7	CAIRINE R. WILSON, MME	Ottawa.
8	JAMES MURDOCK, C.P.	Ottawa.
9	DONALD SUTHERLAND, C.P.	Ingersoll.
10	IVA CAMPBELL FALLIS, MME	Peterborough.
11	NORMAN P. LAMBERT	Ottawa.
12	SALTER ADRIAN HAYDEN	Toronto.
13	NORMAN MCLEOD PATERSON	Fort-William.
14	JOSEPH JAMES DUFFUS	Peterborough.
15	WILLIAM DAUM EULER, C.P.	Kitchener.
16	WILLIAM RUPERT DAVIES	Kingston.
17	GORDON PETER CAMPBELL	Toronto.
18	WILLIAM HORACE TAYLOR	Scotland.
19	CHARLES L. BISHOP	Ottawa.
20	ARTHUR WENTWORTH ROEBUCK	Toronto.
21	JOSEPH-RAOUL HURTUBISE	Sudbury.
22		
23		
24		

5856—40½

QUÉBEC,—24

	SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
	LES HONORABLES		
1	CHARLES-PHILIPPE BEAUBIEN	Montarville	Montréal.
2	DONAT RAYMOND	de la Vallière	Montréal.
3	CHARLES COLQUHOUN BALLANTYNE, C.P.	Alma	Montréal.
4	LUCIEN MORAUD	la Salle	Québec.
5	EUGÈNE PAQUET, C.P.	Lauzon	Saint-Romuald.
6	ADRIAN K. HUGESSEN	Inkerman	Montréal.
7	J.-FERNAND FAFARD	de la Durantaye	l'Islet.
8	CHARLES BENJAMIN HOWARD	Wellington	Sherbrooke.
9	ÉLIE BEAUREGARD	Rougemont	Montréal.
10	ATHANASE DAVID	Sorel	Montréal.
11	ÉDOUARD-CHARLES ST-PÈRE	de Lanaudière	Montréal.
12	WILLIAM JAMES HUSHION	Victoria	Westmount.
13	LÉON-MERCIER GOUIN	de Salaberry	Montréal.
14	THOMAS VIEN, C.P.	de Lorimier	Outremont.
15	PAMPHILE-RÉAL DUTREMBLAY	Repentigny	Montréal.
16	TÉLESPHORE-DAMIEN BOUCHARD	les Laurentides	Saint-Hyacinthe.
17	ARMAND DAIGLE	Mille-Îles	Montréal.
18	JOSEPH-ARTHUR LESAGE	Golfe	Québec.
19	CYRILLE VAILLANCOURT	Kennébec	Lévis.
20	JACOB NICOL	Bedford	Sherbrooke.
21	CHARLES-ÉDOUARD FERLAND	Shawinigan	Joliette.
22	VINCENT DUPUIS	Rigaud	Longueuil.
23	JEAN-MARIE DESSUREAULT	Stadacona	Québec.
24	PAUL-HENRI BOUFFARD	Grandville	Québec.

NOUVELLE-ÉCOSSE,—10

	SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
	LES HONORABLES	
1	WILLIAM H. DENNIS	Halifax.
2	FELIX P. QUINN	Bedford.
3	JOHN L. P. ROBICHEAU	Maxwellton.
4	WILLIAM DUFF	Lunenburg.
5	DONALD MACLENNAN	Port-Hawkesbury.
6	WISHART MCL. ROBERTSON, C P	Halifax.
7	JOHN JAMES KINLEY	Lunenburg.
8	JOHN ALEXANDER MCDONALD	Halifax.
9		
10		

NOUVEAU-BRUNSWICK,—10

	LES HONORABLES	
1	THOMAS-JEAN BOURQUE	Richibouctou.
2	JOHN ANTHONY MCDONALD	Shédiac.
3	ARTHUR BLISS COPP, C.P	Sackville.
4	GEORGE B. JONES, C.P	Apohaqui.
5	ANTOINE-J. LÉGER	Moncton.
6	CLARENCE JOSEPH VENIOT	Bathurst.
7	ALEXANDER NEIL MCLEAN	Saint-Jean.
8	FREDERICK W. PIRIE	Grand-Falls.
9	GEORGE PERCIVAL BURCHILL	South-Nelson.
10		

ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD,—4

	LES HONORABLES	
1	JOHN EWEN SINCLAIR, C.P	Emerald.
2	JOHN A. MACDONALD, C.P	Cardigan.
3	JAMES PETER MCINTYRE	Mount-Stewart.
4	BREWER W. ROBINSON	Summerside.

COLOMBIE-BRITANNIQUE,—6

	SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
	LES HONORABLES	
1	JAMES H. KING, C.P., Président	Victoria.
2	JOHN W. DEB. FARRIS	Vancouver.
3	JAMES GRAY TURGEON	Vancouver.
4	STANLEY STEWART MCKEEN	Vancouver.
5		
6		

MANITOBA,—6

	LES HONORABLES	
1	JOHN PATRICK MOLLOY	Winnipeg.
2	HENRY A. MULLINS	Winnipeg.
3	JOHN T. HAIG	Winnipeg.
4	ARTHUR-LUCIEN BEAUBIEN	Saint-Jean-Baptiste.
5	THOMAS ALEXANDER CRERAR C.P.	Winnipeg.
6	JOHN POWER HOWDEN	Norwood-Grove.

SASKATCHEWAN,—6

	LES HONORABLES	
1	JAMES A. CALDER, C.P.	Regina.
2	ARTHUR MARCOTTE	Ponteix.
3	RALPH B. HORNER	Blaine-Lake.
4	WALTER M. ASELTINE	Rosetown.
5	J. J. STEVENSON	Prince-Albert.
6	J. FREDERICK JOHNSTON	Bladworth.

ALBERTA,—6

	LES HONORABLES	
1	WILLIAM ASHBURY BUCHANAN	Lethbridge.
2	DANIEL E. RILEY	High-River.
3	ARISTIDE BLAIS	Edmonton.
4	FRED WILLIAM GERSHAW	Medicine-Hat.
5		
6		

COMITÉS PERMANENTS

DU

SÉNAT

4e SESSION, 20e, PARLEMENT, 11-12 GEORGE VI

1947-1948

COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE

L'honorable Orateur, Président

SÉNAT

L'honorable Orateur
Les hon. sénateurs ASELTINE
AYLESWORTH, SIR ALLEN
BEAUBIEN (*Montarville*)
BLAIS
DAVID
FALLIS
GERSHAW
GOUIN
JONES
LAMBERT
LÉGER
MACLENNAN
MCDONALD (*Kings*)
VIEN
WILSON—16.

COMITÉ MIXTE DES IMPRESSIONS

SÉNAT

BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
BLAIS
BOUFFARD
DAVIES
DENNIS
DONNELLY
EULER
FALLIS
LACASSE
MACDONALD (*Cardigan*)
MCDONALD (*Shédiac*)
MORAUD
MULLINS
NICOL
ST-PÈRE
SINCLAIR
STEVENSON
TURGEON
WHITE—19.

COMITÉ MIXTE DU RESTAURANT

L'honorable Orateur, Président

SÉNAT

L'honorable Orateur
Les hon. sénateurs FALLIS
HAIG
HOWARD
JOHNSTON
McLEAN
SINCLAIR—7.

ADMINISTRATION DU SERVICE CIVIL

L'honorable ARTHUR MARCOTTE, C.R., Président

Les honorables sénateurs

BISHOP
BOUCHARD
CALDER
COPP
DAVIES
DUPUIS
FAFARD
GOUIN
HURTUBISE
KINLEY
MARCOTTE
PIRIE
QUINN
ROBINSON
ROEBUCK
TAYLOR
TURGEON
WILSON—18.

(Quorum 7)

BANQUES ET COMMERCE

L'honorable ELIE BEAUREGARD, C.R., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
AYLESWORTH, SIR ALLEN
BALLANTYNE
BEAUBIEN (*Montarville*)
BEAUREGARD
BUCHANAN
BURCHILL
CAMPBELL
COPP
CRERAR
DAIGLE
DAVID
DESSUREAULT
DONNELLY
DUFF
DUTREMBLAY
EULER
FALLIS
FARRIS
GERSHAW
GOUIN
HAIG
HARDY
HAYDEN
HORNER
HOWARD
HUGESSEN
JOHNSTON
JONES
KINLEY
LAMBERT
LÉGER
MACDONALD (*Cardigan*)
MARCOTTE
McGUIRE
MOLLOY
MORAUD
MURDOCK
NICOL
PATERSON
QUINN
RAYMOND
RILEY
ROBERTSON
SINCLAIR
VIEN
WHITE
WILSON—48.

(Quorum 9)

BILLS D'INTÉRÊT PRIVÉ

L'honorable ADRIAN K. HUGESSEN, C.R., Président

Les honorables sénateurs

AYLESWORTH, SIR ALLEN
BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
BEAUREGARD
BOUFFARD
DAVID
DUFF
DUFFUS
DUPUIS
EULER
FAFARD
FALLIS
FARRIS
FERLAND
HAYDEN
HORNER
HOWARD
HOWDEN
HUGESSEN
HUSHION
LAMBERT
LÉGER
MACLENNAN
MCDONALD (*Kings*)
MCDONALD (*Shediac*)
MCINTYRE
MULLINS
NICOL
PAQUET
QUINN
ROBINSON
ROEBUCK
TAYLOR—32.

(Quorum 7)

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

L'honorable A. B. COPP, C.P., C.R., Président

Les honorables sénateurs

BALLANTYNE
BEAUBIEN (*Montarville*)
BISHOP
BLAIS
BOURQUE
CALDER
COPP
DAIGLE
DENNIS
DESSUREAULT
DUFF
DUFFUS
FAFARD
FARRIS
GOUIN
HAIG
HARDY
HAYDEN
HORNER
HUGESSEN
HUSHION
JOHNSTON
JONES
KINLEY
LACASSE
LAMBERT
LÉGER
LESAGE
MACLENNAN
MARCOTTE
MCDONALD (*Shédiac*)
MCGUIRE
MCKEEN
MOLLOY
MORAUD
MURDOCK
PATERSON
QUINN
RAYMOND
ROBERTSON
ROBICHEAU
SINCLAIR
STEVENSON
SUTHERLAND
VENIOT—45.

(Quorum 9)

DÉBATS ET COMPTES RENDUS

L'honorable GUSTAVE LACASSE, M.D., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BEAUREGARD
BISHOP
DUTREMBLAY
FALLIS
FERLAND
LACASSE
ST-PÈRE—8.

(Quorum 3)

DIVORCES

L'honorable WALTER M. ASELTINE, C.R., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
COPP
EULER
GERSHAW
HAIG
HOWARD
HOWDEN
KINLEY
ROBINSON
SINCLAIR
STEVENSON
TAYLOR—12.

(Quorum 3 à toutes fins)

ÉDIFICES ET TERRAINS PUBLICS

L'honorable N. MCL. PATERSON, Président

Les honorables sénateurs

DESSUREAULT
FALLIS
HAIG
LAMBERT
LESAGE
MCGUIRE
MOLLOY
PATERSON
QUINN
ROBERTSON
SINCLAIR
WILSON—12.

(Quorum 7)

FINANCES

L'honorable E. SINCLAIR, C.P., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BALLANTYNE
BEAUBIEN (*Montarville*)
BEAUREGARD
BOUCHARD
BUCHANAN
BURCHILL
CALDER
CAMPBELL
COPP
CRERAR
DAVIES
DUFF
DUTREMBLAY
FAFARD
FARRIS
FERLAND
HAIG
HAYDEN
HOWARD
HOWDEN
HUGESSEN
HURTUBISE
HUSHION
JOHNSTON
LACASSE
LAMBERT
LÉGER
LESAGE
MCDONALD (*Kings*)
MCINTYRE
MCLEAN
MORAUD
PATERSON
PIRIE
ROBERTSON
ROBICHEAU
ROEBUCK
SINCLAIR
TAYLOR
TURGEON
VAILLANCOURT
VENIOT
VIEN
WHITE—45.

(Quorum 9)

IMMIGRATION ET TRAVAIL

L'honorable CAIRINE R. WILSON, Présidente

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BLAIS
BOUCHARD
BOURQUE
BUCHANAN
BURCHILL
CALDER
CAMPBELL
CRERAR
DAVID
DONNELLY
DUPUIS
EULER
FERLAND
HAIG
HARDY
HORNER
HUSHION
LESAGE
MACDONALD (*Cardigan*)
MCDONALD (*Shediac*)
MOLLOY
MURDOCK
PIRIE
ROBERTSON
ROBINSON
ROEBUCK
TAYLOR
VAILLANCOURT
VENIOT
WILSON—31.

(Quorum 7)

ORDRES PERMANENTS

L'honorable WILLIAM DUFF, Président

Les honorables sénateurs

BEAUBIEN (*Saint-Jean-Baptiste*)
BISHOP
BOUCHARD
BUCHANAN
DUFF
DUTREMBLAY
HAYDEN
HORNER
HOWDEN
HURTUBISE
JONES
MACDONALD (*Cardigan*)
MCLEAN
ST-PÈRE
WHITE—15

(Quorum 3)

RÉGIE INTERNE ET DÉPENSES IMPRÉVUES

L'honorable G. V. WHITE, C.B.E., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BALLANTYNE
BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
CAMPBELL
COPP
FAFARD
FALLIS
GOUIN
HAIG
HAYDEN
HORNER
HOWARD
KING (*Président*)
LAMBERT
MACLENNAN
MARCOTTE
MORAUD
MURDOCK
QUINN
ROBERTSON
VIEN
WHITE
WILSON—23.

(Quorum 7)

RELATIONS COMMERCIALES DU CANADA

L'honorable W. D. EULER, C.P., Président

Les honorables sénateurs

BALLANTYNE
BEAUBIEN (*Montarville*)
BISHOP
BLAIS
BUCHANAN
BURCHILL
CALDER
CAMPBELL
CRERAR
DAIGLE
DAVIES
DENNIS
DESSUREAULT
DUFFUS
EULER
GOUIN
HAIG
HOWARD
HUSHION
JONES
KINLEY
MACDONALD (*Cardigan*)
MACLENNAN
MCKEEN
MCLEAN
MORAUD
NICOL
PATERSON
PIRIE
RILEY
ROBERTSON
ROBICHEAU
TURGEON
VAILLANCOURT
WHITE—35.

(Quorum 7)

RELATIONS EXTÉRIEURES

L'honorable NORMAN P. LAMBERT, Président

Les honorables sénateurs

AYLESWORTH, SIR ALLEN
BEAUBIEN (*Montarville*)
BEAUBIEN (*Saint-Jean-Baptiste*)
BUCHANAN
CALDER
COPP
CRERAR
DAVID
DENNIS
DONNELLY
FAFARD
FARRIS
GOUIN
HAIG
HARDY
HAYDEN
HOWARD
HUGESSEN
JOHNSTON
LAMBERT
LÉGER
MARCOTTE
MCGUIRE
MCINTYRE
MCLEAN
NICOL
ROBERTSON
TAYLOR
TURGEON
VAILLANCOURT
VENIOT
VIEN
WHITE—33.

(Quorum 7)

RESSOURCES NATURELLES

L'honorable THOMAS A. CRERAR, C.P., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BEAUBIEN (*Saint-Jean-Baptiste*)
BOUFFARD
BURCHILL
CRERAR
DAVIES
DESSUREAULT
DONNELLY
DUFFUS
DUPUIS
FERLAND
HAYDEN
HORNER
HURTUBISE
JOHNSTON
JONES
KINLEY
LESAGE
McDONALD (*Kings*)
McINTYRE
McKEEN
McLEAN
NICOL
PATERSON
PIRIE
RAYMOND
RILEY
ROBICHEAU
SINCLAIR
STEVENSON
SUTHERLAND
TAYLOR
TURGEON
VAILLANCOURT
WHITE—35.

(Quorum 9)

SANTÉ PUBLIQUE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

L'honorable CLARENCE J. VENIOT, M.D., *Président*

Les honorables sénateurs

BLAIS
BOUCHARD
BOUFFARD
BOURQUE
BURCHILL
DAVID
DONNELLY
DUPUIS
FALLIS
FARRIS
FERLAND
GERSHAW
HAIG
HOWDEN
HURTUBISE
JOHNSTON
JONES
LACASSE
LÉGER
LESAGE
McGUIRE
McINTYRE
McKEEN
MOLLOY
PAQUET
ROBERTSON
ROBINSON
ROEBUCK
VENIOT
WILSON—30.

(Quorum 7)

TOURISME

L'honorable W. A. BUCHANAN, Président

Les honorables sénateurs

BISHOP
BOUCHARD
BUCHANAN
CRERAR
DAIGLE
DAVIES
DENNIS
DONNELLY
DUFFUS
DUPUIS
DUTREMBLAY
GERSHAW
HORNER
McDONALD (*Kings*)
McKEEN
McLEAN
MURDOCK
PAQUET
PIRIE
ROBINSON
ROEBUCK
ST-PÈRE—22.

(Quorum 7)

4E SESSION, 20E PARLEMENT, 11-12 GEORGE VI, 1947-1948

LISTE DE RÉPARTITION DES SÉNATEURS

DANS

LES COMITÉS PERMANENTS

ASELTINE, L'hon. W. M.—Divorce, Finances, Débats, Bibliothèque, Régie interne, Banques, Immigration, Ressources.

AYLESWORTH, L'hon. Sir Allen—Banques, Bibliothèque, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures.

BALLANTYNE, L'hon. C. C.—Banques, Transports, Régie interne, Finances, Relations commerciales.

BEAUBIEN, L'hon. A. L. (*Manitoba*)—Ordres permanents, Impressions, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Relations extérieures, Ressources.

BEAUBIEN, L'hon. C. P. (*Québec*)—Banques, Transports, Bibliothèque, Relations extérieures, Finances, Relations commerciales.

BEAUREGARD, L'hon. E.—Banques, Finances, Débats, Bills d'intérêt privé.

BISHOP, L'hon. C. L.—Ordres permanents, Débats, Transports, Tourisme, Relations commerciales, Service civil.

BLAIS, L'hon. A.—Bibliothèque, Immigration, Santé publique, Transports, Impressions, Relations commerciales.

BOUCHARD, L'hon. T. D.—Finances, Ordres permanents, Tourisme, Immigration, Santé publique, Service civil.

BOUFFARD, L'hon. P. H.—Impressions, Bills d'intérêt privé, Ressources, Santé publique.

BOURQUE, L'hon. T. J.—Transports, Santé publique, Immigration.

BUCHANAN, L'hon. W. A.—Ordres permanents, Tourisme, Finances, Relations extérieures, Banques, Immigration, Relations commerciales.

BURCHILL, L'hon. G. P.—Finances, Banques, Ressources, Immigration, Relations commerciales, Santé publique.

CALDER, L'hon. J. A.—Transports, Immigration, Relations extérieures, Finances, Relations commerciales, Service civil.

CAMPBELL, L'hon. G. P.—Régie interne, Banques, Finances, Immigration, Relations commerciales.

COPP, L'hon. A. B.—Divorces, Transports, Service civil, Relations extérieures, Banques, Régie interne, Finances.

CRERAR, L'hon. T. A..—Banques, Relations extérieures, Finances, Tourisme, Immigration, Ressources, Relations commerciales.

DAIGLE, L'hon. A.—Transports, Banques, Tourisme, Relations commerciales.

DAVID, L'hon. A.—Relations extérieures, Bibliothèque, Bills d'intérêt privé, Banques, Immigration, Santé publique.

DAVIES, L'hon. W. R.—Impressions, Finances, Tourisme, Ressources, Relations commerciales, Service civil.

DENNIS, L'hon. W. H.—Impressions, Transports, Tourisme, Relations extérieures, Relations commerciales.

DESSUREAULT, L'hon. J. M.—Transports, Edifices publics, Banques, Ressources, Relations commerciales.

DONNELLY, L'hon. J. J.—Impressions, Ressources, Immigration, Banques, Relations extérieures, Tourisme, Santé publique.

DUFF, L'hon. W.—Ordres permanents, Bills d'intérêt privé, Transports, Finances, Banques.

DUFFUS, L'hon. J. J.—Bills d'intérêt privé, Tourisme, Transports, Ressources, Relations commerciales.

DUPUIS, L'hon. V.—Bills d'intérêt privé, Tourisme, Ressources, Immigration, Santé publique, Service civil.

DUTREMBLAY, L'hon. P. R.—Ordres permanents, Banques, Tourisme, Finances, Débats.

EULER, L'hon. W. D.—Banques, Impressions, Bills d'intérêt privé, Divorces, Immigration, Relations commerciales.

FAFARD, L'hon. J. F.—Transports, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Relations extérieures, Finances, Service civil.

FALLIS, L'hon. I. C.—Impressions, Débats, Edifices publics, Bibliothèque, Restaurant, Régie interne, Santé publique, Banques, Bills d'intérêt privé.

FARRIS, L'hon. J. W. de B.—Transports, Finances, Banques, Relations extérieures, Bills d'intérêt privé, Santé publique.

FERLAND, L'hon. C. E.—Débats, Bills d'intérêt privé, Finances, Ressources, Immigration, Santé publique.

GERSHAW, L'hon. F. W.—Bibliothèque, Divorces, Banques, Tourisme, Santé publique.

GOUIN, L'hon. L. M.—Bibliothèque, Relations extérieures, Relations commerciales, Banques, Service civil, Transports, Régie interne.

HAIG, L'hon. J. T.—Régie interne, Divorces, Banques, Restaurant, Finances, Transports, Relations extérieures, Immigration, Relations commerciales, Santé publique, Edifices publics.

HARDY, L'hon. A. C.—Transports, Banques, Relations extérieures, Immigration.

HAYDEN, L'hon. S. A.—Ordres permanents, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Transports, Finances, Banques, Relations extérieures, Ressources.

HORNER, L'hon. R. B.—Transports, Tourisme, Ordres permanents, Bills d'intérêt privé, Ressources, Immigration, Régie interne, Banques.

HOWARD, L'hon. C. B.—Divorces, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Banques, Finances, Restaurant, Relations extérieures, Relations commerciales.

HOWDEN, L'hon. J. P.—Bills d'intérêt privé, Santé publique, Divorces, Ordres permanents, Finances.

HUGESSEN, L'hon. A. K.—Finances, Banques, Transports, Relations extérieures, Bills d'intérêt privé.

HURTUBISE, L'hon. J. R.—Santé publique, Ordres permanents, Finances, Ressources, Service civil.

HUSHION, L'hon. W. J.—Bills d'intérêt privé, Finances, Transports, Immigration, Relations commerciales.

JOHNSTON, L'hon. J. F.—Transports, Finances, Relations extérieures, Ressources, Santé publique, Restaurant, Banques.

JONES, L'hon. G. B.—Ordres permanents, Transports, Bibliothèque, Banques, Ressources, Relations commerciales, Santé publique.

KING, L'hon. J. H.—(*Président*)—Régie interne, Bibliothèque, Restaurant.

KINLEY, L'hon. J. J.—Transports, Banques, Ressources, Relations commerciales, Service civil, Divorces.

LACASSE, L'hon. G.—Débats, Santé publique, Finances, Transports, Impressions.

LAMBERT, L'hon. N. P.—Bibliothèque, Bills d'intérêt privé, Transports, Edifices publics, Régie interne, Relations extérieures, Banques, Finances.

LÉGER, L'hon. A. J.—Bills d'intérêt privé, Santé publique, Relations extérieures, Banques, Finances, Bibliothèque, Transports.

LESAGE, L'hon. J. A.—Transports, Finances, Ressources, Immigration, Santé publique, Edifices publics.

MACDONALD, L'hon. J. A. (*Cardigan*)—Impressions, Relations commerciales, Banques, Ordres permanents, Immigration.

MACLENNAN, L'hon. D.—Relations commerciales, Bibliothèque, Transports, Régie interne, Bills d'intérêt privé.

MARCOTTE, L'hon. A.—Transports, Régie interne, Service civil, Banques, Relations extérieures.

MCDONALD, L'hon. J. A. (*Shediac*)—Impressions, Immigration, Transports, Bills d'intérêt privé.

MCDONALD, L'hon. J. A. (*Kings*)—Bibliothèque, Ressources, Bills d'intérêt privé, Finances, Tourisme.

MCGUIRE, L'hon. W. H.—Banques, Edifices publics, Transports, Relations extérieures, Santé publique.

MCINTYRE, L'hon. J. P.—Relations extérieures, Finances, Bills d'intérêt privé, Ressources, Santé publique.

MCKEEN, L'hon. S. S.—Transports, Tourisme, Relations commerciales, Santé publique, Ressources.

MCLEAN, L'hon. A. N.—Ordres permanents, Relations extérieures, Finances, Tourismes, Ressources, Relations commerciales, Restaurant.

MOLLOY, L'hon. J. P.—Transports, Santé publique, Immigration, Banques, Edifices publics.

MORAUD, L'hon. L.—Impressions, Transports, Relations commerciales, Banques, Finances, Régie interne.

MULLINS, L'hon. H. A.—Impressions, Bills d'intérêt privé.

MURDOCK, L'hon. J.—Régie interne, Immigration, Transports, Tourisme, Banques.

NICOL, L'hon. J.—Impressions, Banques, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures, Ressources, Relations commerciales.

PAQUET, L'hon. E.—Tourisme, Santé publique, Bills d'intérêt privé.

PATERSON, L'hon. N. McL.—Relations commerciales, Finances, Transports, Banques, Edifices publics, Ressources.

PIRIE, L'hon. F. W.—Finances, Tourisme, Ressources, Immigration, Relations commerciales, Service civil.

QUINN, L'hon. F. P.—Bills d'intérêt privé, Service civil, Régie interne, Banques, Transports, Edifices publics.

RAYMOND, L'hon. D.—Ressources, Transports, Banques.

RILEY, L'hon. D. E.—Relations commerciales, Ressources, Banques.

ROBERTSON, L'hon. W. McL.—Finances, Banques, Transports, Régie interne, Relations extérieures, Immigration, Relations commerciales, Santé publique, Edifices publics.

ROBICHEAU, L'hon. J. L. P.—Finances, Relations commerciales, Transports, Ressources.

ROBINSON, L'hon. B. W.—Service civil, Bills d'intérêt privé, Tourisme, Immigration, Santé publiques, Divorces.

ROEBUCK, L'hon. A. W.—Immigration, Bills d'intérêt privé, Finances, Tourisme, Santé publique, Service civil.

ST-PÈRE, L'hon. E. C.—Impressions, Ordres permanents, Tourisme, Débats.

SINCLAIR, L'hon. J. E.—Ressources, Edifices publics, Finances, Banques, Impressions, Transports, Divorces, Restaurant.

STEVENSON, L'hon. J. J.—Impressions, Transports, Ressources, Divorces.

SUTHERLAND, L'hon. D.—Transports, Ressources.

TAYLOR, L'hon. W. H.—Divorces, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures, Finances, Ressources, Immigration, Service civil.

TURGEON, L'hon. J. G.—Impressions, Relations extérieures, Finances, Ressources, Service civil, Relations commerciales.

VAILLANCOURT, L'hon. C.—Finances, Relations extérieures, Ressources, Immigration, Relations commerciales.

VENIOT, L'hon. C. J.—Relations extérieures, Santé publique, Finances, Transports, Immigration.

VIEN, L'hon. T.—Régie interne, Relations extérieures, Santé publique, Finances, Bibliothèque, Banques.

WHITE, L'hon. G. V.—Impressions, Banques, Régie interne, Ordres permanents, Relations extérieures, Ressources, Finances, Relations commerciales.

WILSON, L'hon. C. R.—Bibliothèque, Santé publique, Edifices publics, Service civil, Banques, Immigration, Régie interne.